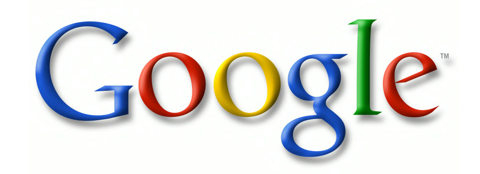




L'INSURRECTION HELLÉNIQUE

ET

LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE

PAR

PH. DE CHARNISAY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DOCTEUR EN DROIT

PARIS

Imprimerie de la Société anonyme de Publications industrielles
et d'Imprimerie administrative

A. FAYOLLE, ✠, Directeur, 20, rue Turgot.

1904

1

INTRODUCTION

De tous les peuples dont l'antiquité nous a transmis le souvenir le peuple grec est, incontestablement, celui qui a le plus contribué au développement intellectuel et moral des nations occidentales. Cette civilisation, dont l'Europe est si fière, elle la doit en grande partie à l'étude des œuvres de Démosthène, d'Isocrate, de Platon, d'Aristote, de Sophocle et des autres classiques.

La Grèce, cette terre sainte, ainsi que le disait Renan, de tous ceux dont la civilisation est le culte, devait, malgré la perte de sa liberté, continuer à diriger le monde par les arts et par l'éloquence.

Subjuguée par les Romains à la suite de la prise de Corinthe (146 avant J.-C.) et réduite en province romaine, elle domina par les idées ceux qui la dominaient par la force, *Graecia capta ferum victorem tulit*. Il lui resta une souveraineté que ses maîtres ne purent lui enlever et à laquelle ils se soumirent. Bien qu'esclave, Athènes demeura en effet la Métropole des Sciences, l'Ecole des Beaux Arts.

Les vainqueurs, devenus les disciples des vaincus, apprirent la langue que les Homère, les Thucydide, les Démosthène avaient embellie du feu de leur génie. Les Empereurs romains furent fiers de devenir citoyens d'Athènes. Adrien, Antonin et Marc-Aurèle comblèrent de bienfaits la capitale de l'Attique et s'efforcèrent de rendre à l'Académie son ancienne splendeur. Les études furent encouragées, tandis que les professeurs étaient multipliés au point que Lucien de Samothrace pouvait dire « Qu'Athènes n'était remplie que de longues barbes et de manteaux de philosophes ».

Au contact des Grecs, le goût des Romains s'épura, le sens littéraire s'éveilla et Rome essaya d'imiter ses illustres maîtres. Sous l'action de l'hellénisme, la religion romaine également s'altéra. Les Dieux rustiques des Romains ne pouvaient guère songer à résister à la poétique mythologie grecque. Mais, les Romains avaient l'esprit trop lourd pour comprendre toutes les finesses et toutes les beautés de l'hellénisme. On copia les Grecs, mais on les copia gauchement et, comme il fallait s'y attendre on exagéra leurs vices. L'empire romain marcha dès lors à grands pas vers sa chute. Il y avait pourtant dans l'activité morale des Grecs et dans le christianisme naissant, des éléments capables d'enrayer la décadence romaine. C'est ce que comprit Constantin qui, en 364, fondait l'empire Byzantin et établissait officiellement la religion chrétienne.

Cet empire Byzantin fut, durant les cinq premiers siècles, gouverné par des empereurs d'origine romaine, mais, l'irrésistible influence de la langue grecque et de la religion orthodoxe, devait bientôt les remplacer par des hommes d'origine hellénique. En 867 commence, avec Basile le Macédonien, une série d'empereurs de race grecque. Guidés par leurs souverains, dont certains, tels que Constantin VII, figurent au premier rang des lettrés, les Byzantins se livrèrent avec passion à l'étude. Un désir farouche de connaître et de s'instruire s'empara des savants, et des merveilles de compilation et de science, telles que l'encyclopédie de Photius virent alors le jour. Les arts, également, ne furent pas négligés et marchèrent de front avec les lettres et les sciences. Aussi, lors de la conquête de Constantinople (1204), les croisés et les Vénitiens contemplèrent-ils avec étonnement cette civilisation byzantine.

L'empire latin ne subit guère l'influence de l'hellénisme. Toute son histoire peut en effet se résumer dans le récit des luttes intestines qui devaient se continuer sous les Paléologues et auxquelles l'arrivée des Ottomans devait seule mettre fin.

Le 29 mai 1453, Mahomet II, se rendait maître de Constantinople dont tous les habitants étaient réduits à l'esclavage ou passés au fil de l'épée.

La rivalité des chefs grecs, qui avait été la cause de la

chute de Constantinople devait encore attirer sur la Morée les pires calamités. Malgré la présence de l'ennemi au cœur même de leur empire, Démétrius et Thomas Paléologue reprirent leurs interminables guerres. Entraîné par la haine et par la vengeance, Démétrius Paléologue implora contre son frère les armées du Sultan. Le 1er juin 1460 Mahomet II pénétrait en Morée. Une lutte, qui devait durer plus de trois cents ans, commença alors entre les Turcs et les Venitiens qui occupaient les principales places fortes de la Morée.

Placés entre deux ennemis, dont chacun poursuivait l'asservissement de leur pays, les Grecs, furent successivement l'objet des terribles vengeances des Turcs et des Vénitiens.

Le règne de Mahomet II vit le complet asservissement des Grecs. Dès lors, la grossière barbarie des Musulmans remplaça la brillante civilisation des Hellènes. Les descendants des vainqueurs de Platée, des défenseurs des Thermopyles, oublièrent dans leur misère présente leur liberté antique ainsi que la gloire de leurs ancêtres.

Cette harmonieuse langue grecque, qui avait produit tant de chefs-d'œuvre ne put également résister au contact des Ottomans et se corrompit par le mélange d'une quantité de mots turcs. Toute culture intellectuelle étant impossible en Grèce, une foule de savants comme Gemisthus Plethô, Théodore Gaze. Michel Marulle se réfugièrent en France et surtout en Italie, où les Médicis les accueillirent avec une magnificence toute royale. L'exode de ces lettrés grecs, ayant coincidé avec la découverte de l'imprimerie, propagea en Occident les merveilles littéraires de l'antiquité grecque. La désolation de la Mère Patrie amenait donc, par un singulier contre coup, une renaissance du génie hellénique en Italie. Malgré son asservissement, le peuple grec, grâce à sa religion, conserva la conscience de sa nationalité.

La foi religieuse lutta en effet puissamment en Orient contre la conquête ottomane. Les Hellènes unis et groupés par les prêtres, développèrent leur autonomie provinciale. Des écoles se fondèrent, le commerce reprit, le peuple grec, en un mot, rentrait peu à peu en possession de lui-même.

L'expédition russe de 1769 et la lâche conduite de l'amiral Orloff interrompirent un moment cette résurrection de la nation grecque.

Mais la Révolution française, en proclamant l'affranchissement de tous les peuples, devait bientôt donner une nouvelle impulsion au mouvement hellénique. Toutes les énergies nationales, l'église, les lettrés, les Klephtes, les Primats, les marins, les marchands s'efforcèrent de préparer l'affranchissement de leur pays et n'hésitèrent pas à ouvrir une lutte audacieuse contre la domination ottomane.

En même temps, une renaissance des études historiques s'opère en Europe. Un zèle ardent s'empare d'un grand nombre de savants qui, dès lors, se livrent à l'étude de la Grèce antique, non seulement d'après les livres qui nous sont parvenus, mais encore d'après les monuments, les inscriptions, les médailles.

Châteaubriand, Pouqueville, lord Byron, Boeckh parcourent en tous sens cette contrée si célèbre et pourtant si malheureuse.

Aussi les philhellènes s'enthousiasment-ils à la vue de cette révolution qui va rendre à la civilisation le pays qui jadis fut son berceau.

La Grèce délivrée va, espèrent-ils, donner un nouvel essor aux lettres et aux sciences.

Mais si les Grecs sont soutenus par la portion éclairée de l'opinion publique, ils trouveront par contre, ligués contre eux, les intérêts égoïstes des Cours européennes. Pour réussir dans leur mouvement insurrectionnel, ils auront donc à lutter non seulement contre la Porte, mais encore contre la Sainte-Alliance. C'est ainsi que nous verrons l'Autriche s'efforcer au nom de la légitimité de contrecarrer les justes ambitions du peuple hellénique. Mais tous ces obstacles ne sauront arrêter la marche des évènements.

L'ordre fictif établi par les Princes en 1815 sera brisé et la nation grecque, délivrée du joug ottoman, donnera le signal de l'émancipation à toutes les nationalités sujettes de l'Empire turc. Avec l'insurrection hellénique, la question d'Orient entre dans une nouvelle phase.

La Porte, jusqu'alors, presque exclusivement menacée par l'Autriche et par la Russie, trouvera dès lors dans les peuples chrétiens des Balkans ses plus redoutables ennemis.

La Grèce, rendue chère et sacrée à tous les peuples civilisés par l'incomparable éclat d'une floraison d'humanité sans égale ne pourra toutefois triompher qu'à la suite d'un gigantesque effort. C'est cette lutte féroce pour la liberté qui durant plus de dix ans va passionner l'opinion publique européenne, inquiéter les diplomates et les hommes d'Etat et finalement assurer la création du premier de ces Etats chrétiens, émancipé du joug du Croissant.

Il nous a paru intéressant, aujourd'hui que le temps a apaisé les passions, éclairci les obscurités, élucidé bien des problèmes de rechercher quelle fut la genèse de la Grèce moderne. Phase importante de l'histoire du XIX[e] siècle, point critique où viendra se briser le système autoritaire de la Sainte Alliance, la Révolution hellénique est aussi une date dans l'évolution du droit international. En même temps que les intrigues diplomatiques, confuses et subtiles, nous aurons à étudier les questions fondamentales du droit des gens moderne : le blocus pacifique, qui fit sa brutale apparition dans la baie de Navarin, la reconnaissance d'un gouvernement insurrectionnel dont l'importance domine au fond les événements que nous étudions, et enfin, cette éternelle question de l'intervention, l'énigme de Talleyrand, et qui n'a cessé d'être plus ou moins ouvertement la ligne directrice de la politique extérieure moderne.

Episode de la question d'Orient, l'indépendance hellénique en est peut être le meilleur résumé. Nous y trouverons toutes les difficultés nées de la présence des Turcs en Europe, leur brutale méthode de gouvernement, leur diplomatie prudente et cauteleuse et en face d'eux, des adversaires résolus et braves, mais divisés entre eux et n'ayant pour les soutenir qu'une Europe jalouse et méfiante. Les temps de 1820 sont déjà presque de l'âge héroïque et, cependant, leur étude est précieuse pour comprendre les incertitudes et les troubles de la politique européenne en Orient. A ce titre seulement, et en oubliant pour un instant, le rayonnement si pur du génie hellénique, il était bon de préciser autant que nous pouvions le faire l'histoire touffue de la régénération de la Grèce.

Notre étude aura, enfin, nous l'espérons, un dernier intérêt.

Peuple le premier parvenu à la vie libre, race nourrie

d'un illustre passé, les Grecs, paraissaient appelés à devenir, à leur tour, les émancipateurs de leurs frères chrétiens des Balkans.

C'était, semblait-il, leur destinée historique et Athènes paraissait devoir reprendre de nouveau le titre de capitale de l'Archipel.

Ces pronostics se sont-ils réalisés? Nous ne le croyons guère, et peut-être le lecteur trouvera-t-il une explication de ce paradoxe historique, s'il veut bien parcourir avec nous l'histoire des luttes, à la fois politiques et militaires, mais toujours âpres et violentes, qui ont obscurci la résurrection de la civilisation hellénique.

PREMIÈRE PARTIE

LES PRÉLIMINAIRES DE L'INSURRECTION

CHAPITRE Ier

Etat de l'Europe du Congrès de Vienne au Congrès de Laybach

1814-1820

APERCU GÉNÉRAL. — La Sainte Alliance. — Les Grecs au Congrès de Vienne. — Politique du Duc de Metternich. — D'Alexandre Ier. — De la France. — De l'Angleterre. — De la Prusse.

ÉTAT DE LA TURQUIE. — Territoire. — Population. — Armée. — Flotte. — Finances. — Impôts. — Justice. — Commerce. — Sultan Mahmoud II. — Réveil des nationalités.

SITUATION DE LA GRÈCE. — Les rayas. — Justice. — Impôts. — Autres causes de la Révolution. — Mouvements révolutionnaires étrangers. — Développement du commerce. — Renaissance intellectuelle. — Eglise grecque. — Klephets. — Armatoles. — Sociétés secrètes. — Philomuses. — Hétairie.

L'Europe, qui avait assisté impuissante à la Révolution française et avait été obligée de subir les volontés de Napoléon Ier, respirait enfin. Les troupes alliées étaient par deux fois entrées à Paris.

Ce triomphe des alliés, si longtemps inespéré, n'avait pourtant pas éclairci l'horizon. Si les armées françaises avaient été refoulées, les idées françaises, elles, continuaient à parcourir le monde.

Aussi, lors du Congrès de Vienne, les alliés étaient-ils décidés à arrêter et à détruire ces idées libérales tous les jours plus menaçantes.

2

Le Congrès de Vienne qui avait été purement politique ne sembla pas suffisant à Alexandre I[er] de Russie, qui, sous l'influence de mystiques chrétiens (1), voulut renforcer cette entente politique par une alliance religieuse.

Le 26 septembre 1815, un pacte était solennellement publié sous le nom de Sainte Alliance.

Cette pièce étrange commençait par un hommage à la Providence pour la façon dont elle venait de favoriser les trois souverains alliés, le Tzar, l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse. Ces souverains, disait le document, « ayant au cours des trois dernières années, acquis la conviction intime qu'il est nécessaire d'asseoir la marche à adopter par les puissances sur les vérités sublimes que nous enseigne l'éternelle religion du Dieu sauveur, déclarent solennellement, que le présent acte n'a pour but que de maintenir à la face de l'Univers leur détermination inébranlable de ne prendre pour ligne de conduite que les préceptes de cette sainte religion. »

En conséquence, Leurs Majestés « se conformant aux principes de la Sainte Ecriture » prenaient l'engagement de « demeurer unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble ». Ils étaient en effet décidés à « se considérer désormais comme compatriotes et à se prêter, *en toute occasion* et *en tout lieu*, assistance, aide et secours ».

« Le seul principe en vigueur entre lesdits gouvernements devait être celui de se rendre réciproquement service et de ne voir dans leurs peuples respectifs que les membres d'une même nation, *la nation chrétienne*, qu'ils s'engagaient à gouverner conformément aux enseignements du Christ ».

Ainsi comprise, la Sainte Alliance constituait un fait profondément nouveau.

Une vaste union européenne, fondée sur une base religieuse, avait pourtant été déjà réalisée au moyen âge par le Pape Grégoire VII. Mais cette union, qui visait à l'établissement d'un despotisme théocratique, différait énormément de la Sainte Alliance. Tandis que Grégoire VII rêvait en effet d'établir une monarchie universelle catholique, avec Rome pour capitale et le Pape pour chef (2), les sou-

(1) Il connaissait alors Madame de Krüdener.

(2) Grégoire VII disait en effet « C'est l'orgueil humain qui a inventé le pouvoir des rois, c'est la piété divine qui a établi celui des évêques ». « Le Pape est le seul homme dont tous les peuples doivent baiser les pieds... il est maître de déposer les empereurs ». Voir Cf. *Langeron. Grégoire VII.* Paris 1870.

verains, eux, avaient en 1815 organisé une union non pas catholique mais chrétienne. C'est ce qui avait permis aux Russes orthodoxes et aux Allemands luthériens de s'allier au nom des principes chrétiens à la catholiques Autriche.

Mais cette idée qui n'englobait que les nations chrétiennes semblait cacher quelque nouveau rêve de croisade contre les Turcs; telle fut du moins l'opinion du cabinet anglais. D'autre part, cette étroite union de trois souverains absolus et cet appel adressé aux autres princes européens, semblait devoir créer une sorte de syndicat de rois, véritable menace et pour les peuples, et pour la liberté.

Cette convention du 26 septembre devait en effet être le point de départ d'une politique collective des grandes cours, dont le but principal allait être d'écraser l'hydre de la révolution partout où elle surgirait.

Pour comprendre le véritable esprit de la Sainte Alliance, il faut chercher non dans l'élucubration nuageuse et mystique d'Alexandre ou de Madame de Krudener, mais dans les résolutions et les engagements nets et pratiques par lesquels les alliés prétendirent diriger, en novembre 1815, les destinées de la France, foyer révolutionnaire, ainsi que ses rapports futurs avec l'Europe.

Les souverains étaient, ainsi que nous l'avons déjà dit, décidés à conjurer le péril révolutionnaire et à intervenir partout où le dogme sacro-saint de la *légitimité* serait menacé.

La Sainte Alliance, en s'arrogeant ainsi le droit d'intervenir, subordonnait donc l'indépendance des peuples au bon vouloir de trois souverains (1). Cette immixtion dans les questions intérieures des pays pour la protection des trônes, constituait une négation absolue de la liberté des peuples et de la souveraineté des Etats.

Sous prétexte de mission divine, les souverains prétendaient gouverner les peuples sans que ces derniers eussent le droit d'émettre des réformes, ni de prendre la moindre initiative.

Une telle union ne pouvait aboutir qu'à une série d'interventions odieuses et inutiles. Les peuples, en effet, obligés de baisser la tête devant l'étranger, s'empressent de la

---

(1) Sur la théorie de l'intervention consulter :
M. Kebedgy. De l'intervention. Théorie générale et étude spéciale de la question d'Orient. Paris 1890.
Geffcken. Das Recht der Interwention. Handbuch des Volkesrechts.
Olivi. La questione del diritto d'intervento. Archivo guiridico. 1880.

relever plus arrogants que jamais, dès que l'intervention cesse, et le pouvoir que l'on voulait maintenir, s'écroule fatalement sous l'impopularité que lui a donné le concours de l'étranger.

Aussi, malgré leurs efforts, et malgré la Sainte Alliance, les princes ne pourront-ils pas imposer aux peuples les décisions du Congrès de Vienne.

Ce Congrès qui, d'après Metternich, devait assurer à l'Europe trente années de paix ne put, en effet, qu'établir un ordre fictif appelé à craquer bientôt de tous côtés.

Les princes n'avaient pas songé que les barrières qu'ils venaient de dresser étaient purement artificielles et destinées à s'écrouler au moindre choc. On peut, sans les consulter, parquer les peuples suivant son bon plaisir, on peut bâtir des prisons, poster des gendarmes, mais on ne saurait, suivant le mot de Catherine II, distribuer les âmes. Un traité, peut bien, à la rigueur, faire qu'un Polonais devienne, administrativement parlant, russe, allemand ou autrichien, mais aucune volonté humaine ne saurait d'un cœur polonais faire un russe, un allemand ou un autrichien.

Vainqueurs, les rois s'étaient partagé l'Europe avec autant d'égoïsme que d'avidité. Les Belges étaient sacrifiés à la Hollande, Gênes était livrée au Piémont, Venise vendue à l'Autriche, la Pologne partagée, l'Italie garottée, la Grèce dédaignée et les peuples, auxquels les rois avaient promis la liberté pour les entraîner contre Napoléon, voyaient, suivant le mot de Lord Byron (1), qu'après avoir abattu le lion, il leur faudrait maintenant rendre hommage aux loups.

Enivrés par leur victoire, les princes ne voulurent pas entendre les cris de détresse des peuples opprimés. En vain, les Grecs avaient-ils essayé au Congrès de Vienne, d'exposer leur situation et d'intéresser l'Europe à leur triste sort, en vain avaient-ils fait remettre par Alexandre Stoudza (2) un mémoire à Alexandre de Russie sur l'état de leur pays, l'Angleterre et surtout l'Autriche n'avaient même pas voulu que cette question grecque, qui devait bientôt allumer l'incendie en Orient, fût posée au Congrès.

***

Metternich, l'âme de la politique autrichienne, qui de

---

(1) *Lord Byron. Childe Harold.* London 1834.

(2) *Pertz. Biographie de Stein*, t. IV, p. 479.

1815 à 1848, sera l'homme le plus influent et le plus redouté d'Europe, était l'ennemi déclaré de la Révolution sous quelque forme qu'elle se présentât. Aussi, dès le début, se prononça-t-il hautement contre la Révolution grecque qu'il devait, dans la suite, combattre de toutes ses forces.

Le Sultan ne représentait-il pas, en effet, la légitimité au même titre que les rois de Naples ou d'Espagne et Metternich était d'autant moins disposé aux idées libérales qu'il sentait la Révolution gronder en Italie.

La France, « foyer du jacobinisme » à l'Ouest de l'Europe, avait fait courir assez de dangers aux cours souveraines, pour que l'on s'opposât à l'établissement d'un gouvernement démocratique en Orient (1).

Considérablement augmentée comme population et comme territoire, l'Autriche se trouvait partagée en trois portions dont les habitants étaient de race, de langue et de mœurs absolument différentes.

Slaves et Hongrois à l'est, Allemands au centre, Italiens au midi, il fallait, avant tout, s'efforcer de concilier des intérêts si opposés, et l'empereur d'Autriche devait chercher à acquérir la sympathie de ses sujets avant de se lancer dans de nouvelles conquêtes.

En outre, grâce aux correspondances que Gentz, conseiller aulique et ancien secrétaire du Congrès de Vienne, entretenait avec les hospodars de Valachie, Metternich n'ignorait rien des menées moscovites qui ne visaient qu'à l'anéantissement de la puissance musulmane.

***

Seul de tous les souverains, Alexandre de Russie s'intéressait au sort des Grecs.

Chef tout puissant de l'église slave, il ne pouvait voir sans douleur l'oppression des orthodoxes grecs. Mais, si sa sympathie était, dès le début, acquise aux hellènes, son caractère changeant et indécis devait l'empêcher de leur apporter les secours sur lesquels ils fondaient tant d'espoir.

Passionné et vacillant, faible, égoïste et généreux à la fois, Alexandre subissait successivement les influences les plus opposées (2). Favorable aux Grecs lorsqu'il est entouré

---

(1) *Châteaubriand* dans sa *Note sur la Grèce* t. VIII de ses œuvres complètes indique les raisons pour lesquelles l'Europe se refuse à secourir les Grecs. Paris 1826.

(2) *Vandal. Napoléon et Alexandre Ier*. Passim.

de Capodistrias, du général Yermolof, du baron Stroganof ou des Ypsilanti, il devient résolu à étouffer toute tentative de révolte dès qu'il se trouve avec Metternich. Il est autocrate et veut rester tel et il est pourtant, ou du moins, se croit libéral. L'effet de pareilles dispositions fera qu'il n'ira jamais dans aucun sens jusqu'au bout de son programme et s'arrêtera toujours au moment de prendre un parti décisif (1).

A la suite du Congrès de Vienne, son idée fixe, commune, du reste, à tous les souverains russes depuis le début du XVIII[e] siècle, avait été de précipiter la ruine de l'Empire ottoman.

Non content d'avoir, au Congrès de Vienne, refusé d'assimiler le Sultan aux souverains dont on garantissait le territoire, Alexandre, contrairement aux autres puissances qui réduisaient leurs armements, avait encore, vers la fin de 1816, 600.000 hommes prêts à entrer en campagne.

La Russie, pourtant peu hospitalière aux conspirateurs, était devenue la terre de refuge de tous les agitateurs qui avaient conspiré contre la Porte. Enfin, le tzar avait envoyé comme ambassadeur à Constantinople son ami personnel, le baron Stroganof qui, dès son arrivée, avait pris vis-à-vis du Divan un langage dont la hauteur n'était pas faite pour amener un rapprochement entre les deux pays.

Cette politique portait atteinte aux principes sacrés de la Sainte Alliance. Metternich en fut effrayé et, dès le Congrès d'Aix-la-Chapelle, il s'efforça de montrer au tzar les conséquences de cette attitude libérale.

Les peuples opprimés faisaient justement un nouvel effort pour secouer le joug de l'oppresseur. Presque simultanément, on voyait éclater quatre Révolutions, en Espagne, en Portugal, à Naples et en Sardaigne. En Allemagne, les Universités se mettaient à la tête d'un mouvement libéral, en même temps qu'un complot militaire, de peu d'importance il est vrai, était découvert à Saint-Pétersbourg.

Ces événements impressionnèrent vivement Alexandre, qui, hésitant, indécis, ne savait moins que jamais à quel parti s'arrêter. Sa politique était loin d'être uniforme. Subissant tour à tour l'influence de Capodistrias et de Nesselrode, il était absolutiste en Espagne, constitutionnel en France, libéral en Italie et en Allemagne, quant à l'Orient il semblait surtout vouloir y écarter l'influence

---

(1) *Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe*, t. I, p. 100. Paris 1891.

Autrichienne, qui, depuis des siècles s'opposait aux convoitises russes. Aussi, pour empêcher l'Autriche de neutraliser ainsi sa politique en Orient, faisait-il tous ses efforts pour se rapprocher de la France.

*
* *

En France, à la tête des affaires étrangères se trouvait justement depuis 1815 M. de Richelieu, ami personnel du Tzar, royaliste dévoué et éclairé, qui, durant l'émigration avait été gouverneur d'Odessa.

Mais un accord franco-russe était encore loin d'être populaire en France où l'on n'avait pas oublié les horreurs commises par les Cosaques en 1814.

Avant de songer à délivrer les Grecs opprimés, la France avait à libérer son territoire dont une partie était encore occupée par les troupes alliées. L'armée, les finances, étaient en outre à réorganiser.

Du reste, à l'intérieur deux partis, celui du droit divin et celui des chartes constitutionnelles en se disputant le pouvoir, empêchaient la France de prendre position dans la question d'Orient. Cette question, du reste, ne venait qu'au troisième plan, des préoccupations de nos hommes d'État, après la question italienne et surtout après les affaires d'Espagne.

Enfin, si Richelieu était partisan d'un rapprochement franco-russe, d'autres, comme Decazes, et même Louis XVIII s'inspiraient du Foreign Office dont les chefs, élevés à l'école de Pitt, considéraient le maintien de l'empire ottoman comme une question de vie ou de mort pour l'Angleterre.

*
* *

Quant à l'Angleterre, son but, l'écrasement de la France, étant désormais atteint, elle désirait maintenant se reposer de cette longue guerre, refaire ses finances et jouir de la paix.

Sa situation intérieure ne lui permettait, du reste pas, de se lancer dans une aventure orientale. La lutte venait de s'engager entre les Whigs et les Tories sur la question de la liberté de commerce des grains.

Les usines, dont le blocus continental avait empêché d'exporter les produits, regorgeaient de marchandises. Des manufactures s'étaient en outre constituées sur le continent et subvenaient maintenant aux besoins des populations.

Détrônées sur leurs anciens marchés par la production locale, les usines anglaises se voyaient obligées de renvoyer leurs ouvriers,qui allaient grossir les bandes tumultueuses des sans travail. Aussi Castlereagh s'efforçait-il, d'accord avec Metternich, de déjouer les desseins du Tzar.

Maîtresse des mers et par suite véritable dominatrice du globe, tenant captif son plus terrible adversaire, l'Angleterre avait tout à perdre à l'affaiblissement de l'empire ottoman. Aussi, établie aux Iles ioniennes, surveillait-elle la Grèce et la Turquie prête à intervenir au moindre conflit.

*
* *

La Prusse, elle, était désintéressée de la question d'Orient.

Toute son ambition était de réunir en un tout ses états épars, en s'emparant successivement des territoires intermédiaires (1).

Sous l'influence de la Russie, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, avait promis une constitution libérale à ses sujets, mais Metternich, à la suite de l'assassinat de l'écrivain Kotzebue par Karl Sand, n'avait pas eu de peine à ramener dans la contre-révolution ce prince dévôt et timoré qui ne savait jamais prendre un parti sans retour.

La Prusse suivra donc en Orient la politique de Metternich et, au Congrès de Troppau, pour bien marquer la ligne de conduite adoptée, le ministre des affaires étrangères prussiennes, M. de Bernstorf, viendra solennellement déclarer qu'en Orient « la Prusse voudra tout ce que voudra l'Autriche ».

Occupée uniquement à augmenter son influence en Allemagne, elle assistera indifférente à la décadence de l'empire ottoman qui, après avoir eu sous les sultans Sélim et Soliman le Magnifique une période de prospérité et d'expansion, était, au début du XIXe siècle, tombé dans une profonde anarchie.

*
* *

L'Empire ottoman qui avait été, territorialement parlant, un des plus grands empires du monde, était encore immense. Il comprenait, en effet, toute l'Asie mineure jusqu'à la Perse, la Syrie, l'Egypte, la Tripolitaine, la Tunisie,

(1) *Maréchal. Histoire contemporaine*, t. I, p. 375.

l'Algérie (1) et, en Europe, toute la péninsule des Balkans.

Cet Etat si grand était pourtant sans force et sans vie. Sa population était composée de races superposées entre lesquelles aucune fusion n'avait pu s'opérer (2).

Il y avait en effet, d'une part les musulmans, relativement peu nombreux, mais tout puissants et d'autre part les chrétiens. Ces derniers, ennemis irréconciliables du principe même de l'Etat, la religion musulmane, ne pouvaient être maintenus sous l'autorité ottomane que grâce à une armée forte et disciplinée prête à étouffer la moindre tentative d'insurrection.

Or, l'armée, elle aussi, était désorganisée. Les janissaires maintenant dégénérés, étaient devenus de lâches défenseurs à l'extérieur et d'audacieux voleurs à l'intérieur. En outre, ils avaient pris l'habitude de se révolter et de déposer tout sultan qui avait cessé de leur plaire (3). Les troupes des provinces, sans approvisionnements et sans chefs capables, étaient plutôt des bandes de brigands chez lesquels les connaissances militaires étaient remplacées par un incroyable fanatisme. C'est ainsi que dans les batailles, au sein de la mêlée, on voyait les Turcs détourner la tête pour décharger leurs armes, sûrs que la balle trouverait mieux toute seule le chemin qu'elle était destinée à suivre.

La flotte pouvait rivaliser avec l'armée comme ignorance et comme désorganisation.

Les finances ne comprenaient ni budget, ni contrôle. Les archives conservées dans des sacs enfouis pêle-mêle dans des caves, n'étaient feuilletées que par les rats.

La taxe de capitation qui pesait sur les mâles non musulmans était affermée à des entrepreneurs qui pressuraient les malheureux rayas (4).

La justice, par suite de la corruption des juges n'existait plus, tout devenait une question d'argent, de backchich (pourboire). Cet amour du Turc pour le backchich existait, du reste, depuis longtemps, et Frédéric le Grand avait pu

(1) Les régences de Tripoli, Tunis, Alger, reconnaissaient en effet la souveraineté de la Porte, mais ne payaient pas de tribut.

(2) *M. Casimir Pralon* (*Questions diplomatiques et coloniales*, Mars 1903) compare très judicieusement la situation de la Turquie au sujet de sa population composée de races hostiles et enchevêtrées, à une ruche sur laquelle se seraient abattus cinq ou six essaims ennemis acharnés les uns des autres.

(3) *Zinkeisen. Histoire de l'Empire ottoman*, t. III, p. 744.

(4) *Urquhart. Turkey and its ressources.* London 1833.

dire avec quelque vraisemblance que « pour de l'argent les Turcs vendraient même leur prophète ».

Le commerce, par suite du mauvais entretien et de l'insécurité des routes, était presque nul (1).

Le Gouvernement central était tout entier entre les mains du Sultan, ou de ses favoris, dont les caprices, peu obéis, même à Constantinople, ne l'étaient jamais des pachas éloignés qui étaient libres de commettre à l'égard des rayas tous les excès qui bons leur semblaient.

Aussi les Turcs éclairés et, parmi eux, le Sultan Mahmoud II, se rendaient-ils parfaitement compte que, seules, des réformes énergiques, pourraient peut-être encore sauver l'Empire ottoman d'une décadence complète.

Le sultan Mahmoud était monté sur le trône en 1808 à la suite d'une de ces révolutions de palais si fréquentes à Constantinople.

Pour s'assurer le pouvoir, ce prince n'avait reculé devant aucune cruauté. Voulant éteindre, à tout jamais, la ligne de son frère Moustapha IV, il ne s'était pas contenté du meurtre de son rival, mais avait encore, dans un accès de cruauté, fait jeter à la mer quatre sultanes enceintes cousues dans un sac.

Sombre, mélancolique, d'une rare dureté lorsqu'il y allait de ses intérêts, il ne condamnait pourtant pas, ainsi que ses prédécesseurs, par pur caprice, et si l'on pouvait voir dans la cour du sérail des piles de têtes, d'oreilles et de nez exposés dans des niches de la grille, c'était pour intimider et non pour se procurer un immonde plaisir (2). Doué d'une volonté de fer, dissimulant toutes ses sensations et possédant une rare patience, il savait attendre le moment propice pour réaliser ses projets réformateurs.

Des réformes étaient d'autant plus nécessaires qu'une nouvelle cause de démembrement de l'Empire ottoman venait de surgir tout à coup.

*
* *

Jusqu'au XIXe siècle, l'Islam avait surtout eu à lutter contre la politique de conquête de l'Autriche et de la Russie.

A partir de 1815, nous assistons à un réveil des nationalités et ce sera la Grèce, terre classique de la liberté, qui,

(1) *Urquhart. The spirit of the Orient.* London 1840.

(2) *Jouanni. La Turquie*, p. 379 (collection de l'Univers pittoresque).

la première, essaiera de secouer le joug plusieurs fois séculaire de la puissance ottomane.

Sous la domination turque, les sciences, les arts, le commerce, tout avait dépéri. Non content de personnifier la barbarie, le Turc, ainsi que l'a fait remarquer Eton (1), avait encore éteint l'intelligence et l'activité chez les autres.

Le pays était sans culture et dépeuplé. Ce n'étaient plus les riches provinces que Villehardouin décrivait avec étonnement en 1204. La plaine de l'Elide était devenue un véritable désert. La tyrannie des gouverneurs et des percepteurs d'impôts faisait fuir ces malheureux qui abandonnaient leur demeure pour se réfugier en Asie Mineure, espérant y rencontrer une existence moins cruelle, comme le malade espère calmer ses douleurs en étirant sur son lit ses membres endoloris.

Placés sous l'autorité absolue des pachas dont les caprices avaient depuis longtemps remplacé les lois, les rayas étaient continuellement soumis à mille tracasseries. Leurs vêtements, leurs coiffures, leurs maisons devaient avoir une forme spéciale qui attirait sur eux le mépris et la haine des Turcs.

Aucune protection n'était accordée à la personne des rayas dont le meurtre, défendu par aucune loi turque, était encouragé par le Coran qui, pour exciter à la lutte contre les infidèles, promet le Paradis à tout croyant ayant eu le bonheur de tuer un chrétien.

Attaqué, le Grec n'avait pas même le droit de se défendre. Le Turc, par contre, jouissait d'une immunité révoltante qui lui permettait d'immoler impunément un ennemi ou un inconnu chrétien. S'était-il, en effet, trompé par hasard dans l'accomplissement d'un acte de vengeance, et avait-il massacré un innocent? Peu importait: les tribunaux se gardaient d'intervenir, et il se consolait facilement en songeant que si ce Grec avait continué à vivre il aurait *peut-être* pu un jour lui causer des dommages et, par suite, il estimait avoir bien agi en se prémunissant ainsi contre les présumées mauvaises intentions d'un inconnu (2).

La justice rendue par les Mollas et les Cadis n'existait que de nom et ne servait qu'à commettre des actes de vengeance et d'injustice.

Les témoignages des Turcs seuls comptaient, aussi les

---

(1) *Eton. A survey of the Turkish Empire.*

(2) *Savary. Lettres sur la Grèce.* Paris 1788.

rayas étaient-ils en cas de difficultés, obligés de soudoyer des témoins mulsulmans ce qui du reste, lorsque leur adversaire était un ottoman influent, ne les empêchait pas de perdre leur procès (1).

La vénalité et la corruption, bases de la justice, étaient également toutes puissantes dans l'organisation de l'administration, et le peuple grec formula la leçon de sa longue et cruelle expérience par ce dicton populaire : « As-tu vu un Turc, il veut de l'argent. En as-tu vu un autre, il en veut encore » (2).

Deux impôts étaient surtout impopulaires. L'un, était le Kharatch dont le paiement permettait à l'imposé, ainsi que le disait la quittance, de porter sa tête sur ses épaules durant une année (3). L'autre, était le Devchürmé, en vertu duquel le cinquième des enfants mâles était incorporé dans le corps des janissaires après avoir été préalablement fait musulman.

Cette coutume odieuse, supprimée en 1685 pour l'armée continentale, subsista pour le recrutement de la flotte jusqu'en 1821 (4). Pour la perception des autres impôts, le peuple avait en général à supporter l'avidité de trois intermédiaires.

Le droit de percevoir l'impôt dans un district, après avoir été acheté par un bey, était divisé en différentes branches dont chacune était séparément affermée à des primats grecs. Ces primats grecs à leur tour divisaient les impôts qu'ils devaient recouvrer en petites parties dont ils sous-louaient la perception à la magistrature locale du district où la perception devait être opérée (5).

Devant une pareille oppression on comprend l'enthousiasme que dut provoquer chez les Grecs la Révolution française dont les principes étaient la condamnation même de la domination turque (6).

En outre, l'agitation dans laquelle se trouvait au début du XIXe siècle le sud de l'Europe eut incontestablement une

---

(1) *Leake. Tavels in Morea*, 1805-1806.

(2) *Bikelas. La Grèce byzantine et moderne.*

(3) *Mavrocordato. Coup d'œil sur la Turquie.*

(4) *Lavisse et Rembaud. Histoire générale*, t. V., p. 889.

(5) *Argyropulos* Δημοτιχῆ Διοίκησὶς ἐν Ελλάδὶ, p. 25.

(6) La Révolution proclamait en effet, que tout gouvernement qui ne représenterait pas la race ou la nation, qui ne relèverait pas de la volonté générale, qui ne respecterait pas les droits personnels de chaque homme serait illégitime.

influence sur les destinées de la Grèce. Il est vrai que ni les francs-maçons espagnols, ni les carbonari italiens, n'ont agi directement sur les philiques grecs, mais il est certain que les insurrections qui eurent lieu en deça des Pyrénées et des Apennins, ont fait naître le souffle qui devait attiser l'incendie couvant depuis longtemps sous les cendres aux pieds de l'Hémus.

Mais de toutes ces causes, celle qui eut le plus d'influence sur l'explosion de la Révolution, ce fut le développement extraordinaire que le commerce grec venait de prendre tout à coup.

Jusqu'en 1774, tout le commerce en Turquie avait été entre les mains des étrangers, car les abus et les privilèges des janissaires rendaient tout trafic à l'intérieur du pays et le long des côtes absolument impossible.

Mais le traité de Koutchouk-Kainardji, ayant accordé aux marchands russes le libre passage des Dardanelles, les Grecs, en demandant des patentes ou « bérats » à l'ambassadeur russe, obtinrent le droit de naviguer sous pavillon russe. De sujets turcs, ils devenaient en quelque sorte protégés russes ; échappaient par suite aux impôts les plus lourds, et voyaient en outre leur personne et leurs biens désormais protégés.

Cette clause du traité de Koutchouk-Kainardji donna au commerce grec une extension d'autant plus grande que la lutte sans merci de la France contre l'Angleterre avait détourné de l'Orient les flottes de ces deux pays. La marine autrichienne existait à peine et celle de la Russie était encore à l'état de projet. Tout à leur commerce, les Grecs montrèrent d'étonnantes dispositions mercantiles. La mer Egée devint bientôt couverte de vaisseaux grecs dont les capitaines en parcourant toutes les mers avaient, ainsi qu'Ulysse vu « l'opulence, la richesse, le bonheur et les mœurs d'une quantité de peuples » leur âme s'était fortifiée par d'innombrables dangers, mais un trait empoisonné, le souvenir de leur servitude, les suivait partout. Ces hardis navigateurs se demandaient avec confusion, à leur retour dans leurs foyers, pourquoi, rois sur leurs vaisseaux, ils devaient redevenir esclaves dès qu'ils avaient foulé le sol où dormaient leurs glorieux ancêtres.

Partout où le Turc n'intervenait pas, on voyait surgir des ports ou des usines. Des fortunes considérables se formaient, et, pour la première fois, on voyait dans ce pays, pourtant réduit à la misère, des hommes comme ce Warvakis de Psara dont les revenus atteignaient plus d'un million de roubles par an.

Ces riches armateurs, convaincus que la rénovation de la Grèce, en tant que nation, devait d'abord être préparée par la renaissance intellectuelle qui ne saurait exister sans provoquer immédiatement celle de la vie politique, firent tous leurs efforts pour tirer leurs pays de l'ignorance dans laquelle la domination turque l'avait fait tomber (1).

N'ayant rien à gagner, mais tout à perdre dans une lutte armée, ces riches Hellènes désiraient vaincre les Turcs, non à coups de sabre, mais par la supériorité des lumières et des richesses.

De tous côtés en voyait s'élever des écoles et il n'y eut bientôt pas de commune grecque qui n'en possédât au moins une.

Ces Grecs opulents, désireux de s'instruire n'allaient pas seulement dans les ports pour fonder des comptoirs, ils se rendaient encore en foule dans les villes savantes de l'Europe pour y étudier les humanités.

Paris, Vienne, Leipzig, furent ainsi bientôt les foyers de la renaissance hellénique.

Le commerce et la navigation devenaient l'ancre de salut pour le développement intellectuel de la nation.

Cette régénération intellectuelle n'avait pourtant été rendue possible que grâce à l'église grecque qui, en gardant l'ancienne langue hellénique avait conservé à la Grèce sa foi et son unité. Lien d'union et de consolation dans le malheur, l'Eglise à elle seule, n'aurait pourtant pas pu conduire à l'unité nationale (2), car le haut clergé, placé dans une situation privilégiée, était hostile à tout mouvement révolutionnaire. En outre le relâchement de ses mœurs et surtout sa vénalité lui avait fait perdre la considération des chrétiens.

Le bas clergé par contre, pauvre et peu respecté du Turc était lui tout prêt à la révolte.

Il n'y avait aucune différence d'éducation ni d'instruction entre le paysan et le pope qui, après l'achèvement machinal du culte, allait cultiver son champ. Aussi, dès le début de l'insurrection, verrons nous les popes à la tête de leurs ouailles imprimer à la lutte ce caractère religieux qu'elle devait garder jusqu'à la fin.

Ces paysans et ces popes des campagnes qui avaient souffert étaient avec les klephtes et les armatoles les vérita-

(1) *Korais. Exhortations politiques*, Paris, 1823.

(2) *Finlay. The Greek Revolution*. London 1862. T. I. p. 12.

bles gardiens de l'esprit hellénique et les futurs héros de la guerre d'indépendance.

Lors de leurs premières invasions, les Turcs avaient chassé cette race grecque devant eux comme un troupeau de cerfs. Trois cents ans plus tard, les Vénitiens avaient trouvé les Grecs et même les bergers albanais fort peu enclins au maniement des armes.

Mais un changement profond, dû à la cessation du Devchürmé, venait de s'opérer, et c'est chez les klephtes, qui avaient préféré fuir dans la montagne que de devenir les esclave des Turcs, que l'on vit poindre les premiers germes de la régénération physique d'un peuple dégénéré.

Habitués à parcourir en tous sens leurs abruptes montagnes, rompus à tous les exercices, ils étaient d'une rare agilité.

Leurs chants, en célébrant leurs exploits, vantaient les coureurs dont les talons touchaient les oreilles et les tireurs qui, dans l'obscurité, visaient avec certitude l'ennemi à la seule lueur de son tir.

Ainsi que les bergers d'Amérique et les contrebandiers d'Espagne, les klephtes criminels devant la loi, étaient les favoris redoutés du peuple, ennoblissant un mauvais métier qui servait parfois de mauvais correctif à un mauvais gouvernement.

Une vie indépendante, même marquée de crimes, a toujours séduit l'esprit des gens opprimés.

Alors que tout le monde subissait l'oppression Ottomane, seuls ils résistaient, et le raya dont le fils était dans la montagne était rarement molesté par les Turcs qui redoutaient la vengeance du klephte.

Pour combattre ces klephtes, les Sultans eurent recours aux Armatoles, milice chrétienne qui existait déjà à l'époque de l'Empire Byzantin. Mais gendarmes et brigands, animés tous deux d'une égale haine du Turc, étaient le plus souvent d'intelligence et s'aidaient mutuellement à lever des taxes sur les cultivateurs.

Enfin uniquement chargés d'éteindre la Klephtourie, leur raison d'être aurait disparu avec les klephtes qu'ils n'avaient, par suite, garde de détruire.

Ces klephtes et ces armatoles qui devaient fournir à la Révolution ses plus vaillants soldats et que nous verrons plus d'une fois abrités derrière de misérables parapets, le couteau entre les dents, leur vieux tromblon à la main,

arrêter des armées turques de beaucoup supérieures en nombre, n'étaient pourtant pas capables d'organiser un mouvement général assez puissant pour affranchir leur pays.

Se grouper, se compter, s'organiser, préparer des plans et recueillir les ressources, telle devait être la mission des sociétés secrètes.

Ne possédant aucune police secrète, le Sultan, pas plus que ses ministres, ne se douta un seul instant qu'un complot se tramait au milieu d'eux. Cette négligence devait être d'un grand secours aux Grecs, et Tricoupi, l'historien grec de la Révolution hellénique, autrefois employé au consulat anglais de Patras, pense que l'existence d'une police secrète turque, aurait empêché, à elle seule, tout mouvement d'éclater avec chances de succès.

Parmi les nombreuses sociétés secrètes grecques qui se créèrent alors, les deux principales furent, la société des Philomuses, fondée à Athènes en 1812 et qui était chargée de recueillir des fonds de tous cotés et l'Hétairie (1) organisée à Odessa en 1814 par Nikolas Skouphas d'Arta.

Fondée en Russie, elle flatta le tzar et chercha à le conquérir tout en organisant « l'union armée de tous les chrétiens de l'Empire Turc pour faire triompher la croix du tyrannique croissant ».

Un esprit de mensonge et de dissimulation régna dès le début dans cette association qui, tout d'abord, ne comprit qu'un tout petit nombre de membres (2).

En 1816, Skouphas la transporta à Moscou, d'où il envoya dans tout le pays compris entre le Danube et la mer d'Azof des délégués chargés de répandre la bonne porole. Malgré cela, l'Hétairie ne faisait pas de progrès.

Voyant qu'il ne fallait pas compter sur les gens du Nord, Skouphas prit un parti d'une rare témérité et vint, en 1818, placer, à Constantinople même, le siège de l'Hétairie.

Anthimos Gazis partit pour le Pélion, Perrhaibos se dirigea vers la Laconie, tandis qu'Anagnostopoulos se rendait vers le Danube et que Tzakalow allait à Pise gagner à sa cause le Métropolitain Ignace et le Prince Mavrocordato.

Pendant sept ans les membres de l'Hétairie épièrent en vain le moment d'agir, et n'eut été l'insurrection d'Ali Pacha,

---

(1) Hétairie vient du mot grec ἑταῖρος qui signifie compagnon, ami.

(2) *Gordon. History of the Greek Révolution*, p. 41.

qui leur offrait le prétexte si longtemps cherché ; ils eussent probablement dû rester dans l'inaction jusqu'à l'ouverture des hostilités entre la Porte et la Russie.

Cette révolte d'Ali de Tépélen, en immobilisant les armées turques et en dégarnissant de troupes musulmanes les villes grecques, permit un soulèvement, absolument anarchique, que la présence d'un fort contingent ottoman aurait facilement étouffé.

CHAPITRE II

Révolte d'Ali de Tépélen

ALI DE TÉPÉLEN. — Son aide à la cause grecque. — Son éducation. — Sa jeunesse. — Prise de Tépélen. — Pacha de Janina. — Défaite du général Lasalcette. — Cruauté d'Ali. — Prise de Souli. — Affaires de Parga. — Administration du Pachalik de Janina. — Trésor d'Ali.

COMPLOT CONTRE PASHO BEY. — Ali déclaré fermanly. — Il convoque le Divan. — Plan de campagne d'Ali. — Plan de campagne de Mahmoud. — Défection d'Omer-Vrione. — Les Turcs devant Janina. — Trahison des fils d'Ali. — Khurshid Pacha général en chef. — Ali demande des secours aux Grecs. — Défection des Albanais. — Négociations. — Mort d'Ali de Tépélen.

Ali de Tépélen de la tribu des Toskides naquit à Tépélen vers 1749.

La vie et l'insurrection d'Ali de Tépélen n'auraient été qu'un de ces faits banals et peu importants dont pullule l'histoire de l'Empire Ottoman sans des circonstances imprévues qui, dans la suite, devaient lui faire favoriser et aider, souvent même à son insu, l'insurrection hellénique.

Dès qu'Ali eut conçu l'idée de faire de l'Epire un état indépendant, dont il serait le seul et unique maître, il essaya de discréditer le Sultan aux yeux de ses troupes et de leur persuader que le mahométan qui régnait à Constantinople était le véritable ennemi de la race albanaise.

Il espérait ainsi, avec raison, que tout blâme ou réprimande que pourrait lui adresser le Sultan n'aurait aucune influence sur ses serviteurs et ne saurait les détacher de lui. L'essentiel pour Ali était donc de s'assurer de la fidélité de cette armée qu'il devait s'efforcer de créer et qui, équipée et organisée à l'Européenne, allait être capable de résister victorieusement aux hordes de Mahmoud.

Cette lutte sourde et ininterrompue dirigée contre l'au-

torité de la Porte attira à ses côtés de nombreux Grecs, tous ennemis déclarés du Sultan.

Quoique Ali eut, ainsi que tous les musulmans, un profond mépris pour les rayas, il sut pourtant faire un excellent accueil aux Grecs qui, en venant grossir le nombre de ses partisans, mettaient au service de sa cause leur intelligence et leur habileté.

En outre, afin d'avoir les mains libres en Epire, Ali chercha à occuper ailleurs l'attention du Sultan. Pour créer cette diversion, il crut que la meilleure politique consistait à encourager la révolte en Grèce où les habitants, las du joug ottoman, n'attendaient qu'un signal pour se lever en masse.

Pour une fois, l'habile Pacha se trompait, et c'était juste le contraire de ce qu'il avait prévu qui allait arriver.

Mahmoud, croyant en effet qu'un soulèvement de rayas n'avait aucune chance de réussite, négligea les troubles précurseurs de la révolte qui éclataient en Grèce et concentra son attention, ainsi que ses troupes, sur Ali de Tépélen dont les menées l'inquiétaient depuis longtemps.

En occupant ainsi la scène politique, Ali permit aux Grecs de préparer leur soulèvement, sans attirer l'attention du Sultan dont tous les regards étaient tournés vers Janina.

L'Insurrection, grâce à la diversion d'Ali, une fois éclatée, l'habile Pacha en empêcha la répression, en immobilisant devant Janina Khurshid Pacha et l'élite des troupes musulmanes. Les Grecs purent ainsi remporter durant l'année 1821 de nombreux succès et étendre l'insurrection sur tout leur territoire.

Aussi est-ce à cause du rôle important, bien qu'indirect, joué par Ali dans les débuts de l'insurrection hellènique que nous croyons utile de retracer ici la vie et la révolte du célèbre Pacha.

Veli-Bey, le père d'Ali, mort, sa veuve Khamio fut nommée tutrice. Elle donna au jeune Ali une éducation toute militaire, et l'habitua à la vie dure et pénible du guerrier albanais.

Ali commença sa fortune comme simple klephte. Rendu hardi par le succès, il réunit autour de lui un certain nombre d'aventuriers à la tête desquels il se mit à ravager les terres de ses voisins. Sentant toutefois qu'il n'aurait d'autorité qu'une fois maître de Tépélen sa ville natale, il

résolut de s'en emparer. Ne pouvant la prendre par la force, il eut recours à la ruse.

Comme il avait coutume, après ses parties de chasse, de se reposer à l'ombre d'un bois voisin de Beutcha, il fit proposer, par un de ses affidés, à ceux qui le haïssaient, de l'assassiner durant son sommeil. Le plan de son propre meurtre une fois arrêté, il devança ses ennemis au lieu du rendez-vous, attacha sous la feuillée une chèvre préalablement recouverte de sa capote, puis, travesti, se rendit à son sérail.

Ses ennemis s'étant approchés déchargèrent leurs fusils à bout portant contre ce qu'ils croyaient être Ali, et dans leur joie partirent pour Tépélen en criant sans s'être assurés du succès, dont ils se croyaient certains, « Ali n'est plus, Ali est mort, nous sommes délivrés ».

Pour fêter dignement ce grand évenement ils se livrèrent aux pires orgies. Lorsqu'ils furent complètement ivres de vin et de joie, Ali sortit à la tête de ses partisans, les massacra et s'empara ainsi de la ville sans la moindre résistance (1).

A la suite de ce succès, il obtenait en 1783 le Pachalik de Tricala, et achetait enfin, en 1788, le Pachalik de Janina (2).

Profitant de la chute de Venise, il s'établit à Nivitza à Agio-Vasili et prit la place forte de Butrinto.

A la nouvelle du débarquement de Napoléon en Egypte, Ali rappela en toute hâte ses troupes de Vidin. Avec sa sagacité ordinaire il avait en effet prévu qu'un conflit entre la France et la Porte était désormais inévitable. Aussi tout en protestant de son inaltérable affection pour la France s'empressa-t-il de lever de tous côtés de nouvelles recrues (3). Son armée une fois équipée, il jeta le masque d'ami de la

---

(1) *Alphonse de Beauchamp. Histoire d'Ali Pacha.* Paris 1822.

(2) *Gervinus. Régénération de la Grèce.* Paris 1863. t. I, p. 52.

(3) La conquête de l'Italie par Napoléon avait amené le traité de Campo-Formio (1797) qui rayait Venise du rang des puissances et attribuait à la France l'archipel Ionnien avec ses dépendances en terre ferme jusqu'alors possessions vénitiennes.

Le 15 messidor an V (5 juillet 1797) le général français Gentili occupait Corfou, tandis que l'adjudant général Roza se rendait à Janina pour gagner Ali à la cause des Français.

L'habile Pacha reçut Roza avec effusion, lui fit épouser Zeita, jeune Grecque renommée pour sa beauté et, pour bien le convaincre qu'il était ainsi qu'il l'écrivait à Napoléon « le plus fidèle disciple de la religion des Jacobins », se mit en compagnie de Roza, du métropolitain et de ses fils à danser la carmagnole.

En caressant ainsi la chimère de Roza, Ali put, sans que les Français

France et se précipita à l'improviste sur la colonne du gouverneur de Prévenza, le général Lasalcette, qui, à la tête de 400 hommes se rendait à Nicopolis où se trouvait le général Chabot.

Attaqués au milieu de la nuit, les Français, malgré d'héroïques efforts, ne purent repousser les troupes d'Ali. Un grand nombre de ces braves furent massacrés, les autres tombèrent entre les mains d'Ali qui, pour leur faire expier les pertes qu'ils lui avaient fait subir, se livra sur eux aux pires excès.

Les ayant fait conduire vers les cadavres de leurs malheureux compagnons d'armes, il les contraignit à coups de bâton à dépouiller les têtes de leurs anciens camarades, d'en saler les peaux et de les transporter à Janina. On leur fit ensuite traverser par un hiver vigoureux le nord de la Grèce où beaucoup périrent de froid et de fatigue. Aussitôt que l'un d'entre eux se traînait avec peine, un de leurs atroces conducteurs le terrassait, lui coupait la tête et la donnait à porter à ses compagnons.

En récompense des horreurs qu'il venait de commettre, Ali reçut de la Porte la décoration de la quatrième queue, le titre d'Astan (Lion), et l'Amiral Nelson s'arrêta dans la mer Egée pour le féliciter de sa victoire, « tout en regrettant, disait-il, de ne pas pouvoir descendre à terre pour embrasser le héros de l'Epire » (1). Son ambition grandissant avec les succès, Ali profita des querelles hérédi-

---

eussent le moindre soupçon, équiper une petite flotte dans le fond du golfe Ambracique.

La veille de Pâques de l'année 1798 les troupes d'Ali débarquaient à Loucavo et s'emparant de Nivitza, Vasili et de Saint-Basile dont elles chassaient les petites garnisons françaises.

A la suite de ces succès Ali s'empressa d'écrire au général Chabot qui avait succédé au général Gentili dans le commandement des îles Ionniennes pour se lamenter sur le malentendu qui avait, disait-il, provoqué ces regrettables échauffourées, et renouvelant ses anciens serments il se déclarait, plus que jamais, l'ami de la France.

Une fois de plus le fourbo fut cru. Mais le général Chabot fut bientôt obligé de reconnaître son erreur lorsqu'il vit Roza jeté en prison à Janina, la place de Bouthrotum prise de vive force et la colonne du général Lasalcette totalement détruite.

A la suite de ces victoires d'Ali, les Français durent évacuer les îles Ionniennes en 1799. Les villes du continent restèrent à Ali, quant aux îles occupées par les Russes et les Turcs elles formèrent jusqu'au traité de Tilsitt (1807) qui les réunit à la France, la République des Sept Iles Unies.

Si nous avons ainsi insisté sur cette lutte d'Ali contre les troupes françaises, c'est que cette expédition, peu connue, est, en général, passée sous silence.

(1) *Dufrenoy. Histoire de la Grèce moderne*, t. II, p. 58.

taires des villages pour détruire Souli dont les femmes et les enfants se précipitèrent du haut d'un rocher dans l'abime plutôt que de tomber vivants entre ses mains.

Puis ce fut le tour de Khormovo, de Gardhaki successivement prises, pillées et dont les habitants furent livrés aux pires supplices.

Les événements de France ayant entraîné la suppression du consulat français de Janina, Ali ne redoutant plus la France, ni la Russie, alors en paix avec la Turquie, devint l'allié de l'Angleterre qui, le 10 mai 1819, lui permit d'occuper Parga, dernier refuge des familles chrétiennes, seule ville grecque restée libre jusqu'en 1819, successivement protégée par les Vénitiens, les Russes, les Français, les Anglais, et qu'Ali convoitait depuis longtemps. En apprenant qu'ils devenaient les sujets du terrible Pacha, les vieillards, les hommes, les femmes, les enfants, se jetèrent aux pieds de l'Autel de la Vierge protectrice d'une ville fondée sous ses auspices, puis, se rendirent au cimetière. Là, ouvrant les tombeaux de leurs ancêtres, ils en retirèrent les ossements et, chargés de ces restes précieux s'enfermèrent dans la citadelle d'où le général anglais Adam les fit embarquer pour Corfou et Hydra, dernière étape d'une triste et misérable vie (1).

Par suite de l'occupation de Parga, Ali qui semblait réunir tout ce que la cupidité et la luxure, l'intrigue et la perfidie peuvent imaginer de plus honteux, était arrivé à constituer un état indépendant plus grand que celui de Pyrrhus (2).

Centralisant tous les pouvoirs dans ses mains il avait fait tous ses efforts pour affaiblir l'autorité du Sultan et y avait réussi. Accueillant de son mieux les Grecs qui l'enrichissaient par leur travail, il favorisa aussi les lettres et fit de Janina la capitale littéraire de la Grèce. Il fonda également des écoles qui remplissaient de joie ceux des hellènes qui rêvaient l'indépendance future de leur pays (3).

D'une avidité insatiable, il rechercha toute sa vie la pierre philosophale avec laquelle il espérait encore augmenter ses richesses pourtant considérables.

C'était les mains pleines que l'on abordait le redoutable Pacha.

---

(1) *F.-C.-H.-L. Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce*, t. II. p. 79.

(2) *Mendelssohn-Bartholdy. Geschichte Griechenland.* Berlin.

(3) *Finlay. Greek Revolution*, t. I, p. 66.

Une pièce de drap, un mouton vivant, un présent si petit fût-il faisait soulever le rideau des salons dorés.

Faux-monnayeur, payant ses troupes avec des pièces usées, prétextant des voyages à l'époque des fêtes du Bairam et du Courban pour ne pas donner de cadeau à ses serviteurs, prêtant de l'argent à 30 0/0 aux commerçants que ses impôts ruinaient, il était toujours prêt à commettre pour un peu d'or n'importe quel crime à n'importe quel moment (1).

Possédant une armée bien entraînée et un territoire immense, voyant tous ses fils et petits fils pourvus d'emplois éminents et non moins lucratifs, il pouvait se croire égal aux souverains, car si le titre lui faisait défaut, les flatteurs eux ne manquaient pas de le lui prodiguer. Il semblait que le temps pour lui était venu de se couronner de roses et de se reposer au sein des plaisirs. Ali, malheureusement, ignorait le caractère du Sultan Mahmoud II, et prenait pour de la faiblesse ce qui, chez ce prince, était de la prudence et de l'habileté. Persuadé qu'à la mort d'Ali, la division de ses fils, en les affaiblissant, les replacerait sous son sceptre, il subissait en effet en silence le Pacha de Janina comme un mal passager.

Une imprudence d'Ali devait mettre le feu au baril de poudre sur lequel, comme il le disait lui même, tout Pacha se trouve assis (2).

* * *

Ismael Posho Bey, après avoir été le confident d'Ali, était allé auprès du Sultan où il s'efforçait de miner l'influence du puissant Pacha.

Décidé à se débarrasser de son ennemi, Ali n'eut pas de peine à trouver parmi son entourage des hommes disposés à exécuter son sinistre projet. Trois albanais expédiés se-

---

(1) *Lord Byron* qui fut reçu par Ali en fait le portrait suivant :

Ali reclined, a man of war and woes,
Yet in his lineaments ye cannot trace,
While Gentleness her milder rediance throws.
Along that aged venerable face.
The deeds that lurk beneath, and stain him with disgrace.
. . . .
. . . . but most the man.
In years, have marked him with a tigers' tooth.
Blood follows blood, and, through their mortal span.
In bloodier acts conclude those who with blood began.
Extrait de « *Childe Harold's Pilgrimage* » paragraphe LXII et LXIII.

(2) *F.-C.-H.-L. Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce*, t. II, p. 105.

crétement à Constantinople tirèrent sur Ismael-Pasho-Bey au moment où il se rendait à la mosquée de Sainte-Sophie. Arrêtés sur le champ, les assassins avouèrent avoir été envoyés par Ali qui leur avait promis l'impunité de leur acte, « comptant, leur avait-il dit, parmi les membres du Divan, des hommes tout dévoués qui n'oseraient punir ses créatures (1). »

Cette révélation irrita fort le Sultan, qui ordonna la mise à mort immédiate des assassins. Quant à Ali, Mahmoud prononça contre lui la peine du *Fermaniy* (mars 1820) qui le mettait au ban de l'Empire, s'il ne se présentait pas dans les 40 jours « au seuil doré de la porte des félicités ».

En apprenant sa condamnation, Ali fut frappé d'épouvante, mais n'eut garde d'aller à Constantinople où comparaître et mourir, était une seule et même chose.

Voyant que ni ses prières, ni son argent, ni ses tentatives pour rentrer en grâces n'étaient agréées à Constantinople, il se prépara à se défendre et convoqua (mai 1820) un Divan composé d'agas albanais et d'évêques grecs.

Là, il leur exposa les causes de sa révolte qui avait pour but, disait-il, de maintenir aux Albanais leurs prérogatives et de protéger les chrétiens contre les exactions de la Porte.

Les Albanais l'assurèrent solennellement de leur fidélité. Quant aux Grecs, ils gardèrent le silence. Ils ignoraient alors l'existence d'un plan qui devait amener l'indépendance de la Grèce (2). Aussi, Ali eut-il beau tout leur promettre, même de se convertir au christianisme, rien ne put les décider à embrasser son parti (3).

Le premier moment de terreur passé, Ali reprit courage.

Ses troupes bien entraînées, bien équipées, et très nombreuses, semblaient en effet devoir facilement résister aux hordes ottomanes, qui du reste, dans leur marche sur Janina, allaient se heurter à des difficultés presque insurmontables.

Pour aller à Janina, les Turcs avaient le choix entre deux routes. L'une, la grande route, entre Janina et la Macédoine, suivait le cours de l'Indjée-Kara-Sou et traversait

---

(1) *F.-C.-H.-L. Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce*, t. II, p. 105.

(2) L'Hétairie avait bien envoyé des agents en Epire, mais voyant les évêques et primats grecs chargés de percevoir les impôts et en retirer de grands profits, ils craignirent d'être trahis et ne révélèrent pas l'existance de cette association.

(3) *F.-C.-H.-L.* Pouqueville. T. II, p. 120.

les monts du Pinde au col de Metzovo. Ali avait ordonné à Omer-Vrione, jeune turc intelligent et habile, élevé à Janina, d'occuper cette passe avec 15.000 hommes.

La défense de l'autre route, qui, en suivant le cours de l'Aspropotamos, conduisait en Thessalie, était confiée à des chefs albanais.

Enfin, pour empêcher un débarquement sur les côtes de l'Epire, Ali avait donné à son fils Véli, le commandement de Prévenza.

Contre les troupes d'Ali ainsi disposées le Sultan Mahmoud lança trois corps d'armée.

L'un, sous les ordres de Mahammed Dramali, reçut l'ordre de s'avancer en suivant la plaine de l'Aspropotamos.

L'autre, sous les ordres d'Ismael-Pasho-Bey qui avait été nommé Pacha de Janina et que nous appellerons désormais Ismael Pacha, marcha sur Kalabak.

Enfin le troisième corps d'armée, composé de cavalerie légère, ayant traversé la passe de Makrynoro, arriva à Arta conduit par Pehlevan Pacha après avoir ainsi tourné une partie des troupes d'Ali.

Quant à Ismael Pacha, au lieu d'attaquer la passe de Metzovo, ainsi que l'espérait Ali, il porta toutes ses forces contre les Portes de Trikala. S'en étant emparé, il se trouva avoir tourné Omer-Vrione et rétabli en même temps ses communications avec Pehlevan.

A la suite de cet échec, Omer-Vrione, au lieu de se retirer pour couvrir Janina, préféra traiter avec Ismael Pacha et, en échange du Pachalik de Bérat, abandonna avec armes et bagages la cause d'Ali.

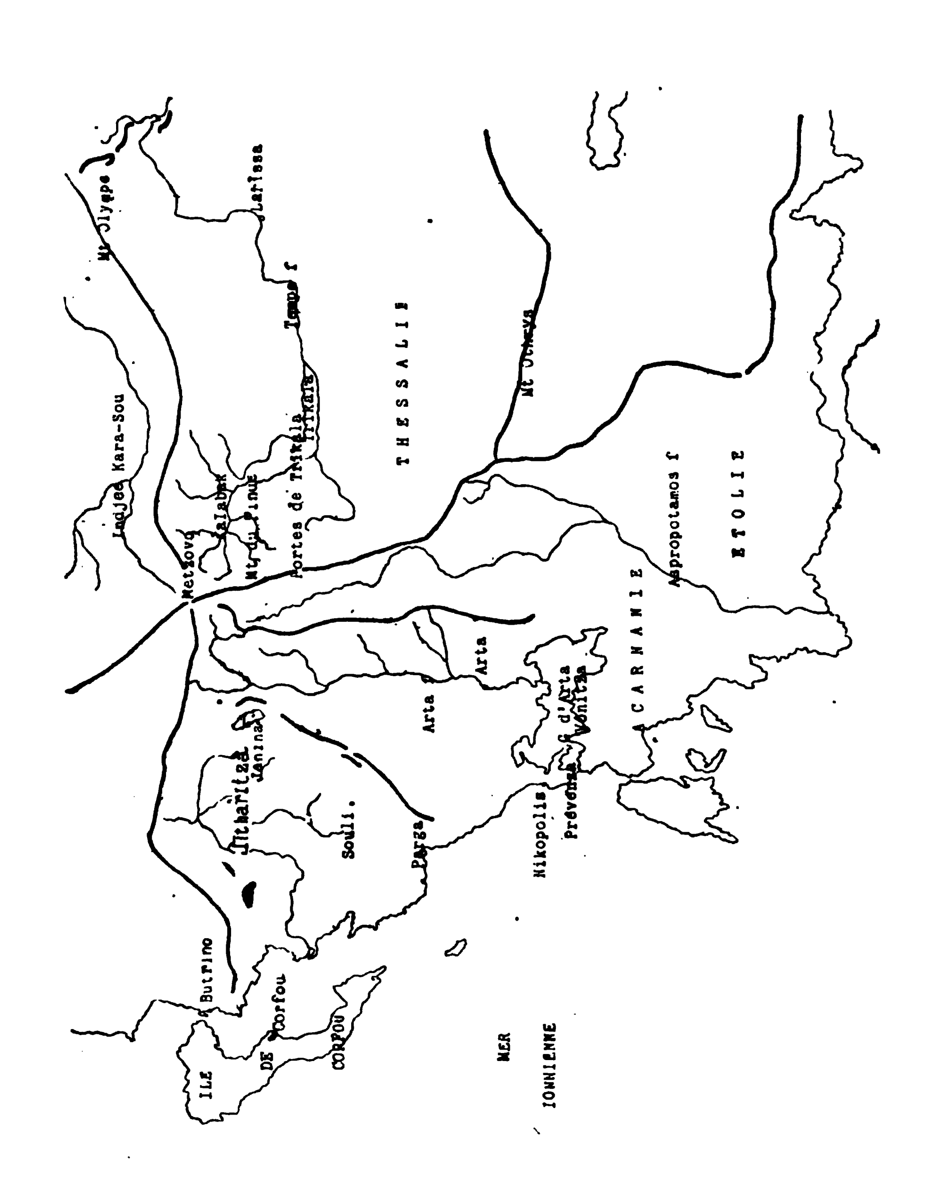
La première ligne de défense détruite, Ali eut juste le temps de se retirer dans la forteresse de Litharitza qui formait l'acropole de Janina.

Là, grâce à 6.000 hommes et à sa flotille qui se trouvait sur le lac de Janina, Ali espérait pouvoir facilement couper les communications d'Imael Pacha et l'obliger à la retraite.

La lâcheté et la trahison de ses fils empêchèrent son plan de réussir.

Pris entre la flotte Ottomane et l'armée de Pehlevan, Veli, fils d'Ali, craignant pour sa vie, entra en pourparlers avec Ismael Pacha qui, suivant la coutume orientale, accéda à toutes ses demandes. Véli se rendit alors à bord d'un vaisseau ottoman où, malgré la parole d'Ismael Pacha, il fut mis à mort.

CARTE DE LA RÉVOLTÈ D'ALI DE TEPELEN



L'exemple de Veli fut contagieux. Bientôt Mukhtan et Salik, les deux autres fils d'Ali, passaient à leur tour au service du Sultan.

Malgré ces défections qui encourageaient les troupes turques, le siège de Janina n'avançait guère. Dépourvu d'artillerie de siège et possédant des canons beaucoup plus dangereux pour les servants que pour l'ennemi, Ismael Pacha ne pouvait pas s'approcher de Litharitza défendue par 200 canons servis par d'adroits pointeurs sous les ordres d'un aventurier italien du nom de Careta.

Cette inactivité forcée des troupes ottomanes irrita le Sultan qui, ayant destitué Ismael Pacha et Pehlevan, nomma Khurshid Pacha général en chef.

Khurshid Pacha, qui avait acquis une certaine réputation en domptant l'insurrection Serbe, avait été, en novembre 1820, nommé Pacha de Morée. L'état de la Grèce inspirait déjà des inquiétudes à Constantinople, mais l'insurrection d'Ali seule était considérée comme vraiment dangereuse.

Khurshid Placha, après avoir levé 12.000 hommes en Morée, se mit en route pour Janina où, dès son arrivée, il apprenait (21 mars 1821) le soulèvement de la Grèce dont son départ avait été le signal. Complètement paralysé par la révolution grecque qui lui avait coupé ses communications par terre et par mer, Khurshid ne put que continuer à investir étroitement Ali, dont les troupes, à la suite de nombreuses maladies et défections, étaient tombées à 600 hommes seulement dont 400 Albanais.

La situation d'Ali devenant de jour en jour plus critique, il demanda des secours à l'insurrection grecque et envoya un chef albanais à Missolonghi où se trouvait Mavrocordato qui, pour soulager Ali, ordonna une expédition contre Arta, d'où les Turcs furent chassés. A la suite de ce succès, Ali envoya Tahir Abbas demander aux Grecs de s'avancer sur Janina, afin de prendre Khurshid Pacha entre deux feux. Arrivé en Grèce, Tahir Abbas se mit à la recherche de Mavrocordato qui organisait partout la révolte.

En parcourant le pays, Tahir Abbas n'eut pas de peine à s'aperçevoir que Grecs et Albanais poursuivaient un but tout différent. Tandis que les Albanais voulaient en effet rétablir le pouvoir d'Ali, les Grecs, eux, ne songeaient qu'à prolonger une lutte qui retenait loin de la Grèce les troupes ottomanes, mais ne pensaient nullement à raffermir ce tyran qu'ils redoutaient encore plus que le Sultan.

De retour à Janina, Tahir Abbas raconta ce qu'il avait vu, et le 28 octobre 1821, au milieu de la nuit, les Albanais ouvraient à Khurshid Pacha les portes de Janina, tandis qu'Ali avec cinquante serviteurs se réfugiait dans la citadelle.

Voyant que la diversion grecque avait échoué, Ali, livré à ses seules ressources, entra en pourparlers avec Khurshid Pacha qui, comme toujours, se montra on ne peut plus accommodant.

Le 5 février 1822, Mohammed Pacha, qui avait été nommé gouverneur de Morée, vient discuter avec Ali les clauses de la reddition. Au moment de son départ, comme Ali se prosternait suivant le cérémonial oriental, Mohammed lui plongea son poignard dans le cœur en s'écriant : « Ali de Tépélen n'est plus » (1). Puis sa tête, séparée du tronc, fut expédiée à Constantinople où on l'exposa à la porte du Sérail. Peu de temps après, quatre autres têtes vinrent entourer la sienne, c'étaient celles de ses trois fils, Veli, Mukhtan, Salik et celle de son petit-fils Mahmud.

Ces tristes restes furent ensuite brûlés au cimetière, devant la porte Séliorina, où cinq tombes en marbre rangées l'une à la suite de l'autre attirent encore l'attention du passant.

---

(1) Le récit de la mort d'Ali est pris dans le communiqué du Reis Effendi, à l'ambassade d'Angleterre. Constantinople 24 février 1822. D'après une autre version (Pouqueville t. V, p. 19; Soutzo, Histoire de la Révolution grecque. p. 180; Dufrenoy, t. II, p. 142). Hassam Pacha ayant au cours de cet entretien annoncé que le Sultan venait de refuser la grâce d'Ali, ce dernier voyant que tout espoir était désormais perdu, résolut de défendre chèrement sa vie et de montrer au Sultan « que la tête d'Ali ne tombait pas si facilement que ça ». D'un coup de pistolet, il atteignit Hassam Pacha, puis se précipitant sur le Caftandgi, il le poignarda. Mais blessé de tous côtés, il roula bientôt à terre, tandis que ses bourreaux, le saisissant par la barbe, lui tranchaient la tête.

CHAPITRE III

Expédition d'Alexandre Ypsilanti

(1820-1821)

SITUATION DE L'HÉTAIRIE. — Alexandre Ypsilanti, chef de l'Hétairie, il espère des secours du Tzar. — Lettres aux Hétairistes. — Il arrête le plan de l'expédition. — Mort d'Alexandre Soutzo. — Conséquences. — Ypsilanti arrive à Iassy. — Massacres de Galatz et de Iassy. — La légion sacrée. — Ypsilanti à Buccarest.— Le Tzar le désavoue. — Victoire de Metternich. — Effets de la politique du Tzar. — Opérations militaires ottomanes. — Trahison et mise à mort de Théodore Wladimiresco. — Défaite de Dragatschan. — Fuite d'Ypsilanti. — Sa mort. — Catastrophe en Moldavie.

L'Hétairie, qui avait poussé partout le cri de guerre, n'avait pourtant rien préparé pour la rendre possible. Aussi, les hommes les plus capables et les plus honnêtes s'étaient-ils peu à peu retirés de cette société qui, tout en prétendant mener au succès le drapeau de la révolte, n'avait pas même pu organiser un seul dépôt d'armes et de munitions.

Sentant que le peuple grec les abandonnait, les chefs de l'Hétairie envoyèrent un jeune grec, Xantos, à Saint-Pétersbourg, offrir à Capodistrias, qui inspirait à tous confiance par son expérience et ses talents, la présidence de cette société (1). Capodistrias, qui jugeait les Grecs plongés trop avant dans l'esclavage pour réussir dans une prise d'arme générale, le reçut très froidement, et se contenta de charger son cousin, Joanes Manos, de lui servir d'introducteur auprès d'Alexandre Ypsilanti, qui, lui, peut-être, accepterait la présidence de l'Hétairie.

Alexandre Ypsilanti, aide de camp du Tzar, était le fils aîné de Constantin Ypsilanti, ancien hospodar de Valachie, dont la déposition en 1806 avait servi de prétexte à la Russie

(1) *Finlay. The Greek Revolution*, t. I, p. 134.

pour attaquer la Turquie. Brave soldat, il s'était distingué dans maints combats et avait même perdu le bras droit à la bataille de Culm.

Peu au courant de l'Hétairie, trompé sur les ressources matérielles de la Grèce, ignorant les sentiments et les aspirations des montagnards grecs dont il s'attendait à être salué comme souverain (1), comptant, en outre, sur l'aide d'Alexandre de Russie, il n'hésita pas à accepter l'offre de Xantos (Juin 1820) (2).

Il était persuadé que l'apparition de quelques milliers de Grecs révoltés suffirait pour provoquer une intervention russe.

Il connaissait pourtant le caractère du Tzar qui restait toujours dans le vague, promettant sans cesse, et n'agissant jamais ; mais il était certain de pouvoir entraîner avec lui cet homme si faible, en le prenant par sa faiblesse pour les Grecs, et il ne se demanda même pas si d'autres personnes, en prenant le Tzar par un autre côté, plus faible encore, ne le dirigeraient pas dans un tout autre sens.

Il savait les généraux russes favorables à une guerre contre la Turquie; en outre, n'avait-il pas entendu le Tzar lui-même lui dire : « Qu'il ne mourrait pas content, s'il n'avait rien fait pour ces pauvres Grecs qui, un jour, auraient une patrie (3) ? »

Croyant, suivant l'opinion généralement répandue, que les difficultés existantes, entre le gouvernement de Saint-Pétersbourg et la Porte, devaient aboutir à une prochaine déclaration de guerre, Ypsilanti se décida à agir (4).

Il écrivit des lettres aux plus notables hétairistes pour stimuler le zèle « des descendants d'un Aristide, d'un Thémistocle, d'un Lycurgue ». Partout ces missives furent accueillies avec des transports de joie « formant ainsi un certain écho prophétique qui retentissait dans chaque coin de la Grère (5) ».

Le farouche klephte Colocotronis lui-même disait : « Lorsque l'appel d'Ypsilanti me parvint, il me sembla que

(1) *Yemeniz. Scènes et récits des guerres de l'indépendance.* Paris 1869, p. 101.

(2) *Hertzberg. Geschichte Griechenlands. Gotha 1879*, t. III, p. 444.

(3) Consigné dans le mémoire que Ypsilanti adressa 7 jours avant sa mort au Tzar Nicolas.

(4) *Pouqueville.* t. III, p. 57.

(5) *Philemon.* Δόκιμον ιστορικον περι τῆςφιλικῆς εταιρείας. Nauplie 1834, t. II, p. 224.

le ciel et la terre répétaient ces mots : la trompette de la Patrie vous appelle, et je gravais le nom béni d'Alexandre Ypsilanti en caractères de feu dans mon cœur (1) ».

Les esprits ainsi surexcités, Ypsilanti jugea que le moment d'agir était venu. Le 10 juillet 1820, il quittait Saint-Pétersbourg pour Odessa.

Arrivé dans cette ville, il réunit ses amis pour arrêter avec eux le plan de l'expédition. Deux partis s'offraient à eux :

Porter la guerre dans les principautés de Moldavie et de Valachie, tel était le but que préconisait Savvas Kaminaris, officier aux gardes du corps de l'hospodar, qui espérait tout d'une guerre russe et rien d'une guerre grecque, et de Paparrigopoulos, délégué de Morée.

D'autres, comme Leventes et Dikaios, voulaient, au contraire, commencer les hostilités dans le Péloponèse, foyer de l'insurrection.

Le 5 octobre 1820, Ypsilanti réunit ses amis au cimetière d'Ismael où il leur annonça qu'il avait décidé de commencer la guerre en Morée, où il se rendrait le plus tôt possible par Trieste.

Puis le prince partit pour Kichenef, chez son beau frère, le général Katakazy.

Un événement imprévu vint bouleverser tous ses projets.

L'hospodar de Valachie, Alexandre Soutzo, étant mort (1er février 1821), un soulèvement de paysans éclata sous la direction d'un nommé Théodore, surnommé Wladimiresco, à cause d'une décoration russe qu'il portait.

Cet ancien chef de Pandours, poussé par une ambition sans borne, s'empara de la petite ville de Tchernetz, puis marcha sur Buccarest où il pénétra le 30 mars (2).

Quoique ce mouvement fut plutôt hostile aux Phanariotes qu'aux Ottomans et que Théodore Wladimiresco songeât plutôt à être nommé hospodar de Valachie qu'à faire le jeu des hétairistes, Ypsilanti se décida à profiter du désordre qui régnait alors dans les Principautés pour donner dans cette région le signal de l'insurrection.

Ses dernières hésitations furent vaincues par une lettre de Georgakis d'Olympie qui lui faisait savoir que 2.000 hommes des Principautés brûlaient de le rejoindre (3).

(1) *Philemon*, t. I, p. 349.

(2) *Pouqueville*, t. III, p. 61.

(3) *Yemeniz.— Scènes et récits des guerres de l'indépendance*, p. 107.

En outre, il espérait à tort que, dès son arrivée en Dacie, Pandours (1), Pleyasches (2) et Potokeches (3) viendraient se ranger sous son drapeau. Il n'ignorait pourtant pas que, pressurés par les hospodars grecs, les Roumains haïssaient les Hellènes encore plus que les Turcs, et c'était presque une amère raillerie que de demander à ce peuple, opprimé par les Grecs phanariotes, de lutter et de se sacrifier pour les Grecs du Péloponèse (4).

Malgré cela, Ypsilanti persista dans sa décision.

Georgakis d'Olympie et Savvas Kaminaris reçurent l'ordre de partir pour Buccarest, tandis que Karavias d'Ithaque se présentait devant Iassy où le Prince, à la tête de 500 hommes, le rejoignait le 8 mars 1821.

Dès le début, la guerre prit le caractère terrible d'une guerre de destruction.

La veille du jour où Ypsilanti avait passé le Pruth, Karavias avait massacré la petite garnison turque de Galatz et profané les mosquées.

Un acte aussi sanglant eut lieu à Iassy sous les yeux même d'Ypsilanti dont les soldats passèrent au fil de l'épée la garnison ainsi que trente notables commerçants dont ils avaient la garde.

Le 13 mars 1821, Ypsilanti se mit en route pour Focsani, où il arrivait après sept jours de marche et après avoir reçu partout un accueil très froid des Valaques qui ne voulaient pas faire de leur pays le théâtre d'une guerre pour les Grecs.

Il profita d'un séjour de plusieurs semaines dans cette ville pour discipliner un peu ses troupes et créer la « Légion sacrée », formée d'hommes habillés de noir, coiffés de kalpaks ornés d'ossements en forme d'X et surmontés d'une croix. Cette légion devait rappeler les triomphes de Leuctres et de Mantinée (5).

Sa troupe, ayant été accrue par l'arrivée de quelques hommes, sous le commandement de Karavias, d'Anastasion et d'Argyrokastro, il se mit en marche pour Ploesci et, le 7 avril, arrivait enfin à Kolentina devant Buccarest.

---

(1) Anciennes milices abolies.

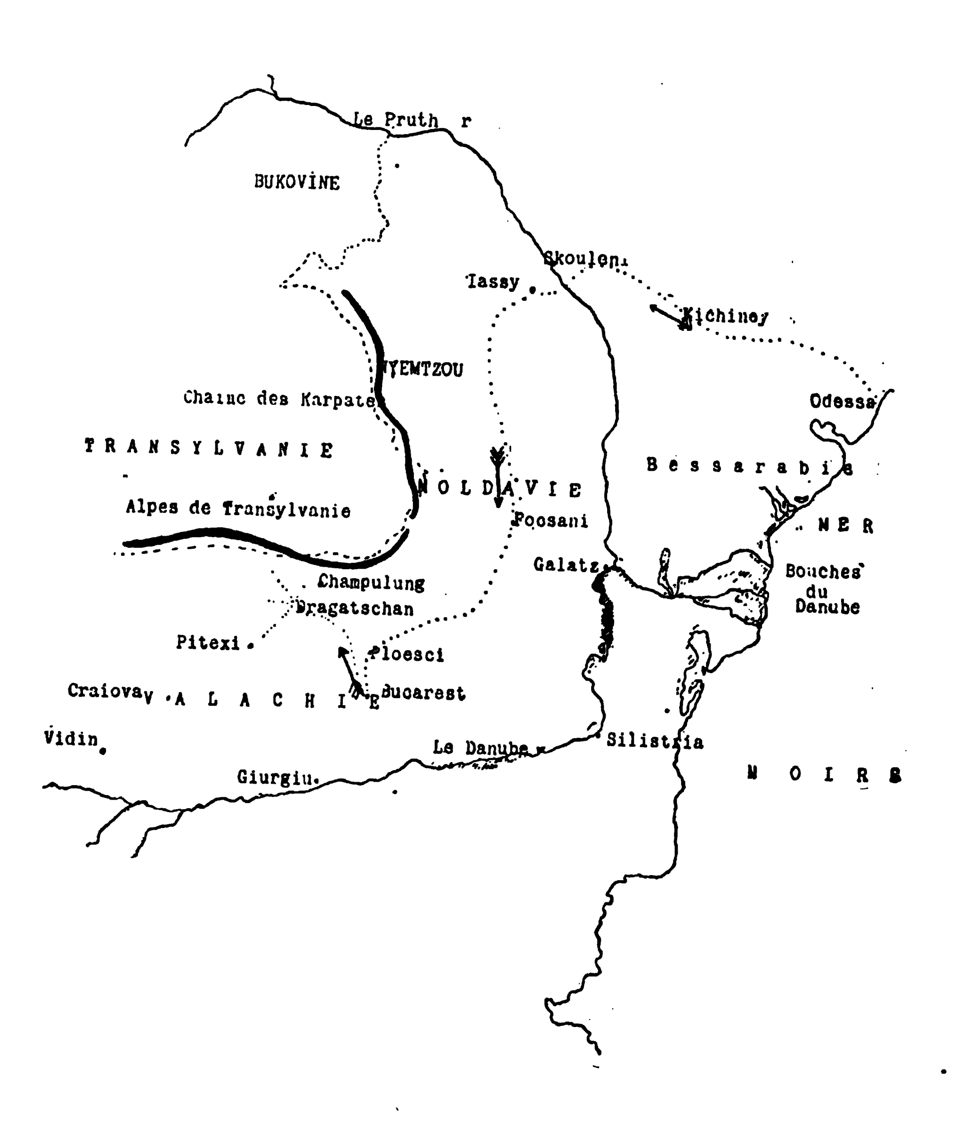
(2) Habitants des montagnes de la frontière autrichienne.

(3) Etaient chargés de veiller sur la sécurité des routes.

(4) *Zallony*, dans son *Essai sur les Phanariotes* dit, page 64, que dans les deux dernières années, les hospodars avaient mis de côté pour eux plus de 10 millions de francs.

(5) *Pouqueville*, t. III, p. 111.

L'INSURRECTION DANS LES PRINCIPAUTÉS



Là, de tristes nouvelles l'attendaient : Théodore Wladimiresco, sur la coopération duquel il comptait, lui déclara dans une entrevue qu'il n'entendait nullement faire cause commune avec lui et il ajouta même « Votre objet, Prince, étant d'émanciper les Grecs, votre place n'est pas ici. Allez, passez le Danube, mesurez-vous avec les Turcs ; quant à moi, je ne prétends pas les combattre (1) ».

En outre, le soulèvement général des paysans des Principautés n'avait pas eu lieu, beaucoup de villes qui avaient promis d'ouvrir leur portes, craignant les excès de ses bandes indisciplinées, se fortifiaient et refusaient de recevoir les révoltés.

Le Tzar enfin, qui était à Laybach où il subissait l'influence de Metternich, venait de désavouer officiellement l'insurrection.

L'expédition d'Ypsilanti qui violait les principes de la légitimité, ne pouvait en effet qu'être condamnée par les Princes réunis pour étouffer la Révolution partout où elle se présenterait.

En outre, il était d'autant plus difficile à Alexandre de manifester ses sympathies à la cause grecque que le Congrès de Laybach était précisément réuni en vue d'arrêter le mouvement révolutionnaire qui venait d'éclater dans le royaume des Deux-Siciles. Les souverains voulaient enfin mettre une fin à ces agitations anti-dynastiques et surveiller étroitement, ainsi qu'il avait été décidé au congrès de Troppau (2), (octobre-novembre 1820) le règlement de la situation du roi de Naples, Ferdinand de Bourbon, vis-à-vis de ses sujets.

Le vieux Ferdinand, monarque peu sympathique, avait, à la suite de troubles, été obligé d'accorder une Charte à ses sujets qu'il s'était empressé de retirer dès son arrivée à Laybach. Là, violant les promesses qu'il avait faites, il avait sollicité avec un redoublement de bassesse le concours de la Sainte-Alliance contre ses sujets.

Le 7 mars 1821, une armée autrichienne dissipait à Rieti les troupes constitutionnelles et rétablissait à Naples ce roi peu intéressant qui, sous la protection des baïonnettes étrangères, se livrait sur son peuple à une réaction plus cruelle encore que celle de 1799.

(1) *Pouqueville*, t. III, p. 113.

(2) Le Congrès de Troppau auquel se rendirent, en même temps que les plénipotentiaires des grandes puissances, l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, devait régler la question italienne.

Mais, tandis que les troupes autrichiennes pénétraient dans le royaume des Deux-Siciles, une grave nouvelle, le soulèvement du Piémont, arrivait à Laybach.

Mal gouvernés par le roi Victor-Emmanuel Ier, les Piémontais, profitant de l'éloignement des Autrichiens, s'étaient révoltés. Leur roi avait dû abdiquer et ils avaient contraint le régent Charles-Albert à proclamer la Constitution espagnole de 1812 (1).

Obligée de faire face à deux révolutions en Italie, l'Autriche était incapable d'intervenir en Orient. Aussi Metternich fit-il tous ses efforts pour retarder la crise dans les Balkans et faire désavouer par le Tzar l'expédition d'Ypsilanti qui, en luttant contre les Turcs sur le Danube, enthousiasmait les Grecs et provoquait ainsi l'explosion de la révolution grecque.

Metternich trouva dans le Tzar une âme toute préparée pour glisser cette terreur des idées nouvelles.

Les deux révolutions qui venaient d'éclater en Italie et l'attitude des libéraux français s'opposant à toute intervention française en Espagne avaient en effet effrayé Alexandre qui se demandait, avec angoisse, si ce n'était pas là le commencement d'une crise capable de détruire, en peu de mois, tout l'édifice politique si péniblement construit en 1815.

Une proclamation maladroite d'Ypsilanti au peuple grec dans laquelle il lui conseillait « de suivre l'exemple des Espagnols et des Italiens et de prendre les armes pour la liberté (2) » permit à Metternich de confondre ces soulèvements, pourtant si distincts, et de prétendre que le mouvement révolutionnaire qui agitait l'Europe obéissait à une seule et même impulsion et venait de France, où s'ébauchait un nouveau complot contre les trônes.

Une inqualifiable étourderie d'Ypsilanti vint encore favoriser les menées du Grand-Chancelier. Dans une lettre écrite à Iassy et envoyée à Alexandre, Ypsilanti, après avoir lancé pas mal de grandes phrases creuses, finit son inutile message en déclarant que : « Les nobles instincts du peuple venant de Dieu, c'était par suite d'une inspiration divine que les Grecs se levaient aujourd'hui pour secouer le joug des Turcs. Plus de deux cents adresses

---

(1) Les pouvoirs de Victor-Emmanuel avaient été transmis à son frère Charles-Félix, mais ce dernier étant absent, la régence avait été confiée à Charles-Albert.

(2) *Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls der Griechen*; Vienne, 1867, T. III, p. 54.

signées par plus de six cent mille notables et par des gens de toutes les classes, ainsi que de toutes les provinces de la Grèce l'appelaient, ajoutait-il, pour se mettre à la tête de l'insurrection (1).

Cette théorie, de l'origine divine de l'insurrection, à laquelle Ypsilanti avait ingénûment ajouté que la Révolution était l'œuvre d'une société secrète dont les racines profondes s'étendaient dans tout l'Orient, effraya l'esprit timoré d'Alexandre. Se déclarant guéri à tout jamais de ses fantaisies libérales, il ordonna à Wittgenstein, qui commandait en chef en Bessarabie, d'observer la neutralité la plus vigoureuse, tandis que Stroganof, son ambassadeur à Constantinople, permettait non seulement au Sultan d'envoyer des troupes dans les Principautés (2), mais encore lui offrait l'aide de la Russie pour étouffer la révolution.

Ainsi la politique de Metternich triomphait et cet habile diplomate obtenait même du Tzar au-delà de ce qu'il avait demandé. Aussi célébrait-il bruyamment sa victoire. « Si quelqu'un est devenu blanc, de noir qu'il était, c'est bien lui (3) », disait-il « c'est le plus fort qui entraîne le plus faible, conformément aux lois de la mécanique, de la physique et de la morale (4). »

Abandonnée par le Tzar, la cause d'Ypsilanti semblait d'autant plus compromise que le Patriarche de Constantinople venait de lancer un anathème contre lui. Aussi le Prince aurait-il probablement déposé les armes si l'inconséquence et l'indécision de l'Empereur ne lui avaient cependant laissé un vague espoir.

Alexandre, pour lui dorer la pilule venue de Laybach (5), lui avait, en effet, fait écrire par Capodistrias une lettre des plus affectueuses (26 mars 1821) en même temps qu'il lui avait fait parvenir, par Nesselrode, (26 mars 1821) l'ordre de « ne pas aller plus loin et de *congédier ses troupes, si c'était possible* ». Cette politique équivoque fit renaître un peu d'espoir dans l'âme d'Ypsilanti et lui permit de répondre, avec quelque vraisemblance, à une délégation d'officiers qui lui demandaient quelle était vis-à-vis d'eux

---

(1) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce.* Paris, 1863, T. I, p. 191.

(2) En vertu des traités, les troupes turques n'avaient pas le droit de pénétrer dans les Principautés sans l'assentiment de la Russie.

(3) *Metternich. Mémoires*, T. III, 9 mai 1821.

(4) *Metternich. Mémoires*, T. III, 23 février 1821.

(5) *Philimon.* Δοκιμιον περί γης 'Ελληνικῆς 'Επαναστασεως Athènes 1859, T. II, p. 324.

la politique de la Russie que « si le Tzar le désavouait officiellement, pour éviter des complications européennes, il n'en faisait pas moins, dans son for intérieur, des vœux pour la continuation de la lutte dans les Principautés (1) ».

Par sa faiblesse, le Tzar devint ainsi la cause de la prolongation d'une lutte insensée qui devait entraîner, en même temps que la ruine des Principautés, l'immolation inutile d'une vaillante et enthousiaste jeunesse.

Pendant qu'Ypsilanti, voyant le succès de son expédition fort compromis, se retirait à Tirgowischt, dans le seul but de se rapprocher de la frontière autrichienne et rangeait ses 4,000 hommes sur une longue ligne, entre Champulung et Ploesci, les troupes turques, elles, s'étaient concentrées à Ibraila-Silistria, Giurgiu et Vidin.

Selim Mehmed, à la tête d'un corps de janissaires, s'était avancé de Constantinople, tandis que Kara-Moustapha marchait sur Buccarest et qu'Youssouf Pacha s'emparait le 14 mai de Galatz défendue par Anthanimos qui, à la vue des Turcs, se repliait sur Iassy où il attendait les ordres d'Ypsilanti.

Ce dernier essayait, mais en vain, de faire renaître l'espoir dans son camp, en proie aux dissensions les plus affreuses. Les soldats commençaient à déserter, les généraux à le dénigrer. Savvas, après avoir tenté de l'assassiner, passait en plein jour à l'ennemi (2), tandis que Théodore Wla dimiresco, après avoir laissé les Turcs pénétrer, le 29 mai 1821, dans Buccarest, était entré en négociations avec Kara-Achmed le kiaya du Pacha de Silistrie.

Voulant faire un exemple, le Prince chargea Georgakis d'Olympie de mettre un terme aux intrigues de Théodore Wladimiresco qui, écrasé et fait prisonnier à Goieschiti, le 2 juin 1821, était, sans aucun jugement, mis à mort. Cependant, les troupes de Vidin s'approchaient de plus en plus. Ypsilanti résolut de les arrêter. En conséquence, il réunit à Rimnik son armée forte de 6.000 hommes et se prépara à attaquer le village de Dragatschan, sur la route de Rimnik à Craiova où s'étaient enfermés 800 Turcs qui, pour mieux voir les mouvements des Grecs, mirent le feu à la ville (19 juin 1821).

Karavias d'Ithaque, excité par les nombreuses libations qu'il avait faites, vit dans cet incendie un signe certain de la fuite prochaine des Turcs. Désireux de gagner à lui seul la

(1) *Finlay. The Greek Revolution.* T. I, p. 157.

(2) *Yemeniz. Scènes et récits de la guerre de l'indépendance*, p. 113.

victoire, il lança ses troupes contre l'ennemi, à l'insu et même contre la volonté de Georgakis qui avait fixé l'attaque pour le lendemain matin. Les Turcs d'abord reculèrent, mais voyant les autres corps d'armée d'Ypsilanti immobiles, ils reprirent l'offensive et taillèrent en pièces les troupes de Karavias. Ce qui avait échappé au massacre se précipita dans une folle retraite vers Ypsilanti qui se trouvait à trois lieues du champ de bataille. Accouru au canon, Ypsilanti essaya, mais en vain, d'arrêter cette avalanche humaine, et entraîné lui même jusqu'à Rimik, il se rendit au couvent de Kosia (21 juin 1821). Là, accablé par un profond désespoir, se voyant entouré de traîtres, il passa, le 27 juin 1821, la frontière autrichienne, sous le nom de Komnenos, abandonnant à leur malheureux sort les tristes, mais vaillants débris de ses anciens compagnons d'armes.

Arrêté par le général Thori, malgré les assurances du colonel Schwindt qui lui avait garanti la vie et la liberté tant qu'il se trouverait sur le territoire autrichien il fut conduit dans la forteresse de Muncatz (1).

L'Autriche le garda pendant six ans dans une captivité peu généreuse, tandis que des mesures fiscales, en Russie, faisaient tomber sa famille dans l'indigence.

En 1827, on lui accorda enfin la liberté; mais miné par la douleur et le désespoir, il mourait à Vienne le 1er août 1828 d'une maladie de cœur.

Telle fut la triste fin de ce prince qui, quoique brave et courageux n'avait ni la tête ni les mains pour mener à bien une telle entreprise. Il fut souvent, il est vrai, d'une légèreté et d'une imprévoyance extraordinaires, mais, malgré cela, les Grecs doivent oublier ses défauts pour lui conserver un souvenir plein de reconnaissance et pour ne voir en lui que l'homme qui, le premier, a jeté le sort de leur grande lutte et provoqué l'arrêt de leurs destinées.

Les mêmes faits que ceux qui venaient d'avoir lieu en Valachie allaient se répéter en Moldavie.

Youssouf Pacha, à la suite de la victoire de Dragatschan, marcha à la tête de 6.000 hommes sur Iassy où se trouvait Georgios Kantakouzinos qui, à l'arrivée des Turcs, se retira à Skouleni.

Les Turcs étant venus attaquer cette ville, il se sauva en Bessarabie, tandis qu'Anthaninos et ses anciens compagnons, qui avaient refusé de le suivre dans sa fuite indigne

(1) *Yemeniz*. P. XXX, 117.

d'hommes aimant l'honneur et la liberté, se préparaient solennellement à la mort.

Ce ne fut qu'après huit heures d'un combat acharné que les six mille hommes et les nombreux canons d'Youssouf Pacha s'emparèrent enfin de Skouleni, terminant ainsi la guerre en Moldavie.

Un seul corps de troupes d'Ypsilanti tenait encore la campagne, c'était celui de Georgakis d'Olympie. Malade, porté sur un brancard, le vaillant chef se réfugia au couvent de Sekka. Là, cerné par les Turcs, il résista trois jours, puis, à bout de vivres, il fit ouvrir les portes du couvent (4 octobre 1821) en même temps qu'il mettait le feu à un baril de poudre, ensevelissant sous un amas de ruines ses compagnons et ses ennemis qui se précipitaient dans le bâtiment (1).

Un seul homme échappa.

Telle fut la fin de ce prélude tragique de la Révolution grecque. Quant à la diplomatie européenne, elle a, durant toute cette période, montré sa faiblesse et son impuissance.

Incapables de prévoir ou de diriger les événements en Orient, les puissances se contentent d'essayer d'empêcher les faits de produire toutes leurs conséquences.

Au lieu d'intimer à Ypsilanti l'ordre d'évacuer les principautés, on lui conseille de licencier, si possible, ses troupes, pendant qu'indirectement on essaie de lui susciter de nouvelles difficultés.

La diplomatie, au lieu de jouer le rôle d'avant garde et d'explorer le terrain pour, en évitant les embuscades, marcher droit vers un but déterminé, se contente de jouer le rôle d'une mécanique à un carrosse et de ralentir la marche des événements.

Gagner du temps sauf à risquer la crise, à un moment plus propice à son propre intérêt, telle est la politique des puissances.

Semblables à l'autruche qui, la tête cachée dans le sable, se croit invisible, les ambassadeurs à Constantinople ferment les yeux, se bouchent les oreilles et déclarent que dans l'empire du Sultan tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Jalouses les unes des autres, les puissances se sentent

---

(1) *Tricoupis.* Ἱστορία τῆς Ἑλληνικῆς ἐπαναστάσεως Londres 1853, t. I p. 166.

incapables de résoudre cette question d'Orient sans mettre l'Europe à feu et à sang. Aussi sont-elles décidées à maintenir si possible le *statu quo*.

Mais si l'Europe manque de courage pour saisir le taureau par les cornes et régler la situation future des Turcs en Europe, les Grecs, eux, par contre, peu soucieux des difficultés diplomatiques qui peuvent s'élever entre les puissances, sont, plus que jamais, décidés à agir pour réparer l'échec d'Ypsilanti et délivrer leur patrie du joug ottoman.

DEUXIÈME PARTIE

CONFLAGRATION GÉNÉRALE

CHAPITRE IV

Première Année de la Guerre

Avril-Décembre 1821

SOULÈVEMENT GÉNÉRAL DES GRECS

SOULÈVEMENT ANARCHIQUE. — Echec de la ruse des Turcs. — Les Grecs s'emparent de Kalavryta. — De Patras. — Youssouf Pacha reprend Patras. — Mavromichalis soulève le Magne. — Etat de la Morée. — L'insurrection gagne le nord, puis les îles. — Déclaration du Sénat d'Hydra.

OPÉRATIONS MILITAIRES. — Plan de Khurshid Pacha. — Plan des Grecs. — Moustapha Bey entre à Tripolitza, il est repoussé à Valtetzi. — Marche d'Omer-Vrione. — Odyssée l'arrête.

Constitution d'un Sénat devant Tripolitza. — Arrivée de Demetrius Ypsilanti. — Les Philhellènes. — Leurs désillusions. — Conduite du siège. — Différents partis. — Reddition de Monemvasie. — De Navarin. — Beiram Pacha repoussé à Vasilika. — Négociations devant Tripolitza. — Prise de la ville. — Pillage. — Conséquences de cette victoire.

OPÉRATIONS MARITIMES. — La flotte grecque. — Tombazis devant Chio. — Les premiers brulots. — Massacres de Kydonia. — Smyrne. — Chypre. — Crète. — Kara-Ali se dirige vers Samos. — Victoire des Grecs. — Miaulis dans le golfe de Corinthe.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — Assassinat du Patriarche. — Evolution du Tzar. — Protestation de la Russie. — Réponse railleuse de la Porte. — Intrigue de Palais. — Affaire Danezis. — Rupture imminente. — Note turque. — Ultimatum russe. — Attitude de la Prusse. — De l'Autriche. — De l'Angleterre. — Entrevue de Hanovre. — La Russie se rapproche de la France. — Départ de Stroganof. — Strangford et la Porte. — Situation en décembre 1821.

L'insurrection qui venait d'échouer si misérablement sur les bords du Danube allait bientôt éclater avec plus de chances de succès dans le Péloponèse.

Le Péloponèse, en effet, par sa population presque exclusivement chrétienne et par ses montagnes, véritables forteresses naturelles, semblait devoir être la base de tout mouvement révolutionnaire grec.

L'horizon chargé de nuages sinistres, annonçait un épouvantable cyclone. Chacun frémissait, et tels que des troupeaux timides qui fuient aux approches de l'orage, tandis que les animaux carnassiers font retentir les vallons de leurs cris, les chrétiens, réfugiés dans les montagnes, attendaient en tremblant l'explosion de la crise que tous souhaitaient, mais, aussi, que tous redoutaient.

Manquant de troupes et ne pouvant agir par la force, le gouvernement turc eut recours à la ruse. Décidé à décapiter le mouvement insurrectionnel, il convoqua à Tripolitza les principaux chefs grecs, sous prétexte de leur communiquer les ordres du Sultan ainsi qu'il en avait tous les ans l'habitude (1).

Sans défiance, les Grecs, sous la conduite de Germanos et de Lontos, se mirent en route pour Tripolitza.

Arrivés à Kalavryta, ils reçurent une lettre de Zaimis homme généreux, d'une conduite privée irréprochable et qui, en 1824, devait devenir un des membres du gouvernement grec. Il leur annonçait que le Pacha de Morée, désireux de faire un exemple et de priver la cause grecque de ses plus vaillants défenseurs, avait déjà donné des ordres pour que, dès leur arrivée à Tripolitza, ils fussent arrêtés et jetés en prison.

Ainsi éclairés sur les projets des Turcs, les chefs grecs se dispersèrent immédiatement dans les campagnes pour rassembler leurs partisans et se tenir prêts à toute éventualité.

Comme toujours, ce fut un fait insignifiant en lui-même qui fit éclater la tourmente qui allait, durant dix ans, mettre la Grèce à feu et à sang.

Le vieil Asimakis Zaimis, ayant appris qu'un spahi laliote (2) du nom de Seid Aga, porteur de dépêches et d'importantes sommes d'argent, devait passer par sa pro-

---

(1) *Finlay. The Greek Revolution.* T. I. p. 178.

(2) Corps de cavalerie turque payée par le Grand Seigneur et qui, contrairement aux Timariots, ne possédait aucun fonds de terre.

priété de Kerpine, près de Kalavryta, permit à deux klephtes qu'il avait à son service, de le dévaliser. Mais le courrier, grâce à la rapidité de son cheval, leur échappa.

A la nouvelle de l'attaque de Seid Aga, le woiwode de Kalavryta, Arnaut-Oglou, effrayé, se retrancha comme si la révolution avait déjà éclaté.

Surexcités par ces préparatifs, les chrétiens se rassemblèrent, cernèrent la ville et, le 2 avril 1821, Arnaut-Oglou se rendait.

Maîtres de la ville, les Grecs, suivant en cela le triste exemple des Ottomans, massacrèrent, malgré leurs promesses, tous les Turcs qui tombèrent entre leurs mains(1).

Dès que le bruit de cette victoire, démesurément grossie, arriva à Patras (2), les Turcs, se réfugièrent dans la citadelle, tandis que Germanos, Zaimis et Lontos accouraient à la tête de bandes de Grecs armés.

Le 4 août 1821 le peuple plantait une croix devant l'église et venait jurer solennellement de combattre jusqu'à la mort, pour la religion et pour la Patrie ; en même temps, on décidait que ce jour à jamais mémorable serait désormais fêté, comme l'anniversaire de la naissance de la liberté grecque.

Mal organisés, mal dirigés, les Grecs ne surent pas profiter du découragement qui avait envahi les Osmanlis à la suite de ces premiers échecs. Au lieu d'attaquer l'acropole où les Turcs manquaient déjà de vivres et d'eau, ils se mirent à piller les demeures des riches Turcs, permettant ainsi à Youssouf Pacha, qui revenait de Janina, d'accourir au secours de la garnison ottomane.

A la nouvelle de l'arrivée de Youssouf Pacha, la peur, la peur qui ne raisonne pas, s'empara des Grecs aussi faciles à s'exalter que prompts à tomber dans l'excès du découragement; aussi Youssouf put-il, à la tête de trois cents hommes seulement, pénétrer dans la ville, sans rencontrer la moindre résistance (15 août).

Maîtres de la place, les Turcs se livrèrent aux pires excès ; toute la population chrétienne qui n'avait pas pu se réfugier au consulat de France et d'Autriche fut passée au fil de l'épée.

---

(1) *Raybaud. Mémoires sur la Grèce.* Paris 1825.

(2) Patras possédait en 1821, 18.000 habitants et était, par suite de la possession des ossements de Saint-André, son patron, la métropole du Péloponèse chrétien.

« Jamais, dit M. Hugues de Pouqueville, on ne vit un spectacle plus horrible, des cadavres sans têtes, des membres épars, des lambeaux de chair marquaient les traces du chemin qui conduisait à l'antre des cannibales. Partout, on glissait sur des mares de sang figé recouvertes des cendres de l'embrasement. Des soldats, des nègres chargés de butin, traînaient par les cheveux des femmes et des enfants, tandis que des Grecs empalés expiraient lentement en se recommandant à la Reine des anges (1) ».

Pendant que ces événements tragiques ensanglantaient Patras, le Magne à son tour levait le drapeau de la révolte.

Conduits par Pierre Mavromichalis, surnommé Petro Bey, et Colocotronis, une des figures les plus populaires de la guerre de l'indépendance, les Magnotes, qui étaient considérés comme les plus vaillants et les plus belliqueux des Grecs (2), s'avancèrent sur Kalamata.

La garnison ottomane, devant la promesse solennelle des Grecs de ne pas les maltraiter, se rendit sans résistance. Mais, oublieux de leurs serments, les Grecs massacrèrent leurs prisonniers dont l'historien Phrantzes, hétairiste et ecclésiastique qui raconte ces premières prises d'armes, explique ingénuement la disparition en disant que « la lune les avait dévorés » (3).

Petro Bey fonda immédiatement à Kalamata un Conseil local, le Conseil de Messénie, d'où il annonça à l'Europe (9 août), les causes de l'insurrection et les espérances que les Grecs fondaient sur le concours des puissances (4).

Les victoires des Grecs avaient paralysé les musulmans qui, saisis d'une terreur soudaine, fuyaient vers Tripolitza où ils n'arrivaient pas toujours, témoin les habitants de Phanaria qui, surpris dans les défilés de Saint-Athanase (11 avril) avaient été tous massacrés. De tous côtés surgissaient de nouvelles bandes grecques qui pillaient et détruisaient tout sur leur passage.

Du 5 au 22 avril 1821, plus de 15.000 musulmans étaient massacrés de sang froid tandis que plus de 3.000 fermes

---

(1) Extrait du Journal de Hugues de Pouqueville, consul de France à Patras et frère de F.-C.-H.-L. de Pouqueville dont l'ouvrage *Histoire de la Régénération de la Grèce* a été plusieurs fois cité au cours de cet ouvrage.

(2) Ils prétendaient être les descendants des Spartiates.

(3) *Phrantzes. Mémoires*, p. 335 « τοὺς κατὲφαγε το φεγγαρὶ »

(4) *Tricoupis*, p. 368, donne le texte complet de cette proclamation.

livrées aux flammes faisaient du pays un immense désert (1).

Toute la Morée, sauf Tripolitza et les principales villes de la côte, étaient aux insurgés, mais ces places elles-mêmes sans approvisionnements et presque sans garnison, seraient facilement tombées aux mains des Grecs, si la direction de la guerre avait appartenu à des hommes habiles et honnêtes, au lieu d'être entre les mains de chefs de brigands, jaloux les uns des autres et qui, soucieux surtout de leur interêt personnel, agissaient suivant leur caprice, sans plan et sans ordre.

Bientôt le nord de la Grèce se souleva également. L'insurrection gagnait de proche en proche comme un incendie dans une prairie desséchée.

C'est tout d'abord Panourgias qui, à la tête de 600 hommes, s'empare de Salona (21 avril), tandis que Diacos assiège Livandie et force les Turcs, malgré une défense énergique, à se rendre.

A son tour Odyssée, fils d'Androutzos, héritier de l'immense popularite de son père, accourt du Mont Oeta et soulève les peuplades grecques de la Dorida. De tous côtés on prend les armes.

Rhangos, avec son intrépide bande, chasse les Albanais du village de Syrako et de Kakarite, pendant que 3.000 Grecs, sous Nicolas Sturnani, se soulèvent dans la plaine de l'Aspropotamos et se préparent à envahir la Thessalie.

Les habitants des Monts Pelion, d'Ossa et d'Olympe se précipitent également dans la plaine, répandant partout le meurtre et l'incendie.

Comme une traînée de poudre, la révolte éclate en Magnésie où les Grecs, conduits par Anthimos Gazis, anéantissent les Turcs à Lechonia et mettent le siège devant Volo.

Surexcités par les succès exagérés d'Alexandre Ypsilanti et par les prédications d'Emmanuel Papas, les moines des 24 couvents de la presqu'île de l'Athos se soulèvent à leur tour, envahissent la Chalcidique, prêchent partout la guerre sainte et exhortent le peuple à une lutte sans merci. Des croix sont placées sur le sommet des montagnes. Fanatisés, chantant les hymnes de Rigas (2), les Grecs se livrent

(1) *Finlay*. T. I., p. 187.

(2) Voici le début d'un hymne de Rigas qui fut traduit par M. Nepomucène Lemercier. « A l'esclavage ! Aux armes ! Sacrifions s'il le faut famille, enfants, amis; plutôt une heure de liberté que des siècles d'esclavage ! Qu'importe la vie à ceux qui sont dans les fers. »

à d'horribles carnages. La fureur d'esclaves qui viennent de briser leurs fers les pousse à d'horribles cruautés.

Enfin, l'insurrection éclate dans une région qui semblait avoir pourtant tout intérêt à la conservation de la paix ; dans les îles de l'Archipel.

Ces îles commerçantes, qui avaient monopolisé une grande partie du trafic du Levant avaient tout à perdre en se lançant dans une guerre.

Aussi les aristocrates et les primats d'Hydra et de Spetzia, hésitèrent-ils à se joindre à une insurrection dont le succès était si problématique. Les basses classes, au contraire, brûlaient d'agir. Leur orgueil avait été excité par les Hétairistes qui, comme Rigas, exhortaient « les dauphins marins, les oiseaux de la mer, les dragons des îles » à tomber comme l'éclair sur les bâtiments ennemis.

En outre, un certain malaise, causé par la paix de 1815, qui, en abaissant dans l'Europe centrale le prix du blé, avait diminué le commerce grec, se faisait sentir dans les îles (1).

Le signal de la lutte fut donné à Spetzia où, le 7 avril 1821, les navires s'ornaient, pour la première fois, du nouveau pavillon de la liberté.

Cet exemple fut immédiatement suivi par Psara.

Il n'en fut pas de même dans l'île d'Hydra qui, depuis 1802, avait une constitution aristocratique donnée par Bulgaris. Là, en effet, les 24 sénateurs et le Président refusèrent, tout d'abord, de faire cause commune avec les Grecs.

Mais la nouvelle s'étant répandue que le Capitan Pacha, rendu furieux par les troubles de Patras avait fait tuer ou enchaîner les jeunes hydriotes qui se trouvaient à bord de ses navires, un soulèvement populaire éclata sous la conduite d'Economos. Devant cette agitation, les primats se virent alors contraints de se joindre à l'insurrection.

Dès ce moment, la voix de la liberté se répandit dans toutes les Cyclades, les Sporades et même dans les îles de la côte d'Asie.

Afin de pouvoir frapper de grands coups contre la flotte ottomane, le Sénat d'Hydra plaça toute la flotte grecque (2)

(1) La plupart des navires grecs ne faisaient, en effet, que transporter les blés russes dans les principaux ports de la Méditerranée occidentale.

(2) Hydra avait équipé 115 navires excédant 100 tonnes.

Spetzia	»	60	»	»	»
Psara	»	40	»	»	»

sous les ordres de Iakom Tombazis, en même temps qu'il lui donnait des instructions d'une remarquable modération.

Il y était dit que : le pavillon neutre couvrirait et défendrait même les marchandises appartenant à l'ennemi.

Les vaisseaux marchands des puissances chrétiennes ne devraient être ni molestés, ni visités de force, sauf le cas où, nolisés par le gouvernement turc, ils seraient chargés de munitions de guerre ou de soldats musulmans.

Dans ce cas, mais dans ce cas seulement, on devait arrêter le navire, s'emparer des munitions en payant au capitaine le nolis stipulé par le contrat, et l'obliger de reconduire les troupes ennemies, embarquées sur son vaisseau, dans les Echelles sans permettre qu'elles fussent inquiétées (1).

Malheureusement, les actes de barbarie commis par les ottomans devaient bientôt amener les Grecs à se départir de cette modération et à ne plus respecter, aussi scrupuleusement, les droits des gens.

*
* *

Devant ce soulèvement général, Khurshid Pacha, toujours retenu devant Janina, fit preuve de beaucoup d'habileté et de résolution. Ibrahim Premeti fut immédiatement chargé de renforcer les garnisons de Prevenza, d'Arta, et d'étouffer l'insurrection de Rhangos et de Nicolas Sturnani, tandis que Mohammed Dramali recevait l'ordre de se concentrer avec 2.000 hommes à Larissa afin d'empêcher les Armatoles de se joindre au mouvement insurrectionnel.

Enfin Youssouf Pacha, toujours à Patras où il avait repoussé victorieusement l'archevêque Germanos dont les bandes avaient tenté de reprendre la ville, était chargé d'envoyer à Tripolitza 2.000 hommes sous le commandement d'Elmas Bey et d'Achmet Dem de Philates.

Les Grecs, en effet, désireux de frapper un grand coup, avaient résolu de s'emparer de Tripolitza, siège du Pachalik de Morée et où se trouvait, en même temps que les principaux Turcs, le harem et les richesses de Khurshid Pacha.

Dans ce but, les troupes grecques se concentrèrent sur cinq points différents, formant ainsi autour de la ville, un vaste demi cercle.

I. Déligiannis avec Antonios Colocotronis occupa Piana.

II. Le vieux Colocotronis se posta à Chrysowitzi.

---

(1) *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque.* Paris, 1825, p. 110.

III. Charalompis s'établit à Lividi.

IV. Giatrakos de Mistra se rendit au camp de Vervena, tandis que le corps principal des troupes grecques se fixait à Valtetzi sous les ordres de Petro Bey, nommé général en chef, à la suite d'une réunion tenue par les principaux chefs grecs à Marmaria.

Profitant de ce que les passes nord-est de la ville n'étaient pas encore occupées, Elmas Bey et Achmet Dem se jetèrent dans la ville sans rencontrer la moindre résistance.

Mais voyant qu'ils ne pouvaient avec leurs seules ressources, songer à la débloquer, ils envoyèrent un messager demander des secours à Khurshid qui, immédiatement, chargea Moustapha Bey de forcer les Grecs à lever le siège de cette place.

Cet homme énergique et expérimenté se mit tout de suite en route, et, après avoir passé le détroit de Corinthe et brûlé Votitza, il se présentait le 8 mai 1821 devant Argos.

Les habitants essayèrent de se défendre. Leur résistance ne dura guère. Ces guerriers novices, ayant en effet oublié de couvrir leurs flancs, se virent tournés par la cavalerie turque, et, effrayés par ce mouvement qu'ils n'avaient pas su prévoir, s'enfuirent précipitamment, jetant, par leurs récits exagérés, le trouble et la confusion dans les troupes grecques qui se trouvaient devant Tripolitza.

Le 13 mai, Moustapha Pacha entrait à Tripolitza.

Une attaque des troupes grecques fut aussitôt préparée.

Le 24 mai au matin, Rhoubis, après avoir fait distribuer du pilaf rouge à ses soldats (1), les lançait contre Valtetzi où Petro Bey s'était fortement retranché.

Contrairement à l'attente des Turcs, les rayas, en « entendant ronfler le canon » et en voyant flotter dans les airs « les drapeaux toujours victorieux du Sultan », ne prirent nullement la fuite.

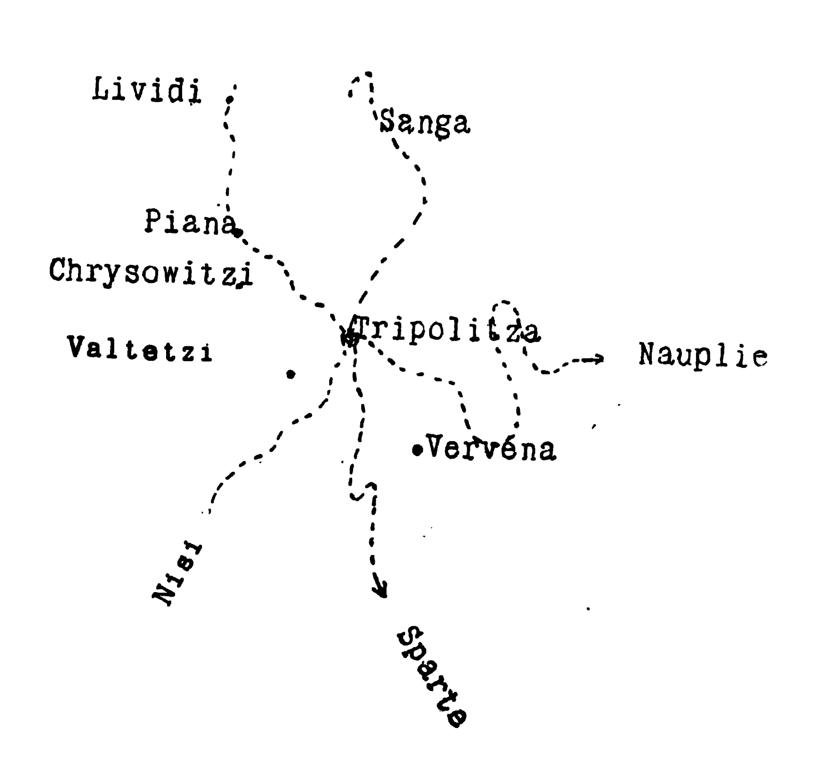
Même Colocotronis, étant arrivé à l'improviste, surprit les Turcs par derrière, et fut assez heureux pour rompre entre eux toute communication.

Devant le danger que couraient ainsi ses troupes, Moustapha, à la tête de sa cavalerie, accourut à leur secours.

---

(1) C'était du riz bouilli avec des tomates que l'on faisait manger aux soldats turcs avant la bataille en commémoration de cette figure orientale. « Je te donnerai à dévorer la chair de tes ennemis et je t'abreuverai de leur sang. »

SIÈGE DE TRIPOLITZA



Mais, par suite de la nature accidentée du terrain, il ne put se déployer.

Toute la journée se passa en luttes opiniâtres. Les Turcs eurent beau lancer, en mémoire d'un miracle opéré en pareille occasion par Mahomet, des poignées de sable contre les Grecs, ceux-ci, retranchés dans des fossés, repoussèrent toutes leurs attaques (1).

A minuit, Giatrakos de Mistra, étant accouru de Vervena, cernait Rhoubis et obligeait ainsi Moustapha à donner le signal de la retraite.

Cette première victoire en bataille rangée enthousiasma les Grecs et le sentiment de leur propre valeur se traduisit par une lettre railleuse que Colocotronis écrivit à Moustapha, où il lui disait : « J'apprends que tu rédiges des lettres pour exhorter les Grecs à se soumettre ; mais le moment est venu pour les Grecs d'en adresser de semblables aux Turcs. J'espère te faire grâce, si tu peux t'échapper chez toi ; fais ce que tu pourras, et au revoir dans ton sérail » (2). Effectivement, le sort voulut que Colocotronis le fit, deux ans plus tard, prisonnier dans son palais.

Craignant avec juste raison que Moustapha n'échouât dans sa mission de délivrer Tripolitza, Khurshid Pacha avait, dès la fin d'avril, ordonné à Omer Vrione de se concentrer avec 7,000 hommes à Larissa et de marcher au plus tôt sur Tripolitza.

Brave, impétueux, superbe et féroce, Omer Vrione aurait pu obtenir des avantages considérables, s'il avait su modérer la fougue de son caractère.

Il connaissait personnellement ses adversaires, Diacos et Odyssée, qui avaient été, ainsi que lui, dans la haute domesticité d'Ali de Tépélen, et il les détestait avec toute l'énergie d'un homme de vieille souche indigné de voir des rayas aspirer à une émancipation glorieuse.

Ayant appris que Diacos s'apprêtait à lui barrer la route de Salone, Omer Vrione alla à sa rencontre.

Dès le premier choc les Grecs, effrayés par les cris des Turcs, prirent honteusement la fuite. Mais Diacos, se souvenant du grand théâtre historique où il combattait, se dévoua à la mort pour la grande cause de la Patrie. Seul avec dix guerriers, il tint les Turcs plus d'une heure en

---

(1) *Pouqueville.* T. III, p. 119.

(2) *Gervinus. Insurrection et Régénération de la Grèce.* Paris 1829, Tome I, p. 233.

échec. Enfin blessé de tous côtés, il tombait entre les mains des Ottomans qui, exaspérés par son énergique résistance, l'empalaient.

Ainsi périt ce vaillant héros dont les chants populaires ont, avec un juste orgueil, célébré le vaillant trépas (1).

En apprenant la défaite de Diacos, Odyssée, qui du haut du Parnasse suivait les mouvements des troupes turques, accourut à Gravia et, le 20 mai, il entrait en dansant et en chantant dans le caravansérail de Gravia.

Trois attaques des Turcs furent successivement repoussées ; mais, des renforts d'artillerie étant arrivés, Odyssée, à la faveur de la nuit, s'échappa ainsi que ses cent compagnons d'armes.

Cette défense opiniâtre effraya toutefois les Turcs qui, n'osant traverser le défilé d'Ambléna pour s'avancer vers Salone, descendirent jusqu'à Livadia. De là ils se portèrent devant Chalcis. Mais Omer Vrione ayant été repoussé devant cette place (23 juillet), ils abandonnèrent la pacification de l'Ile d'Eubée et se dirigèrent vers Athènes pour délivrer leurs compagnons qui, assiégés dans l'Acropole, étaient sur le point de succomber.

Entretemps, les Grecs, au nombre de 7,000, continuaient à assiéger Tripolitza (2).

*
* *

Sentant le besoin d'une direction unique, les primats, réunis au couvent de Valtetzi (7 Juin), avaient institué le Sénat auquel ils avaient donné plein pouvoir sur tout ce qui se rapporterait essentiellement à la guerre, comme levées de troupes, approvisionnements et secours aux familles dont les membres avaient péri (3).

Cet embryon d'organisation fut modifié par l'arrivée de Démétrius Ypsilanti, frère d'Alexandre Ypsilanti (22 Juin

---

(1) Le chant populaire le plus connu sur la mort de Diacos est le suivant :

« Se saisissant de Diacos ils l'enchaînèrent au poteau
« Ils redressent son corps ; mais lui, riant pour les railler
« Outrage leur foi et dit, les appelant impurs :
« Ce n'est qu'un seul Grec que vous avez tué en m'empalant !
« Pourvu qu'Odyssée et Nikitas, le capitaine, prospèrent
« Ils abattront le trône des Turcs et tout votre pouvoir. »

(2) Le siège de Tripolitza a été raconté avec beaucoup de détails par Gordon, Voultier et Raybaud.

(3) *Tricoupis* Ἱστορία τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπαναστασεως. London, 1853. Tome I, p. 346.

1821), qui fut reçu comme un Messie. Primats, clergé, officiers, tous se portèrent à sa rencontre (1).

Démétrius Ypsilanti méritait ces honneurs, car c'était un vaillant soldat et un honnête homme, bien supérieur, au point de vue moral, à son frère Alexandre.

Toujours prêt à risquer sa vie, humain, généreux, loyal, il ne commit jamais aucun de ces crimes qui souillent si souvent cette noble lutte pour l'indépendance.

Malheureusement, au physique il n'aurait pas pu être plus mal doué. Petit, chauve, parlant du nez, l'air vieillot et timide, ne sachant ni menacer, ni entraîner les hommes, Démétrius n'était pas fait pour en imposer à cette race par un ton tranchant et énergique (2).

De même que son frère, il s'était entouré de philhellènes enthousiasmés par les temps héroïques de la Grèce et qui s'attendaient à trouver devant Tripolitza les héros chantés par Homère. « Nous mourrons, s'il le faut, pour les Grecs », disaient-ils, « pour leur témoigner notre reconnaissance pour les sentiments nobles et élevés dont leurs ancêtres nous ont imprégnés... Les ombres des grands hommes qui ont foulé ce sol planent sur nous » (3).

Hélas ! tant d'enthousiasme ne devait avoir que la durée d'une fièvre, qui ne laisse après elle que faiblesse et regrets d'un délire sublime.

Voyant qu'il n'y avait ni galons, ni épaulettes à gagner, que les hôpitaux, les intendances étaient encore à l'état de projet, et que toute la nourriture consistait en un morceau de pain de maïs, en olives et en oignons arrosés d'eau de la fontaine, le zèle de ces défenseurs de la liberté fut considérablement refroidi (4).

Ils ne pouvaient d'ailleurs comprendre le fanatisme féroce qui animait les Grecs contre les Turcs et les Turcs contre les Grecs; ils n'entendaient rien à cette succession de vengeances que les opprimés avaient léguées depuis quatre siècles d'outrages à leurs enfants.

Au lieu de trouver des troupes enrégimentées à l'européenne, ils ne virent que des bandes indisciplinées, pillardes, voleuses, peureuses. « Conduire une armée grecque,

---

(1) *Yemeniz*, p. 122.

(2) *Voutier. Mémoires*, p. 64, et *Raybaud*, T. I, p. 304.

(3) *Christian Muller. Voyage en Grèce.* Lettre IV.

(4) La sobriété grecque est proverbiale et un vieux dicton dit « Qu'un Grec s'engraisserait encore là où un âne meurt de faim ».

c'est une torture, disait Colocotronis; Wellington me donnerait 40.000 hommes que je saurais les conduire; je lui donnerais 500 Grecs qu'il n'en serait pas maître durant une heure ».

Le matériel était également on ne peut plus défectueux.

Les canons, mal entretenus, étaient pour la plupart hors d'usage (1). Quant aux rares engins apportés par les philhellènes et encore en bon état ils n'étaient d'aucune utilité et ne faisaient aucun mal à l'ennemi car les Grecs, afin de ne pas être atteints par les Turcs, avaient pris la mauvaise habitude de braquer leurs canons hors de portée. Les officiers européens avaient en vain lutté contre cet état de choses, mais que pouvait-on exiger de soldats auxquels l'artillerie inspirait une telle terreur que l'on avait toutes les peines du monde à trouver des hommes assez courageux pour mettre le feu aux pièces.

Une légère fusillade avait lieu à l'aurore, puis l'après-midi, on dormait sous la garde de quelques sentinelles accroupies, fumant flegmatiquement leur pipe ; ensuite, la nuit venue, chacun se retirait sous sa tente sans laisser la moindre garde (2).

Les Turcs, manquant de vivres, dormaient et jeûnaient; quant aux Grecs, au lieu de se battre, ils discutaient, intriguaient, se subdivisaient en clans et en partis. C'est ainsi qu'il y avait devant Tripolitza un parti de primats avec Colocotronis pour chef et un parti militaire, avec Petro Bey. Un troisième parti, celui des hétairistes, s'était formé avec Démétrius Ypsilanti; enfin un quatrième qui fondait ses espérances sur l'appui de la France et de l'Angleterre s'était constitué depuis l'arrivée de Mavrocordato (3).

Chacun de ces groupes voulant avoir la prépondérance, il en était résulté une certaine anarchie. Tout le monde commandait et nul n'obéissait. Démétrius Ypsilanti résolut de faire cesser cet état de choses et, dans ce but, demanda à être, à l'instar de son frère, qui luttait alors dans les Principautés, investi d'un pouvoir souverain.

Craignant d'être éclipsés, les primats refusèrent. Sur ce,

(1) Gordon avait amené avec lui trois obusiers modernes mais, faute de munitions, on ne put s'en servir.

(2) *Voutier. Mémoires sur la guerre actuelle des Grecs*, Paris, 1825, p. 69.

(3) Mavrocordato naquit à Stamboul en 1791. Elevé à Buccarest il se perfectionna par des voyages en France, en Allemagne et en Angleterre. A la nouvelle de la révolution grecque il s'embarqua à Marseille et fit voile vers Missolonghi, d'où il alla devant Tripolitza.

Démétrius Ypsilanti, conseillé par Dikaios et Anagnostaros, quittait le 10 juillet 1821 le camp des Grecs. Ce départ provoqua une grande agitation. Entraînés par ses partisans, les soldats se mirent à sa poursuite et, le 15 juillet, Ypsilanti rentrait triomphalement au camp, où on lui donnait le commandement suprême.

Démétrius Ypsilanti était à l'apogée de sa puissance. De tous côtés, de nouvelles troupes accouraient se placer sous ses ordres. Les Turcs de Monemvasie assiégés entamaient des négociations avec lui et se rendaient le 5 août. Cet exemple était bientôt suivi par Navarin qui capitulait le 13 août et dont la population était, malgré les conventions militaires et les efforts de Démétrius Ypsilanti passée, ainsi que celle de Monemvasie, au fil de l'épée (1).

Malgré tous ces succès, le siège de Tripolitza n'avançait pas et l'on pouvait craindre que l'armée de secours, formée en Thessalie sous le commandement de Beiram Pacha, ne vint à temps débloquer cette place.

Heureusement pour les Grecs, Odyssée veillait. Le 7 septembre avec l'aide de Dyovoniontis et de Gouras il délogeait en effet les Turcs de leur position de Vasilika près des Thermopyles.

Devant cette défaite démésurément grossie Kara-Ali, à la tête de la flotte ottomane, rebroussa chemin sur Constantinople ramenant ainsi dans la capitale turque les renforts qu'il avait reçu l'ordre de débarquer à Kalamata.

Dès lors, la chute de Tripolitza était certaine, et rien n'aurait été plus facile que de s'emparer de cette place. Mais Colocotronis qui commandait en chef (Mavrocordato étant parti pour l'Etolie (10 septembre) et D. Ypsilanti s'étant rendu devant Kalavryta) préférait à l'assaut, une capitulation qui, dans le butin, lui assurerait la part du lion (2).

Le 19 septembre une trêve fut conclue et les négociations commencèrent.

Les Albanais enfermés dans la place, gens braves et peu

---

(1) Quelques Turcs à bord des navires grecs avaient, moyennant une forte rançon, obtenu la permission d'être conduits en Asie Mineure mais, craignant la vengeance des Ottomans s'ils les débarquaient sur les terres musulmanes, les Hellènes les abandonnèrent sur un écueil voisin de Samos où ils auraient péri, si M. Bomfort, agent français à Scala-Nova, ne fût venu à leur secours et ne les eût ramenés dans le golfe d'Ephèse (19 août).

(2) *Pouqueville*, t. III, p. 126.

fortunés, traitèrent séparément et se retirèrent sans payer de rançon, avec armes et bagages (4 octobre 1821) (1).

Les juifs voulurent faire de même, mais Colocotronis se contenta d'accepter les présents sans rien leur promettre; il ne pouvait pas en effet garantir la vie à ceux dont les coreligionnaires s'étaient, dans plusieurs villes, distingués par leur férocité vis-à-vis des Grecs (2).

Bobilina, l'héroïne Septziote se montra également plus pratique que généreuse. Ayant pénétré dans la ville, sous le prétexte d'assurer aux femmes turques qu'aucun mal ne leur serait fait en cas de reddition, elle en profita pour rançonner les femmes du harem de Khurshid ainsi que celles des principaux ottomans (3).

Enfin le 5 octobre, les sentinelles turques, ayant laissé approcher les soldats grecs pour leur acheter des raisins, les Hellènes se précipitèrent contre les remparts et les escaladèrent.

Une bande, conduite par Kerphales, ayant placé l'étendard chrétien sur les murs de la ville, des masses effrénées se précipitèrent sur la malheureuse cité, lui faisant terriblement expier les crimes commis par les Turcs.

Une à une, les maisons sont pillées et repillées, tandis que des murs entiers et des pans de maison tombent sous la poussée irrésistible de ces pillards furieux.

La nuit venue, le feu éclatait dans le palais de Khurshid Pacha, dont le harem, protégé dans l'espoir d'une forte rançon, était transporté dans d'autres bâtiments. Durant trois jours les incendies, le meurtre et le pillage ne cessèrent point. Plus de 32 000 victimes furent immolées, et il y eut tellement de cadavres dans les rues que « des murs au Palais, le cheval de Colocotronis ne toucha pas terre » (4).

Le butin fut immense. Colocotronis dut réquérir deux chameaux et vingt mulets pour porter tout ce, qu'à la faveur du désordre, il s'était approprié. Les Magnotes, passés maîtres dans l'art du pillage, emportèrent tout ce qu'ils purent dans leurs montagnes, et l'on vit leurs femmes quitter la ville chargées de meubles, de planches, de clous et même de tuiles des maisons.

Quant au gouvernement grec, il ne retira de l'énorme

(1) *Voutier. Mémoires*, p. 85 et 86.

(2) *Raybaud. Mémoires sur la Grèce*, Paris, t. I, p. 457.

(3) *Pouqueville*, t. III, p. 129.

(4) *Gervinus*. T. I, p. 315.

butin de Tripolitza, qui lui aurait permis de payer la solde de ses soldats et d'équiper une nouvelle flotte, que 30 canons à peu près hors d'usage.

L'impression de la chute de Tripolitza fut immense. Tout le Péloponèse était entre les mains des insurgés et les quelques villes qui, comme Patras, Rhion, Modon, Coron, Acro-corinthe et Nauplie, étaient encore occupées par les Turcs devaient, par la force des choses, tomber au moindre choc. Malheureusement l'incroyable légèreté innée dans la race grecque, en reprenant le dessus, allait empêcher de profiter du succès de Tripolitza.

***

Les débuts de la campagne maritime furent, eux aussi, favorables aux Grecs. Les insulaires et la population côtière rendirent en effet, durant toute cette période révolutionnaire, les plus grands services à leur Patrie.

Habitués à naviguer au milieu des récifs de la mer Égée, vivant depuis leur plus tendre enfance sur de frêles esquifs, ces hommes, marins dans l'âme, devaient continuellement poursuivre et harasser les lourds navires turcs, incapables de les éviter.

Maîtres de la mer, empêchant tout ravitaillement d'arriver aux troupes turques, ils contribuèrent pour une grande part à l'échec des armées d'invasion ottomanes. Le rôle important qu'ils jouaient devait surtout être apprécié le jour où, divisés par de mesquines rivalités, ils se retirèrent en boudant dans leurs ports, permettant ainsi le débarquement des Egyptiens en Morée.

Le grand reproche adressé à ces hommes par les officiers européens, qui avaient pris du service en Grèce, fut leur soi-disant mépris pour le progrès. Canaris, une des plus nobles et plus vaillantes figures de l'insurrection hellénique, ne voulut en effet jamais suivre les conseils du Commodore anglais, Frank Abney Hastings, partisan déclaré des gros navires et surtout des nouveaux bateaux à vapeur qui, perfectionnés par l'anglais Watt, commençaient à sillonner les mers (1).

Canaris en véritable marin, savait tous les avantages qu'il y avait à laisser ses hommes à bord de leurs tréchandins (2) sur lesquels ils naviguaient de père en fils, depuis la plus haute antiquité.

---

(1) *Frank Abney Hastings. Memoir on the use of Shell, Hot Shot and Carcasses-Shells from Ship-Artillery. London.*

(2) Sorte de canots légers à voile triangulaire.

Ces barques légères, facilement dirigeables et pouvant passer partout, lui semblaient infiniment préférables à ces gros navires de guerre mastocs, véritables forteresses flottantes, incapables de se dérober aux coups d'un adversaire momentanément le plus fort.

Cette préférence de Canaris pour les bâtiments de faible tonnage s'expliquait parfaitement. Elle ne lui était du reste pas particulière. Quelques années auparavant, en 1804, Napoléon Ier qui, du camp de Boulogne, préparait un débarquement en Angleterre, avait fait lancer, non pas de grosses frégates, mais 2.000 petits bateaux plats capables, en se faufilant à travers les bâtiments anglais, d'arriver sans encombre sur les côtes britanniques.

Ces coquilles de noix, comme les Anglais les appelaient, prouvèrent du reste leur avantage en faisant, dans leur première sortie, reculer neuf navires de George III.

En laissant malgré les avis répétés des officiers étrangers (1) ses hommes à bord de leurs anciens vaisseaux Canaris avait fait preuve d'une grande prévoyance.

La guerre Gréco-Turque de 1897 devait en effet montrer tous les inconvénients qu'il y a d'embarquer, en cas de guerre, des hommes sur des navires tout autres que ceux qu'ils ont l'habitude de monter en temps de paix.

Durant cette guerre de 1897, la flotte grecque, sur laquelle on fondait tant d'espoir se montra, si possible, encore inférieure à la marine ottomane.

Comme toujours en cas de défaite, ce fut à la trahison et à l'incapacité des chefs que l'on attribua cette incompréhensible immobilité des cuirassés grecs. Mais la véritable raison était tout autre.

Habitués à naviguer à la voile et à grimper à leurs mâts, les insulaires grecs étaient, une fois à bord d'un croiseur moderne, complètement dépaysés. Sur les bâtiments de guerre actuels, quel que paradoxal que cela paraisse, le marin a presque totalement disparu pour faire place aux mécaniciens, chauffeurs, ingénieurs, artilleurs, fusiliers. Appelés à des fonctions toutes autres que celles qu'ils avaient l'habitude de remplir en temps de paix; devant, par exemple, surveiller des manomètres et des chaudières, alors que leurs regards s'étaient jusqu'alors uniquement con-

(1) Frank Abney Hastings présenta en effet un mémoire au gouvernement grec en 1824 où il recommandait l'emploi des navires à vapeur, en même temps qu'il préconisait les batailles maritimes rangées aux brulots jusqu'alors si heureusement employes.

centrés sur leurs voiles ; il n'est nullement étonnant que ces hommes se soient mal acquittés du nouveau rôle que l'on voulait leur faire jouer. Nullement familiarisés avec les armes qu'on leur confiait, les engins de destruction les plus terribles devenaient, entre leurs mains, tout ce qu'il y avait de plus inoffensif (1). En outre, à bord des cuirassés modernes, sorte d'immenses machines à mécanisme compliqué, l'obéissance passive a dû forcément remplacer cette initiative privée qui faisait des Hellènes les premiers marins de l'Orient.

Leur fougue à l'assaut qui, jadis, leur avait fait remporter tant de succès, a du également faire place à la froide immobilité du marin moderne qui, abrité derrière une coupole, doit, toutes les deux minutes, lancer un projectile contre un point noir à peine visible à l'horizon.

Aussi comprend-on que ces marins de 1897, quoique aussi vaillants que leurs ancêtres de 1821, n'aient pas rendu, les conditions étant différentes, les mêmes services à leur patrie.

Les insulaires, accourus en 1821 au secours de l'insurrection, se rangèrent sous les ordres de Tombazis qui, sitôt nommé commandant en chef des flottes grecques, se prépara à se rendre en Epire où il comptait porter les premiers coups.

Il pensait avec raison que sa présence dans la mer Ionnienne, en encourageant à la révolte les chrétiens ainsi qu'Ali de Janina, empêcherait Khurshid Pacha d'envoyer des troupes secourir Patras et Tripolitza.

Mais le Chiote Vambas, ayant affirmé que l'île de Chio attendait avec impatience l'apparition de la flotte grecque pour se soulever, le sénat ordonna à Tombazis de faire voile vers Chio (2).

Le 8 mai il abordait à la Fontaine du Pacha, non loin du rocher où les habitants de cette île prétendent que le vieil Homère avait coutume de venir avec ses disciples.

Doux, paisibles, indolents, les Chiotes, malgré une proclamation enflammée de Tombazis leur annonçant « que le jour de gloire était arrivé » (3), refusèrent de se laisser

(1) Dans un conseil de guerre tenu à la suite de la guerre de 1897, on révéla que l'on avait oublié de mettre des amorces aux torpilles qui, par suite, ne pouvaient éclater.

(2) *Finlay. The Greek Revolution* T. I. p. 213.

(3) *Argate. Précis des opérations de la flotte grecque.* N° IX. Paris 1822.

entraîner dans les hasards d'une insurrection et, conseillés par l'archevêque Platon, envoyèrent une députation au Sultan pour l'assurer de leur entière soumission (1).

Tandis que Tombazis essayait, mais en vain, de soulever Chio, la flotte ottomane, commandée par Mehemed Bey, sortait le 30 mai de Constantinople et se dirigeait vers Samos.

Le 7 juin la frégate turque, la « Montagne mouvante », avant garde de la flotte de Mehemed, rencontrait près de Lesbos les navires grecs. Voulant éviter un combat, elle se réfugia à Erisso.

Un conseil de guerre grec fut immédiatement réuni pour savoir de quelle façon la « Montagne mouvante » serait attaquée.

Tombazis proposa d'avoir recours aux brûlots (μπουρλὸτον) dont un capitaine anglais lui avait jadis conseillé l'emploi, mais personne ne savait les construire. Seul Joannes Pargios de Psara, appelé Patatoukos, se déclara prêt à en équiper un ayant, disait-il, déjà dirigé un brûlot, lors de l'attaque par les Russes (1770), de la flotte turque réfugiée à Tchesmé (2).

Patatoukos prit donc deux navires, les remplit de poix, de matières combustibles et, s'étant approché de la frégate turque, attacha à « La Montagne mouvante » son brûlot, préalablement incendié, tandis que, profitant du premier moment de désarroi, il se sauvait ainsi que ses compagnons par une ouverture pratiquée à l'arrière du bateau.

Le feu ayant gagné la soute aux poudres, le navire ottoman sauta, engloutissant avec lui tout son équipage (3).

Cet événement consterna la flotte turque qui, faisant demi tour, retourna dans les Dardanelles où le Riala-Bey destitué fut remplacé par Kara-Ali.

Fiers de leurs succès, les Grecs s'établirent dans la rade de Kydonia en Asie mineure. Cette malheureuse ville devait payer cher le refuge forcé qu'elle avait été obligée d'accorder à Tombazis. Envahie subitement (16 juin 1821) par une foule de miliciens turcs, elle fut, comme punition pour sa prétendue aide aux insurgés, pillée et incendiée, tandis que sa population était passée au fil de l'épée ou réduite en esclavage.

---

(1) *Pouqueville*. T. III. p. 174.

(2) *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque*. Paris 1825. p. 113.

(3) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce*. Paris 1863. T. I. p. 278.

La flotte grecque s'approcha également de Smyrne, dans l'intention de soulever la ville, mais mal armés et noyés dans une population musulmane, les chrétiens ne purent pas même essayer de résister à la foule ameutée contre eux.

D'horribles représailles eurent lieu, et seuls furent épargnés ceux qui avaient eu le temps de se réfugier chez le consul de France, David, ou à bord de l'escadre française de l'amiral Halgan, alors mouillée à Smyrne (1).

Des massacres ensanglantèrent aussi l'île de Chypre, où les chrétiens, sans armes et sans munitions, ne songeaient nullement à se révolter. Là encore, le consul de France, Merchain, grâce à son sang froid et à son énergie, sauva la vie à beaucoup de malheureux. Des scènes analogues eurent lieu en Crète, mais, cette fois, les chrétiens, au lieu de se laisser immoler sans la moindre résistance, se rassemblèrent et, sous les ordres de Boussos, battirent les Turcs à Xirokampos (24 août 1821).

Devant l'extension du mouvement insurrectionnel, la Porte, voulant faire un exemple et intimider les Grecs par la crainte d'une terrible repression, décida le sac de l'ile de Samos devenue depuis peu la base d'opération de la flotte grecque.

Des troupes de débarquement ayant été préalablement concentrées à Koudchadasi, la flotte turque, sous le commandement du Kapoudan-Bey Kara-Ali, mit le cap sur Samos avec ordre de passer au fil de l'épée tous les Samiens au-dessus de l'âge de huit ans (2).

Arrivés devant cette île, les Turcs, à leur grand étonnement, se trouvèrent en présence de quatre régiments parfaitement équipés sous les ordres d'un médecin de Samos, Georges Lougathesis et, malgré leurs efforts, virent toutes leurs tentatives de débarquement successivement repoussées.

Kara-Ali envoya alors neuf navires chercher à Koudchadsi des troupes de renfort.

A leur retour, ils eurent la désagréable surprise de rencontrer la flotte grecque forte de 90 voiles (20 juillet 1821).

Effrayés, les Turcs jetèrent leurs navires contre la côte encore couverte de troupes qui venaient d'assister à l'em-

(1) *Jurien de la Gravière. La station du Levant*, Paris 1876. Chapitres VI, VII, VIII.

(2) *Der Beobachter*. Journal officiel autrichien. N° 13. Collection 5.

barquement de leurs compagnons d'armes. Les Grecs mirent alors le feu à ces bâtiments, en face de cette multitude de soldats et presque sous les yeux de la flotte turque qui, terrorisée par ce coup d'audace, s'enfuyait en toute hâte, abandonnant ainsi sa grande mission (1).

A la suite de cet exploit, les marins grecs, leur mois terminé, se retirèrent malgré les exhortations de leurs chefs et permirent ainsi à la flotte égyptienne de 14 vaisseaux, sous le commandement d'Ismael Gibraltar, de se joindre à celle de Kara-Ali.

Ainsi renforcée, la flotte turque se dirigea vers le golfe de Corinthe, pour coopérer au débloquement de Tripolitza. Mais ayant, en cours de route, appris l'échec de Beiram Pacha, elle rebroussa chemin sur Constantinople.

Entre temps, une seconde flotte grecque, sous les ordres de Miaulis, bombardait Lepante et jetait la terreur dans le golfe de Corinthe. Mais, là encore, les Grecs indisciplinés ne profitèrent pas de leurs succès et se débandèrent, leur mois de croisière une fois terminé.

***

Tandis que l'insurrection, presque partout victorieuse, s'étendait de plus en plus, une émeute, suivie de graves complications diplomatiques, éclatait à Constantinople.

A la nouvelle des premiers succès remportés par les insurgés, des hordes fanatiques s'étaient mises à parcourir la ville poussant partout des cris de mort, et contre les Grecs et contre les étrangers.

Effrayés par ces menaces, les ambassadeurs firent des représentations au grand Vizir, Ali-Benderli Pacha, qui se hâta (21 avril 1821) de se rendre auprès d'eux, leur promettant que, désormais, grâce aux mesures qu'il avait prises, la ville retomberait en son ordinaire tranquillité.

L'ordre ne devait pas régner longtemps.

Le lendemain 22 avril, jour de Pâques, la Patriarche Grégoire était en effet poignardé au moment même où il sortait de l'église. Son corps, livré à la populace, était ensuite traîné à travers la ville pour être enfin jeté à la mer.

Cet horrible assassinat augmenta encore la tension qui existait déjà entre la Porte et la Russie, tension en partie provoquée par le refus qu'avait fait le gouvernement de

---

(1) *Jurien de la Gravière. La station du Levant*, Paris 1876, t. I, p. 162.

Saint-Pétersbourg de livrer les conspirateurs turcs réfugiés en Russie.

Ce meurtre contribua également à achever la nouvelle évolution qui venait d'avoir lieu dans la politique d'Alexandre.

La peur de la Révolution ou, comme l'on disait alors, l'intérêt moral de l'Europe, avait guidé la conduite du Tzar tant qu'il avait été enveloppé dans l'atmosphère brumeuse d'un entourage autrichien. Mais, dès son retour dans le cercle de son propre pays, son attitude avait changé.

De même qu'à Laybach, il avait subi l'influence de Metternich, de même à Saint-Pétersbourg, il était dominé par des hommes décidés à contrecarrer la politique autrichienne.

Il écoutait surtout les conseils de Pozzo-di-Borgo, ambassadeur russe à Paris, homme adroit et intelligent, qui avait su s'assurer le concours de Stroganof et de Capodistrias.

Si le chef de la Sainte Alliance ne pouvait en effet tolérer le triomphe d'une révolution, ce qui devait être le résultat inévitable de la victoire des Grecs, il ne pouvait pourtant pas, par contre, permettre la destruction totale de ce peuple chrétien, conséquence fatale du succès de la repression turque.

Lors de son retour du Congrès de Laybach, il avait pu voir à quel point la cause grecque était populaire, et il n'ignorait pas que le général Yermoloff était à la tête d'un parti militaire qui, par tous les moyens, essayait de provoquer les hostilités.

Connaissant les dispositions dans lesquelles se trouvait le Tzar, Stroganof, ambassadeur russe à Constantinople, exprima sans délai (23 avril) à la Porte la douleur que lui avait fait éprouver l'odieux assassinat du Patriarche.

En même temps, une conférence avait lieu chez l'Internonce (1), M. de Lutzow, où Stroganof proposait de prendre en commun les mesures nécessaires pour assurer l'ordre à Constantinople. Strangford, ambassadeur anglais, refusa d'assister à la conférence.

Débarrassé ainsi de la crainte d'une intervention européenne et se rappelant que l'ère des croisades était passée,

(1) Internonce, nom donné à l'Ambassadeur autrichien à Constantinople.

la Porte fit, le 27 avril, une réponse inconvenante et railleuse, dans laquelle elle expliquait que si le Patriarche avait été tué, c'était que sa naissance à Dimitsana, ville du Péloponèse, le rendait « suspect suivant toutes les apparences ».

Au reçu de cette note, Stroganof répondit le 1er mai « que, se voyant sans garanties pour ceux qu'il avait mission de protéger, il ne lui restait plus qu'à abandonner son poste ».

Cette résolution effraya le grand vizir et l'ordre se rétablit. Mais une intrigue de Palais ayant éclaté, Ali-Benderli Pacha fut envoyé en exil et remplacé par Hadji-Salik Pacha (3 mai) qui reçut l'ordre de ne pas imiter son prédécesseur, lequel « dans sa stupidité, s'était opposé au châtiment de cette misérable nation grecque ».

Immédiatement, comme par enchantement, les troubles recommencèrent. Les navires étrangers furent fouillés et les malheureux qui y avaient cherché un refuge furent appréhendés et livrés aux pires supplices.

Au cours de ces perquisitions, un Grec, du nom de Danezis, banquier de l'ambassade russe, fut arrêté (1) à bord d'un bâtiment moscovite. Stroganof, réclama immédiatement sa mise en liberté (4 mai), considérant, disait-il, comme « une insulte personnelle, l'arrestation d'une personne qu'il honorait de sa confiance » et il menaça de partir « si l'on touchait à un seul cheveu de la tête de son protégé ».

Ce ferme langage ne produisit aucun effet si ce n'est celui de rendre encore plus aigres les rapports entre Hadji-Salik Pacha et Stroganof.

Enfin, une demande maladroite de Stroganof (7 mai), exigeant de la Porte une amnistie pour Alexandre Ypsilanti, amena la tension à un tel point que la Sultan ne chercha désormais plus qu'à se débarrasser de « cet ami qui lui dictait des lois avec humeur, dédain et même impudence ».

Dès lors, les massacres recommencent de plus belle, les prêtres emprisonnés sont égorgés, tandis que l'embargo est mis sur tous les navires russes, ancrés dans un port ottoman. Par cette mesure appelée en droit international public « embargo civil » ou « arrêt du Prince », la Turquie interdisait aux bâtiments russes, momentanément amarrés dans une rade ottomane, de prendre la mer.

---

(1) *Hertzberg. Geschichte Griechenlands.* Gotha 1879. T. IV, p. 89.

Cette interdiction, justifiable seulement en tant que mesure sanitaire, destinée à empêcher la contagion d'une épidémie, était, dans le cas présent, une provocation directe à l'adresse de la Russie.

L'excuse officielle de la Porte, le désir d'empêcher les nouvelles de la révolution grecque d'arriver en Russie, était, vu la facilité des communications, et le grand nombre d'agents russes en Grèce, absolument inadmissible (1).

Le but réél de cet embargo était de porter atteinte au commerce d'Odessa, et, une fois de plus, les innocents payaient pour les coupables.

Portant sur la propriété privée, cette mesure était contraire aux vrais rapports internationaux, qui ne doivent se manifester qu'à l'égard des Etats.

Ce qui prouvait, du reste, les intentions de la Turquie, ce fut une nouvelle vexation qu'elle fit peu après à la Russie, en décrétant le droit de préemption sur les navires russes.

Par ce droit, la Turquie se réservait d'acheter, avant toute autre nation, les cargaisons de blé parties des ports russes. C'était là, une nouvelle atteinte aux droits des neutres, que l'on ne saurait trop blâmer.

Aussi la Russie s'empressa-t-elle de faire demander par Stroganof le retrait de ces mesures

La Porte fit tout d'abord la sourde oreille; mais l'ambassadeur ayant insisté, le Grand Vizir se décida enfin à envoyer le 27 juin une note à Metternich que le Grand Chancelier devait, après en avoir pris connaissance, faire parvenir au Tzar.

Dans cette pièce, modèle de l'art diplomatique turc, Hadji-Salik Pacha essaya de faire descendre toutes ces mésintelligences à une misérable querelle particulière, dans laquelle les autres puissances n'avaient, naturellement, rien à voir.

Telle n'était pas la façon dont le Tzar entendait comprendre le différend.

Elargissant le débat, Alexandre répondit par une pièce fort habilement rédigée où il ne se bornait pas à énumérer les griefs particuliers qu'il avait contre le Sultan, mais où il s'efforçait de démontrer à la Porte que la question grec-

(1) Voir l'*Annuaire de l'Institut de Droit international*, t. XVII, p. 273 et s.

que n'intéressait pas seulement la Cour de St-Pétersbourg, mais encore toute l'Europe.

Bien plus, pénétrant de plein pied dans la question d'Orient, il ajoutait que l'empire turc ne pouvait être maintenu sans préjudice grave pour la tranquillité générale (1).

« Les procédés de la Porte, était-il dit dans l'ultimatum remis le 28 juin par Stroganof, imprimeront à une entreprise révolutionnaire le caractère d'une défense légitime. »

« La Porte n'a pas craint d'appeler aux armes la nation turque en masse contre les Chrétiens (2), Elle a osé faire exécuter leurs chefs religieux, profaner leurs cadavres, détruire leurs temples. *La coexistence ultérieure de la Turquie avec les autres Etats de l'Europe* n'est possible que si elle respecte la religion chrétienne, si elle ne menace pas d'anéantir tout un peuple, et si son gouvernement n'est pas, par ses troubles intérieurs, une cause de discorde pour l'Europe. Le Tzar parle en ce moment pour un intérêt général, la cause qu'il plaide est *européenne.* »

L'Empereur demandait donc :

« 1. — Que la Porte reconstruise les églises détruites.

2. — Qu'elle accorde à la religion chrétienne son ancienne protection.

3. — Qu'elle distingue, dans la répression des troubles, les coupables des innocents.

4. — Qu'elle éloigne les troupes turques des Principautés et y rétablisse une administration régulière.

Faute de quoi, la Porte se mettrait en état d'hostilité vis-à-vis du monde chrétien et justifierait la protection que les Russes seraient obligés d'offrir aux Grecs. »

Cet ultimatum, après avoir été présenté au Reis-Effendi, fut ensuite envoyé à toutes les cours européennes auxquelles Alexandre demanda une réponse nette sur les deux questions suivantes.

1. — Quelle serait l'attitude des autres puissances dans une guerre Gréco-Turque ?

2. — Quel serait le système que proposeraient les puissances pour remplacer la domination turque si, par suite de cette guerre, elle venait à être renversée?

(1) *Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe.*

(2) Allusion au Hatti-Cherif du 31 mars, enjoignant aux Turcs « de renoncer aux agréments de la vie sociale, de se procurer des armes, des munitions, des chevaux, et de revenir aux mœurs de leurs ancêtres et à la vie des camps, état primitif de la nation. »

Ces communications étaient en outre accompagnées de trois documents.

1° Un résumé du Baron Stroganof destiné à éclairer les relations diplomatiques entre la Porte et la Russie.

2° Une dissertation savante destinée à prouver que, de tout temps, les puissances avaient imposé aux Turcs le devoir de protéger la religion chrétienne.

3° Un écrit examinant les rapports russo-turcs depuis le traité de Koutchouk-Kainardji.

Au reçu de cette note l'émotion des chancelleries fut considérable. Seule, la cour de Berlin, répondit à l'attente si pleine d'assurance du Tzar. Le grand Chancelier de Prusse, le Prince Hardenberg, estima en effet, comme un grand bonheur, la disposition du Tzar de traiter en question européenne celle de la Grèce.

A Vienne, cet ultimatum russe, victoire en même temps que défaite de la diplomatie autrichienne, fut froidement accueilli.

Pour la première fois, le Tzar, toujours hésitant, avait un langage énergique; pour la première fois, il indiquait clairement et nettement quel était son but, mais ce but, qui posait la question de la coexistence de l'empire ottoman, était loin de plaire au Cabinet autrichien.

Souverain légitime dans son Empire, le Sultan, n'avait-il pas, au même titre que le Tzar ou l'Empereur d'Autriche, le droit de régner là où la force de ses armes l'avait établi? Chef d'un Etat indépendant, sa politique intérieure échappait par là même au contrôle des autres puissances. De même que la Prusse, l'Autriche et la Russie se seraient opposées à une intervention de la Turquie en faveur des Polonais, de même Mahmoud avait le droit de protester contre les prétentions des puissances en Orient.

Aussi, tout imbu des principes de la Sainte Alliance, Metternich ne comprenait-il une action dans les Balkans que dirigée contre les Grecs, sujets rebelles, dont l'insurrection devait, ainsi que celle d'Espagne et d'Italie, être sévèrement punie.

Sachant que les hommes faibles et timides sont souvent ceux qui, à un moment donné, prennent dans un coup de tête les décisions les plus graves et les plus énergiques, Metternich craignait qu'Alexandre, contenu jusqu'alors, ne vint tout à coup embrouiller à nouveau une situation déjà peu claire.

Petit à petit, l'inquiétude de Metternich se calma. Ce

n'était pas la première fois, et ce ne devait pas être la dernière, que cette question du maintien de l'Empire ottoman en Europe se posait. Cette question, qui était apparue en même temps que l'établissement des Turcs en Europe, n'avait pas encore pu, par suite de la rivalité des puissances, recevoir de solution. Or, en 1821, les princes, toujours aussi jaloux et aussi égoïstes ne paraissaient nullement capables de résoudre ce grave problème.

La Turquie chassée, il fallait, chose autrement plus difficile, la remplacer, et les ambitions des puissances auraient sûrement provoqué une conflagration générale à laquelle l'Autriche n'était nullement préparée. Elle ne pouvait en effet, en ce moment, supporter une guerre dans son voisinage, pas même comme simple spectatrice, car ses finances étaient épuisees et son crédit public compromis; en outre, l'armée désorganisée par une incroyable incurie, voyait ses meilleurs régiments immobilisés en Italie.

Mais, connaissant le caractère versatile d'Alexandre, voyant que ce monarque hésitait à ordonner la mobilisation générale de ses troupes, Metternich se rassura de plus en plus.

A demi tranquillisé sur les intentions belliqueuses de la Russie, il se plut à s'arrêter au succès diplomatique qu'il venait de remporter, sans même l'avoir demandé.

Pour la première fois, en effet, le Tzar, dans un acte officiel, déclarait que la question d'Orient était, non pas exclusivement russe, comme l'avaient soutenu jusqu'alors tous ses prédécesseurs, mais européenne. Alexandre ne se considérait donc plus comme le successeur désigné du Sultan, de l'homme malade, dont les Tzars, jusqu'alors, s'étaient regardés comme les coadjuteurs.

L'empereur ne devait, du reste, pas persister longtemps dans ces intentions, et, dès les conférences de St-Pétersbourg de 1824, nous le voyons s'efforcer d'intervenir seul dans les Balkans, pour rétablir l'influence russe compromise par ses hésitations perpétuelles.

Durant ces conférences de St-Pétersbourg, tous les efforts du Tzar consisteront à agir seul, et, revenant à l'ancienne tradition russe, il considérera désormais cette question d'Orient comme russe et non plus comme européenne.

Fidèle à cette politique jusqu'à la guerre de Crimée, la Russie fera tout son possible pour écarter l'intervention des autres puissances en Orient.

Ce ne sera qu'au Congrès de Paris, du 25 février 1856,

tenu à la suite du siège de Sébastopol, et où se posèrent les premières bases de ce fameux « Concert européen », qu'il sera de nouveau déclaré que la question d'Orient intéresse l'Europe toute entière et ne peut être résolue qu'à la suite d'une entente entre les grandes puissances.

Malgré cela, la Russie ne se considéra pas comme battue, et, à la suite de la guerre russo-turque de 1878, nous verrons la question d'Orient en quelque sorte résolue par ce traité de San Stéfano qui aurait été la fin de la Turquie s'il avait été intégralement exécuté. La Turquie dépecée, était en effet mise en lambeaux, sans même conserver le libre usage de ses membres égarés. Ce qui restait était soumis à l'influence russe.

Mais l'Angleterre et l'Autriche s'empresseront de protester à un tel point que le traité de San Stéfano sera revu et corrigé au Congrès de Berlin. L'équilibre rompu par la Russie sera rétabli dans les Balkans, et l'on proclamera à nouveau, en même temps qu'on le prouvera, que les Puissances sont désormais décidées, vu leurs nombreux intérêts en Turquie, à considérer la question d'Orient non comme russe, mais comme européenne.

En diplomate de génie, Metternich vit tout de suite, à la lecture de cet ultimatum du 28 juin 1821, le succès qu'il venait de remporter ; aussi, tout en en prenant bonne note, s'efforça-t-il de montrer au Tzar le danger qu'il y avait à remettre sur le tapis cette question de la coexistence ultérieure de la Turquie, laquelle, résolue en faveur des Turcs, ruinait l'influence russe parmi les populations chrétiennes des Balkans, tandis que, favorable aux Grecs, elle devenait un encouragement aux révolutionnaires et un nouveau danger pour les trônes européens.

Ce n'était pas, ajoutait-il, au moment où tous les princes s'efforçaient d'étouffer la Révolution que l'autocrate russe devait donner un tel encouragement à une insurrection.

Aussi, le Grand Chancelier, profitant de toute l'influence qu'il avait sur Alexandre, fit tous ses efforts pour le ramener dans les sentiments qu'il avait jadis exprimés à Laybach.

Comme point principal de ses attaques, il continua à se servir, comme toujours, de la peur que la Révolution inspirait au monarque. Le Comte Lebzeltern, ambassadeur autrichien à St-Pétersbourg, dut donc persuader au Tzar, que les révolutionnaires de France, d'Allemagne et d'Italie n'attendaient que le signal d'une guerre russo-turque pour

se soulever et menacer, à nouveau, la paix de l'Europe obtenue au prix de tant d'efforts.

En même temps, il essayait de miner l'influence de Pozzo-di-Borgo, de Capodistrias et de Stroganof, tandis qu'il encourageait à la résistance le Comte de Nesselrode, acquis depuis longtemps à sa politique.

Devant cette sourde opposition de Metternich, le Tzar, écrivit une lettre personnelle à l'Empereur d'Autriche (23 juillet), jugeant le cœur du monarque plus accessible à ses désirs que celui de son ministre (1).

Dans cette lettre. Alexandre, après avoir proclamé la pureté de ses intentions, touchait à son tour les cordes de la frayeur de la Révolution.

Le cabinet de Vienne allait bientôt lui répondre sur le même ton; mais avec des accents encore plus lamentables.

Le cabinet anglais, ne voulant pas voir la Mer Noire se transformer en lac russe, et ayant en outre, dans les îles Ionniennes, les mêmes intérêts à sauvegarder que la Turquie en Grèce, se rallia immédiatement à la politique autrichienne, afin de « tenir le Tzar en bride » et l'empêcher, par tous les moyens, de se jeter dans la guerre. Castlereagh commença tout d'abord par adoucir l'attitude un peu raide que l'Angleterre avait eue au Congrès de Laybach : puis, profitant de la permission que le Tzar lui avait donnée en 1818, de s'adresser directement à lui, il lui ecrivit une lettre (16 juillet) (2) où il essayait de le dissuader de la politique qu'il avait l'intention de suivre. « Les événements d'Orient, y était-il dit, sont le fruit de l'esprit révolutionnaire qui sévit actuellement en Eurore » ; quant à la Turquie, « c'est un mal nécessaire dans le système politique de l'Europe ; c'est une excroissance maladive qui doit décourager toute tentative de la guérir, parce qu'elle mettrait en péril le système politique tout entier » et il ajoutait « que, peut être la Providence ne lui avait jamais présenté à lui, Empereur de toutes les Russies, une meilleure occasion de donner au monde et à la postérité un plus grand témoignage de ses principes. Elle, le mettait, en effet, à même de manifester envers un gouvernement fanatique et à demi barbare ce dogme de modération et de magnanimité si universellement admiré » (3).

(1) *Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls der Griechen,* Vienne 1867, t. III, p. 124.

(2) *De Viel-Castel. Histoire de la Restauration.* Paris, 1860-78, t. X, p. 283.

(3) *Castlereagh. Correspondance.*

C'était presque se moquer, et le Tzar fut tenté de relever ces conseils ironiques comme un outrage.

Mais certaines nouvelles, venues d'Allemagne, lui firent bientôt craindre que les Cours de Vienne et de Londres ne bornassent pas leur opposition à de simples épigrammes.

En effet, dans le courant d'octobre, le roi George IV, qui depuis son avènement au trône n'avait pas visité ses États de Hanovre, s'y rendit avec Castlereagh qui s'y rencontra avec Metternich.

A la suite de cette entrevue, Castlereagh fit alors (28 octobre) la réponse officielle à la note russe du mois de juin.

Il y disait (1) « que ne voyant pas la nécessité d'une guerre, il ne pouvait pas indiquer l'attitude qu'il serait obligé de prendre devant une lutte aussi colossale ».

Toutefois, s'il se trouvait un ministre russe, qui voulut remplacer l'état actuel des choses par un Etat grec, né de la Révolution, les puissances se verraient obligées de protester unanimement.

En présence de ces critiques sourdes ou exprimées, Alexandre, sur les conseils de Pozzo-di-Borgo, essaya de se concilier le cabinet français, espérant qu'avec une alliance française, il pourrait tenir en échec l'opposition austro-anglaise.

Le Tzar, entra donc immédiatement en coquetterie réglée avec la France et eut avec La Ferronnays, ambassadeur français à St-Pétersbourg, ce mémorable entretien où il lui fit les offres des plus caractéristiques. « Il faut, disait l'autocrate, que les Turcs soient repoussés très loin ; leur voisinage serait aussi incommode que leur présence... Plus vous resserrez le compas, plus vous vous génerez, mais ouvrez-le, depuis Gibraltar jusqu'aux Dardanelles, voyez ce qui est à votre convenance, et comptez non seulement sur le consentement, mais encore sur l'assistance sincère et efficace de la Russie (2). »

Le Duc de Richelieu, Ministre des affaires étrangères en France, fut, lorsqu'il apprit ces paroles flatteuses, surpris mais non ébloui. L'acceptation des propositions russes, aurait infailliblement brouillé la France avec l'Angleterre qui n'était nullement désireuse de voir les Français s'établir en Afrique; de plus, le gouvernement français aurait

(1) Dépêche de Castlereagh au Chevalier Bagit. Hanovre, 28 octobre, 1821.

(2) *Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe.* t. I, p. 171.

été obligé d'intervenir en Espagne, ce dont, pour le moment, il ne se souciait guère.

Bientôt du reste (décembre 1821) une coalition parlementaire devait remplacer Richelieu par Villèle peu disposé à se prêter aux desseins politiques de l'empereur Alexandre.

Pendant que les cabinets européens se livraient à cette guerre diplomatique, les événements se précipitaient à Constantinople.

La Porte, n'ayant pas répondu dans le délai de huit jours à l'ultimatum russe. Stroganof annonçait au Reis Effendi «qu'un pareil silence lui ôtant tout espoir d'accommodement, il n'attendait plus qu'un vent favorable pour mettre à la voile (1). »

Le 10 août 1821 Stroganof partait pour Saint-Pétersbourg.

Les relations diplomatiques entre La Porte et la Russie étaient rompues.

Après le départ de l'ambassadeur russe, Lord Strangford acquit une autorité considérable à Stamboul car les Turcs voyaient désormais en lui leur plus sincère ami. Dès sa première audience (22 mars) il avait en effet appelé le roi d'Angleterre, l'ami, l'allié du Sultan, et avait exprimé des vœux pour la conservation de l'empire ottoman.

Le Sultan avait été si heureux de ces bonnes paroles, que, dans un élan de générosité, il s'était empressé de faire à Strangford un cadeau que les mœurs anglaises ne lui permirent malheureusement pas d'accepter.

En même temps, on s'empressait d'accorder à Strangford tout ce que l'on avait refusé à Stroganof (2).

La condamnation à mort de Danézis était transformée en celle du bannissement.

L'exportation libre du blé était permise.

La distinction entre les coupables et les innocents dans la répression des troubles était ordonnée.

Malheureusement, la Porte ne resta pas longtemps dans ces bonnes intentions.

La nouvelle des massacres de Tripolitza étant parvenue à Constantinople, le peuple se mit à parcourir les rues de la ville poussant partout des cris de guerre en même temps que des menaces à l'adresse des Grecs. Devant ce commencement d'émeute, Hadji-Salik Pacha était congédié et

(1) *Dufrenoy. Histoire de la Grèce moderne.* Paris 1825, t. I, p. 225.
(2) Lettre du Reis Effendi à Strangford du 15 août 1821.

remplacé par Mouhammed-Sadik-Effendi, ancien élève de Djanib.

Peu après, dans une conférence chez l'internonce, Djanib tournait en ridicule les quatre points de l'ultimatum russe, et détruisait ainsi en deux heures le résultat d'un pénible travail de cinq mois. La Porte ne voulant pas céder, la guerre semblait imminente.

Mais, comme toujours, Alexandre hésitait au dernier moment à prendre une résolution; les événements qui allaient se passer en Grèce devaient en effet affaiblir de nouveau son Philhellénisme renaissant.

CHAPITRE V

Deuxième Année de la Guerre

JANVIER 1822 — DÉCEMBRE 1822

OPÉRATIONS MILITAIRES RÉGULIÈRES
NOUVEAU TRIOMPHE DE METTERNICH

ORGANISATION POLITIQUE DE LA GRÈCE. — Les gouvernements locaux. — Les Sénats régionaux. — Réorganisation du Sénat du Péloponèse. — L'Assemblée d'Epidaure. — Déclaration de l'Indépendance. — Travaux constitutionnels de l'assemblée. — Pouvoir législatif, exécutif, judiciaire. — Rupture avec l'Hétairie. — Déclaration de Blocus.

MASSACRES DE CHIO. — Situation de l'île de Chio. — Débarquement de Lykourgos. — Arrivée de Kara-Ali. — Massacres. — Prétendue amnistie. — Les consuls. — Nouveaux massacres. — Départ de Miaulis pour l'île de Chio. — Brûlots de Canaris et de Pipinos. — Mort de Kara-Ali. — Fuite de la flotte turque.

PLAN GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS MILITAIRES DES TURCS.

(I) OPÉRATIONS MILITAIRES A L'EST. — Soulèvement de l'Ile d'Eubée. — Attitude d'Odyssée. — L'Aréopage le convoque. — Il démissionne et assassine Ballakas et Alexis Noutos. — Sa tête mise à prix. — Odyssée gracié. — Il se nomme général en chef de l'Est de la Grèce.

(II) EXPÉDITION DE DRAMALI PACHA. — Marche des Turcs. — Fuite du gouvernement grec. — Dramali occupe l'Acrocorinthe. — Arrivée des Turcs devant Argos. — Karyannis s'enferme à Larissa. — Belle conduite d'Ypsilanti. — Les Grecs reprennent courage. — Ils cernent les Turcs. — La famine. — Retraite des Turcs. — Ils sont décimés. — Les Grecs s'emparent de Nauplie. — L'armée de secours de Kiouse-Mehmed Pacha bat Odyssée. — Une ruse sauve le Péloponèse. — Mort de Khurshid Pacha et de Dramali.

(III) OPÉRATIONS MILITAIRES A L'OUEST. — Résistance des Souliotes. — Ils sont assiégés par Omer-Vrione. — Mavrocordato vient à leur secours. — Marche des Grecs. — Défaite de Péta. — Conséquences. — Les Souliotes transportés à Céphalonie. — Mavrocor-

dato s'enferme à Missolonghi. — Situation de la ville. — Investissement des Turcs. — Arrivée des secours grecs. — Assaut turc repoussé. — Les Turcs lèvent le siège.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — Evolution du Tzar. — Scission du différend russo-turc. — Politique autrichienne et anglaise. — Situation de Lord-Strangford à Constantinople. — Note turque du 28 février. — Tatitschef à Vienne. — La Porte nomme enfin les hospodars. — Mémorandum du 19 avril. — Mécontentement du Sultan.

CONFÉRENCE DE VIENNE. — Approbation du mémorandum. — Proposition d'une occupation française. — Note russe du 26 septembre. — Alexandre se désintéresse des Grecs.

CONGRÈS DE VÉRONE. — Sa composition. — Note du 27 novembre. — Les Grecs retenus à Ancône. — Triomphe de Metternich. — Conséquences.

Dès le début de l'insurrection, les Grecs par leurs brillants succès avaient donné des preuves de bravoure et de courage que l'on était loin d'attendre de cette race de prétendus dégénérés. Mais l'Europe doutait encore qu'ils fussent capables de profiter de leurs premières victoires et de s'administrer eux-mêmes.

L'anarchie, la présence de l'ennemi sur le territoire, l'absence de routes et de postes, avaient en effet, durant les premiers mois de l'année 1821, rendu l'établissement de tout gouvernement central absolument impossible.

A la suite des premiers revers, essuyés par les Turcs, les primats et les capitaines, profitant du désarroi général, s'étaient emparés des fonctions jusqu'alors exercées par les woiwodes et les beys. Chaque primat, bercé par l'espoir de devenir un petit potentat indépendant, maître absolu dans une petite république créée à l'instar de celles de l'antiquité, s'était arrogé toutes les prérogatives qui, jusqu'alors, avaient appartenu au Sultan (1).

Ces petits dictateurs, grisés par leur soudaine élévation, s'étaient mis également à percevoir les impôts, à administrer et à s'approprier les biens des Turcs enfuis ou massacrés.

En outre, ils avaient organisé sur leurs territoires une police locale, levé une petite troupe, et enfin s'étaient constitué en leur honneur une garde composée des plus

(1) *Oreillo. Recueils et Documents relatifs à la constitution de la Grèce délivrée.* Zurich 1822.

braves et des plus vaillants soldats qu'ils soustrayaient ainsi à la Patrie.

Six mois ne s'étaient pas écoulés depuis l'explosion de la révolte que la Grèce était déjà couverte de ces dangereux petits Ali Pacha. Ces gouvernements locaux, qui avaient réussi à surprendre et à chasser les populations musulmanes de la Grèce, n'étaient nullement capables de résister aux armées que le Sultan s'apprêtait à lancer contre eux.

Aussi, sentant que l'union seule fait la force, le peuple grec avait, depuis longtemps, mis tout son espoir dans un gouvernement central où il comptait trouver le remède de tous ses maux.

Le premier essai fut fait sous les murs de Tripolitza, où, ainsi que nous l'avons vu (1), les primats fondèrent, le 7 juin 1821, le « Sénat du Péloponèse » à la tête duquel Demetrius Ypsilanti devait bientôt être mis.

Ce gouvernement ne resta guère longtemps seul et unique. Mavrocordato, peu favorable à l'Hétairie et nullement désireux d'être sous les ordre de D. Ypsilanti, convoquait en effet, à Missolonghi les députés de l'Acarnanie, de l'Etolie et de l'Epire (2).

Suivant l'exemple de Mavrocordato, Négris réunissait à son tour les députés de l'Attique et de la Béotie à Salone, et donnait à cette assemblée le nom d'Aréopage (3), tandis que Petro Bey réorganisait le sénat de Kalamata (4).

Il y avait donc désormais en Grèce, y compris le Sénat d'Hydra sous la présidence de Georges Cantacuzène, cinq gouvernements régionaux, qui, toutefois, en absorbant les gouvernements locaux, avaient fait un premier pas vers un gouvernement central (5).

Mais, si les chefs de ces différents Sénats écrivaient et discouraient tant et plus, par contre, ils agissaient fort peu. Jaloux les uns des autres, ils ne s'efforçaient nullement de faire des forces de la Grèce un bloc contre lequel viendraient se briser les efforts des Turcs.

---

(1) Voir supra p. 56.

(2) *Yemeniz. Scènes et récits de la guerre de l'indépendance*, p. 150.

(3) *Metaxas. Souvenirs de la guerre de l'indépendance grecque*, p. 61.

(4) Les différentes constitutions proclamées par ces sénats régionaux se trouvent dans l'ouvrage de Mamouka, sous-secrétaire d'Etat, la constitution du Péloponèse se trouve T. IX, p. 107 et celle de l'Aréopage T. IX, p. 21.

(5). *Balthasard de la Ferrière.*

Devant la faiblesse de ces différents Sénats, le besoin d'un gouvernement fort et unique se fit encore plus énergiquement sentir. Des élections générales eurent alors lieu dans toute la Grèce, et les députés, au nombre de cinquante-neuf, se réunirent à Tripolitza (1).

Mais la ville étant infestée de cadavres, l'Assemblée se transporta à Pinda, petit village tout près d'Epidaure, où se tint le Congrès connu sous le nom d' « Assemblée nationale d'Epidaure ».

Mais les primats du Péloponèse, peu désireux d'abandonner tous leurs pouvoirs aux mains d'un gouvernement central, s'empressèrent de réorganiser le Sénat du Péloponèse, disparu à la suite de la prise de Tripolitza et lui donnèrent d'immenses pouvoirs plus ou moins réguliers.

Les membres de ce Sénat qui, en réalité, s'étaient eux-mêmes nommés, s'arrogèrent, sous le fallacieux prétexte de protéger la liberté locale, le droit de limiter le futur gouvernement central, et contribuèrent ainsi, en grande partie, à l'échec de la Constitution d'Epidaure (2).

Malgré cela, le 13 janvier, à la suite d'élections générales, les députés de toute la Grèce se réunissaient à Pinda, dans un bois d'orangers, tenant, suivant la coutume antique, l'assemblée en plein air (3).

La distribution des partis fut plus simple qu'à Tripolitza (4). Deux partis se dessinèrent immédiatement : l'un civil et l'autre militaire.

Ce dernier auquel s'étaient joints les hétairistes voulut, à la suite du succès de Tripolitza, être aussi fort dans le Péloponèse que dans la Grèce occidentale, où il était tout puissant.

Mais cette caste militaire, sans programme nettement arrêté, et qui ne prévoyait rien au delà de la guerre qu'elle prétendait diriger à son gré, dut bientôt céder le pas au pouvoir civil à la tête duquel se trouvait Mavrocordato qui, grâce à l'appui des insulaires, vit son influence considérablement augmentée.

Désireux de se faire reconnaître comme gouvernement régulier d'un Etat nouveau vis-à-vis de l'étranger, les constituants publièrent le 25 janvier 1822 une déclaration d'in-

---

(1) *Dragoumis. Souvenirs historiques.* Paris 1891, p. 9.

(2) *Finlay. The Greek Revolution.* T. I. p. 294.

(3) *Isambert. L'Indépendance grecque et l'Europe.* Paris 1900, p. 112.

(4) Voir Supra, pages 56 et 58.

dépendance. « La nation grecque, y était-il dit, prend le ciel et la terre à témoin que, malgré le joug affreux des ottomans, qui la menaçaient de son dépérissement, elle existe encore... Après avoir repoussé les Turcs, par la vaillance et le seul courage de ses enfants, elle déclare aujourd'hui devant Dieu et devant les hommes par l'organe de ses représentants légitimes, réunis dans ce congrès national convoqué par le peuple, son *Indépendance politique.* »

L'Assemblée se livra ensuite à ses travaux constitutionnels (1). Le gouvernement fut composé de deux corps : le Sénat législatif et le Conseil exécutif qui devaient concourir à la confection des lois.

Le Sénat, formé de députés grecs âgés d'au moins trente ans, devait être renouvelé tous les ans.

Convoqué par le président qui fixait l'ouverture et la durée des sessions, le Sénat devait prendre ses résolutions à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président devait déterminer la majorité.

Tout membre du Sénat avait le droit de proposer un projet de loi écrit que le président devait envoyer à l'examen du comité compétent.

Tous les trois mois, le Sénat devait en effet former dans son sein autant de comités qu'il y avait de branches de services publics. Toute déclaration de guerre, tout traité devait être soumis au Sénat (2) qui, en outre, se réservait le droit d'approuver ou de rejeter les propositions d'avancement faites par le Conseil dans les grades militaires.

Le budget, proposé par le Conseil, devait être voté au début de chaque année.

Les séances devaient être publiques, sauf celles des comités secrets qui pouvaient avoir lieu toutes les fois que cinq membres le demanderaient.

Enfin, les délits politiques commis par les membres du Sénat ou du Conseil exécutif devaient être jugés par le Sénat transformé en cour de justice.

---

(1) Le texte de cette Constitution se trouve dans :

Dufresnoy. Histoire de la Grèce moderne. Paris 1825, t. II, p. 289.
Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls der Griechen. Vienne 1867, t. III, p. 249.
Voutier. Mémoire sur la guerre actuelle des Grecs. Paris 1825 et *Raffenel. Histoire des évènements de la Grèce.* Paris 1825, *in fine.*

(2) Il y a dans la Constitution des Etats-Unis une clause identique et comme cette constitution, datant de 1787, était connue en Grèce ce n'est pas au pur hasard que cette similitude doit être imputée.

Démétrius Ypsilanti était nommé président de cette première assemblée législative. Mais il refusa ce titre qui ne lui donnait pas, trouvait-il, assez d'autorité, et il s'intitula désormais, avec une humilité non exempte d'orgueil, « Le Patriote ».

Quant au Conseil exécutif, composé de cinq membres choisis hors du sein du Sénat législatif, sa durée était, ainsi que celle du Sénat, fixée à un an.

Outre son président, le Conseil devait nommer les huit ministres ainsi que tous les fonctionnaires.

Le Conseil était aussi chargé de faire exécuter par des ministres responsables devant le Sénat les lois votées par cette assemblée qui en contrôlait ainsi l'exécution.

Le Conseil disposait enfin des forces de terre et de mer.

Ce fut Mavrocordato qui fut nommé président du Conseil exécutif.

Un pouvoir judiciaire, composé de onze membres, absolument indépendant des pouvoirs législatifs et exécutifs était en outre établi. Quant au droit public des Grecs, il était déclaré que, tous étant égaux devant la loi, le mérite seul déterminerait désormais la nomination aux emplois publics.

Enfin, toutes les religions étaient tolérées.

Cette Constitution républicaine ne devait être que provisoire, en attendant l'établissement d'un futur royaume grec avec Athènes pour capitale (1).

Telle était la nouvelle constitution grecque dans la rédaction de laquelle les Hellènes avaient surtout été guidés par le désir d'établir des pouvoirs indépendants, également forts, qui, en empêchant tout empiétement d'un pouvoir sur l'autre, mettraient fin à l'anarchie, « véritable esclavage, disait Rigas, où les uns dévorent les autres, comme s'ils étaient des bêtes féroces ».

Le gouvernement fut ensuite transféré à Corinthe et, pour bien marquer sa rupture avec l'Hétairie, dont les louches complots faisaient mettre sur le même rang les insurgés hellènes et les carbonari italiens, on abolit la couleur de l'Hétairie (noir) et son symbole (le phénix) que l'on remplaça par le drapeau aux neuf bandes horizontales, aux couleurs bleu clair et blanc, en même temps que l'on prenait

(1) *Yemeniz. Scènes et récits des guerres de l'Indépendance.* Paris 1869 p. 153.

l'image de Minerve, ornée des symboles de la sagesse, comme sceau de la nation (1).

Une fois établi à Corinthe, le gouvernement grec déclara le 25 mars 1822, en état de blocus, tous les ports de la Grèce encore occupés par les Turcs. Ce blocus était surtout dirigé contre l'Angleterre jusqu'alors favorable aux Turcs.

Mais les affreux massacres de Chio allait bientôt mettre un terme aux complaisances britanniques et concentrer sur les Grecs toutes les sympathies de l'Europe.

*
* *

Chio, cette perle de l'Archipel qui dispute à Smyrne l'honneur d'avoir donné naissance à Homère, était une des îles les plus heureuses de la mer Egée.

Ses habitants, paisibles, peu intelligents (2) vivaient sans soucis, préoccupés seulement de la culture du mastic, ce produit aromatique du lentisque que les Odalisques du Grand-Seigneur aiment à avoir dans la bouche, distraction plus parfumée, mais analogue, à celle de nos marins (3).

Jouissant en outre, grâce à la Demogerontia, sorte de commission oligarchique, d'une autonomie presque complète (4), les Chiotes étaient plongés dans une douce léthargie politique qu'ils n'avaient aucun intérêt à troubler. Aussi avaient-ils repoussé avec juste raison les offres que leur avait fait Tombazis de se joindre à l'insurrection (5).

Malheureusement Chio avait une voisine, Samos.

Les habitants de cette île, effrayés à la nouvelle d'une prochaine arrivée de Kara-Ali, (6) décidèrent de le détourner de leur île en faisant une diversion sur Chio qui, croyaient-ils, pourrait grâce à sa nombreuse population, lui opposer une plus grande résistance (7).

Une telle tentative de soulèvement était vraiment criminelle. La position stratégique de Chio était trop importante

(1) *Gervinus. Insurrection et Régénération de la Grèce.* Paris 1863, T. I p. 356.

(2) Un proverbe grec bien connu dit en effet « qu'un chiote intelligent est aussi rare qu'un cheval vert ».

(3) *Isambert. L'Indépendance grecque et l'Europe.* Paris 1900, p. 115.

(4) *Docteur Ad. Testevuide. Voyage à Chio*, p. 338.

(5) Voir supra p. 64.

(6) Ils l'avaient pourtant déjà repoussé une première fois. Voir supra p. 65.

(7) *Gervinus. Insurrection et Régénération de la Grèce.* Paris 1863. T. I p. 365.

pour que Mahmoud n'essayât pas d'étouffer avec la dernière énergie l'insurrection dans cette île dont, à la suite de l'expédition de Tombazis, il avait renforcé les différentes garnisons et désarmé la population chrétienne (1).

Malgré cela, Lykourgos, médecin politicien de Samos, débarquait le 22 mars 1822 près de la ville de Chio.

Surprise, la garnison turque se réfugia dans la citadelle, tandis que les Samiens pillaient la ville et que les Chiotes, effrayés par l'arrivée de ces nouveaux amis qu'ils n'avaient nullement appelés, fuyaient dans les campagnes.

En apprenant le débarquement de Lykourgos, le Sultan entra dans une vive colère que les pleurs des femmes de son harem se lamentant sur la destruction probable de leurs beaux jardins de mastic ne firent qu'accroître (2).

En vrai Ottoman, le Sultan commença par faire égorger les soixante otages chiotes qu'il avait à Constantinople, puis il ordonna à Kara-Ali de mettre à la voile pour punir la malheureuse île.

Une armée ou une flotte grecque aurait seule pu préserver Chio des hordes ottomanes ; mais le pouvoir exécutif n'eut ni le temps, ni le pouvoir d'envoyer même le plus petit secours.

Le 11 avril, Kara-Ali débarquait à son tour près de Chio sans rencontrer la moindre résistance.

Un horrible carnage commença aussitôt. Les troupes fanatisées se précipitèrent par toute la ville, poussant, suivant leur habitude, des cris affreux.

Non contents d'incendier et de piller la place, ils se mirent à profaner les tombeaux dans l'espoir d'y trouver des trésors, mêlant ainsi la cendre des morts au sang des mourants.

La nuit venue, ils se livrèrent à la luxure la plus brutale.

Les malheureuses femmes traînées demi-nues sur les cadavres de leurs maris, y périrent au milieu des pires outrages, tandis que des derviches ennivrés dansaient et chantaient, le front couronné des oreilles de leurs victimes (3).

---

(1) *Finlay. The Greek Revolution.* T. I, p. 387.

(2) Beaucoup de mulsumanes de Chio, île célèbre pour la beauté de ses femmes, faisaient en effet partie du harem impérial.

(3) *Dufrenoy, Histoire de la Grèce moderne.* Paris, 1825. T. II p. 323.

La ville détruite, les soldats se répandirent dans les campagnes, semant partout la mort et l'incendie.

Quant à Lykourgos, cause de tous ces maux, il abandonnait lâchement l'île à son terrible sort et se réfugiait à Psara.

Soudain, l'attitude des Turcs changea complètement.

Simulant une grande bonté, Kara-Ali annonça l'amnistie des rebelles et pria les Consuls de porter dans les campagnes cette bonne et heureuse nouvelle.

Sans défiance, le consul de France, Digeon, et le consul d'Autriche, Stiepowich, se mirent à parcourir l'île, une branche d'olivier à la main, promettant à tous, s'ils consentaient à retourner dans leurs foyers, la vie et la liberté (1).

Ces hommes généreux ne songèrent pas même un instant que Kara-Ali ne voulait en somme se servir d'eux que comme de rabatteurs pour parquer les Chiotes et les exploiter ensuite, comme ces forêts, que l'on met en coupe réglée, afin de diviser les différentes espèces que la hache doit successivement abattre.

Les chrétiens ayant suivi les conseils des consuls et regagné leur demeure, devinrent facilement la proie des Turcs, qui, ayant jeté le masque, se précipitèrent sur cette malheureuse population préalablement désarmée et incapable, par suite d'offrir la moindre résistance. Les couvents, les églises, les hôpitaux furent pillés et incendiés. Durant plusieurs semaines, des milliers de chrétiens furent égorgés, au point que la mer devint rouge de leur sang. Semblable à ces colonnes de sauterelles qui désolent l'Asie, les troupes turques se précipitèrent dans les campagnes, dévastant tout sous leur pas. Les plaines jadis si riches devinrent en quelques jours un charnier d'où s'échappait une odeur infecte et des germes mortels (2).

Plus de 23.000 Chiotes furent massacrés et 47.000, dirigés sur l'Egypte, l'Asie et l'Algérie, y furent vendus comme esclaves (3).

Cette fureur infâme déchaînée contre une population fidèle, cette violation d'une promesse de grâce produisit en Europe une émotion considérable.

---

(1) *Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce.* T. V, p. 78.

(2) Voir le tableau si saisissant de Delacroix au Louvre « Les Pestiférés de Chio ».

(3) Les auteurs ne sont pas d'accord sur le nombre des victimes; Finlay prétend que 40.000 personnes furent tuées ou vendues, tandis que Gordon estime leur nombre à 85.000 et Tricoupi à 95.000

Seuls, les gouvernements restèrent impassibles et, ainsi que nous le verrons bientôt, ne modifièrent pas leur attitude dans les négociations entamées à Vienne.

Les Grecs, eux, jurèrent de se venger.

Une flotte grecque, forte de 56 navires et de 8 brûlots placée sous les ordres de Miaulis, se dirigea vers Chio où Kara-Ali passait le Ramadan.

Le 18 juin 1822, les Grecs étaient en vue de Chio.

Dès que la nuit fut tombée, deux brulots montés par Canaris de Psara et Pipinos d'Hydra, pénétrèrent dans la rade sans être aperçus par les Turcs, occupés à fêter le premier jour du Beiram (1).

La rade était brillamment illuminée. Le vaisseau amiral surtout se distinguait entre tous par sa quantité prodigieuse de lumières de toutes couleurs.

A sa proue était exposée la tête et les mains de Baleste qui avait commandé un corps d'armée grec à Candie et qui venait de tomber au pouvoir des Turcs (2).

Une grande fête avait lieu à bord de ce bâtiment. Outre l'équipage et l'état-major turc, il y avait sur ce navire une grande quantité de riches musulmans, venus pour insulter une dernière fois les restes de Baleste et assister, à l'issue du bal, à la circoncision d'une foule de jeunes chrétiens de Chio (3).

Pendant que les timbales et les trompettes faisaient retentir l'air de leurs joyeux sons, Canaris, ayant solidement fixé son brûlot au flanc du bâtiment de Kara-Ali, l'incendiait.

En un instant tout le bateau est en feu. Affolés, léchés par les flammes, les Turcs se précipitent dans les canots de sauvetage qui, surchargés, coulent.

Les canons, surchauffés, partent, tonnent à toute volée et rendent ainsi tout secours matériellement impossible. Quant à Kara-Ali, blessé par la chute d'un mât au moment où il s'apprêtait à fuir il était enfin, au prix des plus grands efforts, amené sur le rivage témoin de ses forfaits, où il expirait en arrivant (4).

(1) Le Ramadan, carême des musulmans, les oblige à garder l'abstinence la plus complète, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil ; le Ramadan terminé, le Beiram commence, et de grandes fêtes et réjouissances ont alors lieu.

(2) *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque.* Paris 1829, p. 199.

(3) *Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce.* T. V. p. 107.

(4) *Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce.* T. V. p. 109.

Tout à coup, au milieu du désarroi général, une explosion terrible se fait entendre : le vaisseau amiral vient de sauter, ensevelissant avec lui plus de trois mille personnes.

Pipinos de son côté n'est pas, resté inactif. Son brûlot poussé au gré des vents a, en côtoyant les navires turcs, semé partout l'angoisse et la confusion et permis ainsi aux Grecs de fuir sans être inquiétés.

A la suite de ce désastre, la flotte turque, découragée, fit voile vers Constantinople.

Les îles de la mer Egée, une fois de plus, étaient sauvées.

*
* *

Sur terre, les Turcs n'étaient pas restés inactifs.

Vainqueur d'Ali de Tépelen et ayant hérité sa réputation militaire, Khurshid Pacha se prépara à frapper d'un coup décisif l'insurrection hellénique.

Trois armées, soutenues par une puissante flotte, devaient simultanément envahir la Grèce.

1. Omer Bey, fut chargé d'occuper et de pacifier tout l'est de la Grèce, ainsi que l'île d'Eubée.

2. Dramali, toujours à Larissa (1), dut, sous la surveillance de Khurshid Pacha lui-même, concentrer plus de 30.000 hommes parfaitement équipés et entraînés, avec lesquels il devait traverser l'isthme de Corinthe et étouffer la révolte dans son foyer même.

3. Enfin Omer-Vrione reçut l'ordre d'inonder d'albanais l'Etolie et l'Acarnanie.

Ce plan était gigantesque, et l'insurrection semblait incapable d'opposer la moindre résistance aux 100.000 musulmans prêts à fondre sur elle.

Aussi les journaux, comme le « Spectateur Oriental » et l'« Observateur autrichien », répétaient-ils, ainsi que les ambassadeurs des puissances à Constantinople, que « désormais l'issue de la lutte n'était plus douteuse » (2).

*
* *

Dès le début de janvier 1822, les Grecs de l'île d'Eubée s'étaient soulevés à la voix de Neophytos, évêque de Karysto.

---

(1) Voir Supra page 51.

(2) *Leake. Outline of the Greek Revolution.* London, 1826.

Elias Mavromichalis, fils aîné de Petro Bey, le vaillant chef magnote, accourut à leur secours et enferma les Turcs dans Stoura (23 janvier) dont il commença immédiatement le siège, dans l'espoir de s'emparer des provisions de blé que les Turcs y avaient concentré (1).

Mais les Grecs, ayant omis de défendre les passes du mont Diakophi, Omer-Vrione accourut et dispersa les assiégeants.

Au cours de la bataille, Elias Mavromichalis, ayant fait des efforts désespérés pour rallier ses compagnons, fut cerné dans un vieux moulin où, après une lutte héroïque, il périssait victime de son dévouement.

Malgré cet échec, les Grecs, encouragés par l'arrivée d'Odyssée et de 300 armatoles, essayèrent de s'emparer de Karysto où Omer-Bey s'était retiré.

Là encore, une sortie des Turcs suffit pour disperser les assiégeants. Devant cet insuccès, Odyssée, sans prévenir les autres chefs, quitta le camp des Grecs et se retira sur le continent (février).

Ce départ subit, regardé par ses compagnons d'arme comme une trahison, découragea complètement l'armée hellénique de l'île d'Eubée qui, peu après, se disloquait (2).

Devant la tournure fâcheuse que prenaient les opérations militaires, l'Aréopage convoqua Odyssée pour lui demander une explication sur son incompréhensible conduite, et arrêter avec lui les mesures nécessaires pour s'opposer à la marche victorieuse des Turcs.

Pour toute réponse, Odyssée, dans le but d'exaspérer l'armée contre l'Aréopage, envoya sa démission (22 avril 1822).

Maladroitement, l'Aréopage l'accepta.

C'était une grave faute, car il ne pouvait pas aisément se passer, dans un moment aussi critique, de l'aide d'un homme aussi habile et aussi populaire qu'Odyssée.

Le gouvernement central, au lieu d'essayer de réparer l'erreur de l'Aréopage, l'aggrava, en envoyant Ballakas et

---

(1) *Finlay. The Greek Revolution*. T. I. p. 387.

(2) Les ennemis d'Odyssée remplirent les rues de Salone de libelles diffamatoires et satyriques. « Quitte le nom d'Odyssée, y était-il dit, va, mon brave, redeviens le suppôt de quelque vizir; ambitionne de nouveau l'honneur de dépasser à la course les chevaux d'un Ali-Pacha. Prévenza se souvient encore de t'avoir vu plus d'une fois devancer pieds nus le char du tyran de l'Epire ».

Alexis Noutos, prendre le commandement de l'armée de l'est.

Les nouveaux chefs, accompagnés d'une petite troupe, se rendirent alors, sans défiance, à Drakospilia où se trouvait Odyssée qui devait remettre entre leurs mains la direction des opérations militaires. Mais celui-ci, élevé à la cour d'Ali, où soupçonner, châtier et exécuter était une seule et même chose, crut que ces nouveaux chefs étaient venus avec l'ordre de rapporter sa tête à l'Aréopage.

Aussi résolut-il de se défendre et de se venger.

Le soir même de leur arrivée, à l'issue d'un banquet donné en leur honneur, Odyssée, s'étant emparé de Ballakas et d'Alexis Noutos, les faisait exécuter sans aucun jugement (6 juin) (1).

Ce double meurtre jeta la consternation dans le Péloponèse.

Le gouvernement central, indigné de ce forfait, mit à prix la tête d'Odyssée et ordonnna à tous les habitants de la Livadie de lui livrer mort ou vif ce chef qui avait jusqu'alors si vaillamment combattu pour la cause grecque.

En même temps l'archevêque, Joseph Androussi, lançait contre lui les anathèmes de l'Eglise et les foudres de l'excommunication.

Tandis que l'Aréopage luttait contre Odyssée, Dramali franchissait sans coup férir les Thermophyles, où Odyssée s'était illustré l'année précédente, et marchait à grands pas vers le Péloponèse.

Voyant alors le résultat déplorable de ces querelles intestines, le gouvernement central rappela Odyssée à la tête de l'armée de l'est (6 juillet 1822).

Cette façon d'agir augmenta encore l'ambition de ce chef, qui, dédaignant désormais le gouvernement central, fit ouvertement tous ses efforts pour obtenir le pouvoir suprême dans la Grèce orientale.

Appelé par ses partisans à Athènes, devenu un foyer d'intrigues il y entrait solennellement, le 2 septembre à la tête d'une troupe d'albanais. Là, son premier soin fut de persuader aux Athéniens qu'un Sénat local pourrait seul faire renaître dans la ville l'ordre et la tranquillité. Ses conseils prévalurent.

(1) Soutzo, *Histoire de la Révolution grecque*, p. 193, et Yemeniz. *Scènes et récits des guerres de l'Indépendance*, p. 75, donnent une autre version et prétendent qu'Odyssée s'empara de Ballaska et d'Alexis Noutos non par une trahison, mais à la suite d'un vif combat.

Des élections eurent alors lieu, l'Aréopage fut dissous, et une nouvelle assemblée locale s'étant réunie nomma Odyssée « général en chef de l'est de la Grèce » (1).

***

Vers le milieu de l'année 1822, l'orage auquel on s'était attendu depuis si longtemps, arriva de Thessalie.

Le 11 juillet 1822, l'armée de Dramali Pacha, forte de 30.000 fantassins et de 6.000 cavaliers, passait le Sperchius et se préparait à envahir la Morée (2).

Tout entiers à leurs querelles intestines, les Grecs, ainsi que nous l'avons vu, ne défendirent ni les Thermophyles ni les défilés du Kallidromos, permettant ainsi à Dramali de pénétrer le 16 juillet dans Thèbes, sans avoir rencontré la moindre résistance.

Continuant leur marche victorieuse, les Turcs se rendirent alors dans l'Attique dont la population s'était enfuie dans les montagnes, tandis que l'Aréopage se réfugiait en toute hâte à Xirochori, dans l'île d'Eubée.

Désireux d'arriver au plus tôt en Morée, Dramali Pacha ne s'attarda pas à reprendre Athènes, tombée entre les mains des Grecs (21 juin 1822) à la suite d'un long siège dirigé par Voutier (3).

Il n'essaya même pas, de punir les Athéniens qui, malgré leurs promesses solennelles, avaient massacré toute la population musulmane à l'exception de 345 Turcs qui, réfugiés chez le consul de France, Fauvel, avaient été, sous la protection de marins français, conduits en Asie Mineure.

Continuant au contraire sa marche triomphante vers Tripolitza où il voulait célébrer « les funérailles de l'indépendance et de la régénération de la Grèce », Dramali arriva sans encombre à Corinthe, désertée par ses habitants et peuplée seulement de hiboux solitaires et mélancoliques.

Quant au gouvernement central, il s'était enfui à Argos, affolé par la lettre railleuse d'Odyssée qui, du haut du Parnasse, avait annoncé au Vice-Président, Athenase Kanakaris, l'arrivée de Dramali, en lui disant : « Je vous envoie

(1) *Finlay. The Greek Revolution.* T. I. p. 375.

(2) Ces chiffres sont fournis par Leake auquel le médecin de Khurshid Pacha les communiqua.

(3) *Voutier. Mémoire sur la guerre actuelle des Grecs*, p. 230.

30.000 Turcs pour vous mettre d'accord, faites en ce que vous pourrez (1). »

Ordres, contre-ordres, se suivaient avec une désespérante rapidité et jetaient dans les rangs des Grecs la crainte et la confusion.

Le gouvernement, terrorisé par la marche rapide des Turcs, avait perdu la tête au propre et au figuré.

Mavrocordato, tourmenté par une ambition guerrière et voulant jouer le rôle de général en chef dans la Grèce occidentale, avait quitté Corinthe au moment où sa présence y était indispensable.

Demetrius Ypsilanti était parti pour l'Argolide.

Colocotronis, brouillé avec le gouvernement à la suite du siège de Patras, s'était enfermé dans Tripolitza dont il ne voulait pas bouger. « Je ne verserai pas, disait-il, mon sang pour une Patrie ingrate. Que l'ennemi vienne me bloquer à Tripolitza, je l'attends là (2). »

Enfin Odyssée, toujours dans sa grotte, était décidé à rester inactif tant que la tempête soulevée contre lui ne se serait pas apaisée.

Ainsi privée de ses plus vaillants défenseurs, la Grèce semblait être sur le point de succomber. La fortune, d'abord favorable aux Grecs, souriait maintenant aux Turcs, et faisait disparaître devant eux tous les obstacles.

C'est ainsi que l'Acrocorinthe, la clef du Péloponèse, cette forteresse absolument imprenable, grâce aux rochers à pic qui l'entourent de tous côtés, avait été lâchement abandonnée par son défenseur, Achilleus Theodoridis.

Dramali Pacha ne voulut pas tout d'abord croire à un tel succès ; mais, s'étant convaincu de la fuite des Grecs, il n'eut que la peine de monter à l'Acrocorinthe pour occuper cette inexpugnable forteresse où, contrairement à toute attente, il eut l'agréable surprise de trouver, enfoui dans un puits un trésor de vingt millions, qui avait jadis appartenu à Kyamil Bey, ancien gouverneur turc de cette citadelle (3).

Maître de la place la plus forte de la Grèce, possesseur d'un trésor inespéré, Dramali, crut que rien ne pourrait désormais l'arrêter.

Il écrivit alors une lettre au Sultan pour lui annoncer sa

---

(1) *Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce*, t. V.

(2) *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque*, p. 216.

(3) *Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce*, t. V. p. 261

marche victorieuse. « Je suis arrivé dans la Morée, disait-il, plus prompt que les vents; les montagnes ont abaissé leurs cimes devant Ta Majesté, Corinthe s'est prosternée devant Ta puissance; bientôt, toute la Grèce nagera dans son sang (1) ».

Ayant vu son armée renforcée par Youssouf Pacha qui était arrivé de Patras, Dramali s'avança sur Argos (2).

Saisi de terreur à l'approche des Turcs, Athanase Kanakaris au lieu d'organiser la défense s'embarqua ainsi que les autres membres du gouvernement pour Hermione. Cette lâche conduite affaiblit à un tel point leur autorité qu'ils ne purent même pas conserver l'argent sauvé des églises et des couvents que les matelots, chargés de leur protection, leur ravirent, au moment de leur embarquement, sous prétexte d'arriéré de solde.

Quant aux habitants d'Argos, effrayés par une affreuse bande de Magnotes, qui durant toute la nuit poussait le sinistre cri de « Voilà les Turcs », ils s'enfuirent de la ville, laissant les Magnotes piller à leur aise cette cité jadis si riche.

Cette débandade générale devait être arrêtée par Karyannis, qui, grâce à son courage, rendait aux Grecs l'espoir et la confiance et sauvait ainsi la Grèce à deux doigts de sa perte.

Voyant l'importance stratégique d'Argos, clef de l'Arcadie et dont la possession est nécessaire à toute armée voulant pénétrer dans le Péloponèse, Karyannis, à la tête de cent braves, s'enfermait dans le château de Larissa, la citadelle d'Argos, décidé à défendre chèrement sa vie.

Tandis que Karyannis se couvrait de gloire, en arrêtant à lui seul plus de 25.000 Turcs, Demetrius Ypsilanti parcourait le pays en tous sens, faisant partout preuve d'un courage et d'une abnégation, que ses adversaires, même les plus acharnés, furent unanimes à reconnaître.

Sentant que l'union des généraux grecs peut seule sauver la Patrie, D. Ypsilanti supplie Odyssée d'agir et de ne pas assister impassible à la chute de la Grèce. Il somme Colocotronis d'accourir au secours de ses concitoyens « Inhu-

(1). *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque*, p. 218.

(2) Avant le départ de l'armée turque une discussion très vive eut lieu entre Dramali, décidé à avancer immédiatement sur Tripolitza, et Youssouf Pacha qui, connaissant le peu de ressources du pays, ne voulait quitter Corinthe qu'après y avoir réuni les provisions nécessaires pour en faire la base future des opérations de l'armée ottomane.

main, s'écrie-t-il, si tu restes sourd à leurs cris, je t'appelle devant le tribunal de Dieu ».

Il retient enfin Petro Bey, qui s'apprêtait à partir pour le Magne afin d'y lever de nouvelles troupes. « Ton nom vaut une armée lui dit-il, cours aux avant-postes et montre aux Turcs que la Grèce a encore de vaillants défenseurs » (1).

Enfin, voyant que Karyannis était à bout de vivres et de munitions, D. Ypsilanti se jetait avec Barbitsiotis et Panos, fils de Colocotronis, dans le château de Larissa, tandis que Colocotronis, accouru à marches forcées de Tripolitza, assumait la lourde charge de harasser l'ennemi en rase campagne.

Cette héroïque défense de Karyannis et les efforts d'Ypsilanti permirent aux Grecs d'occuper tous les défilés de la plaine d'Argos et de réunir une armée de plus de 5.000 hommes.

Colocotronis se posta à Hagios-Georgios et fit occuper par 500 hommes les passes de Dervenaki, tandis que Petro Bey se retranchait à Muloi, forte position en face de Nauplie, tout près du lac de Lerne, siège de l'hydre vaincue par Hercule (2).

Les Turcs étaient désormais cernés et la défense de Larissa n'avait plus aucune importance stratégique. Les Grecs résolurent donc d'évacuer à la faveur de la nuit cette citadelle si vaillamment défendue (25 juillet 1822).

Les Turcs, au lieu de briser le cercle d'investissement des Grecs, commirent alors la faute d'occuper Larissa et de rester deux semaines immobiles, attendant des renforts qui n'arrivaient toujours pas.

Cette fausse manœuvre permit aux Grecs de couper toutes les communications des Ottomans, aussi la disette la plus terrible se fit-elle bientôt sentir.

Imitant l'exemple des Russes dans leur lutte contre Napoléon, les Grecs firent de l'Argolide un immense désert. Les blés, les grains, les bestiaux, tout fut enlevé par Panorias et transporté dans des grottes inaccessibles. La terre, dépouillée de verdure, comme il arrive en Grèce, durant les chaleurs, n'offrait en outre aucun pâturage à la cavalerie ottomane. Enfin les sources étant taries, les

---

(1) *Yemeniz. Scènes et récits de la guerre d'indépendance*, p. 125.

(2) *Baedeker. Greece.* Leipsig 1894, p. 269.

Turcs étaient obligés de boire de l'eau croupie qui engendrait les plus terribles maladies (1).

Le seul espoir des Turcs était dans leur marine.

Enfin, la flotte parut; mais, au lieu de déposer des vivres et des munitions, elle continua sa marche comme si l'expédition de Dramali ne la regardait pas.

C'est qu'un autre mal, plus terrible encore peut-être que la famine, la dissension entre les chefs turcs, venait d'éclater dans l'armée ottomane; Khurshid Pacha, jaloux des succès et des honneurs de Dramali, suspendait en effet ses envois de secours et, heureux des difficultés que rencontrait son rival, ne faisait aucun effort pour venir à son aide (2).

Cerné à plus de cent lieues de sa base d'opérations, Dramali se décida enfin à se replier sur Corinthe.

Le 7 août l'armée turque se mettait en marche.

Les Ottomans essayèrent tout d'abord de passer par le défilé de Dervenaki; le voyant occupé, ils se dirigèrent vers les gorges d'Hagios-Georgios où se trouvait Colocotronis qui, pour suppléer au manque de soldats, avait fait arborer des drapeaux sur des mâts élevés et entasser dans les endroits, visibles au loin, des vêtements et des animaux, afin de faire croire à une nombreuse armée.

Effrayés, les Turcs n'osèrent attaquer les passes d'Hagios-Georgios et s'engagèrent dans le défilé d'Hagios-Sostis que les Grecs, faute d'hommes, n'avaient pas pu défendre.

L'avant-garde ottomane avait déjà passé le défilé d'Hagios-Sostis et atteint le village de Saint-Basili, lorsque D. Ypsilanti, Nikitas et Dikaios qui passaient par hasard près de là, se rendant à Corinthe, accoururent et barrèrent le défilé.

Entassés dans ces gorges étroites où aucune balle ne manquait son but, les Turcs, saisis de terreur et ne pouvant fuir, se précipitèrent la face contre terre, invoquant Mahomet, tandis que les Grecs massacraient ces troupes qui ne savaient ni se défendre ni se rendre,

Dramali arrivait à grand peine jusqu'à Glykia, près de Nauplie, tandis que presque tout ce qui restait de sa cavalerie se réfugiait à Kourtesa.

Voyant son armée coupée, Dramali décida de se rendre

---

(1) *Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce.* T.V., p. 199

(2) *Finlay. The Greek Révolution.* T. I., p. 350.

coûte que coûte à Corinthe où il arrivait enfin le 10 août, ayant perdu ses meilleures troupes, son trésor. son artillerie et presque tous ses bagages.

Immédiatement, les Grecs reprirent devant Corinthe le plan qui leur avait déjà si bien réussi dans les plaines de l'Argolide, et on résolut d'envelopper de nouveau dans un cercle de fer les troupes de Dramali Pacha.

Bientôt, la disette commença à se faire sentir.

De même qu'à Argos, tout l'espoir des Turcs fut en l'arrivée prochaine du Kapoudan Pacha.

Mais, cette fois encore, la flotte, après être restée un mois inactive à Patras, partait le 8 septembre pour Nauplie, sans tenter le moindre effort pour ravitailler l'armée de Dramali.

Nauplie, assiégée par le colonel français Jourdain, était en effet à bout de vivres (1).

Le 24 septembre, Mehemed Pacha, le nouvel amiral turc, arrivait devant Nauplie, mais effrayé par la présence de Miaulis, qui croisait près de là, il repartait pour Tenedos, sans avoir débarqué ni vivres ni munitions.

Voyant que désormais tout espoir était perdu, les Turcs de Nauplie entamèrent les négociations.

Le 11 janvier 1823, Staikos, ayant escaladé les murs, se rendait maître de la ville dont la garnison turque était transportée en Asie-Mineure.

Malgré la défection de la flotte, l'armée de Dramali espérait toujours.

C'est qu'à la suite de l'échec d'Argos une nouvelle armée de secours, forte de 7,000 hommes, avait été réunie à Nevropolis sous les ordres de Kiouse-Mehmed Pacha.

Le 2 novembre 1822 les Turcs arrivaient à Salona.

Odyssée accourut défendre les défilés, mais surpris à Dedi il fut complètement battu.

Rien dès lors n'empêchait plus Kiouse-Mehmed Pacha de secourir Dramali.

Mais Odyssée, faisant jouer les ressorts de sa nature albanaise, sauva par une ruse le Péloponèse d'une nouvelle invasion.

Feignant d'abandonner la cause des Grecs, il s'empressa d'entamer des négociations pour sa soumission.

(1) *Jourdain. Mémoires historiques et militaires sur les évènements de la Grèce.* Paris 1828. T. I., p. 124.

Kiouse-Mehmed Pacha tomba dans le piège. Au lieu de continuer sa marche en avant, que rien n'aurait pu arrêter, il se retira à Zitouni où de longs et pénibles pourparlers commencèrent.

Entre temps, les Grecs avaient occupé tous les défilés.

L'offensive des Turcs devenait désormais impossible et cela d'autant plus que l'hiver s'avançait, et que Kiouse-Mehmed Pacha sentait, en outre, le sol trembler sous ses pas.

Khurshid Pacha, son protecteur, accusé de s'être approprié une partie des trésors d'Ali, venait en effet de s'empoisonner, tandis que Dramali mourait à Corinthe à la fleur de l'âge, miné par le chagrin et le désespoir (8 décembre 1822).

Ainsi, cette expédition formidable, qui devait dépasser par la discipline et par la force les anciennes invasions de Xercès, avait lamentablement échoué.

Les Grecs,reprenant courage,s'apprêtèrent à réorganiser leur gouvernement. Des dissensions intestines allaient malheureusement, comme toujours, les empêcher de profiter de leurs succès.

*
* *

Durant ce temps, la campagne à l'Ouest de la Grèce avait suivi la même succession d'alternatives de malheur et de bonheur, de danger et de salut, de lassitude et de courage.

La mort d'Ali de Tépélen avait ouvert aux troupes turques l'Etolie et l'Acarnanie.

Seule, la vaillante peuplade des Souliotes avait refusé de déposer les armes et de subir encore le joug des Ottomans.

Désireux de détruire ce dernier obstacle, Khurshid Pacha attaquait, le 31 mai 1822, avec 14.000 hommes, le village de Souli, dont les habitants, après une énergique défense, se retiraient dans leur forteresse de Kiapha où ils concentraient leurs familles et leurs biens (1).

Le 29 juin une nouvelle attaque avait lieu contre Kiapha ; mais, malgré tous leurs efforts, les Turcs ne purent s'emparer de cette place.

A la suite de cet échec, Omer-Vrione qui, par suite du départ de Khurshid pour Larissa, avait pris le commandement de l'armée se mit à bloquer la citadelle.

---

(1) *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque*, p. 203.

Il était désormais du plus haut intérêt pour les Grecs de secourir les Souliotes qui, en restant maîtres de Kiapha, menaceraient les derrières de toute armée turque désirant s'avancer vers l'Acarnanie et l'Etolie, et protégeraient ainsi toute la Grèce occidentale.

Devant le danger que couraient les Souliotes, Mavrocordato équipa une armée, pour venir à leur secours.

Ce prince, désireux de jouer un rôle militaire, se croyait parfaitement à même de faire à l'Ouest de la Grèce ce que Colocotronis et Odyssée avaient fait au Sud et à l'Est.

C'était une grave faute. Mavrocordato rendait d'éminents services comme homme de gouvernement et d'administration; il allait compromettre son prestige en se montrant homme de guerre médiocre. En outre, dans le désir d'empêcher un rival de devenir Président, il avait gardé ses pouvoirs exécutifs et laissé ainsi le gouvernement grec sans tête et sans direction.

Mavrocordato commença par envoyer au secours des Souliotes le chef magnote Kyriakoulis, homme vaillant, mais bizarre qui nouait ses immenses moustaches derrière sa tête (1).

Puis, avec une bande composée de 600 réguliers grecs, sous les ordres de l'italien Tarella, et de 80 philhellènes commandés par la génois Dania, le Prince se mit lui-même en route pour Kiapha.

Ayant vu son armée augmentée par l'arrivée de Markos Botzaris, Mavrocordato réunit à Machala un Conseil de guerre où il arrêta le plan des opérations (13 juin 1822).

Au lieu de garder ses troupes en un groupe compact, Mavrocordato commit la faute de disperser son faible corps d'armée.

Botzaris reçut l'ordre de s'avancer sur Kiapha, tandis que Tarella devait occuper Péta et que Mavrocordato se retrancherait à Lankada, pour maintenir les communications.

Ainsi disséminés, les Grecs devenaient pour les Turcs une proie facile.

Le 11 juillet, Botzaris était arrêté à Plaka dans sa marche sur Kiapha et finalement repoussé avec des pertes considérables.

Quelques jours plus tard (16 juillet), Kyriakoulis, attaqué

---

(1) *Raybaud. Mémoires sur la Grèce,* Paris 1825, t. I, p. 388.

à son tour par des forces turques supérieures, était tué et sa troupe dispersée.

Restait l'armée de Tarella. Le même sort lui était réservé.

La situation de la ville de Péta qu'elle venait d'occuper était, en effet, singulièrement dangereuse. Située à deux heures de marche d'Arta, où de nombreuses troupes turques étaient concentrées, une surprise contre Péta était à tout moment possible.

En outre, le lieu du combat était fort mal choisi. Vaincus, les Grecs, loin de tout secours, étaient anéantis; vainqueurs, ils ne pouvaient même pas profiter de leur victoire, car les Turcs, en cas de revers, se seraient enfermés dans Arta dont les Grecs, par suite de leur manque d'artillerie, ne pouvaient guère songer à s'emparer (1).

Le 16 juillet, 8.000 Turcs, sous les ordres de Rechid-Mehmed Pacha, le sauvage et farouche commandant d'Arta, se lançaient contre Péta, dont ils se rendaient facilement maîtres, par suite de la trahison de Gogos Bakolas.

Presque tous les philhellénes périrent, tout le matériel fut perdu ; la dispersion de l'armée grecque était complète.

Cette défaite eut de graves conséquences.

La première base d'une organisation militaire, si nécessaire, était irrémédiablement détruite et la tactique des étrangers désormais méprisée.

L'art et la science furent dès lors bannis des opérations militaires, et le brigandage devint la tactique régulière des troupes grecques.

En outre, l'autorité du gouvernement central cessait avec l'existence même des troupes régulières.

Aussi, de ce jour à l'arrivée de Capodistrias, l'administration de la Grèce sera-t-elle livrée au désordre et à l'anarchie.

Quant aux Souliotes, voyant leur cause désespérée, ils entrèrent en pourparlers avec Omer-Vrione. Le 9 août un traité était solennellement signé dans la maison du consul anglais de Prevenza, sir Henry Meyer, en vertu duquel les Turcs s'engageaient à transporter les Souliotes dans l'ile de Céphalonie où, de fait, ils arrivaient le 14 septembre 1822.

*
* *

Sans perdre de temps, Omer-Vrione, dès la victoire de

(1) *Finlay. The Greek Revolution.* I, p. 329.

Péta, se tourna vers l'Acarnanie et l'Etolie où, grâce à la défection de Varnakiotis (5 octobre), il pénétrait sans la moindre résistance.

Le 7 novembre, les Turcs arrivaient devant Missolonghi où Mavrocordato s'était enfermé, ainsi que Markos Botzaris.

Cette ville semblait incapable de résister.

Ses fortifications, élevées contre toutes les règles de l'art, ne consistaient qu'en un vieux mur de terre de quatre pieds de haut, sans tours et armé seulement de 14 canons de fer presque inutilisables.

Quant à la garnison, elle ne se composait que de 360 hommes (1).

Le 8 novembre au matin, le bombardement commença.

Attaquée par terre, par les troupes d'Omer-Vrione et de Rechid Pacha, bloquée par mer par la flotte de Youssouf Pacha, Missolonghi aurait été incapable de repousser le moindre assaut combiné des forces turques.

Des dissentiments entre les chefs turcs sauvèrent la ville.

Tandis que Rechid Pacha proposait en effet l'assaut général, Omer-Vrione, lui, peu désireux d'imiter la conduite de Dramali Pacha, préférait se rendre maître de la ville grâce à d'habiles négociations, et faire de Missolonghi, ainsi épargnée du pillage, le quartier d'hiver de ses soldats.

Varnakiotis fut chargé d'entamer les pourparlers (2).

Désireux de gagner du temps et de retarder l'assaut jusqu'à l'arrivée de secours, les Grecs feignirent d'être prêts à se rendre (3).

Le 15 novembre, une trêve de huit jours était signée pour discuter, soi-disant, les termes de la reddition : mais, le 20, cinq navires d'Hydra étant subitement arrivés, dispersèrent la flotte de Youssouf Pacha, et débarquèrent 700 Péloponésiens sous la conduite de Petro Bey, d'Andréas Zaimis et de Kanelos Delyannis.

Débloquée du côté de la mer, la ville vit bientôt sa situa-

---

(1) *Gervinus. Insurrection et Régénération de la Grèce.* T. I. p. 434

(2) *Soutso. Histoire de la Révolution grecque.* p. 225.

(3) On rapporte que Botzaris ayant été obligé de jurer qu'il se rendrait s'écria, voulant expliquer son parjure, que « pour la Patrie il fallait sacrifier tout, même l'honneur ».

tion s'améliorer grâce aux nombreux secours qui lui arrivèrent de tous côtés.

Devant l'échec piteux de ses négociations, Omer-Vrione revint à l'idée de Réchid Pacha et un assaut général fut fixé pour la nuit de Noël.

Mais la situation n'était plus la même qu'au début du mois de novembre.

Les Turcs, éprouvés par un long siège, diminués, quant au nombre, par la défection des albanais dont la solde n'avait pas pu être payée, étaient, en outre, démoralisés par les échecs de Dramali. Les Grecs, par contre, naguère si découragés, étaient maintenant pleins d'enthousiasme.

Aussi les assiégés ayant eu connaissance de cet assaut, repoussèrent-ils facilement les Turcs qu'ils rejetèrent dans les salines (1).

Comme à la bataille de Péta, où tous les malheurs avaient fondu sur les Grecs, ce fut, à Missolonghi, sur les Turcs que se concentrèrent tous les désastres.

Leurs amis douteux, comme Gogos Bakolas et Varnakiotis, voyant le sort des armes leur être défavorable, les abandonnèrent, comme ils avaient autrefois abandonné les Grecs tandis que les habitants de Valtos leur fermaient les défilés de Makrynoro. Enfin, Odyssée accourait de l'est à marches forcées pour leur couper la retraite.

Saisis de terreur, craignant d'être cernés, les Ottomans quittèrent précipitamment, le 13 janvier 1823, leur camp, abandonnant dans leur fuite leurs canons, leur matériel de siège et même les bagages des Pachas.

Après d'immenses efforts, ils arrivaient enfin, à demimorts de frayeur et d'épuisement, à Karvasara d'où ils s'embarquaient (20 février 1823) pour Prévenza.

L'échec de Péta était réparé.

Ainsi, le grand plan de cette campagne de 1822, commencé par les Turcs d'une façon si brillante, avait complètement échoué. Les armées ottomanes avaient été complètement détruites et les deux superbes chefs, l'homme ambitieux, qui dirigeait l'ensemble, et l'homme envié, qui devait frapper le coup décisif, étaient tous deux couchés dans la tombe.

*
* *

Au début de l'année 1822, l'attitude hostile adoptée par

(1) *Dufrenoy. Histoire de la Grèce moderne.* T. II, p. 392.

la Russie vis-à-vis de la Porte à la suite de l'ultimatum du 28 juin 1821 s'atténuait peu à peu.

Une nouvelle et quatrième évolution venait en effet de s'opérer dans la politique d'Alexandre.

Les Grecs, lors de l'Assemblée d'Epidaure, avaient parfaitement montré au Tzar que, loin de se contenter de devenir une sorte de principauté analogue à celles de Moldavie et de Valachie, ils rêvaient, au contraire, d'ériger leur patrie en royaume indépendant.

Or, si le Tzar était prêt à se lancer dans une lutte pouvant augmenter l'influence russe en Orient, il n'était, par contre, nullement désireux de courir les chances d'une guerre destinée à constituer un royaume indépendant qui, un jour, oublierait peut-être ce qu'il devait à Moscou.

En outre, ériger les Grecs en nation indépendante, c'était favoriser et raviver l'idée des nationalités, ce que le Tzar, possesseur d'une partie de la Pologne, ne songeait nullement à faire.

L'indépendance absolue des Grecs aurait eu, en outre, un contre coup certain sur les Roumains et les Bulgares qui, eux aussi, se seraient révoltés pour former des Etats chrétiens indépendants, et auraient ainsi constitué, entre la Russie et la Porte, des sortes d'Etats tampons, dont le premier résultat aurait été d'arrêter la poussée moscovite vers Constantinople.

Enfin le Grand Duc Constantin, ayant déclaré ne pas répondre de la tranquillité de la Pologne en cas de guerre Russo-Turque, (1) le Tzar, de jour en jour plus pacifique, se désintéressa de plus en plus de l'insurrection hellénique.

Mais, si le Tzar abandonne la cause des Grecs, la question des Principautés, qui le touche de beaucoup plus près, continue à lui être fort à cœur.

Aussi, allons-nous assister à une scission de ce différend russo-turc. D'un côté, nous verrons la question grecque momentanément négligée par tous et, d'autre part, la question des Principautés, à laquelle toute l'Europe s'intéressera.

Cette question des Principautés pouvait, en effet, en provoquant des hostilités de la part d'Alexandre, amener la Russie aux portes de Constantinople, éventualité que l'Europe, et surtout l'Autriche et l'Angleterre, étaient décidées à empêcher par tous les moyens.

---

(1) Dépêche du comte de Lebzelten, 6 février 1822.

Toute la politique de ces deux pays en Orient, mue par des considérations exclusivement intéressées, consistera donc à secourir les Turcs, non pas par idée d'humanité ou par amour pour la paix, mais uniquement pour empêcher tout agrandissement de la Russie. En un mot ce ne sera pas un accord en faveur des Turcs, mais bien une entente dirigée contre les Russes.

Pour mieux réussir à apaiser le conflit russo-turc, les cabinets de Vienne et de Londres décidèrent de se partager la tâche.

Metternich dut alors peser de toute son influence sur l'esprit faible et indécis du Tzar pour s'efforcer de le ramener aux idées qu'il avait jadis exprimées au congrès de Laybach, tandis que Lord Strangford, *persona grata* auprès de Mahmoud, devait engager le Sultan à accorder au Tzar certaines satisfactions qui permettraient à Alexandre de mettre fin au conflit, l'honneur à peu près sauf.

La tâche de Lord Strangford était particulièrement délicate. Depuis le grand drame diplomatique des années 1770 à 1790, la Porte était devenue également méfiante à l'égard de toutes les puissances et Strangford ne pouvait compter sur l'influence d'aucun autre ambassadeur pour l'aider dans la marche des négociations. Le comte Lutzow, l'ambassadeur autrichien, avait perdu toute influence à la suite de démarches peu adroites. Le chargé d'affaires prussien, par son langage ferme et énergique, avait déplu à la Turquie. Quant à la France, son nouvel ambassadeur, le marquis de Latour-Maubourg, ayant, à la suite d'incidents relatifs à un couvent du Mont-Carmel, refusé de rendre visite au Grand Vizir, elle était considérée par la Porte comme momentanément non représentée.

Enfin, Mahmoud ne pouvait pas pardonner à la France la conduite de ses consuls qui, en faisant partout preuve de courage et de fermeté, avaient sauvé des massacres un grand nombre de Grecs.

Restait Lord Strangford, qui, profitant de l'autorité que lui avait donné à Constantinople la politique de Castlereagh, toujours hostile aux Russes et aux Grecs, engagea le Divan, dans une conférence (16 janvier 1822), à accorder l'investiture aux Hospodars des Principautés. (1). Cela « donne-

(1) Le mot Hospodar vient de la corruption du mot grec δεσποτες qui signifie maître. Ce nom fut donné au XIIe siècle aux souverains de Valachie et de Moldavie. Ils relevèrent d'abord de la Hongrie. En 1391, les Hospodars de Valachie, et en 1536, ceux de Moldavie tombèrent sous la dépendance turque. Quoique sous la domination ottomane, les Hospo-

rait, disait-il, satisfaction au Tzar et lui permettrait de tranquilliser ses sujets, étonnés de son inaction. »

Le 8 et 16 février de nouvelles entrevues eurent lieu et Djanib, comprenant les conséquences funestes que pouvait avoir son entêtement, promit de faire évacuer les Principautés et de nommer les Hospodars.

L'affaire semblait donc prendre une tournure favorable, lorsqu'un changement complet se produisit tout à coup sur la scène politique.

Le Sultan, ayant en effet appris que la Russie, dans ses notes aux puissances, traitait les quatre points de l'ultimatum de *points préliminaires*, craignit, avec juste raison, de voir surgir un cinquième article russe.

Furieux, Mahmoud convoqua le 25 février tous les chefs des milices et des corporations qui, mis au courant des négociations diplomatiques, engagèrent naturellement le Sultan à ne plus chercher un rapprochement avec la Russie, lui promettant un soulèvement général des musulmans, en cas d'hostilités de la part des Russes.

A la suite de cette réunion, Djanib répondit le 28 février 1822 par une note diplomatique remplie d'anciens griefs et de vieilles réclamations (1).

C'est ainsi qu'après s'être plaint à nouveau de la façon dont on avait traité Alexandre Ypsilanti, il réclamait en vertu, disait-il, du traité de Buccarest, des forts de l'Asie mineure que la Russie, vu leur importance stratégique, ne pouvait abandonner. Lorsque cette réponse de la Turquie parvint à St-Pétersbourg, le parti militaire reprit courage.

Quant au Tzar, il devint de plus en plus perplexe. Hésitant, indécis, ne sachant quel parti adopter, il envoya alors des notes sans aucun sens précis, se contredisant les unes les autres. « Le courrier de St-Pétersbourg, disait Metter-

---

dars restèrent électifs, mais, après de nombreuses révoltes, les Sultans se réservèrent le droit de nommer les Hospodars et donnèrent ces fonctions à des grecs Phanariotes

En 1821, les Hospodars furent de nouveau élus à vie par les boyars ou nobles du pays, sous l'investiture de la Porte, et c'est cette investiture demandée par la Russie que le gouvernement ottoman faisait tellement attendre.

En 1866 le dernier Hospodar, le prince Couza, était remplacé par le souverain héréditaire Charles de Hohenzollern, Prince de Roumanie, qui, en 1882, devenait roi de Roumanie sous le nom de Charles Ier.

(1) *Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls der Griechen.* T. III. p. 278.

nich, est rempli de non sens. Le résultat de ces bavardages n'est rien ; or, ce n'est pas la guerre, car la guerre est quelque chose. »

Après pas mal de tâtonnements, Alexandre parvenait enfin à grouper un certain nombre d'articles plus ou moins acceptables, qu'il chargeait Tatitschef, ennemi déclaré de Capodistrias, de porter à Metternich.

Au fond, la mission de Tatitschef consistait à la réduction de l'ultimatum russe au minimum et au rétablissement, si possible, des relations diplomatiques avec la Porte.

Entre temps, Lord Strangford obtenait un important succès à Constantinople où le Sultan, après de longues hésitations, décidait enfin d'évacuer les Principautés et de nommer les Hospodars.

La Russie obtenait ainsi satisfaction sur le quatrième article de l'ultimatum, et le différend diplomatique semblait terminé, lorsque l'Autriche, qui pourtant désirait la paix, embrouilla de nouveau la question en suggérant à la Russie, dans le mémorandum du 19 avril, un *cinquième* article si redouté du Sultan et qui allait, encore, tout remettre sur le tapis.

Metternich et Tatitschef avaient, en effet, à la suite de longues négociations, rédigé le mémorandum du 19 avril (1).

Ce mémorandum disjoignait la question turco-russe, ou de « droit strict », de la question grecque ou « d'intérêt général ». La première question, y était-il dit, n'était pas douteuse et devait être résolue à l'entière satisfaction de la Russie. Quant à la question d'intérêt général, elle devrait être discutée dans une conférence qui se réunirait à Vienne, et où les délégués turcs viendraient s'entendre avec les représentants de l'Europe. Là, on ne toucherait pas à la souveraineté du Sultan ; mais on discuterait les mesures administratives et législatives propres à amener la « *pacification de la Grèce* ».

Metternich réussissait ainsi à écarter l'intervention unique de la Russie pour résoudre la question grecque ; mais, par contre, il commettait en même temps la faute d'introduire, au moment où tout semblait s'apaiser, un nouvel article, celui de la Pacification de la Grèce.

Le Sultan refusa net d'envoyer des délégués à Vienne.

---

(1) *Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls der Griechen.* T. I. p. 144.

Il avait, disait-il, accédé aux quatre points de l'ultimatum russe, et était, par suite, devant le mauvais vouloir des puissances, décidé à ne plus permettre désormais aucune immixtion de l'Europe dans les affaires intérieures de la Turquie.

Lord Strangford, voyant le mauvais effet qu'avait produit à Constantinople le mémorandum du 19 avril, proposa au Sultan d'aller lui-même à Vienne défendre les intérêts turcs. Mais le rusé Djanib refusa cet « honnête courtage », et se contenta de pousser une pointe directe contre l'Angleterre, en demandant à Strangford, si, à la demande de la Porte, la Grande-Bretagne consentirait à envoyer des délégués à Constantinople pour y régler la situation des Musulmans de l'Inde.

***

Malgré l'absence des Turcs, la Conférence de Vienne s'ouvrait le 23 juin 1822.

Dès le début, elle approuva le mémorandum d'avril. « La Révolution grecque, y fut-il dit, n'avait été prolongée que par les cruautés des Turcs, qui, en terrorisant les chrétiens, les avaient empêché de déposer les armes. Il importait donc à l'Europe de négocier des armistices qui offriraient aux Grecs des garanties suffisantes. Mais si, par extraordinaire, les Grecs refusaient l'armistice, l'Europe, son devoir accompli, n'aurait plus qu'à laisser les Turcs procéder *comme ils en ont l'habitude* vis-à-vis de leurs sujets révoltés (1) ».

Au cours de la Conférence, on proposa également de faire occuper la Morée par un corps de troupes françaises, et le nom du général Donzelot fut même mis en avant (2).

Mais le Tzar, qui désirait une intervention française en Espagne, et non en Grèce, où il préférait envoyer, si besoin était, ses propres troupes, se montra hostile à ce projet qui par conséquent, n'eut pas de suite.

Toutes ces questions agitées à la Conférence de Vienne n'avaient fait qu'irriter davantage le Sultan et raviver l'ancien conflit russo-turc, malgré les efforts du Tzar de plus en plus pacifique. Alexandre, après avoir, ainsi qu'il le disait lui-même, « fait à la Sainte-Alliance le sacrifice des sympathies nationales de son peuple », et renoncé à la

---

(1) *De Viel-Castel. Histoire de la Restauration.* Paris, 1860-78. T. XI, p. 398.

(2) *Isambert. L'Indépendance grecque et l'Europe.* Paris, 1900, p. 140.

guerre, était prêt à toutes les concessions, pourvu qu'elles fussent présentées sous une forme qui laisserait son honneur intact.

La finesse de Metternich devait facilement trouver les termes nécessaires pour cacher une semblable reculade.

Le 26 septembre, une note russe, issue de Vienne, annonçait que la Russie était prête à rétablir les relations diplomatiques avec la Turquie, à la condition que la Turquie « ou consentirait à traiter avec les délégués des puissances *la pacification de la Grèce*, ou qu'elle prouverait *par une série de faits*, qu'elle était prête à protéger la religion chrétienne et à rétablir la tranquillité à l'intérieur de la Grèce (1) ».

Cette dernière condition, d'une rare élasticité, montrait bien aux Grecs que le Tzar, décidé à se contenter de peu, avait complètement renoncé à imposer sa médiation en leur faveur.

*
* *

L'abandon des Grecs, commencé à Vienne, s'acheva au Congrès de Vérone qui s'ouvrit au mois d'octobre 1822.

Ce Congrès était imposant par la qualité et la quantité de personnages de marque qu'il réunissait.

Parmi les souverains, il y avait le Tzar, l'Empereur d'Autriche et les Rois de Prusse et de Sardaigne. A côté d'eux, toute la fleur de la diplomatie européenne :

Metternich, Lebzeltern, Gentz pour l'Autriche ;

Wellington, Strangford pour l'Angleterre ;

Nesselrode, Tatitschef, Pozzo di Borgo, Lieven pour la Russie ;

Montmorency, Châteaubriand, Caraman, La Ferronnays, Rayneval pour la France ;

Bernstorf, Hardenberg, Hatzfeld pour la Prusse.

La question essentielle à débattre au Congrès était la question d'Espagne. L'Empereur de Russie, qui déclarait hautement être décidé au rétablissement de l'autorité légitime à Madrid, sentait fort bien qu'il ne pouvait rien faire sans l'intervention d'une armée française (2).

Aussi, durant le Congrès, tous ses efforts consisteront à faire de la France le docile exécuteur des hautes œuvres de la Sainte-Alliance.

---

(1) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce*, t I, p. 524.
(2) *Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe*, t. I, p. 178.

Quant aux Grecs, personne ne s'intéresse plus à eux.

Wellington, ayant déclaré que la « série de faits » exigés de la Porte par la Russie était accomplie (1), Alexandre accepta cette facile interprétation et, le 27 novembre 1822, il déclarait « qu'il abandonnait à la sagesse des Alliés la marche ultérieure des négociations ».

Les Grecs étaient dès lors sacrifiés.

Le Conseil exécutif grec avait pourtant rédigé, en termes très modérés, un appel aux puissances qui, espérait-il, serait lu au Congrès et où il se défendait surtout d'être assimilé aux carbonari. « Les Grecs, y était-il dit, loin de conspirer contre le trône et l'autel, demandent à l'Europe un souverain chrétien ».

En outre, le comte André Métaxas, le français Jourdain et l'archevêque Germanos avaient été chargés de défendre les intérêts grecs au Congrès de Vérone.

Mais, arrivés à Ancône, ils y furent retenus, à la demande des puissances qui refusèrent de les recevoir (2). « Les Souverains réunis à Vérone, leur fut-il répondu, étaient décidés à repousser le principe de la Révolte sans examiner ni *de quelle manière* ni *dans quel pays* il se manifestait ».

Ce triomphe de Metternich devait être la dernière victoire officielle de la Sainte Alliance.

Les Grecs, déçus dans leurs espérances, vont désormais tourner leurs regards vers l'Angleterre, où George Canning vient de succéder à Castlereagh, au ministère des affaires étrangères, et ce sera, désormais, à la Grande-Bretagne que sera offert ce rôle de protecteur des Grecs, repoussé par Alexandre.

---

(1) Wellington se garda bien, et pour cause, d'indiquer les faits accomplis par la Porte et qui, réunis, devaient constituer la « série de faits ».

(2) *Pouqueville. Histoire de la Régénération de la Grèce.* T. VI. p. 58.

CHAPITRE VI

Troisième année de la Lutte

JANVIER 1823. — JUIN 1824

ÉPUISEMENT RÉCIPROQUE. — CANNING. — DEMANDES RUSSES

PREMIÈRES DISCORDES ENTRE LES GRECS. — Scission de l'Assemblée nationale d'Astros. — Lettre de Metaxas. — Election du gouvernement. — Mavrocordato démissionne. — L'Assemblée législative à Salamine.

OPÉRATIONS MILITAIRES. — Situation de la Turquie. — Nouvelle politique du Sultan. — Plan des Turcs. — Chosrew Pacha.

Armée de Perkophtali. — Elle pacifie l'île d'Eubée, puis est détruite par les maladies. — Armée de Moustapha. — Mort de Botzaris. — Siège d'Anatoliko. — Fuite des Turcs.

GUERRE CIVILE. — Lutte entre les pouvoirs. — L'exécutif dissout le législatif. — Les deux gouvernements. — La lutte armée. — Triomphe du pouvoir législatif. — Négociations d'un emprunt à Londres. — Reconnaissance du blocus grec par l'Angleterre.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — Situation à Constantinople. — Disgrâce de Chalet Effendi. — Note du 25 février 1823. — Double politique de Metternich, d'Ottenfels, de Gentz. — Désirs du Grand Chancelier.

Canning. — Sa politique. — Lutte contre l'influence russe. — Alexandre et la nouvelle politique anglaise. — Nouvelle évolution en faveur des Grecs. — Troisième, quatrième et cinquième série de demandes russes.

A la suite des victoires remportées par les Grecs durant la campagne de 1822, l'importance du mouvement révolutionnaire ne pouvait plus être mis en doute. Ce n'était plus à quelques bandes plus ou moins bien organisées, mais à un peuple entier, que l'Europe allait désormais s'intéresser.

On ne pouvait plus nier, en effet, que Grecs et Albanais combattaient pour obtenir leur indépendance et leur liberté

religieuse, tandis que le Sultan, lui, luttait pour maintenir la souveraineté ottomane et le droit divin de la tyrannie(1).

Les Turcs repoussés, les philhellènes crurent au triomphe définitif des Grecs.

Un peuple entier en armes est difficile à vaincre et ces hommes, qui avaient fait le sacrifice de leur vie, semblaient devoir fortement ébranler la puissance ottomane.

Du reste la Suisse n'avait-elle pas autrefois montré à Morgarten en 1315, comment une poignée de braves peut résister aux troupes des Habsbourgs, pourtant autrement plus résistantes que les bandes ottomanes, et n'avait-elle pas obligé l'Autriche à signer les traités de Thorberg 1368 et de Bâle 1499?

La Hollande n'avait-elle pas, elle aussi, secoué, en 1581, le joug de Philippe II d'Espagne?

Ce prince plus puissant que Mahmoud et qui, semblable en cela au promoteur de la Sainte-Alliance, se considérait comme investi d'une mission religieuse, n'avait-il pas été vaincu par les gueux hollandais?

Enfin, les glorieux va-nu-pieds de 93 n'avaient-ils pas montré, en refoulant l'étranger, comment l'amour de la patrie et de la liberté transforme des paysans en héros?

Malheureusement, au moment même où l'Europe, étonnée

---

(1) Pour comprendre l'attitude des Albanais durant cette insurrection hellénique deux grandes distinctions sont nécessaires.

1° Entre les Albanais habitant l'Albanie même et ceux résidant en Grèce.

2° Entre les Albanais chrétiens et ceux qui avaient embrassé la religion musulmane.

Les Albanais d'Albanie se convertirent en grand nombre vers le xve et xvie siècle à la religion musulmane. Ils échappaient ainsi aux vexations sans nombre auxquelles les chrétiens étaient continuellement en butte. En outre, les Turcs les considérant désormais comme des coréligionnaires les incorporèrent dans des régiments au service du Sultan. Ces Albanais musulmans devaient donc, à l'exception de ceux qui avaient suivi Ali dans sa révolte, lutter contre les Grecs.

Les Albanais résidant en Grèce, s'étaient fixés dans cette contrée un peu avant l'insurrection hellénique. Au nombre d'environ 200.000 ils étaient principalement groupés dans l'Attique, la Béotie, l'Argolide, et dans les îles d'Hydra, de Spetzia et de Salamine.

Le neuf dixième de ces Albanais était chrétien. Aussi, soumis par suite de leur religion à la même tyrannie que les Grecs, s'unirent-ils bientôt à eux, dans la même haine contre les Turcs. Ainsi, dans la Révotion grecque, tandis que les musulmans Albanais d'Albanie se rangeaient sous les drapeaux du Sultan, les Albanais chrétiens eux, au contraire, venaient secourir les Grecs dont ils avaient longtemps partagé la misérable condition. Pour plus de détails voir: *Albanische Studien* du *Docteur J. G. von Hahn*. Leipzig, 1853.

par les exploits qui avaient marqué cette année de 1822, s'éveillait au philhellénisme, les Hellènes allaient, par leurs discordes, glacer cette naissante sympathie.

Après avoir victorieusement repoussé Dramali et Omer-Vrione, les Grecs, en effet, au lieu de profiter de leurs succès pour fortifier leur gouvernement et réorganiser leurs troupes, avaient retourné contre eux-mêmes leurs propres armes et jeté leur patrie dans un chaos confus de troubles et de discordes.

Débarrassée des Turcs, la Grèce se vit envahie par des bandes grecques indisciplinées qui, conduites par des chefs sans aveu, assiégeaient les places et rançonnaient les paysans (1).

La guerre civile était partout, des querelles incessantes surgissaient, soit entre le gouvernement central et les autorités locales, soit entre les primats civils et les capitaines.

Au milieu de ce gâchis général, aucune autorité n'avait assez de force pour s'imposer et rétablir l'ordre.

L'Assemblée législative, en errant sur les côtes de l'Argolide pendant toute la durée de l'invasion ottomane, sans tenter le moindre effort pour organiser la défense de la Grèce, s'était déconsidérée.

Le gouvernement central, privé de Mavrocordato, avait commis de nombreuses fautes qui avaient achevé de ruiner son prestige déjà fort ébranlé. Sa fuite honteuse, à la suite de la chute d'Argos, avait totalement détruit le peu d'influence qui lui restait encore.

Aussi, quoique les membres du gouvernement central, las de se réfugier d'île en île, se fussent enfin réunis à Castri le 18 octobre 1822, leurs décisions restèrent lettre morte. Sans argent, sans flotte, sans armée, méprisés de tous, ils ne pouvaient prétendre rétablir l'ordre en Grèce.

L'est de la Grèce était occupé par Odyssée qui, à la tête de troupes bien entraînées et bien équipées, rêvait de constituer un pachalik indépendant, où il serait le seul et unique maître.

A l'ouest, le Sénat local ayant été dissous, les chefs, divisés par de mesquines querelles, ne songeaient qu'à se supplanter les uns les autres et ne désiraient nullement fortifier un gouvernement central, qui les aurait probablement mis d'accord en les reléguant tous au second plan.

---

(1) *Yeménis. Scènes et récits des guerres de l'indépendance*, p. 160.

Enfin, en Morée, le Sénat du Péloponèse, à la suite d'une entente avec Colocotronis, ayant vu son influence considérablement augmentée, désirait désormais gouverner cette province à sa guise, sans être contrôlé par le gouvernement central.

Cet état anarchique devait durer jusqu'en mars 1823.

A cette époque, les membres des deux pouvoirs élus à Epidaure pour un an, voyant leur mandat toucher à sa fin, convoquèrent le peuple grec à des élections générales.

Après de longs délais, excusables dans une région dénuée d'administration effective, une nuée de députés s'abattit sur Argos. Chaque parti, désireux d'être représenté, avait en effet envoyé un député siéger à l'assemblée, de sorte que certaines épanchies eurent jusqu'à trois ou quatre représentants.

Aux députés de ces partis, venaient encore s'ajouter ceux qui avaient été envoyés par certains corps de troupe et enfin ceux qui, pour être sûrs de leur élection, s'étaient eux-mêmes délégués. Cette nouvelle assemblée constituante devait se montrer aussi divisée et aussi tumultueuse que celle d'Epidaure avait été calme et digne.

Tout annonçait que les séances seraient orageuses. Chacun semblait en effet être venu plutôt pour évincer son antagoniste que pour s'occuper des intérêts publics.

La première séance, présidée par le plus âgé des députés, se tint le 10 avril 1822, dans un jardin, à l'ombre des citronniers.

Dès le début, les deux partis, le parti civil et le parti militaire, se dessinèrent très nettement.

Cette scission provenait de l'antagonisme qui existe encore aujourd'hui, en Grèce, entre l'esprit ancien et l'esprit nouveau, entre le génie héroïque et demi barbare de la Grèce et le génie de la civilisation moderne.

Le parti civil, dirigé par des hommes élevés dans l'Europe occidentale, représentait l'esprit nouveau et désirait un gouvernement légal et régulier à l'instar des autres nations européennes. Son chef était Mavrocordato dont la brillante conduite à Missolonghi avait un peu effacé l'incapacité militaire dont il avait fait preuve à Péta.

Quant au parti militaire, qui, plus tard, sous la monarchie, devait devenir le parti de l'action, il avait à sa tête Colocotronis que ses succès militaires avaient rempli d'un insupportable orgueil, Odyssée, plus fier que jamais, et Ypsilanti. Ce parti, qui représentait le vieil esprit grec,

faisait peu de cas et des constitutions européennes et des armées modernes. Ses chefs, qui voulaient garder intactes les vieilles coutumes et les anciennes traditions de la Grèce, semblaient du reste plutôt vouloir ramener leur patrie aux temps héroïques que la pousser vers la civilisation moderne.

Les insulaires formaient un tiers-parti, une sorte de « juste milieu » avec Georgios Kontouriotis pour chef.

Comme à Epidaure, ce fut le parti civil qui obtint la majorité.

Petro Bey fut nommé président de l'assemblée, l'archevêque Théodoretos vice-président et Négris, l'ennemi déclaré d'Odyssée, secrétaire.

Bientôt l'orage qui menaçait depuis longtemps éclata.

Au cours d'une discussion sur les droits et sur les devoirs des différents pouvoirs, Odyssée ayant voulu faire voter des restrictions à l'exécutif se laissa malheureusement aller, grisé par ses paroles, à un regrettable emportement (12 avril) « L'assemblée d'Epidaure, s'écriait-il, a confié plus de pouvoirs au corps exécutif qu'au Sénat. Je fais une simple demande. Les mains doivent-elles commander la tête? Nous ne voulons plus de cinq Pachas qui peuvent impunément attenter à notre vie et, jusque dans nos camps, nous entourer d'assassins. J'exige que l'on revise nos lois, promulguons donc une autre constitution et traçons-en les pages avec le sang de nos primats » (1).

A la suite de ce discours la haine entre les partis devint si accentuée que les deux principaux groupes décidèrent de délibérer désormais dans des quartiers distincts d'Astros et, pour éviter tout nouveau froissement, de se communiquer leurs décisions par messages.

Au bout de trois semaines, l'apaisement se fit, les esprits, vaincus par la lassitude, se calmèrent et le Congrès put enfin, grâce à l'intervention des insulaires, reprendre ses travaux (2).

De longs et stériles débats remplis d'inutiles discours recommencèrent alors pour aboutir enfin à la confirmation avec quelques légères modifications, de la constitution d'Epidaure (3). Durant tout ce Congrès d'Astros un seul vote avait eu quelque importance, c'était celui où l'on

(1) *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque*, p. 274.

(2) *Yéméniz. Scènes et récits des guerres de l'indépendance*, p. 155.

(3) *Metaxas. Mémoires*, p. 122.

avait décidé la suppression des sénats locaux de la Morée ainsi que ceux de la Grèce orientale et occidentale.

Ce progrès vers l'unité nationale ne put malheureusement pas supprimer le principal abus, le règne de l'arbitraire et du bon plaisir des chefs militaires.

Durant ses travaux, l'assemblée reçut une lettre de Metaxas annonçant que les plénipotentiaires, réunis au Congrès de Vérone, s'étaient refusés à le recevoir. « Nous sommes réduits à nos propres ressources, disait-il, que les Grecs se rallient donc à un gouvernement ferme et évitent surtout les divisions, car ce sont elles qui ont perdu nos ancêtres ».

La consternation que produisit cette nouvelle fut tempérée par une autre lettre de Métaxas annonçant qu'il espérait obtenir quelques millions en vertu d'un traité d'alliance avec l'ordre de Malte (1).

Puis, ses travaux constitutionnels terminés, l'assemblée procéda à la nomination du gouvernement exécutif provisoire.

Petro Bey fut nommé Président.

Les autres membres furent : Sotiris Charalampis, Andreas Zaimis (tous deux du parti civil), Metaxas et Colocotronis (du parti militaire) (2).

Cette composition hybride devait amener d'interminables disputes. Le rusé Colocotronis appliquant, en effet, la devise « diviser pour régner » s'empressa de jeter la discorde entre les membres du gouvernement.

---

(1) Pour comprendre ce traité d'alliance entre la Grèce et l'ordre de Malte qui fut signé par Jourdain le 10 juillet 1823, il faut se rappeler que les chevaliers de Malte ne sont que les anciens frères Hospitaliers établis en 1099 à Jérusalem. Chassés de Jérusalem en 1188 par Saladin, les Hospitaliers se retirèrent alors à Rhodes, à Chypre, sur la côte de la Morée et dans quelques autres îles de l'Archipel.

Battus par Soliman II, les frères Hospitaliers abandonnèrent toutes leurs places d'Orient pour se retirer en 1530 à Malte, ils prirent alors le titre de chevaliers de Malte, mais maintinrent leurs droits sur les anciens territoires occupés par eux comme frères Hospitaliers.

Par ce traité du 10 juillet l'ordre de Malte :

1 Reconnaissait l'indépendance de la Grèce.
2 Renonçait à tout droit en Morée et dans l'île d'Eubée.
3 Fournissait 4 millions au gouvernement grec.

En échange, celui-ci reconnaissait à l'ordre de Malte l'entière propriété et souveraineté de Rhodes, Scarpento et Stampalie.

Voir : *Vertot. Histoire de l'ordre de Malte* Paris 1726.

Jourdain. Mémoires historiques et militaires sur la Grèce. Paris 1828.

(2) *Isambert. L'insurrection grecque et l'Europe*, p. 171.

Le Pouvoir exécutif une fois nommé, il fallut songer à procéder à l'élection du Président de l'Assemblée législative.

Colocotronis présenta comme candidat son parent Anagnostis Delyannis.

Mais, malgré la pression exercée par le parti militaire l'Assemblée choisit Mavrocordato, et, pour se débarrasser d'Anagnostis Delyannis, le chargea d'une mission en Portugal (1).

Devant ce triomphe du parti civil, Colocotronis, qui avait toujours détesté le grec frotté de civilisation qu'était Mavrocordato, se répandit en injures violentes contre lui. « Tu ne seras jamais Président, s'écria-t-il, s'abandonnant à sa colère, car je te poursuivrai et te jetterai des écorces de citron sur le frac avec lequel tu es venu. »

Craignant que le succès qu'il venait de remporter ne fut le signal de la guerre civile, Mavrocordato envoya, le 14 juillet 1823, sa démission à l'Assemblée législative (2) puis se rendit à Hydra, où il fut reçu avec les plus grands honneurs.

Malgré son départ l'assemblée s'obstina à le considérer comme son président et ne le remplaça que provisoirement par Panoutsos Notaris.

Dès lors, la discorde éclata ouvertement entre les deux pouvoirs.

Voyant que le conflit s'aggravait, l'assemblée législative résolut de se transporter à Salamine, tandis que le Conseil se fixait à Nauplie.

Pendant que la Grèce était ainsi déchirée par ces luttes de partis, la grande cause commune, elle, était oubliée. Les sièges de Modon, Coron, Patras étaient presque suspendus, et les Turcs, dans leurs sorties, ne rencontraient plus que quelques bandes indisciplinées qui fuyaient à leur approche.

∴

En pareille circonstance, c'était pour la Grèce un bonheur immense que la Porte ne fut pas en état de prendre d'importantes et d'énergiques mesures contre l'insurrection.

Les campagnes de 1821 et de 1822 n'étaient pas sans

---

(1) Il devait aller demander au roi de Portugal, Jean IV, un roi pour la Grèce.

(2) *Blancard. Etudes sur la Grèce contemporaine.* Paris 1885, p. 27.

avoir affaibli la puissance ottomane. L'homme malade était mourant.

L'élite des troupes turques avait fondu devant Janina et dans les plaines de Corinthe ou d'Argos. La révolte de la Perse immobilisait les troupes de l'Asie mineure. La Russie toujours menaçante empêchait Mahmoud de dégarnir sa frontière du nord, enfin les janissaires, non contents de se révolter à tout instant dans la capitale, incendiaient encore l'arsenal de Tophana,pour punir le Sultan de l'idée qu'il avait eue de les envoyer combattre en Grèce (1). En mettant ainsi le feu à l'arsenal de Tophana, les janissaires avaient détruit les armes et les munitions qui leur étaient destinées. Le Sultan, ne pouvant plus dès lors les armer contre les Grecs, se vit contraint de les garder à Constantinople. Au milieu de ce désarroi général, Mahmoud seul, avec son indomptable énergie, dont il allait bientôt donner une terrible preuve, essayait d'arrêter cette tempête qui semblait devoir balayer l'Empire ottoman des rives de la Corne d'Or.

Voyant que la guerre d'extermination poursuivie jusqu'alors n'avait nullement réduit les Grecs, le Sultan changeant de politique, se fit plus doux qu'un agneau. Cet abandon des traditions ottomanes, d'après lesquelles le massacre est le meilleur moyen d'imposer silence à l'adversaire, n'était que momentané, et le Sultan n'attendait qu'une occasion propice pour donner de nouveau à ses troupes l'ordre de passer tous les chrétiens au fil de l'épée.

Les terribles égorgements commis en Arménie, de 1894 à 1896, les désordres qui ensanglantent actuellement la Macédoine, montrent en effet que les Turcs continuent à lutter contre les chrétiens, non pour les soumettre, mais pour les exterminer. Aussi l'Europe, qui a actuellement réorganisé l'armée ottomane en lui fournissant des armes et des officiers, aurait-elle peut-être mieux fait de commencer par enseigner aux Turcs les conventions de Genève et par leur rappeler, de temps en temps, que les armées de nos jours doivent combattre autrement que les hordes d'Attila.

Mais si Mahmoud au lieu de parler de massacres et d'extermination n'avait plus que des mots de paix et d'amnistie dans la bouche, il n'en continuait pas moins de régler avec le plus grand soin, les opérations militaires pour la campagne de 1823.

---

(1) *Finlay. The Greek Revolution*. T. II, p. 5.

Le plan des Turcs, beaucoup mieux combiné que celui des années précédentes, était le suivant :

A l'ouest, Moustapha Pacha de Skodra devait, après avoir réuni une armée à Trikkala, marcher sur Missolonghi où il serait rejoint par Omer-Vrione. Son armée ayant été ainsi renforcée, Moustapha avait l'ordre de s'embarquer pour Patras, toujours occupé par les Ottomans.

A l'est, les troupes turques, concentrées à Lamia, devaient, sous les ordres de Perkophtali et Salih Pacha, longer la côte de la mer Egée et se rendre dans le sud de l'Attique d'où la flotte les transporterait en Morée.

Les deux armées turques, ainsi débarquées dans le Péloponèse, devaient opérer leur jonction à Lepante, d'où elles marcheraient ensemble sur Tripolitza.

On évitait ainsi le détroit de Corinthe, si facile à défendre et où les Turcs avaient déjà subi de si cruels revers.

Pour la réussite de ce plan, la prédominance de la flotte ottomane était indispensable. Le Sultan mit donc un soin tout particulier à son équipement et, pour bien montrer tout l'intérêt qu'il lui portait, il l'accompagna, innovation très significative, de Constantinople à Rodosto.

Voulant essayer d'endormir la vigilance des insulaires qui, avec leurs brulots pouvaient empêcher le transport des troupes turques en Morée, Mahmoud chargea le nouveau Kapoudan Pacha, Chosrew, de leur accorder une amnistie pleine et entière.

Chosrew Pacha semblait en effet avoir été plutôt choisi pour négocier que pour combattre, car il passait, avec juste raison, pour l'homme le plus faux et le plus astucieux qui, en fait de ruses et d'intrigues, pouvait se mesurer avec le Romaïque le plus fin (1).

La flotte turque, après avoir dispersé les troupes grecques de Kierzotis, alors devant Karystos dans l'île d'Eubée, fit voile vers Patras où elle arrivait le 22 juin 1823, après avoir ravitaillé Coron et Modon et sans avoir rencontré le moindre trechandain grec (2).

Les Psariotes et les Samiens préféraient en effet ravager les côtes de l'Asie mineure et de l'Egypte, d'où ils revenaient chargés de butin, que de se mesurer avec l'escadre ottomane dont ils n'avaient que boulets à recevoir. Quant aux Hy-

---

(1) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce*, t. I, p. 583.

(2) On donne ce nom à des navires grecs à voiles triangulaires.

driotes, ils aimaient mieux aller mettre à contribution les populations catholiques de Syra, Naxos et Santorin.

*
* *

Les hostilités commencèrent à l'est de la Grèce.

Perkophtali, ses derniers préparatifs terminés, quittait Lamia le 15 juin 1823, se dirigeant vers Thèbes avec 6.000 hommes. Les Grecs s'étant retirés, il arrivait sans aucune difficulté jusqu'à cette ville déjà occupée par les 4.000 hommes de Salih Pacha.

Là, conseillé par Omer-Pacha de Kerysto, Perkophtali se rendit dans l'île d'Eubée de nouveau soulevée à la voix de Diamantis.

Grâce à leur supériorité numérique, les Turcs repoussèrent facilement Diamantis ainsi qu'Odyssée qui, accouru à la tête de 1.000 hommes, se vit contraint d'évacuer cette île dont il avait si longtemps rêvé la possession et qui avait été pourtant si peu favorable à sa gloire.

Puis, l'insurrection de l'île d'Eubée étouffée, Perkophtali avec 10.000 hommes s'avança vers le sud de l'Attique d'où la flotte turque devait le transporter en Morée.

Tout à leurs querelles intestines, sans armée et sans flotte, les Grecs n'essayèrent même pas d'arrêter la marche victorieuse des Turcs, mais une épidémie ayant subitement éclaté dans les rangs des Ottomans, contraignit Perkophtali et Salih Pacha à se replier sur Lamia où, dès leur arrivée, ils furent destitués et remplacés par Aboulaboud.

L'Hellade orientale était ainsi sauvée sans même s'être défendue.

L'expédition à l'ouest de la Grèce, quoique mieux préparée et confiée à des chefs plus habiles, devait avoir la même issue.

Dès les premiers jours de juillet 1823, Moustapha s'avançait sur Missolonghi précédée par une avant garde de 5.000 hommes, sous la conduite de son neveu Djeledin Bey.

Le 17 août, Djeledin Bey arrivait à Velouki, petit village tout près de Karpenisi, où se trouvait Markos Botzaris avec 1.000 de ses partisans.

Voyant qu'il ne pouvait, avec ses faibles troupes, repousser les Turcs dans un combat régulier, Markos Botzaris essaya de les surprendre.

Dans la nuit du 20 août, les Grecs ayant pénétré dans le

camp turc, dispersèrent les Ottomans qui, pris de terreur, n'opposèrent qu'une faible résistance.

Malheureusement ce succès n'était pas sans larmes, Markos Botzaris l'avait payé de sa vie.

A la suite de la mort de Markos Botzaris, ses troupes, découragées, ne purent s'opposer à la marche des Turcs qui, le 9 septembre, arrivaient devant Missolonghi.

Considérant, par suite de leur échec de l'année précédente, cette ville comme imprenable, les Turcs décidèrent de se rendre maîtres d'Anatoliko d'où ils avaient l'intention de s'embarquer pour Patras.

Cette petite ville d'Anatoliko située sur une lagune, sans fortifications, sans vivres, (1) et défendue seulement par 400 hommes sous les ordres de Travellas, semblait incapable de résister. Cernée du côté de la terre par Moustapha et Omer Vrione, elle fut sauvée par suite de l'inaction de Chosrew Pacha qui, effrayé par les navires grecs enfin arrivés, resta à Patras. La mer étant ainsi devenue libre, des convois d'armes et de vivres arrivèrent à Anatoliko et empêchèrent ainsi cette ville de tomber entre les mains des Turcs, pour lesquels elle eut été de la plus grande importance.

La saison en effet, était avancée et Moustapha était pressé de s'emparer d'un port d'où il pourrait enfin embarquer ses troupes pour la Morée. Il semblait toucher au terme de ses vœux. Malgré les nombreux convois reçus, Anatoliko était incapable de prolonger la résistance. La ville manquait d'eau. Un hasard providentiel devait là, encore, sauver les Grecs. Un boulet turc étant en effet tombé sur l'église de l'Archange St-Michel, ouvrit le sol d'où, à la stupéfaction générale, une source d'eau claire jaillit avec abondance (2).

Renouvelant alors la tactique qui leur avait si bien réussi, devant Argos et Corinthe, les Grecs commencèrent à faire le vide autour des assiégeants. La flotte turque restant immobile, la famine se fit bientôt sentir dans le camp ottoman. Enfin, dans la nuit du 12 décembre 1825, un terrible orage ayant éclaté, les Turcs, saisis de terreur, levèrent précipitamment le siège d'Anatoliko, abandonnant devant la ville leurs canons, leurs fusils et leurs munitions. A la suite de cet échec, Chosrew Pacha fit voile vers Constantinople.

---

(1) *Baedecker. Greece*, p. 31.

(2) *Gervinus. Insurrection et Régénération de la Grèce*, T. I., p. 594.

Les Turcs venaient de montrer, une fois de plus, leur impuissance.

Leurs deux dernières armées, sur lesquelles ils fondaient tant d'espoir venaient, en effet, d'avoir le même sort que celles d'Omer-Vrione et de Dramali.

*
* *

Les querelles intestines, un moment interrompues par la présence des troupes turques au sud de la Grèce continentale, reprirent de plus belle, dès que le danger d'une invasion de la Morée eut été définitivement écarté.

La scission entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée législative devint chaque jour de plus en plus sensible.

Le gouvernement, qui, vers la fin de 1823, s'était rendu à Nauplie, était en fait, entre les mains de Colocotronis. L'inaction de ce vaillant chef, durant toute la campagne de 1823, avait ébranlé son autorité et fait oublier, en partie, sa conduite si méritoire de l'année précédente.

Quant à l'Assemblée législative, elle avait, au mois de novembre 1823, quitté Salamine pour se fixer à Argos.

Voyant que l'autorité de Colocotronis avait considérablement perdu de son importance, l'assemblée législative décida de se débarrasser par un coup d'état de ce gouvernement qui, partout et en tout, lui faisait de l'opposition.

Deux membres seulement de l'exécutif, Petro Bey et Sotiris Charatampis, étaient restés à Nauplie pour régler les affaires courantes, (Zaimis s'était rendu à Kalavryta, et Metaxas et Colocotronis à Caritena) l'assemblée prétendit que la constitution, qui exigeait, pour le réglement des affaires publiques, la présence d'au moins trois membres de l'exécutif, avait été violée. En conséquence elle destituait Métaxas et le remplaçait par Kolettis (17 décembre 1823), d'origine moldo-valaque, dont l'honnêteté et le sang froid devaient faire une des figures politiques des plus distinguées de la Révolution hellénique (1).

Répondant à un coup d'Etat par un autre, Petro Bey et Sotiris Charatampis proclamèrent, à leur tour, la dissolution de l'assemblée législative, sous prétexte que le quantum de députés exigé aux séances par la constitution (soit plus des deux tiers) n'était ordinairement plus atteint. En même temps, ils chargeaient (10 décembre) Panos Colocotronis et Nikitas de se rendre à Argos pour, en cas de

(1) *Hertzberg. Geschichte Griechenlands*. T. III. p. 368.

résistance, dissoudre l'assemblée par la force et arrêter les principaux membres.

Le 12 décembre, Panos Colocotronis et Nikitas, pénétraient à la tête de 200 hommes dans la salle des séances, s'emparaient des archives (2) et dispersaient les députés qui se réfugiaient à Hermione.

Le 18 janvier 1824, les députés, réunis à Hermione, proclamaient solennellement la déchéance de l'ancien gouvernement et procédaient immédiatement à la nomination d'un nouveau pouvoir exécutif (1).

Le nouveau gouvernement était ainsi composé :

Georgios Kontouriotis était nommé président.

Les autres membres étaient.

Botassis de Spetzia.

Nikolaos Lontos, primat civil de la Morée.

Kolettis, chef des Rouméliotes.

Zaimis, qui devait bientôt être remplacé par Spiliotakis.

Quant à l'ancien gouvernement, il prétendait que l'assemblée d'Argos ayant été régulièrement dissoute, et aucune élection générale n'ayant eu lieu depuis, l'assemblée d'Hermione n'était composée que de simples particuliers et non des représentants de la Grèce. Il considérait donc tous les actes de cette assemblée comme nuls et non avenus. Mais, le besoin d'une assemblée législative se faisant sentir, il convoquait le peuple à de nouvelles élections, en même temps qu'il transportait à Tripolitza le siège du gouvernement.

La Grèce avait ainsi deux gouvernements l'un à Hermione, l'autre à Tripolitza qui se reprochaient mutuellement d'être illégal.

Les membres du parti civil, ou du nouveau gouvernement, qui traitaient leurs adversaires de « Klephtes », appellation naguère en honneur, mais qui maintenant était devenue un terme de mépris, étaient à leur tour désignés par les partisans de Colocotronis, sous le nom de « Phanariotes ».

Malgré cela, le nom de rebelles (αντάρται) resta au parti militaire.

---

(2) Les archives ne devaient pas rester longtemps entre les mains de l'exécutif, car elles étaient, peu de jours après, habilement enlevées à Nikitas par son beau frère, Zacharopoulos, et restituées à l'assemblée.

(1) *Tricoupis.* Ἱστορία τῆς Ἑλληνικῆς ἐπαναστάσεως *London 1853-57*, t. III, p. 377.

L'issue de la lutte entre ces deux partis ne pouvait pas être douteuse.

Tandis que Colocotronis voyait, en effet, le nombre de ses partisans décroître de jour en jour, pour ne se composer bientôt plus que de quelques bandes du Péloponèse, le nouveau gouvernement sentait ses forces s'accroître continuellement. Outre l'appui des insulaires, il pouvait encore compter sur l'aide de Mavrocordato, alors à Missolonghi et, plus que jamais, partisan de l'ordre. Tous ceux qui avaient reçu quelque instruction, ou avaient la moindre fortune, se rangèrent, ainsi que la presse de Missolonghi, et celle d'Hydra, qui date de cette époque, du côté de l'assemblée législative.

Aussi, à la suite de quelques escarmouches, sans importance du reste (car les soldats n'étaient d'aucun parti) Colocotronis rendait (fin juin 1824) la ville de Nauplie et faisait sa soumission au nouveau gouvernement d'Hermione (1).

Le triomphe de l'assemblée législative avait en outre été dû, en grande partie, à la réussite d'un emprunt de 800.000 livres sterling couvert à Londres en avril 1824.

Cet emprunt, détestable opération pour les capitalistes anglais, (2) rendit d'immenses services au parti civil grec.

Les Turcs une fois repoussés, le nouveau gouvernement se servit en effet de l'argent anglais pour lutter contre Colocotronis et accroître le nombre de ses partisans. C'est pourquoi sir Henry Lytton Bulwer, futur ambassadeur anglais à Constantinople (3), voyant que l'on détournait ces sommes de leur destination, s'empressa de charger le gégénal Gordon d'en surveiller l'emploi. Mais Gordon refusa. « Les chefs grecs, répondit-il à Bulwer, sont tous des voleurs qui emploient l'argent anglais dans leur intérêt personnel, au lieu de s'en servir pour la cause de la Patrie... aussi je ne veux avoir rien de commun avec ces gens là » (4).

Le second effet, autrement plus important que le précédent, de la réussite de l'emprunt grec à Londres, fut d'entraîner, par le seul fait de sa négociation, la reconnaissance tacite de la part du gouvernement anglais :

---

(1) *Isambert. L'Insurrection grecque et l'Europe*, p. 172.

(2) La Grèce devait en effet payer à l'Angleterre, à la suite de cet emprunt, un intérêt annuel de 40.000 liv. st. alors que les revenus totaux de la Grèce, durant l'année 1823, étaient seulement de 80.000 liv. st.

(3) *Sir Henry Lytton Bulwer. An autumn in Greece*, 8 vol. London 1826.

(4) *Gordon. History of the Greek Revolution*, p. 72.

1° Du nouvel Etat grec ;

2° Du gouvernement civil, comme gouvernement légal de ce pays.

L'emprunt de Londres n'avait été en effet contracté ni par un particulier, ni par la Turquie, mais par la Grèce : non pas la Grèce, province turque, mais la Grèce, état indépendant.

Une province d'un Etat ne peut en effet, que très rarement, faire un emprunt à l'étranger, emprunt qui doit du reste toujours être approuvé par le gouvernement central. Or, ici, la Turquie était loin d'être favorable à la créance de l'Angleterre. En outre, comme un emprunt ne se négocie pas du jour au lendemain, mais exige au contraire des négociations longues et compliquées ; comme, d'autre part, l'Etat, être abstrait, ne peut négocier que par l'intermédiaire d'hommes chargés de la direction des affaires publiques, le gouvernement anglais, par le fait même qu'il entrait en pourparlers avec ces hommes, les reconnaissait comme investis de la direction des affaires publiques en Grèce. Or des hommes exerçant ces fonctions ne sont autres que les membres du gouvernement, quelque nom qu'on veuille leur donner.

La reconnaissance tacite résulte en effet du simple fait de nouer des relations avec le nouvel Etat en entamant des négociations avec lui (1). Par la réussite de l'emprunt grec à la suite de négociations, le gouvernement anglais reconnaissait donc le nouvel Etat grec et son gouvernement.

Contre cette théorie on nous fera peut-être remarquer que, lors de la guerre franco-allemande de 1870, le gouvernement de la Défense nationale émit un emprunt, couvert à Londres, sans que pour cela les puissances reconnussent *expressément* ce nouveau gouvernement.

A cela, il suffira de remarquer que Lord Granville, en acceptant le 14 septembre 1870 les pouvoirs de M. Thiers, envoyé en mission, « bien qu'il ne dut pas le faire », l'assurait, *qu'en fait,* les relations seraient les mêmes que s'il y avait eu reconnaissance. Or, puisque les résultats qu'amène la reconnaissance devaient, au dire même de Lord Granville, se produire, le gouvernement anglais reconnaissait par là même, en 1870, le gouvernement français, sinon *expressément,* du moins *tacitement*. On ne saurait, en effet, reconnaître les effets sans admettre la cause. Ce qui devait se passer en France, en 1870, n'était que la répétition de

(1) *Despagnet. Cours de droit international public,* p. 87.

ce qui avait eu lieu en Grèce où l'Etat grec, reconnu tacitement à la suite de cet emprunt, ne devait l'être expressément qu'en 1829. Il ne faut, du reste, voir là que des réserves d'une portée plus politique que juridique, car, pour nous, une simple négociation avec un gouvernement de fait implique sa reconnaissance.

Cet emprunt grec avait, du reste, été précédé par un acte qui, lui aussi, indiquait l'évolution du gouvernement britannique en faveur de la Grèce.

Le 25 mars 1823, George Canning, qui avait succédé à Castlereagh à la tête du Foreign Office, avait officiellement reconnu le blocus établi par les Grecs l'année précédente.

Or, reconnaître le blocus, c'était cesser de regarder les Grecs comme des rebelles pour les considérer désormais comme des belligérants. Ce fait, et aussi celui de laisser émettre un emprunt à Londres, montraient bien à l'Europe que le nouveau ministère anglais était tout au moins résigné à une politique grécophile, toute opposée à celle suivie jusqu'alors.

***

Tandis que les Plénipotentiaires, réunis à Vérone, se refusaient à entendre les réclamations des Grecs, un changement important s'opérait à Constantinople.

La Porte, merveilleusement renseignée sur tout ce qui se passait au congrès (1) n'avait pas voulu attendre plus longtemps pour témoigner à l'Europe sa reconnaissance, relativement à l'appui moral qu'elle lui avait donné en se refusant à recevoir Metaxas.

Aussi, au début de novembre 1822, le favori Chalet-Effendi, le plus ardent partisan d'une guerre contre la Russie, l'adversaire déclaré de toute concession aux chrétiens, était-il accusé d'avoir soustrait des rapports à Khurshid Pacha et envoyé en exil à Iconium (2).

Le nouveau vizir, Abdoullah Pacha, homme doux et pacifique, s'empressa d'adopter un système de politique entièrement différent de celui de son prédécesseur. Espérant réaliser par la clémence ce que Chalet-Effendi n'avait pu obtenir par la violence, il commença par ordonner aux Pachas d'Europe et d'Asie mineure de ménager et de protéger les rayas.

---

(1) Nous verrons bientôt que c'était Gentz qui la tenait au courant de la politique européenne. V. p. 127.

(2) Où il était mis à mort peu de temps après.

En même temps, pour bien montrer ses intentions pacifiques et conciliantes, Abdoullah Pacha faisait parvenir à Lord Strangford (1) une note lui annonçant que « les hospodars avaient été nommés et installés dans leurs chefs-lieux de juridiction et *que l'évacuation des Principautés avait eu lieu en même temps* (2) ».

La Russie obtenait donc ainsi satisfaction sur le quatrième point de l'ultimatum russe.

Strangford s'empressa de faire part de ce succès à Nesselrode. En même temps,il insistait dans son message sur la reprise des négociations diplomatiques entre la Russie et la Porte.

Mahmoud venait, en effet, d'acquiescer à la dernière demande du Tzar et il semblait que rien ne s'opposât désormais à l'envoi d'un ambassadeur russe à Constantinople.

*
* *

Le rétablissement des relations diplomatiques aurait, en ôtant aux Grecs tout espoir d'un conflit gréco-turc, été un nouveau triomphe à l'actif de Metternich. La nomination du successeur de Stroganof aurait été, en effet, l'enterrement des veilléités belliqueuses d'Alexandre. Les secours russes définitivement écartés, rien ne semblait devoir s'opposer dès lors, à l'écrasement des rebelles. L'Europe à Vérone ne s'était-elle pas désintéressée de la question ?

Mais, pour réussir dans sa politique, endormir le Tzar et pousser le Sultan à terminer au plus tôt cette fâcheuse insurrection, Metternich avait besoin d'user d'une double diplomatie.

L'une, officielle, patente fut confiée à M. d'Ottenfels, le nouvel internonce à Constantinople (3). Elle devait tendre à approuver et à louer toutes les décisions issues de St-Pétersbourg. C'était elle qui avait présidé en quelque sorte à la rédaction du mémorandum du 19 avril 1822, par lequel l'Autriche affectait de prendre en main la pacification de la Grèce. C'était encore elle, qui était chargée de faire paraître dans « der Beobachter » journal officiel autrichien, des notes sur la situation politique de la Grèce, où, malgré ses efforts d'impartialité, on voyait ses sympathies pour les Turcs surgir à tout moment.

(1) Lord Strangford de retour de Vérone, venait de rejoindre son poste à Constantinople.

(2) Note à Lord Strangford du 25 février 1823.

(3) Il venait de remplacer de M. Lutzow.

L'autre clandestine, officieuse, consistait à tenir la Porte au courant de tout ce qui se passait dans les cours européennes et à détruire, en dénaturant plus ou moins les faits, l'influence russe à Constantinople.

M. Gentz était chargé de cette mission.

C'était lui qui rédigeait les notes destinées à la Russie, notes qui n'étaient remises aux grands vizirs qu'après avoir passé sous les yeux de Metternich.

C'était encore lui qui poussait le Sultan à faire des concessions aux Grecs, quitte à ne pas les observer plus tard lorsqu'il serait le plus fort. Il fallait en effet, éviter avant tout, qu'un fâcheux événement ne ramenât en Orient l'attention du Tzar, momentanément égarée en Espagne et étouffer au plus tôt l'insurrection hellénique.

Aussi, Metternich désirait-il, de toute son âme, l'envoi d'un ambassadeur à Constantinople, ce qui aurait été, en même temps que le triomphe de sa politique, « l'enterrement en silence de cette question grecque », solution pour laquelle il luttait depuis trois ans.

*
* *

Gentz et Metternich savouraient encore les délices de leur triomphe, lorsque les deux soutiens de leurs espérances, Castlereagh et Alexandre leur firent tour à tour défaut.

L'Angleterre, en qui Metternich croyait avoir une alliée fidèle contre les Russes et les Grecs, lui ménageait les plus grandes déceptions. Castlereagh, en effet, qui, dans les dernières années de son ministère, avait, affaibli par la maladie, suivi sans résistance la politique de la Sainte-Alliance, venait de se couper la gorge à l'apogée des victoires de Vienne (1).

Son successeur était George Canning. Tory libéral et élève de William Pitt, il avait, étant encore étudiant à Eton, chanté dans des élégies l'esclavage de la Grèce. Plein d'aversion pour le Chancelier d'Autriche et pour sa politique, Canning, en outre, n'était point systématiquement hostile à l'esprit de la Révolution.

Convaincu que la propagation des idées constitutionnelles ne pouvait, en aucun cas, être un danger pour son pays, où le régime parlementaire était si fortement établi,

---

(1) Il se donna la mort le 12 août 1822 dans son château de North-Cray-Palace.

il estimait, qu'il y avait pour l'Angleterre plus d'intérêt à exploiter les idées libérales qu'à les combattre.

Anglais avant tout, uniquement préoccupé d'augmenter la puissance de sa patrie, il voulait être libre de la servir chaque fois qu'il en trouverait l'occasion. Aussi répugnait-il à tout compromis qui, comme la Sainte-Alliance, lui aurait lié les mains.

L'esprit logique et clairvoyant de cet homme d'Etat prévoyait que l'insurrection hellénique n'était que le prélude du soulèvement général des autres chrétiens de l'Empire ottoman. Or, s'opposer de parti pris à l'émancipation des populations chrétiennes des Balkans, c'était s'opposer à l'évolution fatale de l'histoire. La vraie politique consistait donc à profiter du moment où le Tzar, par son indécision, laissait échapper le protectorat qu'il avait toujours revendiqué sur les peuples orientaux, pour substituer l'influence anglaise à la prépondérance russe, tous les jours décroissante.

Les Grecs étaient fort reconnaissants à l'Angleterre des efforts faits, en dernier lieu, en faveur de leur cause. Les articles des journaux anglais, de plus en plus philhellènes, les discussions à la Chambre des Communes où le gouvernement ottoman était souvent fort malmené, la reconnaissance du blocus, établi par les Grecs, les négociations de leur emprunt à Londres, tout cela enthousiasmait les hellènes qui, détournant la tête de Saint-Pétersbourg, concentraient tous leurs regards sur Londres.

Devant ces sympathies du peuple grec, Canning résolut de porter un coup direct à la politique russe ; aussi le commodore Hamilton, placé à la tête de l'escadre anglaise de l'Archipel, reçut l'ordre d'essayer de supplanter l'influence russe et de proposer à Metaxas une médiation anglaise. Mais les Grecs, pénétrés de défiance pour une amitié si récente, refusèrent (1).

***

Les menées de l'Angleterre n'échappèrent pas à Alexandre et sa haine pour Canning s'en accrut d'autant.

La politique arrogante de l'Angleterre durant les conférences de Vérone avait profondément irrité le Tzar (2). L'attitude de Canning vis-à-vis des colonies espagnoles,

(1) *Metaxas. Mémoires*, p. 144.

(2) Wellington avait dit, en effet, que le Tzar ne ferait la guerre ni en Espagne ni en Orient.

dont il encourageait l'esprit révolutionnaire, ses efforts et ses mesures pour faire échouer l'expédition française en Espagne (1) avaient achevé de mécontenter l'Empereur et rendu toute entente anglo-russe momentanément impossible.

Se détachant de l'Angleterre, Alexandre fut fatalement conduit à se retourner du côté de la France. Aussi ses entretiens avec de la Ferronnays devinrent-ils désormais plus fréquents et plus cordiaux.

L'expédition d'Espagne lui avait, en outre, montré que l'armée française était loin d'être aussi indisciplinée et aussi désorganisée que Metternich s'était plu à la lui représenter. La France, dépeinte sous de si tristes couleurs, semblait revenir à des idées monarchiques et cette réaction remplissait de joie l'autocrate russe.

Le fait d'une expédition française envoyée pour rétablir un roi sur son trône, montrait bien, en effet, que le parti libéral n'était pas tout puissant en France.

Alexandre cessait donc de regarder la France comme une incorrigible révoltée et, insensiblement, se rapprochait d'elle.

Il avait, en outre, été fort satisfait de la conduite des Espagnols durant l'expédition française. Leur faible résistance avait prouvé, mieux que tous les rapports et tous les discours, qu'ils n'étaient nullement disposés à lutter et à mourir pour la liberté.

Rassuré donc sur l'Occident, le Tzar concentra désormais toute son attention sur l'Orient.

Comme à son retour de Laybach, l'Empereur, à la suite du Congrès de Vérone, avait été pris de remords. Sa conscience religieuse était entrée en lutte avec sa conscience politique.

Echappé aux sermons de Metternich, il se plut de nouveau à écouter la morale hérétique de Pozzo di Borgo et les lettres de Genève devinrent de plus en plus fréquentes (2).

Le parti militaire, le clergé, reprirent espoir et l'Etat-major dut arrêter, à nouveau, le plan d'une expédition en Turquie.

Cette nouvelle évolution d'Alexandre, qui devait être la

---

(1) Le 26 février 1823, Canning, pour permettre aux espagnols de résister aux troupes françaises, avait levé l'interdiction de toute importation d'armes dans la péninsule ibérique.

(2) Capodistrias, qui était à Genève, entretenait une correspondance suivie avec Alexandre.

dernière, stupéfia Metternich, qui pourtant ne s'étonnait pas facilement. Le grand chancelier, en effet, n'aurait jamais cru que la versatilité de l'autocrate russe allât jusqu'à se modifier toujours et sans cesse suivant son entourage.

*
* *

Trois nouvelles difficultés vinrent fortifier les dispositions belliqueuses du Tzar.

Contrairement à la note du 25 février 1823, l'évacuation complète des Principautés n'avait pas eu lieu.

Des troubles ayant éclaté, des brigands s'étant de nouveau montrés et l'hétairie, à peu près oubliée, ayant essayé de renaître de ses cendres, le Sultan crut que la sûreté des populations exigeait la présence des troupes ottomanes. Aussi 3.000 hommes étaient-ils restés disséminés dans les Principautés. Malgré les raisons pratiques qui expliquaient parfaitement la décision de Mahmoud, Alexandre protesta.

Une seconde mesure prise par le Sultan devait encore déplaire davantage au Tzar. Un certain nombre de navires de puissances secondaires, qui naviguaient sous pavillon russe, venaient d'être arrêtés et visités, soit dans la mer Noire, soit lors de leur passage dans les détroits.

Le traité de Koutchou-Kainardji de 1774 avait accordé aux navires russes, et aux navires russes seulement, le droit de franchir le Bosphore et les Dardanelles. Mais à côté de ce droit s'était établi un privilège de fait qui consistait à permettre aux bâtiments napolitains, sardes, portugais, espagnols, grecs, de franchir les détroits sous pavillon russe. C'était contre ce *droit de simulation* que la Porte voulait protester.

Ce droit de visite réclamé par les Turcs se divisait en deux parties :

1. Celui exercé dans les Détroits.

2. Celui pratiqué dans la mer Noire.

Pour le droit de visite exercé par la Turquie dans les Détroits, il y avait à considérer tout d'abord, la direction suivie par le navire visité, nous voulons dire par là qu'il fallait distinguer si le bâtiment se rendait de la mer Noire dans la mer Egée ou de la mer Egée dans la mer Noire (1).

(1) Il y a un autre cas, en droit international, où la direction du navire joue un rôle important, nous voulons parler de l'établissement d'un blocus. Il est, en effet, de règle, à peu près générale, que les vaisseaux

La Turquie, ayant une révolte à étouffer, avait le droit de veiller à ce que la Russie n'envoyât ni armes ni munitions aux insurgés grecs. De plus, vu l'importance de l'insurrection, la Porte avait le droit de se considérer comme sérieusement menacée et d'appliquer, vis-à-vis des Grecs, les lois en vigueur entre belligérants.

Elle pouvait donc arrêter les navires neutres se dirigeant de la mer Noire vers la mer Egée et s'assurer, par la visite, de leur cargaison.

Un Etat pouvant, en effet, mettre le blocus devant ses ports aux mains des insurgés (ce qui a pour effet d'arrêter tout commerce neutre avec cette place) peut, par là même, recourir à la visite, mesure beaucoup moins rigoureuse puisqu'elle ne s'applique qu'à quelques navires seulement que leur attitude ou leurs précédents font soupçonner. Le droit de visite doit, en effet, toujours être exercé de la façon la plus large.

Dans les circonstances actuelles, cette visite était d'autant plus légitime qu'elle était pratiquée dans les eaux territoriales turques.

Mais, pour les navires allant de la mer Egée dans la mer Noire, la question était toute autre. Les insurgés ne se trouvaient plus, en effet, sur les rives de la mer Noire, et, des côtes de cette mer, aucun secours ne pouvait leur parvenir.

Aussi, les règles à appliquer aux navires se dirigeant vers la mer Noire, où ils ne pouvaient fournir, nous le répétons, aucune aide à l'insurrection, n'étaient pas celles d'un Etat en guerre, mais celles d'un Empire en paix (1).

La Turquie, on ne saurait l'oublier, n'était pas en présence d'une guerre avec une puissance étrangère; mais en face de la révolte d'une de ses provinces, elle devait donc faire preuve de discrétion et ne pas étendre au delà du théâtre de la lutte, les droits que la belligérance lui conférait.

De plus, la théorie de la continuité de voyage, soutenue pour la première fois par Williams Scott en 1766, ne pouvait pas être invoquée ici. Il était en effet facile de prouver,

---

ancrés dans un port peuvent, durant un certain délai, gagner la haute mer, tandis que les bâtiments venant du large se voient refuser toute entrée dans la rade de la place bloquée.

(1) Une distinction analogue fut faite, quelques années plus tard, lors de la guerre russo-turque de 1828. La flotte russe de la mer Noire était, en effet, en hostilités avec la Porte tandis que celle de la mer Adriatique prétendait continuer à rester en paix avec le Sultan.

par suite de la situation des troupes ottomanes, l'impossibilité matérielle pour les Grecs de recevoir des secours des bords de la mer Noire.

En outre, la contrebande de guerre ne se serait pas amusée à faire un tel crochet et à prendre une semblable voie.

Enfin, depuis 1774, la situation des Détroits s'était modifiée.

Un traité passé avec l'Angleterre en 1809, avait accordé le libre passage des détroits à tous les navires de commerce (1).

Cette décision éminemment juste devait, du reste, être confirmée de nouveau par la Convention des Détroits du 13 juillet 1841.

Les détroits faisant communiquer deux mers libres doivent, en effet, être ouverts, sans entrave, à la navigation innocente, bien que les deux rives appartiennent au même Etat et que le passage soit assez étroit pour que toutes ses eaux soient territoriales.

Les Détroits étant libres et les règles des états en paix devant être appliquées aux navires se dirigeant vers la mer Noire, la Turquie n'avait pas le droit de visiter les navires battant pavillon russe (2).

Mais si le droit de visite était refusé à la Turquie, le droit d'*enquête sur pavillon* devait lui être parfaitement reconnu.

Les navires traversant ses eaux territoriales, elle avait le droit de s'assurer, par mesure de police, de leur nationalité. Le traité de Kioutchou-Kainardji avait accordé aux navires russes différents privilèges que la Porte était libre de refuser aux autres puissances.

Quant au droit de visite, pratiqué dans la mer Noire, il était absolument illégal. Cette mer, baignant le territoire de deux états différents, et communiquant avec la mer Méditerrannée, n'était pas une mer fermée à l'instar de la mer Morte ou de la mer Caspienne.

Les Ottomans n'avaient donc sur la haute mer de la mer Noire, où ils étaient considérés comme étant en paix, ni le

(1) *Despagnet. Cours de droit international public*, p. 457.

(2) Les navires des puissances étrangères ne peuvent être visités en temps de paix que dans le cas d'une convention passée dans ce sens entre l'Etat du bâtiment visiteur et celui du vaisseau visité. Or, la Porte n'avait jamais passé de semblable convention.

droit de visite, ni même le droit d'enquête sur pavillon.

En même temps que le Sultan ordonnait la visite des bâtiments portant pavillon russe, il remettait en vigueur une ancienne prescription tombée en désuétude.

Cette troisième mesure devait être la plus préjudiciable au commerce russe.

Un firman annonçait en effet que, désormais, toute marchandise déchargée d'un navire étranger dans un port ottoman devait, en cas de transbordement, être rechargée, non sur un autre bâtiment européen, mais à bord d'un navire turc.

Cette restriction à la liberté des neutres était fort préjudiciable à la Russie et à l'Angleterre. Des navires côtiers russes, qui pouvaient résister aux vents de la mer Noire, mais étaient incapables de lutter contre les tempêtes de la Méditerranée, avaient,depuis longtemps, pris l'habitude de transborder sur de gros bâtiments anglais leurs marchandises. Le firman de Mahmoud, en empêchant ce transbordement, fermait aux russes leurs débouchés en occident et portait, par là même, un coup désastreux au commerce de la Russie méridionale. Les navires turcs étaient en effet dans un tel état que l'on ne pouvait songer à leur confier des marchandises. Faisant eau de toutes parts, montés par des hommes qu'avec la meilleure volonté du monde il était impossible d'appeler des marins, commandés par des officiers pas même aptes à lire une carte, les bâtiments ottomans étaient absolument incapables de faire une longue traversée.

Le Tzar s'empressa donc de protester contre ces mesures qui menaçaient de ruiner les plus riches provinces de son empire et chargea Strangford d'exiger le retrait de ces nouvelles vexations.

Depuis le départ de Stroganof, Strangford avait en effet été chargé de la défense des intérêts russes à Constantinople. Son influence était du reste telle auprès de la Porte que Metternich l'avait également prié de représenter l'Autriche dans toutes les négociations délicates.

Communiquant directement avec Canning, Metternich et Nesselrode, Strangford semblait tenir entre ses mains les destinées pacifiques ou guerrières de l'Europe.

Entre temps, Metternich ayant montré au Tzar les avantages qu'il retirerait du rétablissement des relations diplomatiques avec la Turquie, Alexandre envoyait un message à Strangford lui disant qu'il était prêt à désigner un am-

bassadeur pour Constantinople à la simple condition « que le commerce fut affranchi de toute entrave, et que la liberté de la navigation dans la mer Noire fut rétablie (1) ».

C'était là, après l'Ultimatum et les demandes de Vérone, une *troisième série* de conditions.

Strangford s'empressa d'insister de toutes ses forces sur le rappel des mesures préjudiciables au commerce européen.

A ces réclamations, la Porte fit la sourde oreille.

La nouvelle politique de Canning avait en effet considérablement diminué l'influence de Strangford. « Les Turcs ne m'écoutent plus », disait-il mélancoliquement à Metternich et, de fait, le Reis Effendi se refusait à toute nouvelle concession (2).

Voyant que la douceur ne pouvait vaincre l'entêtement du Divan, Strangford se décida à brusquer les choses.

Le 11 août 1823, il envoyait au Grand Vizir (3) une note dans laquelle, après s'être plaint de la manière dont la Porte avait jusqu'alors reçu ses réclamations, il menaçait de quitter son poste si satisfaction immédiate ne lui était pas accordée.

En même temps, pour montrer qu'il était décidé à rompre toutes relations, il envoyait sa famille à Marseille (4).

Une fois de plus, un langage énergique devait avoir raison de la mauvaise volonté des ministres ottomans.

Le 30 août, Djanib venait annoncer à Strangford que le Sultan, désireux de montrer aux puissances, *par une série de faits*, son réel désir d'aplanir toutes les difficultés, s'était décidé à céder une troisième fois à la Russie et à accorder la libre navigation de la mer Noire à *toutes* les puissances qui en feraient la demande.

Le Tzar, obtenait donc gain de cause et Strangford, persuadé que la reprise des rapports diplomatiques devait forcément suivre ce succès de la politique russe, crut que cette dernière concession du Sultan était *l'acte final des négociations*.

Il se trompait.

---

(1) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce*, T. I, p. 549.

(2) *Viel-Castel. Histoire de la Restauration*, T. XIII, p. 19.

(3) *Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls der Griechen*. T. IV p. 36.

(4) *Isambert. L'Insurrection grecque et l'Europe*, p. 157.

*
* *

Au lieu d'un ambassadeur ce fut une *quatrième série* de réclamations qui arrivèrent de Cernowitz à Constantinople.

Le Tzar qui se trouvait, en effet, en conférences avec l'Empereur d'Autriche à Cernowitz, lorsqu'il apprit le résultat heureux des négociations de Strangford (1), considéra dès lors le règlement des questions commerciales, jadis de première importance, comme désormais d'un intérêt tout à fait secondaire.

Par contre, le quatrième point de l'ultimatum russe, « l'évacuation des Principautés » redevint, par un nouveau caprice, son idée fixe, et il voulut dès lors qu'elle précédât l'envoi de son ambassadeur.

En même temps, il remettait sur le tapis la question de la Pacification de la Grèce. Seulement, comme elle intéressait non pas uniquement la Russie, mais encore l'Europe, il proposa de la résoudre dans un Congrès, qui se tiendrait à Saint-Pétersbourg. Nesselrode devait du reste expédier aux puissances un mémoire sur le projet de pacification de la Grèce où il exposerait les désirs de son auguste maître.

Le 10 octobre 1823, Alexandre faisait savoir à Strangford qu'il ne pouvait renouer des relations diplomatiques, tant que les Turcs occuperaient les Principautés. L'évacuation de ces provinces était, en effet, *la seule et unique condition* à laquelle il enverrait un ambassadeur russe. Pour prouver ses intentions pacifiques, il chargeait un conseiller d'Etat, Minciaky, d'aller à Constantinople régler définitivement les questions commerciales (2).

Voyant que le Tzar soulevait une nouvelle difficulté, dès que la question pendante, toujours annoncée comme l'unique dernière, était définitivement résolue, et qu'il n'y avait dès lors aucune raison pour voir la fin de ces interminables négociations, Strangford se retira sous la tente, laissant le pas à l'Internonce.

M. d'Ottenfels entama les négociations mais, n'ayant aucune influence il ne put faire avancer la question.

Le 10 avril 1824, Strangford consentant, enfin, sur les instances du Tzar, à appuyer les réclamations de l'Internonce, remettait à la Porte une note dans laquelle il lui

(1) Metternich malade ne put se rendre à Cernowitz, mais il eut une entrevue à Lemberg avec Nesselrode.

(1) *Archives diplomatiques*, année 1823, p. 31.

demandait, en termes énergiques, l'évacuation des Principautés que la note turque du 25 février 1823 avait annoncée comme déjà accomplie.

Imposant silence à ses ressentiments, Mahmoud, une fois de plus, céda.

Le 27 avril 1824, les troupes d'occupation des Principautés recevaient l'ordre d'évacuer ces provinces.

Un mois plus tard, M. de Ribeaupierre était désigné par le Tzar comme ambassadeur à Constantinople

Le conflit russo-turc semblait définitivement réglé, lorsqu'à la stupéfaction générale, Alexandre, dans une *cinquième série de demandes*, exigea la Pacification de la Grèce.

*
* *

Cette question de *la Pacification de la Grèce* était particulièrement désagréable à la Porte qui, en exécutant une des deux alternatives du Congrès de Vérone, croyait l'avoir définitivement écartée (1). Ses concessions à toutes les déclarations de la Russie constituaient en effet à ses yeux *la série de faits* exigée par les puissances.

Aussi le Sultan était-il décidé à ne pas céder à cette nouvelle réclamation du Tzar. L'évacuation des Principautés fut immédiatement suspendue, tandis que le Grand-Vizir, Ghalib Effendi, était destitué et remplacé par Mehmed-Solim-Siri.

Entre temps, Alexandre avait demandé aux puissances de vouloir bien participer aux conférences qui allaient s'ouvrir à Saint-Pétersbourg. Il les priait de donner, à leurs ambassadeurs en Russie ou à des envoyés spéciaux, pleins pouvoirs pour assister à ces conférences et pour prendre des décisions qui seraient directement communiquées de Saint-Pétersbourg à Constantinople, sans passer de nouveau par les chancelleries.

Le Tzar voulait, par là, s'assurer que si des mesures étaient prises en faveur des Grecs, elles seraient décidées à Saint-Pétersbourg, ce qui aurait pour effet de raviver l'influence russe en Grèce.

Metternich fut pris d'inquiétude. Son mémoire du 19 avril 1822 lui semblait parfaitement clair et suffisant, aussi ne sentait-il nullement le besoin de ces conférences de Saint-Pétersbourg qui, en essayant de résoudre cette question, pourraient, peut-être, détruire toute son œuvre.

---

(1) Supra, p. 109.

D'autre part, tout en regardant le Tzar comme un grand enfant qu'il fallait bercer et endormir, Metternich savait, par expérience, qu'il n'y avait rien à gagner à combattre ouvertement les caprices de l'autocrate (1).

Son ennemi, Canning, devait le tirer d'embarras.

L'invitation du Tzar aux conférences de St-Pétersbourg avait été fort mal accueillie à Londres. Toutefois, pour ne pas opposer à la demande russe un refus catégorique, Canning faisait savoir au Tzar qu'il réserverait sa décision jusqu'à la réception du mémoire de Nesselrode annoncé à Cernowitz.

Metternich crut que cette réponse du Ministre anglais était sa planche de salut. Sachant la versatilité et la lenteur du Tzar, il espérait bien ne jamais voir ce fameux document. Aussi répondit-il à l'Empereur qu'il ne pouvait, lui aussi, rien décider tant qu'il n'aurait pas reçu la communication annoncée de Nesselrode, communication dont, s'empressait-il de dire, il ne voyait nullement la nécessité, son mémoire du 19 avril 1822 lui paraissant avoir suffisamment précisé la situation.

La France et la Prusse envoyèrent également leur adhésion.

Mais l'attitude de l'Angleterre semblait avoir totalement refroidi le zèle du Tzar. Nesselrode ne parlait plus du mémoire et Metternich le crut definitivement enterré.

Aussi, le Grand Chancelier, fut-il désagréablement surpris, en recevant, le 9 janvier 1824, la communication confidentielle de ce document.

Là, ce n'était plus ses propositions vagues et anodines, mais l'exposé clair et précis de la situation des Balkans, en même temps que le premier pas vers l'émancipation de la Grèce. « Les Puissances », y était-il dit, « qui avaient rétabli l'ordre en Espagne et en Italie, devaient faire également cesser l'effusion de sang en Orient. Mais comme, d'une part, on ne pouvait songer à rétablir l'oppression musulmane et que, d'autre part, il ne saurait être question de l'établissement d'un Etat indépendant, qui servirait de refuge et d'exemple aux révolutionnaires européens, la Russie, entre ces deux extrêmes, proposait un moyen terme. Les îles grecques resteraient sous l'empire de leurs anciennes institutions démocratiques; quant à la Grèce proprement dite, elle serait divisée en trois principautés

(1) *Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe*, T. I, p. 217,

qui seraient sous la suzeraineté de la Porte (1). Enfin le Sultan garderait quelques places fortes, tandis que l'administration intérieure serait placée sous la garantie des Puissances (2).

Ce Projet, désigné plus tard sous le nom de « *Projet des trois tronçons* » était appelé à mécontenter et le Sultan et les Grecs. Mahmoud continuait, en effet, d'exiger de ses sujets révoltés une complète soumission, tandis que les Hellènes, eux, devaient repousser avec indignation toute idée de morcellement ou de vasselage.

En outre, le gouvernement russe dévoilait son égoïsme. Il ressortait, en effet, de ce programme que son but était de ne laisser s'établir dans la Péninsule des Balkans aucun Etat assez libre et assez fort pour se suffire à lui-même et se passer du protectorat moscovite. Canning vit la faute que commettait la Russie et comprit tout le parti qu'il pourrait en tirer vis-à-vis des Grecs.

Le 31 mai un journal français « *Le Constitutionnel* » publiait, à la suite probablement d'une indiscrétion du ministre anglais, ce projet des trois tronçons confidentiellement communiqué par le Tzar aux chancelleries européennes.

Cette publication provoqua à Constantinople un vif mécontentement. Le Sultan venait justement de faire appel à Mehemet-Ali Pacha d'Egypte pour étouffer l'insurrection grecque et il ne voulait pas voir les Puissances intervenir au moment où, de nouveau, il se croyait sur de la victoire.

Quant aux Hellènes, tous, sans exception, s'élevèrent violemment contre la proposition russe.

Les Grecs avaient, en effet, lutté, non pour changer de maître, mais pour obtenir cette liberté que leurs chants populaires célébraient comme le plus précieux de tous les biens.

La suppression des sénats locaux votée par l'assemblée d'Astros, avait été favorablement accueillie par tous, et c'était après ce pas décisif vers l'unité, que l'on venait leur proposer de mutiler leur Patrie en trois tronçons placés sous l'autorité haïe de la Porte?

---

(1) Ces trois principautés auraient été :
Hellade Orientale (Thessalie, Béotie, Attique).
Hellade Occidentale (Epire, Acarnanie).
Péloponèse et l'Ile de Crète.

(2) *Tricoupis* Ἱστορία τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπαναστάσεως, T. III, p. 385.

Les secours d'Alexandre, sur lesquels les Grecs avaient si longtemps compté, se résumaient donc, en un projet de démembrement de leur pays. Aussi désormais, désespérant de toute aide russe, se tourneront-ils vers Canning à qui, sur les conseils de Mavrocordato, ils enverront une protestation officielle.

Mais malgré le déplorable accueil fait par les parties intéressées au mémoire russe, Alexandre n'en continuera pas moins à maintenir son projet et, le 17 juin 1824, nous verrons les conférences pour la Pacification de la Grèce s'ouvrir solennellement à St-Pétersbourg.

TROISIÈME PARTIE

INTERVENTION ÉGYPTIENNE

CHAPITRE VII

Quatrième année de lutte

JANVIER 1824 — FÉVRIER 1825

INTERVENTION EGYPTIENNE EN CRÈTE
DEUXIÈME GUERRE CIVILE EN GRÈCE
PREMIÈRES CONFÉRENCES DE ST-PÉTERSBOURG

SITUATION MILITAIRE DE LA TURQUIE. — Epuisement de la Porte. — Dangers d'une prolongation de la lutte. — Mahmoud II fait appel à Mehemet Ali.

VIE DE MEHEMET ALI. — Ses réformes. — Ses collaborateurs français. — Organisation de l'armée égyptienne.

LES EGYPTIENS EN CRÈTE. — Désirs des Crétois. — L'insurrection momentanément étouffée devait reprendre plus tard.

OPÉRATIONS MARITIMES. — Nécessité pour les Ottomans de détruire la flotte grecque. — Chosrew Pacha s'empare de Psara. — Miaulis sauve Samos. — Dissensions entre les chefs Ottomans. — Ibrahim décide d'hiverner en Crète.

OPÉRATIONS MILITAIRES. — Plan général des Turcs. — Ils échouent partout.

LA GUERRE CIVILE EN GRÈCE. — Nouvelle assemblée nationale. — L'ancien gouvernement réélu. — Les Arcadiens donnent le signal de la lutte. — Colocotronis dépose les armes. — Triste fin d'Odyssée. — La révolte est étouffée. — Résultats de cette guerre civile.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — Conférences de St-Pétersbourg — Désirs du Tzar. — Canning hostile à une intervention russe. — Difficultés entre ces deux cours. — Leurs rapports antérieurs. — Politique de Metternich. — Il désire le maintien du statu quo. — Attitude de la France et de la Prusse. — Les conférences de St-Pétersbourg sont suspendues. — Les rapports anglo-russes s'enveniment. — Importance donnée par Canning à la protestation des Grecs. — Stratford Canning. — Rupture entre l'Angleterre et la Russie. — Mécontentement de Metternich. — Joie de Canning. — Tête-à-tête russo-autrichien.

Trois années de guerre avaient suffi pour épuiser complètement l'armée ottomane. Le siege d'Anatoliko, levé au milieu d'une terrible confusion, avait, mieux que tous les rapports des généraux, montré la faiblesse et l'indiscipline des troupes du Sultan.

Les réserves de la Turquie, que l'on croyait inépuisables, étaient presques taries, et il restait à peine 30.000 hommes pour envahir la Grèce.

Or, cette dernière armée, composée du rebut des provinces asiatiques, (l'élite avait depuis longtemps péri devant Janina, Corinthe ou Argos) et d'Albanais d'une fidélité douteuse, semblait, dirigée par des chefs incapables, devoir marcher à un échec certain.

La prudence la plus élémentaire conseillait donc aux Turcs un repos forcé. Mais, ce moment de répit laissé aux Grecs risquait d'encourager la révolte qui, de Grèce, aurait peut-être pu gagner les provinces bulgares et la Macédoine, ce qu'avant tout il fallait éviter.

Sentant son impuissance, et d'autre part la nécessité d'une action énergique, le Sultan se décida, sur les conseils de Gentz, le chef de la diplomatie secrète de l'Autriche, à faire appel (mars 1824) au Pacha d'Egypte, Mehemet-Ali.

*
* *

Mehemet Ali était né en 1773 à Kavala, petite ville de Roumélie.

Il s'occupa tout d'abord du commerce des tabacs et entra ainsi en relations commerciales avec un marseillais du nom de Lion.

Bonaparte, ayant débarqué en Afrique, Mehemet Ali abandonna son négoce et s'engagea comme simple caporal dans l'armée turque d'Egypte.

Les Français une fois expulsés des bords du Nil, Mehemet

Ali fut assez habile pour rester au second plan durant toute la longue lutte qui s'éleva entre la Porte et les Mameluks, désireux de reprendre leur ancienne domination. Chosrew Pacha, que nous avons vu lutter comme amiral turc contre les Grecs, ayant été nommé gouverneur d'Egypte, essaya, en 1801, de se débarrasser par le meurtre des irréconciliables Mameluks de la puissante maison de Mourad Bey. Sa tentative ayant échoué, il fut obligé de fuir et se vit bientôt remplacé par le fougueux chef albanais Tahir Pacha qui, lui, ayant omis de payer la solde de ses soldats, fut assassiné peu après son arrivée au pouvoir (1803).

Du fait de ce meurtre, Mehemet Ali se trouvait être le seul chef des troupes turques. Aussi, grâce à la haute situation qu'il occupait en Egypte et grâce aussi, il faut le reconnaître, aux pressantes démarches du consul de France, Drovetti, la Porte le nommait-elle, en novembre 1806, Pacha d'Egypte.

Vif, remuant et actif, Mehemet Ali résolut de tout faire par lui-même et de transformer l'Egypte en grenier et en entrepôt de l'Orient. Aussi n'hésita-t-il pas à introduire dans son Pachalik la civilisation européenne. Grâce à son habileté, il réussit là où tous les Sultans avaient jusqu'alors échoué. Il parvint, en effet, par une habile diplomatie, à unir dans son administration les progrès économiques et militaires des européens aux coutumes et aux traditions de sa race.

Reconnaissant à la France des démarches qu'elle avait faites pour le hisser au pouvoir, il résolut de la faire participer à la rénovation de l'Egypte.

Sachant que la renaissance de l'agriculture, devait précéder tout développement commercial, Mehemet Ali commença par faire déblayer les anciens canaux, en même temps qu'il chargeait quinze cents horticulteurs, pour la plupart français, d'aller porter dans les provinces les bonnes méthodes agricoles.

Toujours guidé dans le choix de ses collaborateurs par ses sympathies pour la France, il confia à un français, M. Jumel, le soin d'importer et de propager la culture du coton dans la vallée du Nil, tandis qu'un autre français, M. Linat, recevait la direction des travaux publics.

En même temps il créait une école de médecine sous la direction d'un médecin français du nom de Clot, et un institut vétérinaire, sous la haute surveillance d'un autre Français, M. Hamont.

Enfin, l'élite de la jeunesse égyptienne se rendait à Paris

pour s'instruire et formait, sous les auspices de M. Jomard, le premier noyau de cette intéressante « Mission Egyptienne ».

L'Egypte, développée et organisée, il restait à la mettre à l'abri d'un coup de main.

Le subit développement de ce Pachalik n'avait pas été sans inquiéter vivement le Sultan et Mehemet Ali se rendait parfaitement compte que la proscription d'Ali de Tépélen n'était que le prélude d'une attaque contre lui-même; aussi, s'empressa-t-il d'équiper et d'organiser une armée. Ses préparatifs militaires remplirent les Grecs d'espoir. Une insurrection égyptienne, en immobilisant les quelques régiments turcs qui n'étaient pas retenus devant Janina, aurait en effet mis le Sultan dans l'impossibilité absolue de faire face à l'insurrection hellénique. Mais, Mehemet Ali jugea plus prudent de tenir pour le moment le juste milieu entre la vassalité complète et la révolte et d'attendre, avant de jeter le masque, que l'instruction de son armée fut achevée (1).

De même que l'administration de l'Egypte avait été confiée à des Français, de même la création de l'armée égyptienne fut placée sous la direction d'anciens officiers de Napoléon.

Les forces militaires de Mehemet Ali avaient été, au début, uniquement composées de nègres captifs et de Soudanais, mais ces hommes, cruels et indisciplinés, furent dans la suite remplacés par des « fellahs » (2).

Vêtus de pantalons bouffants, chaussés de pantoufles rouges, portant une petite veste collante sur les épaules, un fez sur la tête, un fusil et une giberne en bandoulière, ces cultivateurs civilisés faisaient une assez bonne impression.

Les officiers, eux, pris dans le corps des Mameluks étaient éduqués par des instructeurs français dont les plus célèbres furent les généraux Livron, Royer, le colonel Gaudin et surtout le colonel Sèves, plus tard, Souleiman Bey (3).

(1) *Mengin. Aperçu général sur l'Egypte.* T. II, p. 240.

(2) Paysan laboureur égyptien.

(3) Sèves, ancien officier français, ayant essayé de délivrer le général Ney, se vit obligé, à la Restauration, de quitter la France. Il se rendit alors en Egypte, où son courage et ses capacités le firent bientôt remarquer par Mehemet Ali. Voulant faire de son instructeur un des chefs de son armée, le Pacha d'Egypte obtint de Sèves qu'il devint musulman. Dès lors, Souleiman Bey but son vin en cachette, mais organisa publiquement son harem.

De même que l'armée, la flotte, elle aussi, fut complètement réorganisée par un Français, Letellier, qui, en outre, contribua en grande partie à transformer en docks militaires le paisible port d'Alexandrie. Possédant 90,000 hommes et une flotte splendide, munie des derniers perfectionnements, Mehemet Ali pouvait devenir pour les Grecs un terrible adversaire. Aussi, ces derniers furent-ils saisis de découragement en apprenant la prochaine arrivée sur leurs côtes du puissant Pacha africain.

Jamais l'idée ne leur était encore venue qu'ils auraient peut être, un jour, à lutter contre cette armée égyptienne sur la collaboration de laquelle ils avaient même un moment compté. C'était en effet la première fois qu'une puissance européenne appelait, en Europe, une de ses colonies à son secours (1). Cet exemple ne devait du reste être dans la suite guère imité, et, durant tout le XIXe et les premières années du XXe siècle, nous ne voyons, quant à nous, qu'une puissance, la France, appeler en 1859 les turcos en Italie contre l'Autriche et faire venir, en 1870, les goums pour l'aider à repousser l'invasion prussienne (2).

En demandant un appui à son Pacha d'Egypte, Mahmoud posait la question de la « participation des colonies à la défense de la Métropole », question qui est encore loin d'être résolue, ainsi que l'ont prouvé les récentes discussions à la Chambre des Communes lors de la guerre anglo-boer.

Trois solutions, dont deux extrêmes et une intermédiaire, peuvent être soutenues.

I. La guerre, a-t-on dit, est un mal dont les nations civilisées doivent s'efforcer d'atténuer les effets. De même que certaines armes et certaines ruses sont interdites, de même, on ne doit pas lancer contre un pays européen des nègres ou des peaux rouges qui, méconnaissant les lois de la guerre, se livreraient aux pires excès. Que, dans les colonies, on ait recours aux indigènes pour subjuguer les

(1) L'Egypte, dont le chef méditait déjà l'indépendance, était en réalité bien plus semblable à une colonie ottomane qu'à une province turque et les secours offerts par elle au Commandeur des Croyants étaient plutôt l'appui qu'une colonie loyale offre à la mère patrie qu'une simple levée de troupes dans une région soumise directement au Sultan.

(2) La guerre anglo-boer 1900-1902 est un autre exemple de la participation des colonies aux luttes de la métropole. Mais ici les colonistes anglais, contrairement aux égyptiens de 1824, et aux goumis de 1870, combattirent pour l'Angleterre non pas en Europe, mais dans l'Afrique australe, ce qui modifie complètement le problème de l'aide que les colonies peuvent, en cas de guerre, donner à la mère patrie.

populations voisines, cela s'explique et peut se tolérér, vu la difficulté qu'il y a d'envoyer des troupes de la métropole capables de résister au climat En outre, dans ce cas, les adversaires contre lesquels ces troupes coloniales sont appelées à se mesurer sont encore moins civilisés qu'elles, mais jeter de sang froid des hordes sauvages sur une nation européenne, c'est là un crime qu'on ne saurait tolérer.

II. En sens diamétralement opposé, on peut répondre qu'un Etat attaqué a le droit de se défendre. A-t-on jamais blamé les héroïques cités, qui, pour éviter de tomber aux mains de l'ennemi, armaient les femmes, les vieillards et même les enfants. La métropole, véritable mère pour ses colonies, qui lui ont imposé d'immenses sacrifices, n'aurait-elle pas, au jour du danger, le droit d'appeler ses enfants à son secours ?

Enfin, en laissant un peu de côté le point de vue théorique pour aborder le point de vue pratique, quelle punition infligerait-on à la nation qui, négligeant les avis des autres puissances, aurait fait venir des coloniaux à son aide? — lui déclarerait-on la guerre?

Dans ce cas, on appliquerait la politique de la fable de l'ours et du jardinier. Pour éviter que des actes de cruautés ne soient commis par des coloniaux dans une province, on mettrait en effet toute l'Europe à feu à sang. Si les sauvages, il est vrai, se livrent à des actes de barbarie, oserait-on soutenir qu'ils sont les seuls à le faire ? Les récentes guerres modernes et les expéditions internationales n'ont-elles pas montré que la vue du sang, en énivrant les hommes, leur faisait commettre des actes devant lesquels les amazones de Béhanzin auraient peut-être reculé.

III. Une troisième opinion intermédiaire nous paraît, elle, contenir la véritable solution.

L'homme civilisé commet, il est vrai, parfois des actes de barbarie, mais c'est là le résultat d'un égarement momentané; chez le sauvage, au contraire, ces excès sont continuels et ininterrompus, on ne doit donc pas lancer contre un peuple européen des hordes indisciplinées.

Par contre, un Etat a parfaitement le droit d'appeler à son secours des régiments bien disciplinés, mais composés d'hommes à l'épiderme différemment colorié. Du reste, vu les perfectionnements apportés dans les armements des puissances européennes, des troupes enrégimentées et par suite civilisées peuvent, seules, être utiles à la métropole. Car, que pourraient faire les flèches empoisonnées contre

les canons à grande portée ? Enfin cette troisième opinion a l'avantage de renfermer en elle-même sa sanction.

Qu'une puissance appelle à son secours des antropophages des bords du lac Tchad, elle commettra ainsi un acte contre lequel ses voisins devront protester. Mais cette protestation sera toute platonique et ne devra être suivie d'aucun effet, car l'adversaire de cette puissance, grâce à son armement, se chargera bien, à lui tout seul, de faire disparaître au plus tôt ces sauvages primitifs de sur les champs de bataille.

Qu'une métropole, au contraire, fasse venir à son aide des régiments coloniaux commandés par des officiers européens ; contre une telle mesure on ne saurait protester. On a du reste vu, par expérience, que ces régiments coloniaux ne le cédaient en rien comme discipline et comme maintien aux troupes européennes (1).

Du reste, dans le cas qui nous occupe, les Grecs ne pouvaient, pour récuser les égyptiens, les accuser de barbarie.

Quoique née d'hier, l'armée égyptienne était en effet autrement civilisée et autrement disciplinée que les hordes turques. Quant à l'armée grecque, n'étant organisée que dans l'imagination de ses chefs, il était assez difficile de la comparer à celle de Mehemet Ali.

*
* *

Avant d'appeler les troupes égyptiennes en Morée, le Sultan Mahmoud avait, afin de se rendre compte de la puissance militaire du Pacha d'Egypte, chargé Mehemet Ali d'étouffer l'insurrection crétoise.

Dès le début de leur révolte, les Crétois, ainsi que nous l'avons vu (2), avaient pris fait et cause pour la révolution hellénique. Ayant les mêmes mœurs, la même civilisation, étant en outre de la même race que les Hellènes, les Crétois, avaient, dès 1821, essayé de secouer le joug ottoman et manifesté l'intention de faire partie du futur royaume grec.

Dirigés par Michael Aphentoulis, le délégué de Demetrius Ypsilanti, par Antonios Melidonis, le chef de l'Hétairie en Crète et qui devait bientôt devenir le favori du peuple et la terreur des Turcs, par le farouche Boussos et le vaillant Balestro, les Crétois, après avoir chassé les Turcs de toutes

(1) Durant la dernière expédition de Chine 1901, l'Angleterre occupée au Transvaal envoya des troupes coloniales indiennes contre lesquelles aucun reproche sérieux ne fut adressé.

(2) Voir supra p. 65.

les villes de la côte, venaient, au début de l'année 1822, assiéger La Cannée.

Devant la gravité de cette insurrection, Mahmoud, dont toutes les troupes disponibles se préparaient à envahir la Grèce, se vit contraint de faire appel à Mehemet Ali.

Cette proposition du Sultan, qui permettait au Pacha de faire pas mal d'étapes du côté de Constantinople, fut immédiatement acceptée par Mehemet Ali.

Le 2 juin 1822, Hassam Pacha, le gendre de Mehemet Ali, débarquait en Crète et chassait l'ennemi de devant La Cannée.

Hassam Pacha étant mort (1), les opérations militaires furent momentanément suspendues jusqu'à l'arrivéé du jeune Moustapha Bey (juillet 1823) qui, malgré les efforts du vaillant Tombazis, accouru au secours des Crétois, se rendait maître de toutes les places fortes occupées par les insurgés.

Au début de 1824, Moustapha Bey fut remplacé par Houssein Bey. Cet homme farouche, sauvage, et d'une activité dévorante, contraignit bientôt les Crétois à se réfugier dans les cavernes inaccessibles des monts Ida.

Vaincus, les Crétois restèrent encore pleins d'espoir, et continuèrent à attendre le moment favorable pour surprendre les Turcs et chasser le Croissant de dessus leur île.

Toute l'histoire de la Crète durant le XIX[e] siècle n'est que le récit d'une série de révoltes et d'insurrections. Ennemis irréconciliables des Turcs, ils devaient, durant la grande révolution de 1867, montrer que leur rêve, de même qu'en 1821, était toujours de faire partie du royaume grec.

Aussi, malgré les concessions que le Sultan sera obligé de leur faire plus tard (10 janvier 1868), malgré les décisions des Puissances au Congrès de Berlin, les Crétois, continueront à descendre à dates à peu près régulières, faire le coup de feu contre les Musulmans (2).

La dernière révolte, celle de 1897, en provoquant la guerre gréco-turque, montrera le danger qu'il y a à laisser en Orient des situations indécises, dont le principal défaut est de ne plaire ni aux chrétiens ni aux musulmans (3).

---

(1) Il succomba à la suite d'une chute de cheval.

(2) *Driault. La question d'Orient.* Paris, 1898, p. 259.

(3) Livres jaunes. Affaire de Crète, juin 1894-février 1897.

Malgré cette dure leçon, les grandes puissances ne purent se décider à annexer la Crète à la Grèce, solution logique de ce conflit, et ils laissèrent ainsi un foyer d'incendie de plus dans cette partie de l'Orient, si facile pourtant à s'enflammer.

Aussi, sentant que la révolte n'était que momentanément domptée, les Egyptiens laissèrent une puissante armée dans cette île, dont la possession leur était indispensable comme point d'appui de leur flotte.

***

Avant de songer à débarquer un corps d'armée en Morée, il fallait détruire la flotte grecque.

Mehemet Ali, se rendait parfaitement compte qu'une expédition contre le Péloponèse était impossible, tant que les navires et les brûlots de Canaris seraient les maîtres de la mer.

Le Pacha d'Egypte n'était pas seul à désirer l'anéantissement de la marine grecque, le Sultan lui aussi, en voyant les secours incessants apportés par les insulaires à l'insurrection, était décidé à faire une nouvelle tentative contre les îles de la mer Egée. Parmi elles, la plus redoutée était Psara.

Placée à l'avant poste maritime de l'Archipel, elle possédait des marins d'une rare témérité qui, pour se railler de la puissance du Sultan, poussaient l'audace au point de venir donner la chasse aux vaisseaux turcs, jusque sous les canons des Dardanelles. Par eux, tout le commerce d'Asie Mineure était paralysé à un point tel, que les Consuls de Smyrne se virent contraints d'écrire aux sénateurs de Psara pour les conjurer d'épargner le commerce de cette ville, jadis si florissante (1).

Fatigué des plaintes qu'il recevait de tous côtés, le Sultan demanda à voir, sur une mappemonde, cette île si terrible qui, des Dardanelles aux côtes de l'Afrique, répandait partout la terreur et la confusion.

Frappé de l'exiguité de Psara qu'il s'était figuré immense, Mahmoud ordonna à son capoudan Pacha d' « ôter de sur la

(1) « Nous vous prions et requérons, disaient les consuls, d'ordonner à vos armements de toute nature de s'abstenir de toute expédition hostile dans le golfe de Smyrne. Puisque vous tendez, Messieurs, à vous élever au rang des nations civilisées, rappelez-vous que le comte Orloff, commandant de l'escadre russe, en 1771, reçut une réquisition analogue à celle-ci et s'empressa d'y référer ».

carte cette petite tache et de lui amener attaché derrière son navire ce minuscule rocher » (1).

L'amirauté turque, de concert avec Mehemet Ali, arrêta immédiatement, contre les îles de la mer Egée, le plan suivant.

La flotte turque, conformément aux désirs du Sultan, devait détruire Psara, puis, continuant sa marche victorieuse, infliger un traitement identique à Samos.

Ces deux îles punies, le Pacha avait l'ordre de rejoindre la flotte égyptienne mouillée à Halicarnasse.

Turcs et Egyptiens se dirigeraient alors vers le Pénopolèse, où ils débarqueraient, après avoir préalablement réduit en cendres Hydra et Spetzia.

Le 10 avril 1824, Chosrew Pacha quittait les Dardanelles pour arriver, le 30 juin, en vue de Psara.

Sourds aux conseils de Canaris, les Psariotes, au lieu de livrer bataille sur mer, préférèrent attendre sur terre le choc de l'ennemi. Cette déplorable tactique devait amener la ruine de leur île. Surpris par un mouvement tournant, trahis par le capitaine albanais Kotas, à qui ils avaient confié la défense du point stratégique le plus important de l'île, écrasés sous des forces ennemies numériquement supérieures, les malheureux insulaires subirent le même sort que celui qui avait déjà été infligé à l'île de Chio.

Du 1er au 4 juillet, plus de 6,000 Psariotes périrent au milieu des pires supplices. Sur les 7.000 âmes qui composaient la population, 500 à peine, guidés par Canaris, parvinrent à gagner les côtes du Péloponèse.

Psara détruite, Chosrew Pacha fit voile vers Samos, mais Miaulis et Sachtouris qui étaient arrivés trop tard pour sauver Psara surent, grâce à leur vaillance et à leur énergie, empêcher les Turcs de débarquer à Samos.

Repoussé devant Samos, Chosrew Pacha, découragé, se rendit alors à Halicarnasse où il opérait (26 juin 1824) sa jonction avec la flotte égyptienne sous les ordres d'Ibrahim Pacha, fils adoptif de Mehemet Ali.

La nouvelle escadre du Croissant, une des plus puissantes que l'on eut encore vues dans la mer Egée, était composée d'une masse formidable de plus de cent navires, montés par plus de 50 000 hommes, armés de 2,500 canons et suivie d'innombrables transports. Miaulis fut chargé de lui barrer la route.

---

(1) *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque*, p. 326.

Des dissensions ayant éclaté entre Chosrew Pacha et le fils de son ancien rival, Mehemet Ali, la flotte ottomane, au lieu de marcher droit sur le Pélonopèse, pivota en quelque sorte sur place durant les mois d'octobre et de novembre.

L'hiver étant ainsi arrivé sans que l'on eut rien fait, Ibrahim, abandonnant tout projet de débarquement immédiat en Morée, se décida à aller hiverner en Crète et à remettre au printemps suivant les opérations contre la Grèce.

Ainsi, la superbe armada égyptienne qui devait en quatre mois subjuger le Péloponèse n'avait pas même, après six mois de campagne, aperçu les côtes du Péloponèse. Plus de 15.000 Egyptiens avaient péri, six frégates, cinquante transports avaient été coulés, enfin Ibrahim, au lieu de faire son entrée triomphale à Tripolitza, avait du se décider à hiverner à La Cannée.

Mais les Grecs, eux aussi, avaient beaucoup souffert. Plus de 22 brûlots avaient été détruits et si ce que l'on pouvait appeler le péril égyptien avait été momentanément écarté, il n'en restait pas moins comme une menace redoutable pour le printemps de 1825.

⁂

Sur terre, les Turcs furent encore moins heureux que sur mer.

Le plan général des opérations avait été le suivant :

Le Pacha de Skodra, après avoir envahi l'Hellade occidentale, avait été chargé d'occuper Missolonghi.

Omer Vrione, malheureux dans ses opérations militaires à l'ouest avait été, cette fois-ci, envoyé dans la Grèce Orientale où, de concert avec Dervisch Pacha, il avait reçu l'ordre de se couvrir de gloire.

Enfin, Youssouf Pacha, après avoir jeté 10.000 janissaires à Patras, devait se joindre à Ibrahim après son débarquement sur les cotes de la Morée.

Ce plan, assez bien conçu, quoiqu'il eut le tort d'éparpiller les forces ottomanes, n'avait été, comme toujours, nullement suivi.

Le Pacha de Skodra, désireux de garder sa réputation militaire intacte, s'était bien gardé de s'avancer vers Missolonghi, déjà fatale à deux grandes armées.

Omer Vrione arrêté par Gouras près de Marathon (juillet 1824), s'était rendu dans l'île d'Eubée où il n'avait que faire, tandis que son collaborateur, Dervisch Pacha,

attaqué par Panourgias à Ampiani, avait rebroussé chemin vers la Thessalie.

Quant à Youssouf Pacha, il avait oublié de renforcer la garnison de Patras et attendait, pour s'avancer, le débarquement des Egyptiens qui n'arrivaient toujours pas.

Jamais opérations militaires n'avaient été plus mal conduites.

La Turquie était épuisée en chefs et en soldats. Les villes encore occupées par les Turcs étaient abandonnées sans vivres et sans munitions, aussi seraient-elles tombées, au moindre effort, entre les mains des Grecs.

Des divisions devaient, malheureusement, une fois de plus, paralyser les Hellènes.

***

La dernière guerre civile, en se terminant par l'arrivée au pouvoir de Georgios Kontouriotis, avait été le triomphe du parti civil, soutenu par les habitants des îles et de la Grèce continentale, contre le parti militaire encore tout puissant dans le Péloponèse.

L'année de présidence de Georgios Kontouriotis étant écoulée, l'assemblée nationale se réunit à Nauplie le 13 octobre 1824.

Tout l'ancien gouvernement, qui avait donné des preuves d'habileté et de patriotisme, fut réélu à l'exception de Nikolas Lontos, remplacé par Photilas de Kalavryta (1).

Ce vote, en ôtant aux Péloponésiens tout espoir d'un changement de gouvernement, les décida à arborer le drapeau de la révolte.

Le signal de la lutte fut donné par les Arcadiens qui, sous un futile prétexte, refusèrent de payer l'impôt. Dikaios, ministre de la guerre, fut chargé de mettre un terme à cette grève de contribuables. Mais, ayant été surpris par les Arcadiens, il se vit contraint de battre en retraite en toute hâte, abandonnant, entre leurs mains, ses bagages et ses munitions.

A la nouvelle de la défaite de Dikaios, tous les anciens chefs du parti militaire, Colocotronis, Nikitas, Andreas Lontos, Notaris, Zaimis, Delyannis, Grivas, Sissinis,

(1) Nous rappelons pour mémoire que l'ancien gouvernement était composé comme suit :

Georgios Kontouriotis, président ; Botassis, vice-président, et Kolettis, Spiliotakis et Nikolas Lontos.

Makris, Négris, Odyssée, se remirent à la tête de leurs anciennes bandes et marchèrent de nouveau contre le gouvernement civil.

Devant ce soulèvement à main armée, Kontouriotis, résolu à résister, réunit ses partisans.

Kolettis, dont le dévouement était à toute épreuve fut chargé de recruter les soldats. Il se mit donc à parcourir le pays suivi d'un mulet portant deux énormes sacs remplis, disait-il, des livres sterling de l'emprunt anglais, mais qui, en réalité, ne contenaient que des cailloux. La foi sauve, aussi Kolettis se vit-il bientôt suivi d'une nombreuse troupe alléchée par le soi-disant trésor.

De même que Kolettis, Gouras, que la nature avait doté de tous les avantages extérieurs, se rendit auprès des Souliotes et des Olympiens qui, saisis d'admiration devant sa belle prestance, se rangèrent sous ses ordres.

Quant à Dikaios, désireux de venger son échec, il marcha sur Tripolitza où se trouvait Colocotronis. Ses troupes, ayant été vaincues et son fils Banos tué, Colocotronis faisait, le 11 janvier 1825, sa soumission.

Décapitée, l'insurrection devait être bientôt éteinte.

Sissinis était, en effet, peu après, obligé de se rendre à Nauplie tandis que Zaimis, Lontos et Nikitas se voyaient contraints de livrer leurs armes à Mavrocordato.

Enfin, le fougueux Odyssée, ayant perdu toute autorité sur ses troupes se voyait dans l'impossibilité de continuer à lutter contre le gouvernement civil. Mais, au lieu de se soumettre aux lois de son pays et de reconnaître l'autorité de Kontouriotis, il préféra offrir sa vaillante épée aux implacables ennemis de sa patrie. Placé à la tête d'une armée turque, il s'avança donc vers l'Attique. Mais, cerné par Gouras dans Livantis et pris de remords, il ouvrait, le 19 avril 1825, les portes de la ville aux Grecs.

Fait prisonnier, le fils d'Androutsos fut enfermé dans la citadelle d'Athènes.

Le 16 juillet 1825, on le trouvait étendu sans vie, les membres brisés, au pied du temple de la Niké Apteros qui avait été sa prison (1). Ses geôliers prétendirent qu'il s'était tué en cherchant à s'évader, mais ceux qui pouvaient être bien renseignés furent persuadés qu'il avait été mis à mort

---

(1) *Gouras*. Σουρμελῆς ἱστορία τῶν Αθηνῶν. Αἴγιν, 1834.

avec le consentement de Gouras à l'instigation de Mavrocordato et de Kolettis (1).

La révolté était étouffée, mais beaucoup de temps avait été perdu, et rien n'était préparé pour s'opposer au débarquement des Egyptiens, que les Puissances n'avaient pas pu empêcher.

***

Alexandre, après avoir lancé son fameux mémoire du 9 janvier 1824, avait, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, convoqué les puissances à des conférences qui devaient s'ouvrir à St-Pétersbourg. Les Plénipotentiaires des principales cours d'Europe devaient, ainsi que l'avait expliqué les notes de Nesselrode, y préparer la pacification de la Grèce en discutant le projet russe des trois tronçons.

Le Tzar espérait, en effet, que les puissances ne s'opposeraient pas à l'exécution de son plan qui devait faire de la Grèce trois principautés, en apparence officiellement vassales de la Porte, mais qui, en réalité, faibles et impuissantes, auraient été forcément amenées à s'inféoder à la politique russe.

La seule résistance qu'Alexandre redoutait était celle des Grecs qui, eux, dès l'apparition du mémoire du 9 janvier 1824, avaient sans distinction de parti, unanimement protesté contre la solution proposée par leur puissant voisin.

Mais le Tzar espérait bien avoir facilement raison de ce mauvais vouloir des Grecs ; il était, du reste, prêt à leur montrer, si besoin était, les armes à la main, l'avantage qu'il y avait, pour leur liberté, à passer de la tyrannie ottomane sous l'autocratie moscovite.

De même que l'Autriche avait été chargée de la pacification de l'Italie et la France de la défense de la légitimité en Espagne, de même, le Tzar ne voyait pas en vertu de quel droit on pourrait l'empêcher de rétablir *manu militari* l'ordre en Grèce ?

Président, tout au moins nominal, de la Sainte Alliance, il se croyait tout désigné pour faire appliquer et même légèrement ébrécher, si besoin était, les principes si solennellement proclamés en 1815.

Enfin, une intervention russe, en lui permettant de tour-

(1) *K. Papadopoulos*, 'Ανασχευή τῶν εἰς τὴν ἱστοριαν τῶν 'Αθηνων ἀναφερ ένων περὶ τοῦ στρατηγοῦ Οδυσσεως. Αθην. 1837.

ner Constantinople, aurait, en outre, raffermi l'influence slave et détruit les sympathies anglo-grecques tous les jours plus vives. Mais Canning, qui depuis son arrivée au pouvoir avait fait tous ses efforts pour conquérir la suprématie politique en Grèce devait forcément s'opposer à l'exécution de semblables projets.

Voyant les Grecs et les Turcs également impuissants à triompher les uns des autres, il avait été amené à se déclarer en faveur d'une intervention des puissances qui, en rétablissant l'ordre en Grèce aurait enfin fait disparaître cette épée de Damoclès, toujours suspendue sur l'Europe.

Mais cette intervention, proposée par le ministre anglais, était bien différente de celle caressée par le Tzar.

C'était en effet l'Europe toute entière qui devait, suivant Canning, accourir au secours de la Grèce pour faire triompher les désirs des Grecs et non ceux des Russes. Canning, grâce à son esprit clair et pénétrant, se rendait parfaitement compte qu'il ne pouvait être question de paix et de tranquillité en Orient tant que la Grèce gémirait sous la domination turque. Partisan d'une action énergique, il n'était nullement disposé à collaborer à une solution batarde qui, à l'instar du traité de Kainardji, aurait été une nouvelle porte ouverte aux revendications russes.

Hostile au projet du Tzar, il s'opposa nettement aux conférences et interdit même à son ambassadeur à St-Pétersbourg, Bagot, d'y prendre part.

Cette attitude de Canning amena forcément une grande tension entre les deux cours.

Situées aux deux extrémités de l'Europe, les rapports entre ces deux puissances avaient, jusqu'alors, été, sauf lors des deux ligues de neutralité armée, assez amicaux. Tandis que la Russie avait été hypnotisée par le désir d'arriver jusqu'à Constantinople et absorbée par la pénible digestion de la Pologne, l'Angleterre avait eu à disputer successivement la suprématie maritime aux Hollandais, aux Espagnols, et enfin aux Français.

Ayant des intérêts dans des parties du monde absolument distinctes, aucun de ces conflits qu'un voisinage fait toujours naître, ne s'était encore élevé entre les cours de Londres et St-Pétersbourg.

Un seul point noir avait surgi vers la fin du XVIIIe siècle. La Russie qui commençait à cette époque sa poussée vers l'océan Indien avait été amenée à diriger une pointe vers le golfe Persique et l'Inde, ce qui n'avait nullement plu au

gouvernement britannique. Les deux ligues de neutralité armée de 1780 et de 1800 avaient augmenté la tension entre les deux puissances. Mais ces nuages s'étaient vite dissipés. Leur haine commune contre Napoléon avait cimenté leur réconciliation et il n'était resté aucune trace de ce léger froissement.

Napoléon vaincu, la question d'Orient, un moment oubliée, avait pris un nouvel essor.

La Russie, plus que jamais, espérait arriver à Constantinople, tandis que l'Angleterre, toute fière de ses victoires, était décidée à ne pas laisser les Slaves s'établir à la place de la Turquie.

Le Tzar, une fois maître des rives du Bosphore, aurait en effet, en coupant les communications de l'Inde avec la métropole, fait courir à l'Angleterre un danger, peut être plus grand encore que celui auquel elle venait d'échapper.

Pour la première fois, l'Angleterre et la Russie se rencontraient en Orient avec des intérêts diamétralement opposés.

Toute puissante sur mer, l'Angleterre ne voulait pas céder à sa rivale dont les innombrables armées couvraient une partie de l'Europe et de l'Asie Une lutte entre la Baleine et l'Eléphant, jusqu'alors aussi invraisemblable qu'une guerre entre la Suisse et la Bolivie, commençait à être envisagée comme possible par les chancelleries européennes.

Cette rivalité anglo-russe qui devait tout d'abord amener la guerre de Crimée (1855) et constituer une des principales questions du Congrès de Berlin, allait, malgré des moments d'accalmie, se prolonger et s'envenimer durant tout le XIX[e] siècle.

Poussant en Asie sa marche vers le nord ouest, l'Angleterre devait forcément rencontrer la Russie dont les efforts tendaient à arriver, ainsi que nous l'avons déjà dit, au golfe Persique. Ce n'est donc plus seulement dans les Balkans, mais encore dans la Perse, dans l'Afganistan, dans l'Inde et même dans la Chine que la Grande-Bretagne rencontrera sa puissante rivale.

Momentanément arrêtée vers Constantinople par le Congrès de Berlin, la poussée moscovite se dirigera vers l'Extrême-Orient et la lutte anglo-russe, déplacée, n'en sera pas moins vive.

Aussi Canning, qui prévoyait cette série de conflits et de difficultés, était-il décidé à mettre le plus possible des bâtons

dans les roues pour empêcher la marche en avant de la Russie.

Tandis que Canning rompait sa première lance avec la Russie, Metternich suivait une politique vague et indécise.

La crainte de voir les Russes s'établir à Constantinople le rendait, ainsi que Canning, opposé à toute action russe en Orient.

Quant à une intervention européenne en faveur des Grecs, il la désirait encore moins. Un pareil triomphe politique de son ennemi aurait en effet achevé de détruire cette Sainte-Alliance à laquelle il tenait tant et qui était actuellement battue en brèche de tous côtés.

Pénétré des principes de la légitimité, aveuglé par sa haine contre la Révolution, il était opposé à toute lutte contre les Turcs. « On n'aurait, disait-il, jamais dû songer, en saine logique, à prendre des mesures coercitives si ce n'était contre les rebelles ».

Sûr, toutefois, que l'Angleterre ne consentirait jamais aux projets russes, il s'empressa d'adhérer aux propositions du Tzar. Il espérait en flattant le puissant Empereur le maintenir sous son influence et l'empêcher, tout en l'excitant contre Canning, de rompre avec l'Angleterre.

Sachant que ni l'Angleterre, ni la Russie ne voulaient céder, Metternich était certain d'avance du résultat négatif des conférences. Or, tous ses efforts devaient justement consister à empêcher qu'aucune décision ne fut momentanément prise. Qu'il réussit à maintenir encore un peu le statu quo en Orient et la question grecque allait être résolue sans, et peut être malgré, le Tzar et Canning.

Tandis qu'Alexandre était absorbé par les préliminaires de ces conférences, Metternich poussait, en effet, de toutes ses forces le Sultan à invoquer contre les Grecs le concours de Mehemet Ali dont les armées paraissaient plus que suffisantes pour triompher de l'insurrection. Encore quelques mois, et la Révolution serait sans doute terrassée en Grèce au point de ne plus jamais se relever (1).

Le Grand Chancelier était tellement sûr du succès de ses nouvelles intrigues, qu'il céda une fois de plus au caprice du Tzar.

Quant à la France et à la Prusse, réduites au rôle de comparses dans cette pièce à trois personnages, elles n'objectaient rien de précis au mémoire russe et se prépa-

(1) *Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe.* T. I, p. 216.

raient à donner leur concours à celui des trois gouvernements qui leur offrirait le plus d'avantages.

Alexandre, certain de l'approbation de l'Autriche, ainsi que de la neutralité de la France et de la Prusse se décida à ouvrir le 17 juin 1824 les conférences de St-Pétersbourg.

Mais dès la seconde séance, le Tzar, ayant proposé de faire suspendre les hostilités, en attendant la médiation des puissances, on s'aperçut qu'aucun des plénipotentiaires n'était autorisé à voter des mesures coercitives. Nesselrode dut donc s'arrêter devant cet obstacle placé à dessein sur sa route par les chancelleries et les conférences furent momentanément suspendues.

Mettant à profit cet arrêt forcé, Alexandre partit pour visiter le sud de ses Etats, tandis que Metternich élaborait un nouveau plan.

*
* *

La politique de Canning avait effrayé le Grand Chancelier.

Bagot, malgré les prétendus ordres de son ministre avait assisté aux premières conférences de St-Pétersbourg, et Metternich pouvait craindre qu'Alexandre, grâce à son extraordinaire versatilité, ne finit par prêter une oreille par trop attentive aux propositions du courrier de Londres.

Il se décida donc à prendre les devants.

Voulant, d'une part, maintenir le principe de la légitimité et ,d'autre part, permettre en Grèce une intervention qu'il n'aurait pas pu arriver à écarter, Metternich présenta une nouvelle théorie de médiation (1).

« Il y a en Grèce, disait-il, deux partis distincts, l'un civil, l'autre militaire. Le parti civil, bâtard de l'esprit du siècle, n'est digne d'aucun intérêt. Le parti militaire, au contraire, en luttant contre le gouvernement grec, combat en même temps le principe révolutionnaire et a, par suite, droit aux sympathies de l'Europe.

En cas de médiation, les cours européennes devront donc intervenir en faveur des Klephtes, auxquels elles donneront la direction des affaires publiques. »

Grâce à cette évolution, Metternich détruisait en Grèce l'influence de l'Angleterre qui avait toujours soutenu le parti civil.

Il savait, en outre, que l'arrivée au pouvoir du parti mili-

(1) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce*, T. II. p. 151.

taire aboutirait à la guerre civile. Les Grecs ayant ainsi donné à l'Europe une preuve de leur déplorable incapacité à s'administrer eux-mêmes, seraient alors retombés, et cette fois pour longtemps, sous le joug ottoman.

Ce plan devait être en quelque sorte la dernière cartouche du Grand Chancelier. Il préférait donc, pour le moment, sourire au Tzar et approuver tous ses projets. Il savait que Canning s'opposerait aux desseins du Tzar, et il jugeait, par suite, plus adroit de laisser croire à l'Empereur que la mauvaise volonté du ministre anglais s'opposait seule à la réalisation de ses vœux.

Aussi, fut-il fort satisfait de voir la politique de Canning devenir de plus en plus agressive. De nouvelles difficultés venaient de surgir entre l'Angleterre et la Russie, et rendaient toute entente entre ces deux cours momentanément impossible.

Canning, en effet, ayant reçu une protestation officielle du gouvernement grec contre le projet russe, s'était empressé de donner une importance exagérée à ce document qui, disait-il, était « ce qui le satisfaisait le plus de tout ce que les Grecs avaient fait depuis Epaminondas » (1).

Non content de répondre en termes favorables à la note grecque, il adressait encore un blâme à Bagot pour avoir assisté aux premières conférences. En même temps, il chargeait son cousin, Stratford Canning, nommé à la place de Strangford à Constantinople, de passer par St-Pétersbourg. Là, il devait expliquer au Tzar l'impossibilité pour l'Angleterre de jouer le rôle de médiatrice entre *deux puissances belligérantes* décidées à régler leur conflit les armes à la main. Il devait, en outre, protester contre les retards apportés au départ de Ribeaupierre pour Constantinople (2).

Enfin Canning, ayant, sans se soucier le moins du monde des principes sacrés de la Sainte-Alliance, reconnu l'indépendance des colonies espagnoles de l'Amérique, la rupture entre l'Angleterre et la Russie devint complète.

Lieven, ambassadeur russe à Londres, dut exprimer sans retard au cabinet anglais les regrets que la nouvelle politique de Canning inspirait au Tzar qui, devant la mauvaise volonté évidente de ce ministre, se voyait contraint

(1) *Stapleton. Canning and his time*, p. 458.

(1) Fidèle à sa politique de demi mesures, le Tzar, après avoir nommé de Ribeaupierre à Constantinople s'était empressé de lui interdire de rejoindre son poste.

de cesser avec l'Angleterre toute discussion au sujet de la question d'Orient.

En même temps, dans un entretien particulier, Alexandre expliquait à la Ferronnays son mécontentement au sujet de l'Angleterre qui paraissait renier « les grands exemples qu'elle avait jadis donné au monde ». « Elle est dirigée, ajoutait-il, par un homme d'esprit, sans doute, mais qui, n'ayant la confiance ni de son Roi ni de la partie éclairée de la nation, court après une popularité quelconque..... Ne nous fatiguons donc pas à suivre dans ses aberrations cet esprit faux et violent, montrons à l'Angleterre les quatre puissances fermement unies, et terminons nos affaires sans elle » (1). Quelques jours plus tard, Nesselrode complétait la pensée du Tzar en disant « qu'il fallait prouver à l'Angleterre, qui se moque de tout le monde, que l'on pouvait aussi se moquer d'elle (2) ».

C'était aller beaucoup plus loin que ne l'avait désiré Metternich. Cette tension exagérée bouleversait tous ses plans, car l'Angleterre absente des conférences de St-Pétersbourg, il ne pouvait plus rejeter sur elle, aux yeux d'Alexandre, l'échec auquel il se proposait de les faire aboutir.

Il craignait donc de se voir obligé de parler net, et son opposition devait irriter d'autant plus le Tzar qu'il lui avait jusqu'alors fait plus de promesses et témoigné plus de sympathie à son programme.

Canning, qui avait deviné les plans de Metternich, se réjouit fort de l'embarras où il l'avait mis. Le Grand Chancelier, qu'il considérait comme « le plus grand coquin et le plus effronté menteur qu'il y eut sur le continent et peut-être dans le monde civilisé », était enfin pris dans son propre piège, et cette idée combla de joie l'habile ministre anglais, prêt à tirer tout l'avantage possible du pénible tête-à-tête qui, aux prochaines conférences de St-Pétersbourg, allait avoir lieu entre l'Autriche et la Russie.

---

(1) Rapport de la Ferronnays, 22 février 1825.

(2) Rapport de la Ferronnays, 15 mars 1825.

CHAPITRE VIII

Cinquième année de la Guerre

FÉVRIER 1825 — DÉCEMBRE 1825

LES ÉGYPTIENS EN GRÈCE
SECONDES CONFÉRENCES DE ST-PÉTERSBOURG
RAPPROCHEMENT ANGLO-RUSSE

OPÉRATIONS MILITAIRES EN MORÉE. — Ibrahim s'apprête à débarquer en Grèce. — Il arrive à Modon. — Indiscipline des marins grecs. — Kontouriotis marche contre les Egyptiens. — Skourtis, général en chef. — Ibrahim s'empare de Navarin. — Colocotronis est battu à Makryplagi. — Ibrahim devant Nauplie. — Retraite des Egyptiens sur Tripolitza.

LA GUERRE DANS LA GRÈCE CONTINENTALE. — Rechid Pacha devant Missolonghi. — Situation de la ville. — Le premier assaut de Rechid est repoussé. — Miaulis ravitaille la ville. — — Rechid décide d'hiverner devant Missolonghi.

OPÉRATIONS MARITIMES. — Sachtouris disperse la flotte de Chosrew Pacha. — Miaulis échoue devant Souda. — Canaris devant Alexandrie. — Développement de la piraterie. — Protestations autrichiennes.

SITUATION INTÉRIEURE DE LA GRÈCE. — Les Philhellènes réorganisent l'armée hellénique. — Le gouvernement grec commande des navires à l'étranger. — Candidature du Duc de Nemours. — Contre-projet anglais. — Mavrocordato propose de mettre la Grèce sous le protectorat anglais. — Réponse de Canning.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — Reprise des conférences de Saint-Pétersbourg. — Projet de Lebzeltern. — Protestations qu'il soulève. — Les plénipotentiaires rédigent un mémoire. — Le drogman français le remet à la Porte. — Réponse du Reis Effendi. — Mécontentement du Tzar. — Il se rapproche de la France et de l'Angleterre. — Projets de Canning. — Mort d'Alexandre I.

Les premiers échecs subis par la flotte égyptienne, loin de décourager Ibrahim, avaient, au contraire, aiguillonné son désir de se mesurer de nouveau contre les Grecs.

Rejetant sur Chosrew Pacha la cause de ses premiers insuccès, il était persuadé, maintenant qu'il agissait seul, d'étouffer en peu de temps cette révolution hellénique dont les plus habiles Pachas n'avaient pas encore pu avoir raison. Profitant de son repos forcé à Souda, il prépara tout en vue de son prochain débarquement en Grèce.

Continuellement assis sur le pont de son navire, sur lequel il avait juré de rester tant qu'il n'aurait pas atteint les côtes de la Morée, il surveilla l'organisation et l'entraînement de ses troupes. Très exigeant, vivant on ne peut plus simplement, il demandait de ses officiers, ainsi que de ses hommes, un dévouement et une obéissance sans borne, car il savait, par expérience, qu'une armée sans discipline est, ainsi qu'un navire sans gouvernail, condamnée à sombrer devant le moindre écueil (1).

Des renforts étant arrivés, Ibrahim, bien que l'on fut encore en plein hiver, mit à la voile et, le 23 février 1825, débarquait sans rencontrer la moindre résistance dans le port de Modon toujours entre les mains des Turcs.

Miaulis, dès qu'il avait appris le départ d'Ibrahim de Souda, avait bien, il est vrai, réuni ses hommes pour aller à la rencontre de la flotte égyptienne qu'il espérait, grâce à ses brûlots, arrêter et disperser. Mais ses matelots ayant malgré ses supplications et ses menaces, refusé de s'embarquer tant que leur solde ne serait pas payée, il dut aller à Nauplie chercher la paye de son équipage.

Tandis qu'il était en pourparlers avec le gouvernement long à délier les cordons de la bourse, les Egyptiens, eux, débarquaient en Morée (2).

Pas plus que la flotte, l'armée grecque n'était prête à entrer en lutte avec Ibrahim. Tout entiers à leurs discordes, les Grecs n'avaient fait aucun effort pour s'emparer de Coron et de Modon qui étaient pourtant pour les Egyptiens deux excellents points de débarquement. Habitués en outre

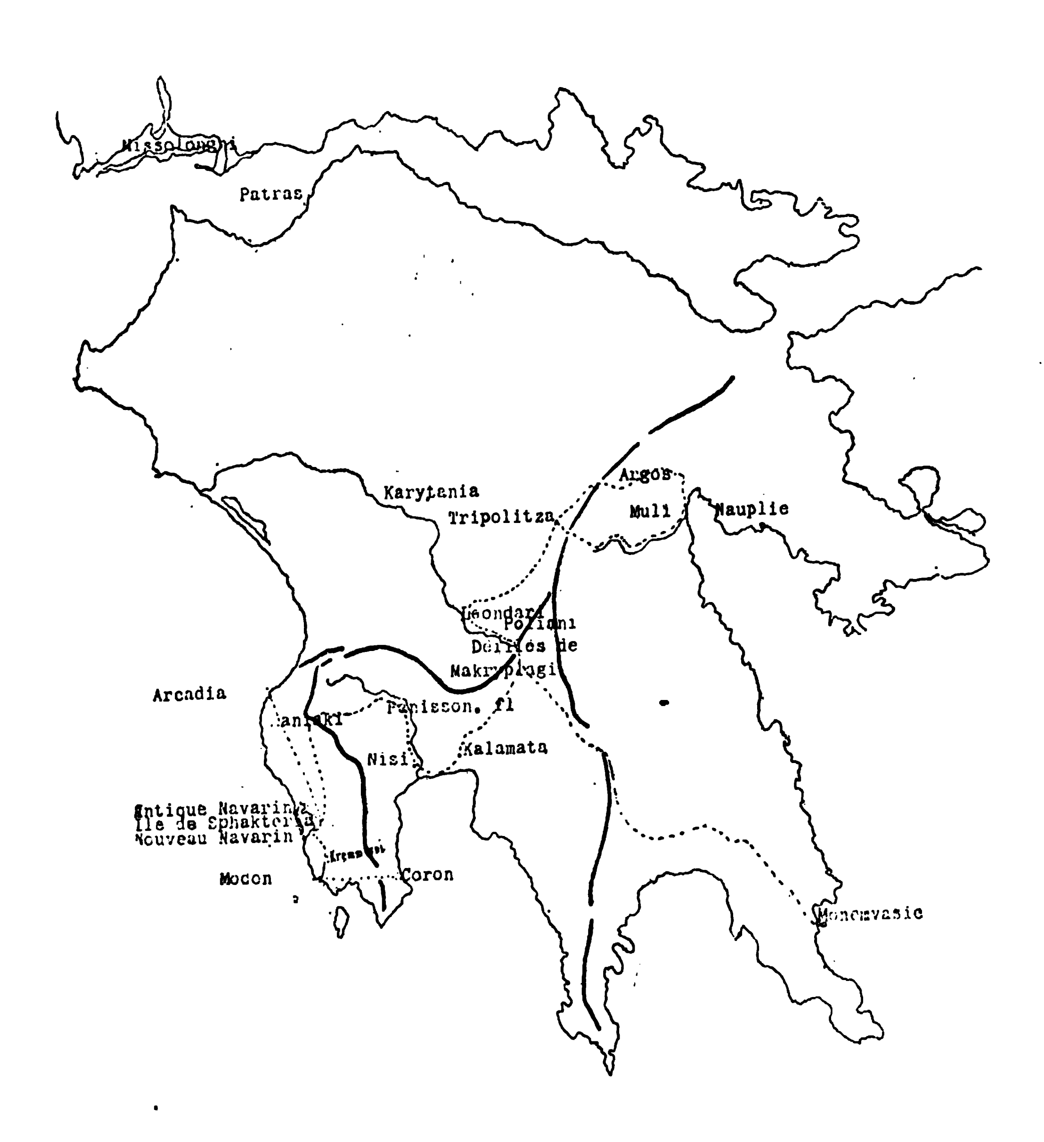
---

(1) Il n'était pourtant pas aussi cruel que certains auteurs se plaisent à le peindre, et nous croyons que *Madden* exagère lors qu'à la page 179 du tome I de son ouvrage, *Travels in Turkey, Egypt, Nubia and Palestine*, London 1829, il représente Ibrahim assis à l'arrière de son vaisseau exaltant sur ses subordonnés, qu'il faisait flageller et fusiller, la rage que lui avaient inspirée ses premières défaites.

(2) *Ed. Gouin. L'Egypte au* XIX*e* *siècle.* Paris 1847, p. 380.

OPÉRATIONS MILITAIRES D'IBRAHIM

DURANT L'ANNÉE 1825



à lutter contre les Turcs qui, malgré leurs plans toujours très savamment conçus, ne savaient jamais ni où ils voulaient aller, ni ce qu'ils voulaient faire, les Hellènes n'auraient jamais cru que les Egyptiens oseraient se hasarder en plein hiver dans le Péloponèse, aussi étaient-ils à cette époque disséminés dans la Morée et incapables de repousser l'invasion.

La perspective d'un débarquement égyptien n'inquiétait du reste nullement, il faut le reconnaître, les généraux grecs. Pleins de mépris pour la tactique européenne depuis la bataille de Péta, ils n'avaient que railleries pour ces fellahs à peine dégrossis par des officiers occidentaux, et qui, croyaient-ils, fuiraient à la simple vue des armes brillantes des armatoles.

Aussi profitant de ce que le sud de la Morée était dégarni de troupes, Ibrahim s'empressa de secourir Coron et de tout préparer pour une prochaine attaque de Navarin dont l'excellent port devait lui assurer de faciles et rapides communications avec l'Egypte.

L'extraordinaire rapidité déployée par Ibrahim fit sortir le gouvernement grec de sa torpeur habituelle.

Georgios Kontouriotis se décida enfin à agir et pour chauffer l'enthousiasme, se mit à la tête de l'armée en même temps qu'il lançait de tous côtés des proclamations enflammées appelant les Grecs aux armes.

Le 28 mars, il quittait Nauplie, caracolant à la tête de ses troupes, tandis que le canon tonnait et que les cloches sonnaient à toute volée (1).

Très brillant au départ, Kontouriotis le fut beaucoup moins à son arrivée à Tripolitza. Nullement habitué a monter à cheval, blessé, brisé, ne pouvant plus tenir en selle, il passa, sur le conseil de Mavrocordato, le commandement à Skourtis, tandis qu'il retournait à Nauplie, couché sur une litière, sans avoir seulement aperçu l'ennemi qu'il était allé combattre en si grande pompe.

Tandis que Kontouriotis faisait ses premiers essais comme cavalier et qu'Ibrahim s'apprêtait à attaquer Navarin, les Grecs, accourus de tous côtés, organisaient la défense.

La position de Navarin présentait quatre points stratéhiques savoir : l'Ancien Navarin, le Nouveau Navarin, l'île de Sphakterie, et le village de Kremmydi (2).

(1) *D. G. Hume. Historical sketch of the Greek Revolution*, p. 226.
(2) *Baedeker. Greece. Leipzig* 1894, p. 357.

Le Vieux Navarin (ancienne Pylos), perché sur la presqu'île de Koryphasion fut occupé et fortifié par l'évêque de Modon ainsi que par Hadschi Christos à la tête de ses Bulgares.

Le nouveau Navarin ou Neokastron, situé sur le promontoire qui se trouve à l'ouverture du bassin semi circulaire que ferme à l'ouest l'île de Sphakterie et que protège au nord le château féodal de l'ancien Navarin fut confié au Piémontais Collegno qui, assisté de Georgios d'Ioannis ainsi que de deux fils de Petro Bey, se chargea de le défendre (1).

Mavrocordato, le vieil Anagnostaros, Sachtouris et Tsamados s'établirent dans l'île de Sphakterie dont les hauteurs commandaient les deux Navarins.

Enfin, Skournis, marin habile mais déplorable général, s'établit dans le village de Kremmydi à deux heures de Modon comptant ainsi prendre entre deux feux les Egyptiens dans leur marche au Navarin. Le piège était vraiment trop grossier. Aussi, au lieu de s'avancer sur Navarin, ainsi que les Grecs se l'étaient naïvement imaginé, Ibrahim se tourna vers Kremmydi que Skournis, par une étrange négligence, avait omis de fortifier. Attaqués à la baïonnette les Grecs, avant même de se reconnaître, furent bousculés hors du village. Un régiment de cavalerie d'Osman Aga acheva le désastre. Seuls, 3.000 Rouméliotes échappèrent, mais, ne voulant plus desormais combattre sous les ordres d'un aussi mauvais général, ils abandonnèrent la cause des Grecs. Rien désormais ne s'opposait plus à la marche d'Ibrahim sur Navarin.

Conseillé par Hussein Djeritlee, qui venait d'arriver à la tête de 5.000 hommes de renfort, Ibrahim décida de s'emparer tout d'abord de l'île de Sphakterie dont la possession devait forcément amener la chute des deux Navarin.

Le 8 mai, à 11 heures du matin, Souleiman Bey (colonel français de Sèves), débarquait de vive force dans l'île où, malgré une résistance énergique des Grecs, il enlevait à la baïonnette, toutes les positions que les Hellènes s'étaient figurés inexpugnables.

Anagnostaros et le vaillant Tsamados périrent victimes de leur héroïsme, tandis que Mavrocordato parvenait à s'échapper à la nage.

Plus de 300 Grecs avaient péri et plus de 2.000 étaient prisonniers. Miaulis, qui comme nous l'avons dit plus

---

(1) *Collegno. Diario dell'assedio di Navarino.* Turino 1857, p. 54.

haut, ne savait comment payer ses troupes, avait enfin pu parfaire une solde. Mais, tout cela n'avait pas été sans lui prendre beaucoup de temps. Dès lors, arrivé trop tard pour sauver l'île de Sphakterie, il jura de venger la mort de Tsamados.

Le 11 juin, il surprenait la flotte égyptienne ancrée à Modon et incendiait deux frégates.Ce brillant coup de main ne devait malheureusement guère profiter aux Grecs.

Assailli de tous côtés par des feux plongeants, l'évêque de Modon était en effet,malgré ce succès de Miaulis, obligé de se rendre.

Le 18 juin, Collegano, à son tour, capitulait.

La garnison et la population ayant reçu la promesse solennelle de ne pas être inquiétées se rendirent au camp d'Ibrahim, d'où elles furent conduites à Kalamata sous la protection des navires de guerre égyptiens, français et autrichiens, sans être aucunement molestées (1).

La façon d'agir du fils de Mehemet Ali était, en effet, tout autre que celle des généraux turcs. Loin de vouloir, par des massacres, pousser les Grecs à une résistance désespérée, il préférait se les attacher par de bons traitements. C'est dans ce but qu'il établit tout d'abord une distinction entre les belligérants et les non belligérants ce que n'avait encore fait aucun Pacha, et promit de laisser la vie sauve à tous ceux qui n'auraient commis aucun crime et que le sort des combats ferait tomber entre ses mains.

Certains auteurs d'une brillante imagination, non contents de représenter Ibrahim sous les traits les plus cruels, lui ont encore prêté le projet de transporter en Egypte toute la population grecque.

Nous nous demandons à quelle source ils ont bien pu puiser une semblable intention. Ibrahim était en effet trop prudent pour dévoiler un pareil dessin qu'un général énergique exécute mais se garde bien d'avouer. N'étant pas homme à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, il ne s'attarda pas à discuter plus longtemps l'organisation future de la Grèce ainsi que le sort réservé à ses habitants, mais commença immédiatement sa marche dans l'intérieur du Péloponèse.

Les victoires remportées coup sur coup par les Egyptiens devant Navarin, avaient plongé la Grèce dans une profonde consternation.

---

(1) *Prokesch von Osten. Denkwürdigkeiten*, T. II, p. 515.

Sentant que l'union, était le seul moyen d'arrêter l'invasion, Kontouriotis, ayant proclamé une amnistie générale, donnait le commandement en chef à Colocotronis toujours exilé à Hydra et qui avait déjà une fois, lors de l'invasion de Dramali, sauvé la Grèce.

Le vieux klephte, qui avait, disait-il, « jeté à la mer toutes ses anciennes rancunes » fut reçu à Nauplie en vrai triomphateur. Des bandes d'aventuriers attirés par le récit de ses exploits et l'espoir du riche butin que l'armée égyptienne traînait à sa suite, vinrent de tous côtés se ranger sous ses ordres et augmentèrent ainsi le nombre de ses partisans (1).

Voulant renouveler la tactique qui lui avait si bien réussi devant Argos, et Corinthe, Colocotronis résolut de détruire tout ce qui se trouverait sur la route des Egyptiens y compris Tripolitza « cette écurie inutile » comme il l'appelait. Il espérait ainsi réduire par la famine un ennemi que l'on ne pouvait repousser les armes à la main.

Mais l'homme contre lequel Colocotronis était appelé à lutter était loin de se trouver dans la même situation que Dramali.

Fortement établi au sud de la Grèce, par le triangle formé de Modon, de Coron et de Navarin, Ibrahim ne procédait pas avec cette négligence, qui avait été fatale au général turc. De plus, grâce à sa flotte et à sa garnison de l'île de Crète, il était sûr de pouvoir rester en communications avec l'Egypte d'où, Mehemet Ali, était prêt à lui envoyer tous les renforts qu'il pourrait désirer.

Sa base d'opérations ainsi assurée, Ibrahim ayant envoyé Rechuan Aga occuper Arcadia, s'avançait lui même à la tête de 6.000 hommes contre Maniaki que le vaillant Dikaios couvrait avec 3.000 de ses partisans.

Mais, effrayés par la supériorité numérique des Egyptiens, ainsi que par leur réputation militaire, la plupart des Grecs désertèrent durant la nuit. Aussi, le lendemain matin, Ibrahim n'eut il pas de peine à culbuter Dikaios et ses trois cents compagnons fidèles qui, imitant l'exemple de Diacos et de Georgakis, avaient préféré une mort glorieuse à une fuite honteuse (2).

Sans perdre de temps, Ibrahim, ayant tourné à droite et suivi la vallée du Panisson, incendiait le château de Nisi,

---

(1) *Comte Pecchio. Gemaelde von Griechenland im Jahre 1825.* Leipzig, 1827.

(2) *Phrantzès. Mémoires*, t, II, p. 347 à 351.

détruisait Kalmata, lâchement abandonné par les Magnotes, et arrivait ainsi jusqu'aux défilés de Makryplagi défendus par Colocotronis.

Les Grecs, dont les nombreux échecs n'avaient pas pu corriger l'incroyable négligence, ne songèrent nullement à occuper Poliani, forte position qui commandait les gorges. Cette faute leur fut fatale.

Conduits par des guides qu'ils avaient soudoyés, les Egyptiens s'établirent durant la nuit à Poliani et obligèrent ainsi Colocotronis à fuir sans qu'il lui fut même possible de tenter la moindre résistance.

Le 22 juin, Ibrahim entrait à Tripolitza.

Profitant de l'élan de ses troupes, le fils de Mehemet Ali s'avança vers Nauplie, siège du gouvernement grec et dont la chute ne semblait plus être qu'une question d'heures.

Une poignée de braves, en infligeant aux Egyptiens leur première défaite, devait empêcher ce dénouement fatal.

Ypsilanti, qui, durant la dernière guerre civile, s'était soigneusement tenu à l'écart des affaires publiques, voyant le danger que courait Nauplie, se rendit à Muli pour barrer la route aux musulmans.

Abrités derrière un vieux mur et bien décidés à mourir plutôt que de reculer, les trois cents Grecs d'Ypsilanti résistèrent victorieusement à l'effort de l'ennemi.

Est-ce la surprise que cause toujours à une armée jusqu'alors victorieuse sa première défaite, est-ce la présence du colonel français Fabvier à la tête de la défense de Nauplie, ou bien le mouillage devant cette place de l'escadre anglaise du commodore Hamilton (1), toujours est-il qu'au lieu de renouveler son attaque contre Muli Ibrahim se dirigea vers Argos d'où, à la stupéfaction générale, il retourna à Tripolitza.

L'investissement de l'ancienne capitale de la Morée commença aussitôt. Sentant les terribles conséquences que pourrait entraîner la rupture de ses communications Ibrahim décida de briser au plus tôt ce cercle de fer dont Colocotronis se proposait de l'entourer,

Le 5 juillet, Ibrahim ayant précipité toutes ses troupes

(1) On prétend qu'Ibrahim, ajoutant foi à une légende alors en cours crut que le commodore Hamilton ferait flotter le drapeau britannique sur les murs de Nauplie dès l'arrivée des Egyptiens. Or, comme il désirait éviter avant tout un conflit anglo-égyptien, il porta son effort d'un autre côté.

sur un seul point, dispersait sans peine les Grecs disséminés autour de la ville. Chassés successivement de toutes leurs positions, les Hellènes se retirèrent en grande confusion dans la direction de Karytania continuellement harcelés par la cavalerie ennemie.

A la suite de cette défaite, les Péloponésiens n'osèrent plus attaquer Ibrahim qui, dès lors, put s'avancer jusqu'à Monemvasie sans rencontrer la moindre résistance.

Pour la première fois, la griffe du conquérant profondément enfoncée dans le Péloponèse ne semblait pas prête à lâcher sa proie.

*
* *

Les opérations militaires dans la Grèce continentale se bornèrent durant l'année 1825 au siège de Missolonghi.

Rechid Mehemed Pacha, surnommé Kiutagi, avait, dit-on, reçu avec le titre de généralissime l'instruction suivante ; « Que Missolonghi tombe ou ta tête ». Un semblable mot d'ordre était, pour un officier turc, le stimulant le plus efficace. Aussi, Rechid Mehemet Pacha, qui était un des meilleurs officiers turcs, devait-il mener cette campagne avec une énergie et une habileté dignes de figurer à côté de celles déployées par Ibrahim en Morée.

Imitant l'exemple du fils de Mehemet Ali, Rechid Pacha donna, en plein hiver, l'ordre de s'avancer vers la Grèce occidentale.

Les Grecs surpris par ce brusque mouvement ne purent arrêter les Turcs qui, le 23 avril 1825, arrivaient devant Missolonghi (1).

Cette ville, depuis son dernier siège (2), avait eu ses fortifications complètement modifiées. Le mur en terre qui l'entourait avait été, grâce aux généreuses donations de Lord Byron, remplacé par des remparts en pierre, flanqués de bastions pompeusement baptisés « Le Franklin », « Le Botzaris », etc. En outre, sur les conseils d'un ingénieur habile du nom de Kokkinis, de nouveaux acqueducs souterrains amenant de l'eau fraîche même au gros de l'été avaient été construits.

Enfin, une garnison forte de 3.000 hommes avec 48 canons y avait été établie sous le commandement de Makris, de Notis Botzaris et de Kitsos Tsavellas.

---

(1) *Gordon. History of the Greek Révolution*, T. II, p. 233.

(2) Voir supra p. 101.

Sitôt arrivés, les Turcs commencèrent l'investissement de la place. Conseillé par des officiers autrichiens (1), Rechid Mehemed Pacha en attendant les renforts d'artillerie de siège qu'Youssouf Pacha devait lui envoyer de Patras, fit construire des tranchées et des parallèles afin de pouvoir ainsi s'approcher plus facilement des fortifications de la ville. Les bois d'oliviers qui se trouvaient aux alentours de Missolonghi furent employés à la confection de fascines qui, mêlées à des sacs de terre, enfermèrent la garnison grecque dans une ligne de contrevallation.

Voulant, aux procédés modernes d'investissement, joindre les méthodes employées dans l'antiquité, Rechid Mehemed Pacha construisit une immense jetée en terre semblable à celle établie jadis par Alexandre le Grand devant Tyr (332 avant J.-C.). Cette sorte de plan incliné qui devait à la fois combler les fossés et dominer la ville, fut fortifiée de parapets, de gabions, et de tourelles destinés à la rendre imprenable.

Tandis que des deux côtés on se livrait à des travaux de terrassement, la flotte turque de Topel Pacha, arrivait le 10 juillet 1825 devant Missolonghi. Les quelques navires hydriotes qui se trouvaient dans le port n'eurent que le temps de fuir et l'investissement des assiégés devint dès lors complet.

Le 28 juillet et le 2 août les Turcs livrèrent un assaut général. Mais les Grecs, prévenus par un traître de l'imminence de ces attaques, parvinrent à repousser les Ottomans. Malheureusement c'était des victoires à la Pyrrhus. Les munitions commençaient à faire défaut, et l'on voyait déjà avec angoisse le moment où l'on serait obligé de repousser les assaillants à l'arme blanche.

L'arrivée de Miaulis (3 août) tira la ville de cette critique situation. Topal Pacha, effrayé par les brûlots des Grecs, leva en effet le blocus en toute hâte pour se rendre à Alexandrie où, disait-il, la flotte égyptienne réclamait son concours. La ville dégagée du côté de la mer vit les renforts de toute sorte affluer aussitôt.

Il était dès lors impossible d'affamer la place. D'autre part, l'armée turque décimée par les épidémies et démoralisée par la défection des Albanais (13 octobre) était absolument incapable de donner l'assaut avec quelques chances de succès. Rechid Mehemet Pacha décida donc de s'enfermer dans son camp et d'attendre, avec l'arrivée du prin-

(1) *Soutzo. Histoire de la Révolution grecque*, p. 381.

temps, les nouveaux renforts qui devaient lui permettre de recommencer l'investissement de Missolonghi.

*
* *

Sur mer, la fortune des armes ne devait guère favoriser les Grecs. Se sentant incapables de détruire la flotte égyptienne, ils s'étaient retournés contre l'escadre turque, le 1er juin, Sachtouris attaquait Chrosrew Pacha, au moment où il se dirigeait vers Hydra, et dispersait facilement les navires ottomans,

Malheureusement pour les Grecs, ce beau succès devait être le seul de cette campagne maritime. Miaulis avec un courage extraordinaire essaya bien, il est vrai, de détruire la flotte musulmane ancrée à Souda (14 juin), mais son entreprise échoua et il faillit payer de sa vie ce coup d'audace.

Une autre tentative de Canaris ne devait guère mieux réussir. Le 10 août, il pénétrait dans le port d'Alexandrie dans le but d'incendier l'arsenal et de détruire ainsi dans l'œuf la flotte égyptienne. Il allait réussir lorsqu'un vent contraire s'étant subitement levé l'obligea à regagner la haute mer.

Là devaient s'arrêter les opérations maritimes de 1825.

Cet arrêt dans les succès remportés par les insulaires était en grande partie dû à la nouvelle tactique employée par les Egyptiens. Ces derniers, en effet, au lieu d'attendre à bord de leurs gros navires l'attaque des Grecs, comme ils l'avaient fait au début, allaient maintenant à leur rencontre montés sur de petits bateaux plats. Les brûlots ne pouvaient ainsi s'approcher des navires et l'engin le plus terrible de la marine grecque, se trouvait par suite paralysé.

En outre, ces cinq années de lutte avaient fortement éprouvé la marine grecque qui, maintenant, voyait soudain surgir devant elle un nouvel adversaire merveilleusement équipé et numériquement parlant dix fois plus fort qu'elle (1).

En outre, l'organisation démocratique des îles voulait que toute entreprise importante ne fut arrêtée qu'après avoir été approuvée par les marins. Propriétaires de leurs navires, ces derniers étaient naturellement opposés à toute expédition hasardeuse dont l'issue pouvait être funeste à leurs bâtiments.

(1) Miaulis pour expliquer ses défaites se contentait de dire « Que voudriez vous qu'un petit chien fasse contre plusieurs tigres. »

Enfin, la puissance maritime grecque était minée par un mal terrible, la piraterie. Les insulaires, jadis si riches, étaient, à la suite de la destruction complète de leur commerce, tombés dans la plus noire misère. Aussi, pressés par le besoin ils abandonnèrent peu à peu la flotte régulière grecque, pour se livrer au métier, autrement plus lucratif, de la piraterie. De même que les montagnes étaient infestées par les klephtes, de même la mer fut sillonnée en tous sens par des forbans dont la rare audace rendit bientôt le moindre voyage on ne peut plus périlleux.

Uniquement préoccupés de faire du butin, ils arrêtaient et pillaient les navires sans aucune distinction de pavillon. Cette pratique était surtout désastreuse pour la marine autrichienne qui, depuis le début de l'insurrection, avait pris en Orient la place jadis occupée par les Grecs dans le commerce des blés.

Metternich protesta donc et demanda au gouvernement grec de veiller à ce que l'on cessât d'inquiéter désormais les navires autrichiens mêmes chargés de produits turcs. En un mot, le grand Chancelier voulait que l'on reconnut officiellement la protection de la marchandise ennemie sous pavillon neutre.

Cette théorie, appliquée pour la première fois par la France au xviie siècle, dans ses rapports avec la Turquie, la Hollande et l'Espagne, avait été également soutenue lors des deux ligues de neutralité armée de 1780 et de 1800 (1). Mais, si la France, la Russie, le Danemark, la Suède et l'Autriche admettaient la protection de la marchandise ennemie sous pavillon neutre, l'Angleterre, elle, continuait à appliquer le « Consulat de la mer » en vertu duquel toute marchandise ennemie est de bonne prise même à bord des bâtiments neutres.

Or, l'Autriche n'avait pas le droit d'imposer à la Grèce la théorie française plutôt que la théorie anglaise. Du reste Metternich, si sévère lorsqu'il s'agissait des Hellènes, était par contre fort large vis-à-vis des Autrichiens. C'est ainsi que donnant au mot marchandise une rare élasticité, il prétendit que le pavillon neutre couvrait même les armes et les munitions destinées aux belligérants.

Les Grecs protestèrent. Jamais on n'avait encore été jusqu'à soutenir que le pavillon neutre put protéger la contrebande de guerre et les Hellènes continuèrent à visiter

(1) Nous voulons parler du traité Franco-Turc de 1604, du traité Franco-Hollandais de 1646 et du traité Franco-Espagnol de 1659.

et à piller, chaque fois qu'ils le purent, les bâtiments autrichiens dont la cargaison était destinée aux armées turques.

Voyant que ses plaintes n'étaient nullement écoutées, Metternich somma, le 19 mai 1825, Kontouriotis de mettre fin à cette piraterie qui, disait-il, déshonorait la cause grecque. Cette note était une véritable contradiction. Le Grand Chancelier rendait en effet un pouvoir (le gouvernement grec) qu'il ne reconnaissait pas officiellement, responsable d'actes commis par des individus non munis de lettres patentes et dont la répression aurait dû être logiquement demandée à la Turquie ; ces pirates continuaient, en effet, aux yeux de l'Autriche, à être, jusqu'à nouvel ordre, sujets de l'empire ottoman. Metternich savait, du reste, le gouvernement grec parfaitement incapable de rétablir l'ordre dans l'archipel.

* * *

Comme nous l'avons déjà dit précédemment, les victoires remportées par Ibrahim avaient considérablement affaibli le gouvernement de Kontouriotis. L'équipée ridicule du Président vers Navarin avait achevé de le déconsidérer aux yeux de ses concitoyens.

Reconnaissant, mais malheureusement trop tard, la supériorité de la tactique européenne sur la guerre de partisans faite jusqu'ici, les Grecs chargèrent les Philhellènes de réorganiser l'armée hellénique. Le colonel Fabvier dut créer un corps de tacticiens, tandis que Regnault de Saint-Jean-d'Angély recevait le commandement en chef de la cavalerie. En même temps, le gouvernement grec chargeait ses agents de lever et d'équiper, en Angleterre, un corps de troupes de 4.000 hommes. Ce projet ne put réussir. L'Angleterre désirant garder sa neutralité (1) ne pouvait en effet ni autoriser, ni même tolérer de semblables enrôlements sur son territoire (2).

Un Etat peut bien, à la rigueur, fermer les yeux sur le départ individuel de certains de ses sujets désireux d'aller prendre du service à l'étranger, et qui agissent alors à leurs risques et périls et perdent la qualité de neutres, mais un gouvernement ne saurait tolérer qu'on enrégimente chez lui, des individus en vue d'une guerre à laquelle il veut rester simple spectateur. On a en effet complètement abandonné, et sans espoir de retour, l'ancienne tradition d'après laquelle

(1) Canning devait bientôt rédiger au nom de la Grande Bretagne une déclaration de neutralité.

(2) *Despagnet. Cours du droit international public*, p. 698.

certains pays pouvaient fournir des mercenaires sans renoncer à leur neutralité. L'Angleterre se refusa donc à permettre de semblables enrôlements. Cet échec ne découragea pas le gouvernement grec qui, voyant qu'il ne pouvait pas réparer avec des contingents européens les pertes d'hommes qu'il avait subies, songea alors à créer, grâce à l'appui des philhellènes, une nouvelle flotte grecque (1). Des bâtiments de guerre furent donc commandés aux principaux chantiers d'Angleterre et d'Amérique. A la suite de nombreuses difficultés, suscitées par la mauvaise foi de leurs constructeurs, ces navires furent enfin livrés, mais ils n'arrivèrent devant les côtes grecques que vers 1827 et 1828, alors qu'il n'y avait plus rien à sauver.

La construction de ces frégates, on ne peut plus illégale, aurait du être, à l'instar de l'enrôlement des volontaires, absolument interdite par les gouvernements neutres.

Si la neutralité n'est pas violée par la tolérance laissée à des nationaux de fournir, à titre particulier et dans un but purement commercial des armes à un belligérant, il n'en est plus de même lorsqu'un navire de guerre ou corsaire est construit, équipé, armé ou livré dans un port neutre (2). Dans ce cas-là, en effet, le gouvernement neutre permet qu'un secours direct soit donné à des combattants ce que les lois de la neutralité lui interdisent formellement. Mais, les puissances neutres, favorables aux Grecs préférèrent ignorer la construction de ces navires dont le commandement fut donné par anticipation avec 57.000 £ à Lord Cochrane qui venait de lutter au Brésil (3).

Toutes ces démarches ne purent rétablir l'ancienne autorité du gouvernement. Le peuple, las d'anarchie avait assez de la constitution d'Epidaure cause, croyait-il, de tous ses maux Aussi, réclamait-il à grands cris, un roi qui, en rétablissant l'ordre, parviendrait enfin à chasser les musulmans (4).

Or, justement vers le milieu de l'année 1824, le docteur français Vitali étant venu en Grèce envoyé par M. Laisne de Villevêque, ancien député du Loiret, proposa à Mavrocordato la candidature au trône de Grèce du duc de Nemours second fils du duc d'Orléans.

Mavrocordato demanda à réfléchir. Il craignait qu'un

---

(1) *Jurien de la Gravière. La Station du Levant*, T. II, p. 57.

(2) *Despagnet. Cours de droit international public*, p. 694.

(3) *Jurien de la Gravière*. T. II, p. 60.

(4) *Yemeniz. Scènes et récits des guerres de l'indépendance*, p. 165.

semblable choix n'éveillât les susceptibilités et ne provoquât les colères de l'Angleterre. Il connaissait également les rivalités qui existaient entre les d'Orléans et les Bourbons et eut peur de froisser Charles X, déjà peu favorable aux Grecs. Cette candidature ne semblait du reste convenir ni au roi de France, ni à son ministre, M. de Villèle. Çelui-ci, en effet, malgré toutes les instances du duc d'Orléans se refusa toujours à faire la moindre démarche en faveur du duc de Nemours (1).

Devant cette attitude, plutôt hostile, du gouvernement français, Mavrocordato ne donna aucune suite à ce projet. Les choses en restèrent là jusqu'à l'arrivée du général français Roche. Ce dernier, philhellène enthousiaste, groupa bientôt autour de lui un parti français qui, réuni à Magara (juillet 1825), applaudissait la candidature du duc de Nemours.

Tandis que Roche, aidé d'Ypsilanti et de Kolettis, essayait de faire monter un Français sur le trône de Grèce, les Anglais ne restaient pas inactifs. Le commodore Hamilton, non content de soutenir la candidature du prince Léopold de Saxe Cobourg (2), suggérait en effet au peuple grec de se placer sous le protectorat de l'Angleterre (3).

Le 28 juillet 1825, Mavrocordato proposait solenellement au conseil exécutif de « placer sous le protectorat illimité de la Grande Bretagne le joyau de la liberté de l'indépendance et de l'existence publique de la Grèce ».

N'étant pas officiellement reconnu le gouvernement grec ne put s'adresser directement au gouvernement de Saint-James. On décida donc de faire circuler une pétition, bientôt couverte de plus de 10.000 signatures, dans laquelle le peuple grec demanderait la protection de la Grande Bretagne. Les Hellènes ayant suivi le conseil et exprimé ainsi eux-mêmes leur volonté, le pouvoir exécutif chargea Dimitrios, le fils de Miaulis, de porter cette pétition en Angleterre (5 août 1825).

De cette démarche il pouvait résulter trois conséquences également heureuses pour les Grecs.

1° Ibrahim effrayé par la perspective d'un conflit Anglo-

---

(1) *Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe.* T. I, p. 213.

(2) Léopold de Saxe Cobourg, fils du Duc François de Saxe Cobourg Saalfeld, naquit à Cobourg le 15 décembre 1790 et mourut le 10 décembre 1865. La conférence de Londres lui offrit, en 1830, la couronne de Grèce Il la refusa et devint l'année suivante roi des Belges.

(3) *Tricoupis.* Ἱστορία της Ἑλληνικῆς Ἐπαναστάσεως. T. III, p. 379.

égyptien s'arrêterait peut-être dans sa marche victorieuse et laisserait ainsi aux Grecs le temps nécessaire pour réorganiser leur armée (1).

2° Il pouvait se faire que les puissances, voyant l'Angleterre convoiter la Grèce, sortissent enfin de leur apathie pour hâter la solution de la question.

Enfin, il pouvait arriver, troisième conséquence, que l'Angleterre consentit à établir son protectorat sur la Grèce. Assurément, c'eut été moins que la liberté, but suprême de la lutte, mais l'indépendance absolue ne pouvant pas être obtenue, cette situation était infiniment préférable au joug ottoman.

Ce brûlot d'un nouveau genre eut un grand retentissement dans le monde diplomatique qui attendit avec impatience la réponse de Canning.

Elle ne se fit pas attendre. Le 30 septembre 1825, le ministre anglais déclinait l'offre du protectorat alléguant que « l'Angleterre, en accédant à une semblable demande, se trouverait engagée dans une guerre injuste contre la Turquie. En outre, un pareil agrandissement serait considéré par les puissances comme une violation des traités » (2).

Toutefois, voulant donner aux Grecs une preuve de sa sympathie, il rédigeait une *déclaration de neutralité* de l'Angleterre entre la Grèce et la Turquie. Par cet acte, d'une importance considérable, Canning accordait officiellement aux Grecs la qualité de belligérants, déjà tacitement reconnue par la Grande Bretagne (3).

* * *

Les efforts incessants de l'Angleterre en vue d'augmenter son influence en Grèce n'avaient pas été sans inquiéter Alexandre. Aussi, le Tzar se décida-t-il à reprendre le plus tôt possible les conférences de St-Pétersbourg momentanément suspendues.

Le 24 février 1825, les plénipotentiaires de France, de Prusse et d'Autriche se réunissaient à Saint-Pétersbourg sous la présidence de Nesselrode.

Ces conférences, ainsi que l'avait prévu Canning, ne

(1) Un conflit avec l'Angleterre aurait, en dispersant la flotte égyptienne, interrompu ses communications. Or, privé de ses secours d'Égypte, la situation d'Ibrahim aurait été on ne peut plus critique.

(2) *Gervinus. Insurrection et Régénération de la Grèce*, t. II, p. 145.

(3) Voir *Supra*, p. 125.

devaient être qu'un long tête à tête entre le ministre russe et l'ambassadeur autrichien, Lebzeltern. La Prusse, elle, en effet, s'était retranchée dans une attitude on ne peut plus passive, tandis que la France, maintenant gouvernée par Charles X et le parti de la stabilité, s'était rapprochée de plus en plus de Metternich.

Dès la première séance, Nesselrode présenta un mémoire par lequel il demandait à la Porte la suspension immédiate des hostilités. Il espérait empêcher ainsi Ibrahim d'entrer en campagne et conjurer, de la sorte, le plus grand danger qu'eussent encore couru les insurgés.

Dans le cas où la Turquie se refuserait à arrêter les opérations militaires, Nesselrode proposait aux puissances de rappeler leurs ambassadeurs de Constantinople.

Les plénipotentiaires repoussèrent cet aperçu. Leurs instructions étaient en effet des plus rigoureuses et allaient jusqu'à leur défendre l'emploi de mesures coercitives morales contre la Porte.

Ce premier échec réjouit l'Autriche qui, reprenant espoir, résolut d'en infliger un second à sa puissante rivale.

L'ambassadeur d'Autriche, Lebzeltern, qui était parfaitement renseigné sur tout ce que l'on tramait à la cour de Saint-Pétersbourg et qui savait fort bien qu'Alexandre, dans le cas où il ne pourrait pas obtenir une Grèce protégée, préférerait encore une Grèce esclave à une Grèce libre, proposa, dans le but de contrecarrer la politique moscovite « de franchir d'un seul coup tout le fossé qui se trouvait devant eux et de reconnaître l'indépendance de la Grèce, ce qui mettrait fin, disait-il, à bien des embarras » (1).

Cette proposition de l'Autriche, en contradiction absolue avec la politique suivie jusqu'alors par Metternich, indigna Nesselrode. Le Ministre russe était parfaitement décidé à ne pas même discuter un semblable projet mais comme, d'autre part, les représentants des puissances ne voulaient pas adopter son projet de réformes, il leur proposa de rédiger en commun un note sur les moyens à employer pour rétablir l'ordre en Orient.

Ce mémoire, remis à Nesselrode le 4 mars 1825, était, malgré l'avis défavorable du Tzar, signé par les Ministres et par les ambassadeurs présents aux conférences.

Par cette note, les plénipotentiaires proposaient à la

---

(1) Prokesch von Osten. T. IV, p. 157.

Porte d'invoquer *librement* et d'une *manière toute spontanée* l'intervention des puissances qui s'efforceraient d'apaiser les « troubles ».

Toutefois, en attendant cette médiation, « la Turquie devait suspendre immédiatement les hostilités ». Dans le cas où le Sultan se refuserait à obtempérer aux désirs des puissances, ces dernières étaient « décidées à offrir officiellement et collectivement leur médiation ».

« En cas d'un nouveau refus, les cours européennes devaient alors faire parvenir à la Porte une nouvelle note *plutôt avertissante que menaçante*, tandis que des agents envoyés en Grèce prépareraient les esprits à l'œuvre de la pacification ».

Cependant, avant d'en arriver à cette mesure extrême, les puissances, afin de ménager les susceptibilités de la Porte, convenaient de donner à leurs ambassadeurs à Constantinople l'ordre de faire part au Sultan, individuellement et officieusement, de leurs décisions.

« Mahmoud, de la sorte, semblerait être revenu de lui-même et spontanément à une bonne et saine politique ».

En croyant que cette note serait acceptée, les plénipotentiaires confessaient leur parfaite ignorance de ce qui se passait à Constantinople.

Les victoires d'Ibrahim en Morée et les premiers succès de Rechid Mehemed Pacha dans la Grèce occidentale, avaient rendu la Porte plus arrogante que jamais. En outre, parfaitement renseignée par Gentz de tout ce qui s'était passé aux conférences de St-Pétersbourg, elle n'ignorait pas la tension qui existait entre les cours de Londres et de St-Pétersbourg. Aussi, délivrée du cauchemar d'une intervention générale, était-elle décidée à une résistance opiniâtre.

Le 20 mai 1825, le protocole final des conférences de St-Pétersbourg arrivait à Constantinople.

Le 23, les représentants des grandes puissances se réunissaient chez l'ambassadeur français, Guilleminot, et arrêtaient la marche à suivre dans les négociations (1). Celui-ci, profitant du départ de Strangford et des différends survenus entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie était parvenu à acquérir une certaine influence auprès du Divan.

(1) On discuta entre autres fort longtemps sur la traduction du mot « intervention » qui n'a pas d'équivalent en turc. Enfin le mot «tewassut» (médiation) fut adopté de préférence à « messaii dchamile » qui signifie bons offices.

Aussi chargea-t-on le drogman français, Desgranges, homme adroit et éclairé, de faire les premières ouvertures confidentielles à la Porte.

Le 3 juin, Desgranges exposait au Reis Effendi les désirs des puissances. La réponse fut on ne peut plus railleuse. Le 4 juin, les ambassadeurs recevaient en effet une note par laquelle la Porte leur faisait savoir « qu'elle ne reconnaissait à aucune puissance le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman ». « Les plénipotentiaires réunis à St-Pétersbourg, ignorant les lois et les traditions turques, n'étaient du reste nullement à même de donner un conseil. Tandis que les Etats européens peuvent, en effet, modifier leurs institutions comme bon leur semble, la Turquie, elle, ne saurait apporter aucun changement à des lois qui, venues du ciel, sont sacrées et immuables. »

L'échec des conférences de St-Pétersbourg était complet. Metternich, une fois de plus, avait berné le Tzar. Aussi l'Empereur de Russie, las d'être toujours le jouet de l'Autriche, résolut de se séparer nettement de cet ami trop habile dont son esprit mystique et rêveur ne pouvait dépister toutes les finesses.

Ces difficultés avec l'Autriche amenèrent naturellement le Tzar à se rapprocher de la France. Il s'efforça donc de montrer à la Ferronnays tous les avantages d'un accord franco-russe. L'Angleterre et l'Autriche n'étaient-elles pas les rivales séculaires de l'expansion française en Occident et de l'influence russe en Orient? La France et la Russie unies, quelle puissance oserait s'opposer aux décisions d'une semblable duplice?

Malgré ces arguments, La Ferronnays hésita à se jeter dans les bras de la Russie.

Devant la froideur de la France, Alexandre se décida à chercher à Londres l'appui qu'il avait tout d'abord espéré trouver à Paris.

Depuis quelque temps, les rapports entre les cours de Londres et de St-Pétersbourg étaient plus amicaux. La demande de protectorat adressée par les Grecs à l'Angleterre n'avait pas froissé le Tzar outre mesure. Son aversion pour Metternich, tous les jours plus vive, avait calmé le mécontentement qu'il en aurait pu éprouver. La réponse de Canning n'était, du reste, nullement blessante et il avait été le premier à applaudir au langage prudent et modéré du ministre anglais.

Enfin Alexandre n'avait plus aucune raison d'envier le rôle jadis prépondérant de l'ambassadeur anglais à Constantinople. Le résident Turner, chargé des intérêts britanniques en attendant l'arrivée de Stratford Canning, n'avait aucune autorité. D'une très mauvaise santé, il ne pouvait s'occuper sérieusement des négociations, ce qui faisait, du reste, plaisamment dire que « l'ambassade anglaise était toujours en souffrance ». Aussi le Tzar n'avait nullement à jalouser les réponses faites par la Turquie aux notes anglaises, réponses qui étaient aussi impertinentes que celles adressées jadis à Stroganof.

Alexandre résolut donc de s'entendre avec l'Angleterre. Au lieu de chercher à se contrecarrer, pourquoi ne pas s'unir? Alliée à l'Angleterre, la Russie n'aurait-elle pas facilement raison des ruses de Metternich?

Allant même plus avant dans cette voie, Alexandre confia au plus mortel ennemi du Grand Chancelier, et à lui seul, le rétablissement de l'ordre en Grèce. Le 24 octobre, Liéven, ambassadeur russe à Londres présentait en effet une note à Canning dans laquelle le Tzar priait le ministre anglais « de prendre en mains la direction des affaires d'Orient, l'Angleterre seule pouvant les terminer d'une façon satisfaisante. »

L'exemple donné par le Tzar fut en quelque sorte contagieux. « Les puissances de l'auguste Sainte-Alliance, écrivait Canning à lord Granville (8 novembre 1825), viennent me déclarer les unes après les autres que l'Angleterre seule peut les tirer de leurs difficultés. C'est ce que m'a dit le comte de Liéven, le prince de Polignac et le prince Esterhazy. »

Metternich, en effet, avait été obligé de s'engager, à son tour, dans la voie suivie par Alexandre et d'abandonner le dénouement de la question grecque entre les mains de Canning.

Ce dernier était du reste certain de la réussite des négociations qu'il allait entamer, car il ne voyait rien qui put l'empêcher de rétablir l'ordre en Orient. Sûr de la neutralité de Metternich, qui était encore sous le coup de sa défaite, il croyait en outre pouvoir compter sur l'appui du Tzar, ainsi que sur les sympathies grecques. Aussi espérait-il devenir bientôt, grâce à Stratford, tout puissant à Constantinople.

Un évènement imprévu devait bouleverser tous ces beaux projets.

Le 1[er] décembre 1825, Alexandre, encore jeune (1), succombait à Taganrof à la suite d'une courte maladie.

Cette mort prématurée devait avoir de graves conséquences sur la marche des négociations en Orient. Jusqu'alors c'était l'indécision et la versatilité de ce prince qui avaient empêché l'adoption de toute mesure énergique. Enfin, c'était lui qui avait été et qui était resté le plus fidèle soutien de cette Sainte-Alliance, maintenant attaquée de tous côtés et à laquelle il avait pourtant lui-même porté les premiers coups. Aussi, désormais, les évènements vont se précipiter en Grèce avec une rapidité d'autant plus grande que les gouvernements, déjà désireux d'agir, seront poussés par le mouvement philhellène tous les jours plus puissant.

---

(1) Il avait 48 ans.

QUATRIÈME PARTIE

L'EUROPE ET LA FORMATION DE L'ÉTAT GREC

CHAPITRE IX

VIe Année de la guerre

DÉCEMBRE 1825. — DÉCEMBRE 1826

LE PHILHELLÉNISME
LA CHUTE DE MISSOLONGHI
ENTENTE ANGLO-RUSSE

MOUVEMENT PHILHELLÈNE. — La presse. — L'opinion publique. — Philhellénisme en France. — Les journaux. — Sociétés grécophiles. — Lamartine. — Victor Hugo.

En Prusse. — Arrivée du docteur Ipitis. — Thiersch. — Krug. — Levée d'un corps franc.

En Suisse. — Le banquier Eynard.

En Autriche.

En Russie. — Caractère particulier du philhellénisme russe. — La presse.

En Angleterre. — Contraste avec le Continent. — M. Crie. — M. Stanhope. — O'Brien. — Lord Byron.

En Amérique. — Secours aux Grecs. — Attitude du gouvernement.

OPÉRATIONS MILITAIRES.

SIÈGE DE MISSOLONGHI. — Rechid demande l'aide d'Ibrahim. — Brouille d'Ibrahim et de Rechid Pacha. — Assaut égyptien repoussé. — Réconcilation des deux généraux. — Investissement complet de Missolonghi. — Les Ottomans s'emparent de Vassiladi, de Dolma, d'Anatoliko. — Ils sont repoussés à Kleissova. — Situation désespérée de Missolonghi. — Le suprême combat.

EXPÉDITION D'IBRAHIM CONTRE LE MAGNE. — Premier échec d'Ibrahim. — Nouvelle expédition. — Second échec d'Ibrahim. — — Situation des forces égyptiennes.

RECHID PACHA DEVANT ATHÈNES. — Moustapha Bey s'empare de la basse ville. — Les Grecs battus à Chaidari. — Kriezotus pénètre dans l'acropole. — Fabvier ravitaille la place. — Il y est bloqué.

SITUATION DE LA GRÈCE. — Le nouveau gouvernement. — L'Assemblée législative permanente. — Mauvaise foi de l'Autriche. — Reprise des luttes de partis.

RÉFOMES EN TURQUIE. — Nouvelle réglementation des janissaires. — Création du corps des Ekindjis. — Révolte des janissaires — Destruction de ce corps. — Conséquences.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — Renonciation au trône du Grand Duc Constantin. — Révolte militaire de Saint-Pétersbourg. — — Nicolas I. — L'Archiduc Fernand d'Este à Saint-Péterbourg. — L'attitude décidée du Tzar effraie Metternich. — Canning essaie de reprendre la médiation anglaise. — Wellington à Saint-Pétersbourg. — Division de la question d'Orient. — Echec des négociations de Stratford Canning. — Succès diplomatique de Nicolas. — Traité d'Ackerman. — Le protocole du 4 avril. — Mécontentement de Metternich. — Affaires de Portugal. — Canning projette une triple alliance.

La lutte sans merci qui, depuis cinq ans, ensanglantait la Grèce, avait profondément ému les peuples. La question d'Orient qui, durant les deux derniers siècles, s'était réduite à un duel serré entre la diplomatie russe et la diplomatie autrichienne, n'avait nullement remué les masses, incapables de comprendre le jeu subtil des cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg. Cette fois, la situation était tout autre. Ce n'était pas à des escarmouches diplomatiques, mais au soulèvement d'un peuple las de subir une odieuse tyrannie que l'Europe allait assister.

Renseignés et éclairés par la Presse, les peuples allaient enfin s'intéresser et s'occuper des questions internationales jusqu'alors réglées et discutées par leurs seuls souverains. Pour la première fois l'opinion publique, qui, dans la suite, devait avoir une influence considérable sur la marche des événements, se prononçait hautement dans une question de politique extérieure.

La presse et son dérivé, l'opinion publique, jusqu'alors presque ignorés des gouvernements qui ne les avaient connus que pour les étouffer, allaient se relever tout à coup et obliger leurs souverains à accomplir des actes en con-

tradiction flagrante avec les principes qu'ils venaient d'émettre et les devoirs qu'ils s'étaient imposés. .



La France si facile à s'enthousiasmer pour les causes nobles et généreuses, se mit immédiatement à la tête du mouvement philhellène par pure philantropie et sans aucune arrière pensée égoïste, nationale, politique ou financière.

La position de la France était pourtant particulièrement délicate.

La révolution française était encore présente à toutes les mémoires et les Princes, les regards fixes sur Paris, étaient prêts à considérer comme un réveil révolutionnaire toute sympathie pour les Grecs trop vivement exprimée. En outre, depuis l'arrivée de Mehemet-Ali au Pachalik d'Egypte, la France avait acquis en Afrique une influence qu'il eut été criminel de risquer à la légère.

Mais ces considérations, capables de retenir un gouvernement, ne pouvaient arrêter les sympathies du peuple français envers une nation ne réclamant, en somme, que la reconnaissance des droits solennellement proclamés en 89.

Durant tout le ministère Richelieu, et surtout sous le ministère de Caze, le philhellénisme avait pu se développer librement en France. Il n'en fut plus de même lors de l'arrivée au pouvoir de Villèle qui, imbus des principes de la légitimité, essaya, par une série de mesures, d'arrêter ce mouvement grécophile en même temps qu'il aidait indirectement la Turquie à étouffer l'insurrection (1).

Les journaux français, *Le Constitutionnel*, rédigé par Etienne, Jay, Chauchois-Lemaire, Thiers, et la *Gazette de France* dont les principaux collaborateurs étaient A. Thierry, Casimir Perrier, Benjamin Constant, de Broglie, se mirent aussitôt à la tête du mouvement. L'impulsion donnée par ces publications à la cause grecque fut telle que les feuilles gouvernementales, à leur tour, se rallièrent peu à peu au philhellénisme.

C'est d'abord *Le Journal des Débats*, qui voulant garder une neutralité absolue ouvre indifféremment ses colonnes

(1) Le général Livron, au service de l'Egypte, put acheter des munitions et faire construire des navires en France, tandis que la geolette française « L'Amaranthe » faisait plusieurs voyages pour les Egyptiens auxquels elle allait jusqu'à proposer de transporter des armes et des munitions en Morée.

à toutes les opinions. Puis c'est le *Drapeau Blanc*, jusqu'alors organe attitré des Turcs, qui, après de longues hésitations, finit enfin par reconnaître que Grecs et carbonari n'ont rien de commun.

Le débarquement en Morée des troupes égyptiennes eut en France un immense retentissement. Sous le coup de cette nouvelle, il se fonda immédiatement à Paris (février 1824) une « Société philantropique pour l'assistance des Grecs » son comité central fut bientôt composé d'homme comme Chateaubriand, Lafitte, La Rochefoucauld, le duc de Fitz-James, Firmin Didot et le comte Saint-Aulaire.

En même temps, une quantité de brochures sont imprimées à Paris et distribuées à profusion par toute la France. Nous pouvons citer l'*Appel aux nations*, de Benjamin Constant, les *Considérations sur les Grecs et les Turcs*, de Genoude, et la *Note sur la Grèce*, de Chateaubriand.

Bientôt paraissent, coup sur coup, de véritables livres documentaires émanant, pour la plupart, d'hommes qui sont allés lutter en Grèce. Ce sont l'*Histoire de la Régénération de la Grèce*, par Pouqueville, l'*Histoire des événements de la Grèce*, de Raffenel. A leur tour les *Mémoires* de Raybaud, Voutier, Jourdain, témoins oculaires de l'insurrection, viennent jeter un jour nouveau sur cette révolution.

A côté de ces ouvrages historiques, des poèmes surgissent. La première poésie inspirée par les événements d'Orient fut celle du comte Gaspard de Pons qui, intitulée *Ode sur l'insurrection des Grecs*, apparaît vers la fin de l'année 1821. Puis ce sont *Le clocher de Saint-Marc*, de Jules Lefebvre-Deunier où le poète, dans des vers poignants, chante la destruction de Psara et la mort de Lord Byron. Viennent ensuite les *Messéniennes*, de Casimir Delavigne et les *Chants populaires de la Grèce moderne*, de Fauriel.

Enfin paraissent le *Dernier chant du Pélérinage d'Harold*, de Lamartine et les *Orientales* où Victor Hugo dans six pièces intitulées *Les têtes du Sérail*, *Canaris*, *Enthousiasme*, *Navarin*, *L'Enfant*, et *Lazzara*, nous montre les souffrances endurées par les chrétiens et les atrocités commises par les Turcs.

Les Turcs ont passé là, tout est ruine et deuil.
Chio, l'île des vins, n'est plus qu'un sombre écueil.

Journalistes, historiens, romanciers, poètes, tous, sans distinction de partis, se prononçaient donc hautement en faveur des Grecs. Ce mouvement philhellène qui avait en

quelque sorte pris naissance en France passa vite la frontière et pénétra tout d'abord en Allemagne où, à l'instar de ce qui s'était passé en France, le peuple se passionna bientôt pour l'insurrection hellénique.

*
* *

La Prusse, la Bavière, la Saxe et les autres états allemands n'ayant nullement essayé de contrecarrer le mouvement philhellène, celui-ci prit bientôt un vigoureux essor.

Des revues, destinées à tenir le public au courant de ce qui se passait dans les Balkans, apparurent de tous côtés tandis que des auteurs comme Wilhelm Muller dans ses *Chants Grecs*, et Mlle von Jakob, dans sa traduction des *Chants populaires Serbes*, faisaient connaître au peuple allemand les mœurs et les coutumes des chrétiens orientaux.

L'arrivée en Allemagne du docteur Ipitis, médecin particulier d'Alexandre Ypsilanti, donna une nouvelle impulsion au mouvement grécophile (1).

Des Comités furent alors fondés dans les principales villes d'Allemagne, mais parmi eux, deux surtout, devaient avoir une grande influence. C'était, primo, celui crée à Munich par Thiersch et, secondo, celui organisé par Krug à Leipzig. Mais tandis que Thiersch se contentait de défendre par la plume la cause grecque dans la *Gazette d'Augsbourg*, Krug, lui, essayait de matérialiser les sympathies de ses concitoyens pour la Grèce. Dès le 1er août 1821 il faisait en effet circuler dans toutes l'Allemagne, des listes de souscription en même temps qu'il s'entendait avec M. von Dalberg, ancien capitaine de la Landwehr (2) pour lever et équiper un corps franc. Grâce à ses efforts, 600 hommes furent bientôt réunis à Offenbach d'où, sous le commandement de Kephalas, délégué de l'Aréopage, ils se mirent en route pour Marseille leur port d'embarquement.

Mais le gouvernement français, informé de leurs projets, s'opposa formellement à leur passage. Un état peut en effet parfaitement empêcher une armée étrangère, même animés vis-à-vis de lui des meilleurs sentiments, de traverser son territoire. Le passage de soldats étrangers armés et équipés peut en effet provoquer avec les populations de

---

(1) *Philimon*. Δόκιμον ιστορικον περι τῆς φιλικῆς εταιρείας. Nauplie 1834, t. I, p. 93.

(2) Milice prussienne.

regrettables conflits. En outre, dans le cas présent cette autorisation aurait constitué une aide indirecte au peuple grec et fait sortir le ministère français de la neutralité qu'il avait jusqu'alors observée.

Aussi, devant la décision du gouvernement français, le corps allemand se dispersa. Ses membres se rendirent alors, sans armes et comme de simples particuliers, à Marseille où ils s'embarquèrent. Mais leur chef Kephalas, les ayant dévalisés et abandonnés, ils durent renoncer à aller en Grèce et parvinrent enfin, après de nombreuses difficultés à regagner l'Allemagne.

Cette inqualifiable conduite de Kephalas porta un coup terrible au philhellénisme allemand. Les souscriptions cessèrent aussitôt, tandis que les jeunes gens des corps francs, absolument désillusionnés, refusaient de partir ne voulant pas s'exposer au même sort que celui qui avait été réservé aux compagnons de ce traître.

*
* *

La Suisse, elle aussi, embrassa, dès le début des hostilités, la cause des Grecs. Des sociétés philhellènes se fondèrent bientôt à Aarau, à Berne, à Zurich (novembre-décembre 1821) et enfin à Genève qui, par suite de la présence dans ses murs de Capodistrias et du banquier Eynard, devint, à partir de 1825, le point central du philhellénisme.

Le banquier Eynard, qui, dans la suite, devait tirer de sa banque 700 000 francs pour les prêter à Capodistrias devenu Président de la Grèce, sut, grâce à son infatigable énergie, raviver, unir et augmenter le mouvement grécophile. S'étant entendu avec « la Société philantropique pour l'assistance des Grecs » de Paris, il se mit à la tête des comités de France et d'Allemagne. Il s'efforça de surveiller l'emploi des ressources dont ils disposaient et d'en empêcher le gaspillage dans des entreprises inutiles, avantageuses seulement pour ceux qui les proposaient

*
* *

En Autriche, la presse étant garottée, et les réunions interdites, Metternich parvint facilement à étouffer le philhellénisme dès sa naissance.

*
* *

Il n'en fut pas de même en Russie. Un mouvement dirigé par l'Hétairie eut lieu en effet, ainsi que nous l'avons vu, dès le début de 1821. Mais cette agitation, absolument dif-

férente de celle des autres pays de l'Europe, est plutôt turcophobe que grécophile. C'est le parti militaire surtout qui s'intéresse aux évènements d'Orient et, s'il désire une intervention de la Russie ce n'est pas tant pour délivrer les Grecs que pour augmenter la puissance de la Russie.

Quant au bas peuple, ignorant et mal renseigné par la presse dont les principaux organes comme la *Gazette de Saint-Pétersbourg* et le *Courrier d'Europe*, sont soumis à une censure des plus sévère, il reste froid et attend silencieusement une décision du Tzar.

*
* *

L'Angleterre, elle, forma un contraste frappant avec l'attitude prise par le continent. Une vague jalousie commerciale, la crainte de voir la Russie intervenir et s'établir sur la route des Indes, avait transformé chez ce peuple commerçant et calculateur, les sympathies les plus naturelles en antipathies nationales. Aussi, la première souscription ouverte par Lampierre en faveur des Grecs n'eut-elle aucun succès.

Cet état de choses dura jusqu'aux massacres de Chio qui produisirent en Angleterre une profonde émotion. On était encore sous le coup des horreurs commises par les Turcs dans cette île, jadis si riche, lorsque parurent deux ouvrages appelés bientôt à un grand retentissement. C'était d'abord le *Livre de voyage*, de Weddington, suivi bientôt de la *Letter on the subject of the Greek to the Earl of Liverpool*, où Ersine flétrit, dans les termes les plus violents, l'entente criminelle de l'Angleterre avec la Porte.

L'arrivée de Canning aux affaires donna un nouvel essort au philhellénisme. La nouvelle évolution du gouvernement anglais eut, naturellement, son contre coup dans la presse. Les feuilles ministérielles, et parmi elles la *Quarterly Review*, jusqu'alors si hostile à l'insurrection grecque, commencèrent à s'intéresser à ces hommes qu'ils se plaisaient, naguère, à considérer comme des brigands.

Bientôt des souscriptions s'organisèrent à Edimbourg, sous la direction de M. Crie, tandis que Stanhope, chef du parti philhellène de Londres se rendait en Grèce pour y surveiller l'emploi des secours expédiés de tous côtés. Enfin les grecs Orlandos, Louriotis, G. Zaimis étant arrivés à Londres, contractaient ainsi que nous l'avons déjà dit, cet emprunt dont les conséquences devaient être considérables,

Mais si l'émission faite par la banque O'Brien Ellice et

Cie avait été facilement couverte, c'était, en grande partie, il faut le reconnaître, grâce à lord Byron dont l'ardeur poétique avait réussi à faire fondre la glace qui couvrait le cœur des tories et l'âme des boutiquiers anglais.

En 1809, Byron, âgé de 21 ans, avait, en compagnie d'Hobhouse, commencé son pélerinage d'*Harold* et, après avoir passé par le Portugal, l'Espagne et Malte, était arrivé en Albanie. De là, après avoir admiré la bravoure des Souliotes et pénétré les instincts de tigre d'Ali Pacha, il s'était rendu à Constantinople, où il avait composé *The Giaour*, *The Bride of Abydos*, *The Corsair*, *Lara*, ainsi que les premiers chants du *Childe Harold*.

Non content de chanter les actes d'héroïsme accomplis par les Grecs, il résolut encore de combattre à leurs côtés.

En janvier 1824, il débarquait à Missolonghi où se trouvait déjà le colonel Stanhope. L'arrivée de lord Byron électrisa les Grecs qui l'attendaient, ainsi que le disait plus tard le capitaine Dimitrios à Gamba, comme les jeunes hirondelles attendent leur mère (1).

Cet enthousiasme ne devait malheureusement guère durer. Lord Byron s'aperçut en effet bientôt que ce n'était ni son aide, ni ses conseils, mais sa fortune que l'on recherchait, Les Souliotes, si braves au combat, refusèrent de se battre tant que l'arriéré de leur solde ne serait pas intégralement payé. En outre, un Souliote ayant été arrêté pour avoir assassiné l'officier suédois Sass (2), ami de lord Byron, une émeute terrible éclata durant laquelle la vie du vaillant philhellène courut les plus grands dangers.

C'était plus qu'il n'en fallait pour achever d'ébranler sa santé déjà fort compromise. Le 19 avril 1824, lord Byron, terrassé par une fièvre pernicieuse, rendait le dernier soupir.

Les Grecs le pleurèrent sincèrement. Missolonghi lui fit d'imposantes funérailles et les Hellènes comprirent enfin le sacrifice de cet homme qui avait abandonné corps et biens à la défense de leur cause.

Après la mort de lord Byron le philhellénisme anglais fut représenté par Stanhope. Elève de Bentham, républicain honnête et convaincu, Stanhope commit la faute de se

---

(1) *James Emerson. Journal of a residence among the Greek.* London, 1826, t. I, p. 109.

(2) Cet officier était le directeur du laboratoire que Lord Byron avait créé à Missolonghi.

séparer de Mavrocordato dont les projets dynastiques lui avaient fortement déplu.

S'éloignant de Mavrocordato, il se rapprocha d'Odyssée. Ce rusé général ayant joué devant lui le rôle de républicain, d'homme populaire et d'ami éclairé des muses, acquit bientôt toutes ses sympathies (1).

Mais Odyssée ayant passé au service de la Turquie, Stanhope, absolument désillusionné, rentra en Angleterre.

* * *

Le philhellénisme, qui avait passé la Manche, traversa aussi l'Océan et atteignit bientôt l'Amérique. De même qu'en Europe, des Comités se fondèrent à la Nouvelle-Orléans, à Philadelphie et à New-York.

Poussé par l'opinion publique, le Président des Etats-Unis exprima même publiquement, à l'ouverture du Congrès, l'espoir de voir les Grecs sortir victorieux de la noble lutte qu'ils avaient entrepris.

Le gouvernement des Etats-Unis fut, du reste, toujours favorable aux Hellènes. Non seulement, il leur permit de faire construire des navires en Amérique, mais encore il força les armateurs à livrer ces bâtiments qui leur avaient été payés et dont ils refusaient, avec une mauvaise foi évidente, de se dessaisir.



Le mouvement philhellène s'était donc, on le voit, répandu dans tout le monde civilisé. Les gouvernements résistaient encore, mais on voyait le moment où ils seraient incapables d'endiguer plus longtemps cette trombe grécophile de plus en plus puissante.



La Porte, fort bien renseignée sur cette agitation qui se manifestait alors de tous côtés, se décida à briser, dans un dernier effort, l'insurrection hellénique.

Avant tout, il fallait s'emparer de Missolonghi.

La résistance opiniâtre de cette place avait en effet concentré sur elle les sympathies de l'Europe. Des quêtes, des conférences s'organisaient partout pour secourir les Misso-

---

(1) Odyssée le fit assister à une assemblée du peuple où l'on élut des juges et où l'on discuta des rapports sur les hôpitaux qui n'existaient nulle part.

longhistes et le Sultan pouvait craindre que, sous la poussée populaire, les gouvernements ne finissent par prendre en mains la cause des Grecs. Rechid Pacha fut donc de nouveau invité à s'emparer au plus tôt de la place.

Cet ordre était plus facile à donner qu'à exécuter. Les troupes ottomanes épuisées par le siège de l'année précédente, étaient en effet incapables de s'emparer de Missolonghi.

Un seul homme pouvait mener à bien cette tâche, c'était Ibrahim.

En conséquence, Rechid Pacha écrivit une lettre au fils de Mehemet Ali, pour le prier de venir l'aider « à exterminer ces pécheurs de Missolonghi qui, par leurs sortilèges, étaient devenus autant de satans ». « J'avais élevé devant eux, ajoutait Rechid, une montagne qui dépassait les murailles, ils viennent de la détruire par la magie d'un certain Kokinis qu'ils tiennent à leur solde. Ils osent m'insulter du haut de leurs tours, me laisserez-vous devenir la risée des guiaours? » (1). Ibrahim, indifférent aux insultes que pouvait recevoir Rechid, hésita à se mettre en route. Il devait, en effet, pacifier la Morée et non réparer les fautes que les généraux de Mahmoud pouvaient commettre dans la Grèce continentale. Mais un firman du Grand Seigneur lui ayant enjoint de partir pour l'Etolie, Ibrahim se vit obligé, sous peine de rébellion, de quitter au plus tôt Modon où, il avait tout d'abord eu l'intention d'hiverner. Le 29 novembre 1825, il arrivait à Rhion. De là, ayant balayé les Grecs du golfe de Corinthe, il passait dans la Grèce continentale et asseyait son camp juste à côté de celui de Rechid Pacha, en face de Missolonghi (5 janvier 1826).

Quant aux Grecs, sans direction, sans troupes bien équipées et sans argent, ils ne purent, durant cette marche d'Ibrahim, ni ravitailler Missolonghi, ni attaquer Coron, Modon, Navarin ou Tripolitza laissés presque sans garnison, ni même enfin arrêter le fils du pacha d'Egypte aux passes de Kleidi pourtant si faciles à défendre (2).

Cette inaction était d'autant plus regrettable que Missolonghi se trouvait alors justement dans une situation on ne peut plus critique et avait, plus que jamais, besoin d'être secourue. Les assiégés déjà décimés par les combats antérieurs, étaient en outre exténués par les fièvres et les pri-

(1) *Soutzo. Histoire de la Revolution grecque*, p. 382.

(2) *Fabvier. Histoire du siège de Missolonghi.*

vations. Vêtus de guenilles, exposés à l'air malsain d'une ville située au milieu de lagunes et à moitié détruite par le canon, les assiégés voyaient leurs forces diminuer de jour en jour.

Une expédition heureuse de Miaulis avait bien, il est vrai, jeté (21 janvier 1826) pour deux mois de vivres dans la place, mais après ce laps de temps, la chute de Missolonghi semblait certaine.

Elle fut toutefois retardée par des dissentiments survenus entre les chefs musulmans, dissentiments qui, en affaiblissant les Turcs, réconfortèrent l'indomptable énergie des assiégés.

Ibrahim s'étant, en effet, indigné des nombreux échecs subis par les Turcs, devant ce « misérable enclos », tandis que lui, Ibrahim, s'était en trois jours, emparé de la place de Navarin, Rechid Pacha froissé, se retira dans son camp, décidé à ne donner aucun secours à cet arrogant collaborateur.

Ibrahim résolut donc de s'emparer seul, et en quinze jours, de la ville. Le 24 février, un bombardement terrible commençait, 8.000 bombes et obus ayant achevé de démolir les quelques maisons qui restaient encore debout, Ibrahim, plein de confiance, lançait ses 12.000 hommes à l'assaut.

Les Grecs, prévenus de cette attaque, mirent le feu à plusieurs fougasses, dont les explosions jetèrent le désarroi dans les rangs des Egyptiens qui, ayant fait demi tour, se réfugièrent dans leur camp au milieu d'une indescriptible confusion.

Cet échec remplit le séraskir de joie. Quant à Ibrahim, cédant enfin aux conseils de Nessib Effendi et d'Husney Bey, envoyés du Sultan, il se résigna à demander au Pacha turc sa coopération (1).

Les troupes turques étant incapables de prendre de vive force la place, les généraux réconciliés résolurent de s'en rendre maîtres par la famine. Conseillés par l'italien Romei (2), ils décidèrent donc de fermer les avenues de Missolonghi, tant du côté de la mer que du côté de la terre.

Mais, pour mettre ce plan à exécution, il fallait avant tout, s'emparer des quatre postes militaires de Vassiladi, de Dalma, d'Anatoliko et de Klaissova, dont tous les généraux turcs avaient jusqu'alors négligé l'occupation. Ibrahim

(1) *Edouard Gouin*, p. 394.

(2) Romei était le chef du génie militaire d'Ibrahim.

était d'autant plus résolu à s'abstenir de cette faute, commise par ses prédécesseurs, que trois navires équipés par les Philhellènes, venaient justement de quitter Marseille pour ravitailler Missolonghi (1).

Aussi, Ibrahim, après avoir fait construire en toute hâte à la Saline blanche une foule de lanzonies (bateaux plats), qui pouvaient aisément naviguer en tous sens sur les lagunes, ordonna à Houssein Bey d'occuper le fort de Vassiladi défendu par l'italien Giachomuzzi.

Le 10 mars 1826, les Egyptiens faisaient sauter la poudrière de Vassiladi, et s'emparaient facilement de cette position. De là, ils se dirigeaient vers l'île de Dolma. Reçus par une violente fusillade, ils reculèrent tout d'abord, mais des renforts étant arrivés et l'héroïque Liakatas ayant, ainsi que presque toute la garnison grecque, péri, les Turcs parvinrent enfin, après sept heures d'efforts, à s'emparer de Dalma (12 mars).

La chute de Dalma rendait la position d'Anatoliko désormais intenable. Aussi, le 13 mars cette courageuse petite place, qui avait déjà en 1823 vaillamment résisté aux Turcs, était-elle obligée de capituler.

Les Turcs furent moins heureux à Klaissova.

Là, en effet, malgré deux attaques, dont l'une faillit couter la vie à Rechid Pacha, ils ne purent arriver à déloger Kitsos Tsavelas fortement retranché au sommet de l'île. Cette brillante défense ne devait malheureusement pas sauver le palladium militaire du continent.

Miaulis ayant en effet vainement essayé d'introduire (15 avril) des vivres dans Missolonghi, la prolongation de la résistance devenait, désormais, impossible. Devant la gravité de la situation les chefs grecs se réunirent en Conseil et décidèrent, après une vive discussion, d'abandonner Missolonghi.

Des Albanais du parti des Hellènes, allèrent immédiatement informer du projet des grecs Karaiskakis, qui campait aux environs de Missolonghi. Ils espéraient en effet que ce chef, par une habile diversion, permettrait aux Missolonghistes de faire aisément une trouée dans les rangs ennemis. Le 22 avril, les Grecs s'apprêtèrent au départ.

Toute la population s'étant rassemblée sur la place fut divisée en trois colonnes placées sous les ordres de Kitsos Tsavelas, de Notis Botzaris et de Makris.

---

(1) *Gazette d'Augsbourg*, numéro du 19 février 1827.

A minuit, des ponts furent jetés sur les fossés et l'exode commença.

Malheureusement pour les Grecs, tous ces préparatifs ne s'étaient pas faits dans le plus grand silence, les femmes et les enfants, terrorisés par cette marche de nuit, avaient au contraire poussé des cris et des lamentations qui avaient éveillé l'attention des Ottomans. Aussi, Makris, sorti le premier de la ville dans l'espoir de surprendre les Egyptiens et d'atteindre ainsi facilement Anatoliko, se heurta-t-il à des soldats prêts à l'attaque qui, entranchés dans des fossés, décimèrent presque toute sa troupe.

Notis Botzaris, plus heureux, parvint jusqu'aux monts Zygos où il espérait trouver Karaiskakis ainsi que Makris et Tsavelas. Mais là, au lieu de rencontrer ses compagnons, il ne vit que des Albanais au service de la Turquie qui le poursuivirent l'épée dans les reins jusque dans la montagne.

Quant à la troupe de Tsavelas, principalement composée de femmes et d'enfants, elle rebroussa chemin, effrayée par la canonade turque, et retourna dans la ville poursuivie par les musulmans.

Un horrible carnage commença aussitôt.

Femmes, vieillards, infirmes, enfants, tous, sans distinction, périrent au milieu des pires supplices.

Un certain nombre de ces malheureux s'étant refugiés dans le dépôt de munitions, mirent le feu aux poudres entraînant avec eux la mort de plus de 2.000 Turcs.

La chute de Missolonghi produisit en Grèce un immense découragement dont les Turcs résolurent de profiter au plus tôt.

Ibrahim réunit en toute hâte ses troupes et se dirigea vers le Magne, tandis que Rechid concentrait toutes ses forces contre Athènes.

*
* *

Avant de commencer son expédition contre le Magne, Ibrahim résolut, afin de maintenir ses communications avec le nord de la Grèce, de ravitailler Tripolitza et de prendre les renforts que Mehemet Ali venait de lui envoyer. Ces troupes fraîches ayant porté à 9.000 le nombre de ses hommes, il se mettait le 7 juillet 1826 en route pour le Magne.

Il se dirigea tout d'abord vers Armyros, mais, trouvant

la position fortement défendue, il essaya de la tourner et s'avança dans la direction de Tsimoura. Mais Konstantinos Mavromichalis, ayant eu connaissance de ce mouvement, accourut en toute hâte et fut assez heureux pour surprendre Ibrahim dans les défilés d'Amykla. Attaqué de tous côtés et croyant avoir à faire à un nombre considérable d'ennemis, le général égyptien fit demi tour et retourna au plus vite à Kalamata.

Là, ayant appris que Souleyman Bey était cerné par Colocotronis dans Tripolitza, Ibrahim se vit contraint de remonter au plus tôt vers le nord pour dégager la capitale de la Morée (Mai 1826).

Cet échec ne le découragea pourtant pas. Tripolitza ravitaillée, une nouvelle expédition contre le Magne fut immédiatement préparée. Ibrahim, qui connaissait le désordre et l'indiscipline des troupes Magnotes, espéra les réduire plus facilement en les attaquant simultanément de plusieurs côtés à la fois, Il divisa donc son armée en trois corps qui reçurent l'ordre de pénétrer en même temps dans le Magne par les trois points stratégiques d'Arachova, de Mistra et de Tsakonie (Juillet 1826) (1).

Ainsi divisés, les Egyptiens furent facilement repoussés par les Magnotes accourus à l'appel de Mavromichalis, de Nikitas et de Zacharopoulos.

Connaissant mal le pays, manquant de vivres et craignant d'être cerné, Ibrahim dut rebrousser chemin et revenir à Tripolitza (novembre 1826). Comme, d'autre part, l'hiver était là, il se vit contraint de remettre au printemps prochain la conquête du Magne. Son expédition contre le Magne avait donc totalement échoué.

Les Egyptiens, déjà affaiblis par le siège de Missolonghi, étaient maintenant totalement épuisés et cela d'autant plus que les renforts envoyés par Mehemet Ali se faisaient de plus en plus rares.

Cette guerre, qui, tout d'abord, devait être terminée en six mois durait depuis deux ans, 25 millions étaient déjà sortis du trésor de Mehemet Ali tandis que plus de 15.000 Egyptiens étaient restés couchés sur les champs de bataille de la Morée. C'était plus qu'il n'en fallait.

***

Les débuts de Rechid Pacha dans la Grèce orientale ne furent guère plus heureux.

---

(1) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce.* t. II, p. 296.

Maître de Missolonghi et sûr de ses communications, Rechid Pacha s'était avancé vers l'Attique à la tête de 10.000 hommes. Le 20 juillet 1826 il arrivait devant Athènes. La ville, abondamment pourvue de vivres (1) était défendue par 3.000 Grecs et par 300 mercenaires sous les ordres de Gouras. Rechid essaya tout d'abord de s'emparer du Mont Philopapos qui commandait l'Acropole. Une attaque contre cette position ayant été repoussée, il s'établit sur la colline du Musée qui dominait la ville basse d'Athènes.

Le 11 août, Moustapha Bey, entrait sans lutte dans Athènes. La ville, en effet, défendue par de vieux murs lézardés de tous côtés avait été abandonnée par ses habitants qui, sur les conseils de Gouras, s'étaient retirés dans l'inexpugnable acropole. Là, au moins, ils étaient surs de pouvoir repousser tous les assauts turcs. Mais si les Ottomans ne pouvaient pas pénétrer dans l'Acropole, les maladies, elles, par contre, s'y étaient victorieusement établies. Les médicaments ayant tous été employés on ne pouvait plus essayer d'enrayer les nombreuses épidémies provoquées par l'entassement des réfugiés et par l'eau corrompue qu'ils étaient obligés de boire. Aussi, malgré les vivres, la situation des assiégés devenait critique et cela d'autant plus que le gouvernement grec ne semblait nullement s'intéresser au sort de cette ville. Pourtant, à la fin, des renforts parvinrent. Trois corps d'armée forts de 3.000 hommes et commandés par Kriezotis, Karaiskakis et Fabvier arrivèrent, en effet, le 15 août au village de Chaidari où ils s'établirent.

Cette position était fort mal choisie. Ce village de Chaidari, situé sur un rocher où aucun entranchement n'était possible, était, en outre, dominé par des montagnes d'où les Turcs pouvaient le bombarder à leur aise (2).

Aussi, le 20 août, les Grecs, malgré une défense héroïque, étaient délogés de cette position qu'ils n'auraient jamais dû occuper.

A la suite de cet échec, l'investissement de l'Acropole devint complet.

Les Grecs, voyant qu'ils ne pouvaient, par suite de leurs faibles forces, obliger, pour le moment, Rechid à lever le siège, résolurent de renforcer la garnison. Le 22 octobre, Kriezotis profitant d'une diversion de Karaiskakis sur Chaidari, entrait avec 300 hommes dans l'Acropole. Là,

---

(1) Elle possédait pour 18 mois de vivres.

(2) *Frédéric Muller. Denkwürdigkeiten aus Griechenland.* p. 17.

une grande désillusion l'attendait. Les vivres et les munitions qu'il croyait encore abondantes touchaient à leur fin et les bouches qu'il venait d'amener ne pouvaient qu'accélérer la chute de la place.

Makriyannes qui s'était déjà distingué dans maints combats fut donc chargé de traverser, si possible, les rangs ennemis pour faire connaître au gouvernement grec la situation d'Athènes. Le 29 novembre Makriyannes arrivait à Egine. Un seul homme semblait avoir l'autorité et l'audace suffisantes pour ravitailler Athènes, c'était Fabvier. Le gouvernement grec le chargea donc de se rendre au plus tôt devant cette place.

Le 13 décembre 1826, Fabvier, ayant débarqué en face de Salamine, parvenait, à la faveur de la nuit, jusqu'à l'Acropole où il pénétrait suivi de 600 tacticiens chargés chacun d'un sac de poudre. Sa mission accomplie, Fabvier essaya de partir avec les siens, mais les Turcs ayant été prévenus de son départ, le repoussèrent dans l'Acropole. Rechid était en effet parfaitement renseigné sur tout ce qui se passait dans la place. Certains auteurs prétendent qu'il avait été informé des projets de Fabvier par les adversaires de Kriezotis qui espéraient lui ôter le commandement en maintenant le commandant français dans leurs murs. D'autres, comme Gordon (1), soutiennent, au contraire, que ce fut le gouvernement grec lui-même, qui, redoutant la présence de Fabvier, donna aux Turcs le moyen de l'immobiliser dans Athènes. La situation dans laquelle se trouvait le gouvernement grec rendait cette opinion vraisemblable. Celui-ci, en effet, en proie à l'anarchie, était en outre miné par la plus profonde jalousie.

*
* *

A la suite de la chute de Missolonghi, le faible gouvernement de Kontouriotis et de Kolettis avait été obligé de démissionner. Devant l'imminence du danger qui menaçait les Grecs, les partis politiques, un moment réconciliés, songèrent à réorganiser le gouvernement sur de nouvelles bases.

Sentant la nécessité d'une direction forte et unique, les chefs grecs proposèrent d'ajourner l'assemblée législative et de créer un triumvirat qui s'occuperait de l'administration de la Grèce. Ils espéraient ainsi éteindre la rivalité

(1) *Gordon. History of the greek revolution.* T. II., p. 400.

entre le législatif et l'exécutif et étouffer la jalousie qui n'avait cessé de diviser les membres du gouvernement.

Mais les Grecs, craignant que ce triumvirat ne devint, à brève échéance, une véritable tyrannie, repoussèrent ce projet pour se rallier, avec leur versatilité habituelle, à une proposition diamétralement opposée.

Non seulement on ne diminua pas le nombre des membres du gouvernement, mais encore, on l'augmenta et on le porta à onze (1).

En outre, à côté de ce pouvoir, on créa une assemblée législative permanente, composée de treize membres chargés de convoquer l'assemblée nationale, de surveiller l'administration et les finances et enfin d'entretenir des relations diplomatiques avec les puissances. Cette innovation ne fit que diminuer encore l'autorité du gouvernement déjà bien affaibli

Nauplie, qui était alors son siège provisoire, était, en effet, en quelque sorte entre les mains de deux bandes souliotes rivales qui se livraient aux pires excès.

En outre, Fabvier réclamait à grands cris la solde de ses troupes qu'il ne pouvait plus entretenir. Les marins, de leur côté, exigeaient les sommes qui leur avaient été promises, tandis que les Souliotes demandaient 700.000 francs comme arriéré de leur paye. Or, pour faire face à toutes ces demandes, le gouvernement avait, pour tout trésor, 45 fr. 65. La situation était donc loin d'être brillante. Elle fut encore aggravée par Metternich qui, profitant de ce désarroi général, envoya dans les eaux grecques, toutes ses forces navales sous les ordres du marquis Paulucci afin, disait-il, « de faire cesser de vive force les abus commis par les pirates ». Le gouvernement grec s'efforça de satisfaire l'amiral autrichien.

Le 14 mai 1826, il publiait un décret, par lequel il interdisait la course à tous les navires, même à ceux munis de lettres de patentes.

C'était là plus que Metternich était en droit d'exiger.

Malgré la circulaire du 12 avril 1823 et le projet du Président James Monroe, daté de la même année, la course était en effet encore permise. Le gouvernement avait donc

(1) Les onze membres étaient : Pierre Mavromichalis, André Zaimis, Anagnostis Delyannis, Georges Sissinis, Spyridion Tricoupi, André Iscos, Jean Vlachos, Demetrius Tsamados, Hadgi Anargyros, Anagnote Monarchides et Panajote Demetracopoulos.

le droit de délivrer des lettres de marque (1) et, en y renonçant, il faisait preuve d'un rare bon vouloir dont le Grand Chancelier aurait dû se contenter.

Malgré cela, Paulucci ne se déclara pas satisfait. Non content de s'emparer des meilleurs navires de guerre grecs, il bombarda encore les ports de Naxos et de Therminari. Enfin il se dirigea, le verbe haut, vers Nauplie. Mais là, ayant rencontré l'amiral Hamilton, il se vit obligé de changer d'attitude (2).

Cette conduite de l'Autriche, qui embrouillait encore plus la situation et affaiblissait le gouvernement grec, permit aux partis politiques de reprendre leurs anciennes luttes, un moment interrompues.

A côté du parti gouvernemental soutenu par Miaulis, Tombazis et l'Angleterre, s'était constitué un nouveau parti russe, décidé à soutenir la candidature de Capodistrias et dont les principaux membres étaient Metaxas et Colocotronis.

Les rapports entre ces deux groupes furent bientôt on ne peut plus tendus. Le gouvernement grec ayant convoqué l'assemblée nationale dans la ville d'Hermione, Colocotronis s'empressa d'en réunir une autre à Egine. La Grèce eut ainsi, de nouveau, le triste spectacle de deux assemblées nationales rivales l'une de l'autre. Les Hellènes étaient donc incorrigibles. L'ennemi était partout, leur défaite semblait imminente et malgré cela, au lieu de s'unir par un suprême effort pour repousser l'envahisseur, ils usaient leurs dernières forces dans des luttes fratricides.

*
* *

Tandis que les Grecs se déchiraient mutuellement, le Sultan, frappé à la suite des succès d'Ibrahim des avantages de la tactique européenne, se décidait à introduire dans l'armée ottomane la discipline des troupes d'Europe, mettant ainsi à exécution le plan qu'il avait conçu jadis durant sa réclusion avec l'infortuné Sultan Sélim III.

Il résolut de commencer cette réorganisation des forces ottomanes par un nouveau règlement des Janissaires.

Devant la puissance des Janissaires, qui faisaient planer sur Constantinople un régime de terreur, le Sultan ordonna

---

(1) *Caron. La course maritime.*

(2) Hamilton se déclara en effet prêt à s'opposer, par la force, à tout acte hostile à la Grèce.

la création d'un corps d'Ekindjis (soldats actifs) dont les membres devaient être tirés des 51 Ortas et avec lesquels il avait l'intention de réprimer, dans la suite, les excès des Janissaires.

Houssein Bey fut placé à la tête des Ekindjis. Cet homme, ancien Janissaire, était disposé à s'acquitter de tout ce qui faisait reculer d'effroi les autres soldats. Son impudence égalait son intrépidité. On raconte que Mahmoud, lui ayant demandé s'il y avait encore beaucoup de « ses anciennes canailles» parmi les Janissaires de la capitale, Houssein Bey répondit: «Mon Seigneur, je suis le dernier de mon espèce»(1).

Cette réforme du Sultan fut fort mal accueillie des Janissaires qui, s'étant réunis sur la place d'Et-Meidan (16 juin 1826), se mirent à parcourir la ville, suivis de la lie de la populace, pillant et incendiant les demeures des chefs des Ekindjis (2).

A la nouvelle de ce soulèvement, le grand Vizir Mouhammed-Selim Siri Pacha, qui se trouvait à Beileshi sur la côte d'Asie, accourut en toute hâte. Le « Sandjak Chérif » (drapeau vert du Sérail) fut déployé, et Houssein Bey se rendit en toute hâte au Sérail, tandis que des crieurs et des huissiers des tribunaux parcouraient les rues de Constantinople appelant les bons musulmans à la défense de leur souverain (3).

A leur voix, la population se lève presque toute entière. Danichmends (docteurs), khodjas (professeurs), softas (étudiants), lewends (marins), tous viennent se rallier sur la place du Sérail. De là, ayant reçu des armes, ils se dirigent vers les casernes situées sur la place d'Et-Meidan où les Janissaires, consternés de la tournure que prenait la révolte, s'étaient barricadés.

Arrivé là, Houssein Bey fit défoncer la porte et mit le feu aux casernes. Bientôt l'incendie se propagea à travers tout les bâtiments qui s'écroulèrent ensevelissant les Janissaires, dont les cris de rage « purent être entendus de l'autre monde » (4).

Devant l'heureuse répression de cette formidable révolte,

---

(1) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce.* P. 236.

(2) *Assad-Effendi. Précis historique de la destruction des Janissaires.* Paris, 1833.

(3) *Walsh. Narrative of a journey from Constantinople to England.* London, 1829, p. 82.

(4) *Michaud et Poujoulat. Correspondance d'Orient.* T. II, p. 295. Bruxelles 1853.

le Sultan se décida à détruire complètement le corps des Janissaires qu'il n'avait eu, au début, que l'intention de réformer (17 juin 1826). Le Sultan délivré d'une soldatesque despotique semblait avoir consolidé pour l'avenir son autorité. Mais, pour le moment, la seule troupe armée qui se trouvait à Constantinople était détruite, la situation de Mahmoud était donc forcément critique. Aussi, la Russie, aurait-elle profité de cet affaiblissement de sa rivale, si une révolte militaire, éclatant à la suite de la mort d'Alexandre, ne l'avait pour un certain temps, obligée de concentrer sur sa politique intérieure toute son attention.

*
* *

Alexandre I[er] étant mort sans enfants, la couronne impériale revenait de droit à son frère le Grand Duc Constantin. Mais le souvenir de la fin horrible de son père, l'Empereur Paul I[er], avait étouffé chez ce prince tout désir d'arriver au pouvoir. Aussi, était-il depuis longtemps décidé à ne pas régner, ayant, ainsi qu'il le disait lui-même à la reine douairière de Saxe, « le cou trop chatouilleux pour devenir empereur de Russie ».

Son mariage morganatique avec la comtesse Jeanne Groudzinska avait décidé Alexandre à accepter sa renonciation anticipée à la couronne et à rédiger un acte de succession en faveur du second de ses frères, Nicolas.

Malheureusement on entoura ces négociations d'un tel secret, que le gouvernement de Moscou, pas plus que Nicolas lui-même, n'en eurent connaissance (1). Aussi, lors de la mort du Tzar, Nicolas s'empressa-t-il de faire prêter aux troupes serment de fidélité à Constantin, tandis que Constantin, lui, croyant que son désistement était connu, faisait acclamer Nicolas par ses soldats.

Cette funeste série d'équivoques et de malentendus devait, durant 15 jours, laisser la Russie sans souverain. L'occasion était vraiment trop tentante pour que les sociétés secrètes qui, sous le nom de « Société patriotique » ou de « Société des Slaves réunis » s'étaient depuis peu fondées en Russie, ne fissent pas tous leurs efforts pour bouleverser la situation politique et économique de l'Empire (2). Sachant que le peuple ne les suivrait pas dans une lutte

(1) *Von Korff. Die Thronbesteigung des Kaisers Nicolaus I*[er], Berlin 1857.

(2) *Oertel. Les derniers jours de l'empereur Alexandre.* Saint-Pétersbourg 1827.

contre le Tzar, les révolutionnaires (1) furent assez adroits pour répandre le bruit que Nicolas n'était autre qu'un usurpateur désireux de s'emparer du pouvoir. Aussi, le 26 décembre, plusieurs régiments ainsi trompés, se soulevèrent, entraînant avec eux une partie de la population. L'erreur de ces révoltés était manifeste. Des cris de « Vive la Constitution » ayant été poussés, le peuple, croyant qu'il s'agissait de la femme de Constantin, se mit à parcourir les rues de la capitale poussant partout ce cri qui n'avait encore jamais résonné dans l'empire des Tzars.

Toutefois, le mouvement gagnant d'intensité, Nicolas dut se mettre lui-même à la tête des régiments restés fidèles. Les rebelles furent canonnés et l'ordre rétabli, mais c'était la première fois que l'on voyait un empereur légitime forcé, pour arriver au trône, de tirer sur son peuple soulevé pour la défense de la légitimité.

Nicolas, avait durant cette redoutable crise, déployé une activité et une décision qui prouvaient à quel point son caractère différait de celui d'Alexandre; aussi, tous les regards de l'Europe étaient-ils fixés sur le jeune Prince. Ce dernier jusqu'alors uniquement occupé des détails du service militaire, était, en effet, fort peu connu à la Cour où le monde diplomatique avait sur son compte les opinions les plus diverses.

La première circulaire de Nesselrode ne devait guère renseigner les Chancelleries. Dans cette note, le ministre russe se contentait d'affirmer que le nouvel Empereur ne changerait rien à la politique de son prédécesseur. C'était là un texte banal qui ne signifiait rien.

Aussi Metternich, désireux d'être fixé au plus tôt sur les intentions du Tzar, envoya à St-Pétersbourg l'Archiduc Ferdinand D'Este qu'il munit d'un copieux « Exposé historique de l'affaire du Levant depuis son origine » destiné à rallier le jeune Souverain à sa politique (2).

La réponse de Nicolas devait bientôt éclairer Metternich. Le Prince qui, ainsi qu'il le disait lui-même, non sans finesse, « voulait *continuer* son frère mais non le *recommencer* » s'opposa formellement à revenir sur les arguments à perte de vue qui avaient déjà été soulevés. Les discussions et les hésitations d'Alexandre n'avaient, disait-il, que trop duré, car c'était des actes, et non des paroles qui pouvaient

(1) Les principaux révolutionnaires étaient : le prince Troubetzkoi, Ryleef, Bestoujef, Pestel, les frères Mathias et le capitaine Iakoubowitsch.

(2) *Prokesch. Geschichte des Abfalls der Griechen*, t. I. p. 198.

mettre fin aux difficultés qui depuis six ans menaçaient la paix européenne. « Je veux le rétablissement de la paix en Orient, ajoutait-il, et je la veux tout de suite car je ne suis pas embarrassé sur les moyens d'y arriver. »

Ce langage énergique effraya fort Metternich. Le Grand Chancelier sentait, en effet, qu'une guerre avec la Turquie était, pour le jeune Prince, le moyen le plus court pour arriver à la gloire et à la popularité. C'était, en outre, dans les circonstances actuelles, un heureux dérivatif à l'humeur batailleuse de l'aristocratie russe qui, depuis si longtemps, brûlait de se mesurer avec les Turcs.

Metternich vit donc avec terreur le moment où cette lutte tant redoutée allait éclater. Mais le Grand Chancelier était trop optimiste pour ne pas bientôt se bercer de nouvelles espérances.

En réfléchissant, il n'eut pas de peine à se persuader qu'une guerre entreprise en faveur d'un principe révolutionnaire par une armée travaillée par les révolutionnaires était, pour le Tzar, une entreprise dangereuse et partant impossible. La conclusion de la paix ne pouvait, en effet, dans de semblables conditions, que faire éclater la Révolution au cœur même de l'Empire.

En outre, la révolte militaire de Saint-Pétersbourg avait dû, tout en montrant au Tzar le progrès des idées révolutionnaires, le décourager à jamais du libéralisme. Dans ces conditions, pensait Metternich, il était plus que probable qu'il ne viendrait pas au secours des Grecs qui, après tout, n'étaient aux yeux du ministre autrichien que de simples révoltés. L'attitude de Nicolas devait le confirmer dans cette opinion. Le Tzar affectait, en effet, vis-à-vis des Grecs une parfaite indifférence. « C'étaient, disait-il, des révolutionnaires, des barbares » auxquels on ne pouvait songer de donner « une existence politique ». « Il était du reste, quant à lui, un zélé défenseur de la légitimité et ne contribuerait jamais au triomphe d'un peuple insurgé contre son souverain. »

Ces paroles rejouirent trop le Grand Chancelier pour qu'il doutât un seul instant qu'elles ne fussent l'expression réelle des idées du Tzar. Mais si ce langage enthousiasma Metternich, il n'en fut pas de même de Canning.

Le ministre anglais savait, en effet, fort bien que Nicolas, tout en prétendant professer vis-à-vis des Grecs le plus profond mépris, accordait sa confiance à des amis de la cause hellénique, comme Spéranski et qu'il entretenait, en

outre, une correspondance amicale avec Capodistrias, toujours à Genève (1).

Cela l'inquiétait. Ebloui par les avances d'Alexandre Ier, Canning avait en effet rêvé de régler à lui seul la question grecque.

La mort d'Alexandre avait détruit pour un moment ces beaux projets.

Or, l'attitude des Grecs venait justement de faire renaître toutes ses espérances. Stratford Canning en se rendant à Constantinople s'était en effet arrêté à Perivalaki (Janvier 1826) où il avait eu une entrevue avec les principaux chefs grecs (2) Ceux-ci, découragés par la marche des événements, (Ibrahim et Rechid Pacha se trouvaient alors devant Missolonghi), s'étaient montrés tout disposés à invoquer la médiation anglaise. Allant même plus loin que l'ambassadeur anglais ne pouvait l'espérer, ils s'étaient déclarés prêts à renoncer à leur indépendance et à retomber, moyennant certaines garanties, sous l'autorité du Sultan. La grosse difficulté, la question de l'indépendance de la Grèce étant ainsi écartée, Canning se faisait fort d'obliger le Sultan à accorder aux Grecs des conditions assez honorables pour leur permettre de déposer les armes.

De nouveau, il entrevoyait donc la possibilité de rétablir à lui seul, et sans tirer un seul coup de canon, la paix en Orient.

Mais pour réussir dans cette tâche, le ministre anglais devait, avant tout, s'assurer l'appui ou même seulement la neutralité de l'empereur de Russie.

Dans ce but, il envoyait, au commencement de février, Wellington à St-Pétersbourg (3). Les instructions de ce général diplomate étaient fort simples.

Il devait :

1° Offrir à la Russie les bons offices de l'Angleterre qui se chargerait de régler les difficultés pendantes entre le gouvernement de St-Pétersbourg et la Sublime Porte.

---

(1) *Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe*, t. I, p. 231.

(2) Il avait vu Mavrocordato et Zographos.

(3) Stangford, l'ambassadeur d'Angleterre à St-Pétersbourg avait, dès son arrivée à ce poste, pris un ton tranchant qui avait fort déplu à Nicolas. Habitué, en outre, à sa propre supériorité dans la question d'Orient et inféodé à la politique du Grand Chancelier avec lequel il avait, ainsi que nous l'avons vu, longtemps correspondu, il avait agi sans consulter son ministre. Aussi, Canning, irrité de cette façon d'agir, chargea-t-il Wellington de nouvelles négociations.

2° En reconnaissance des services que l'Angleterre rendrait ainsi à la Russie, le Tzar s'engagerait à laisser à l'Angleterre les mains libres pour la médiation qu'elle projetait entre les Grecs et les Turcs.

Sur le premier point, Nicolas repoussa tout net les propositions du noble Lord. Ses querelles avec la Turquie ne regardaient nullement l'Angleterre. Il se jugeait capable de les régler seul et ne voyait pas la nécessité de recourir à un intermédiaire. Il n'entendait pas assister en personnage muet au réglement des difficultés qu'il avait avec le Sultan.

Sur le second point, Nicolas fut beaucoup plus accomodant. Persuadé que l'Angleterre ne pourrait jamais, sans son appui, obliger le Sultan à déposer les armes, le Tzar consentit à lui laisser et, à elle seule, la mission de mettre fin à l'insurrection hellénique.

La question se présentait donc désormais sous deux faces et nécessitait une double action.

1° Nicolas devait s'occuper de régler ses difficultés avec la Turquie, tandis 2° que l'Angleterre s'efforcerait de mener à bien sa médiation.

Stratford Canning ouvrit en quelque sorte le feu.

Le lendemain même de son arrivée à Constantinople, Stratford Canning demandait une entrevue au reis Effendi. Cet entretien lui fut refusé, sous le prétexte que n'ayant pas encore remis ses lettres de créance, il n'était pas officiellement accrédité à Constantinople et ne pouvait pas, par suite, discuter les intérêts de l'Angleterre. La véritable raison de ce refus était tout simplement que le Sultan, mécontent des rapports que Stratford entretenait avec les insurgés, n'était nullement pressé d'entrer en pourparlers avec celui qu'il considérait comme le futur protecteur des révoltés.

Le 15 mars 1826 l'ambassadeur anglais obtenait enfin la conférence tant demandée. Là, Stratford Canning, après avoir protesté contre le projet prêté à Ibrahim de transporter en Afrique toute la population chrétienne de la Grèce, fit au Sultan un tableau saisissant des progrès du philhellénisme en Europe.

Ce sombre exposé n'effraya pas le Sultan qui, avec une obstination toute orientale, répondit par un non vouloir absolu à toutes les demandes anglaises. Les démarches de Statford Canning avaient donc totalement échoué.

Le Tzar, lui, devait être plus heureux.

L'Empereur de Russie persuadé en effet que, seul, un langage énergique serait écouté à Constantinople, ouvrit les négociations en lançant le 17 mars 1826 un ultimatum.

Ce document contenait les trois réclamations suivantes :

1° Rétablissement du *statu quo* de 1821 dans les Principautés, tant au point de vue civil que militaire.

2° Mise en liberté des otages serbes retenus comme gage de la tranquillité de la Serbie.

3° Envoi de plénipotentiaires turcs à la frontière russe afin d'y régler les difficultés soulevées au sujet de l'application du traité de Buccarest de 1812.

Minciaky recevait en même temps que cet ultimatum, l'ordre de quitter Constantinople s'il ne lui parvenait pas, dans les six semaines, une réponse favorable.

Enfin, pour montrer qu'il était en cas de résistance, décidé à agir, Nicolas ordonnait à ses troupes de se concentrer sur le Pruth et de se tenir prêtes à toute éventualité.

De semblables arguments avaient beaucoup de chance d'être écoutés à Constantinople d'autant plus que les demandes de la Russie n'étaient pas exagérées.

En outre, le silence complet observé par la Russie au sujet de l'insurrection hellénique avait favorablement impressionné le Sultan. Partageant les illusions de Metternich, Mehmoud crut en effet que le Tzar avait complètetement abandonné la cause grecque. Aussi s'empressa-t-il d'accorder à la Russie tout ce qu'elle demandait.

L'évacuation des Principautés, tant de fois promise puis refusée, fut ordonnée, les députés serbes furent relachés, et enfin Hadi-Effendi et Ibrahim Effendi reçurent l'ordre de se rendre à Ackerman, où ils devaient se rencontrer avec Ribeaupierre et de Voronzow, délégués de la Russie.

Les premières conférences d'Ackerman (août 1826) furent très amicales mais la nouvelle de la destruction des Janissaires y étant parvenue, les Russes, persuadés que la Porte était dès lors dans l'incapacité absolue de leur résister, changèrent subitement de ton.

Au lieu de discuter, les Russes ordonnèrent. Sentant sa faiblesse momentanée, le Sultan fut obligé de céder à toutes les demandes de Nicolas (1).

(1) Les partisans des janissaires ne manquèrent pas de montrer que le Sultan, en détruisant l'Ortos, avait tellement affaibli les forces militaires de l'Empire qu'il était actuellement obligé de subir le joug russe, autrement plus lourd que celui des Janissaires.

Le 7 octobre 1826, il signait donc le traité d'Ackerman, dont les clauses étaient les suivantes.

1° Dans les Principautés, on devait rétablir les Divans à côté des Hospodars qui seraient désormais choisis parmi les Boyars roumains et non plus parmi les Phanariotes;

2° La Serbie obtenait une demi-autonomie;

3° La Turquie devait indemniser les Russes des dommages que les barbaresques leur avaient, depuis 1806, fait éprouver;

4° La liberté de la navigation de la Mer Noire devait être accordée par la Turquie, à toutes les puissances secondaires qui ne la possédaient pas encore;

5° Enfin, la Turquie reconnaissait à la Russie le droit d'occuper les forts d'Asie Mineure qui lui avaient été cédés par Achmed, Prince de Mingrelie.

La Russie obtenait donc gain de cause sur tous les points. Quant à la Turquie, elle n'avait cédé que contrainte et forcée, bien décidée à déchirer le traité à la première occasion.

Durant toutes ces négociations, aucune allusion n'avait été faite à l'insurrection hellénique. Le Tzar n'en continuait pas moins à suivre, avec la plus grande attention, les événements qui se déroulaient dans la Péninsule.

On apprenait en effet bientôt, qu'un protocole, ultra secret (1) avait été signé, le 4 avril 1826, afin de mettre un terme à la Révolution hellénique.

L'Angleterre, à la suite de l'échec des négociations entamées par Stratford Canning à Constantinople s'était parfaitement rendu compte qu'il lui était matériellement impossible de régler, à elle seule, la question grecque.

Wellington dut par conséquent s'efforcer de rallier le Tzar à la médiation anglaise.

Par un revirement presque comique, c'était donc maintenant la Russie, promotrice de la Révolution grecque, qui se faisait prier par l'Angleterre, jadis si opposée à ce mouvement, de ne point s'en désintéresser.

Finalement, le Tzar se laissa vaincre, et le protocole du 4 avril 1826 fut signé.

Par cette pièce, premier accord diplomatique en vue de

(1) On avait décidé que ce protocole ne serait valable que dans le cas où un secret complet serait observé.

l'affranchissement de la Grèce, l'Angleterre et la Russie s'engageaient :

1° A régler la situation du futur Etat grec.

A. La Grèce continuerait à être sous la suzeraineté du Sultan.

B. Auquel elle paierait un tribut annuel.

C. Les magistrats, quoique élus par le peuple grec, recevraient officiellement leurs charges du Sultan.

D. La liberté de conscience serait proclamée et

E. La liberté de commerce assurée.

F. Enfin, pour mettre fin aux luttes de ces deux races si différentes, les musulmans quitteraient la Grèce après avoir, préalablement, vendu leurs terres.

Cette dernière clause était d'une application presque impossible.

Plus de la moitié des terres appartenaient, en effet, aux Turcs et, pour les acheter, il aurait fallu aux Grecs des sommes considérables qu'ils étaient incapables de se procurer. C'est ainsi que l'on a calculé que les revenus de la Grèce auraient à peine suffi à payer l'intérêt du capital (1).

2° Malgré cela, se basant sur les six clauses de cet article 1, l'Angleterre, appuyée par la Russie, devait offrir sa médiation à la Porte.

3° Quant à la délimitation des territoires et à l'énumération des îles qui seraient comprises sous la dénomination de « Grèce », les puissances réservaient cela pour l'avenir.

4° L'Angleterre et la Russie s'engageaient en outre à renoncer à tout agrandissement territorial ainsi qu'à toute influence exclusive ou à des avantages commerciaux qui constitueraient des privilèges.

Ainsi, désormais, se trouvaient unis deux gouvernements qui, depuis le début de l'insurrection hellénique, n'avaient cessé de suivre une politique diamétralement opposée.

Canning apprit avec bonheur la signature du protocole. Par là, il croyait avoir enchaîné le Tzar à sa politique. Il se félicitait en outre de s'être introduit dans le vif et au cœur même d'une question essentiellement orientale que le colosse russe aurait pu résoudre à lui tout seul.

De plus, il avait maintenant la certitude que la Russie

(1) Portefolio. T. V, p. 544.

était bien séparée de l'Autriche, ce qui, à ses yeux, n'était pas un petit avantage. Enfin, il espérait avoir acquis des droits à la reconnaissance de la future nation grecque.

Nicolas, de son côté, était satisfait de la nouvelle entente anglo-russe. Sûr maintenant que l'Angleterre ne soutiendrait plus la Turquie, il pouvait parler haut et obliger, ainsi qu'il allait bientôt le prouver à Ackerman, la Porte à céder à toutes ses demandes. Ce protocole qui avait, ainsi que nous l'avons vu, été conclu dans le plus grand secret produisit en Europe un immense effet (1).

La France ne dissimula pas son mécontentement d'avoir été tenue à l'écart des négociations. En outre, elle jugea très sévèrement l'attitude du Tzar qui, avec une impardonnable perfidie, menaçait le Sultan de la guerre au moment même où ce dernier lui accordait tout ce qu'il avait précédemment désiré.

Quant à Metternich, la nouvelle de cet accord le mit hors de lui.

La politique si habile de l'Autriche échouait sur le sable quelque longs et pénibles que fussent les efforts de Metternich pour la remettre à flots.

Ce protocole du 4 avril était bien la défaite définitive du Grand Chancelier. C'était, en outre, une atteinte redoutable portée à la Sainte Alliance dont les principes conservateurs étaient officiellement méconnus. Enfin, c'était le triomphe du philhellénisme qui, pour la première fois, passait de la presse et de la littérature dans la sphère diplomatique et gouvernementale.

Il semblait que le moment fut venu où les gouvernements, cédant à la poussée populaire, allaient enfin jeter à la nation grecque la corde de sauvetage si longtemps désirée. Mais Metternich avait trop de confiance en lui-même pour désespérer longtemps de la situation. Les nouvelles de Grèce devaient bientôt calmer ses inquiétudes. Coup sur coup, il apprenait la chute de Missolonghi, le retour d'Ibrahim en Morée, l'arrivée de Rechid devant Athènes, l'anarchie de Nauplie, toutes choses qui lui faisaient espérer la répression de l'insurrection avant même que le protocole ait eu le temps de produire le moindre effet.

Le triomple des Turcs lui tenait tant à cœur qu'il n'hésita pas à tenter de porter lui-même le coup de grâce à l'insur-

---

(1) Pour donner le change le *Times* avait, du 6 au 8 avril, publié des articles dus, dit-on, à Canning où l'attitude de la Russie était très sévèrement jugée. (Voir la collection du *Times*).

rection hellénique en envoyant l'amiral Paulucci immobiliser la flotte grecque (1).

Enfin, il espérait que le rapprochement de deux puissances telles que l'Angleterre et la Russie, dont les ambitions étaient si opposées, ne pouvait se produire sans engendrer, en même temps, des heurts et des froissements dont il comptait bien tirer parti.

Il n'était pas sans ignorer qu'une défiance réciproque avait présidé à l'élaboration de ce rapprochement qui, il y avait seulement quelques mois, semblait impossible. Il était aussi trop bien renseigné, pour ne pas connaître les divergences qui s'étaient élevées entre les deux puissances au sujet de la conduite à suivre dans le cas où la Porte repousserait la médiation des puissances.

De plus, tandis que Canning désirait resserrer la Grèce dans les limites les plus étroites (2), Nicolas, au contraire, dans le but d'affaiblir encore davantage la Turquie, entendait donner à ce nouvel état une assez grande étendue.

Enfin, il espérait que les affaires de Portugal détourneraient l'attention de Canning de l'Orient.

A la suite de la mort du roi Jean VI, survenue le 10 mars 1826, le Portugal était en effet divisé en deux factions opposées, les Constitutionnels, d'une part, qui soutenaient Don Pedro et les Apostoliques qui, eux, voulaient mettre Don Miguel sur le trône de Portugal.

Don Pedro, fils aîné du roi Jean, semblait être le souverain légitime, mais, comme il avait été dans la suite nommé Empereur du Brésil, beaucoup de Portugais, le regardant désormais comme un étranger, avaient porté tous leurs regards sur son frère cadet Don Miguel.

Ferdinand VII d'Espagne, Charles X et Metternich soutenant les droits de Don Miguel, Canning s'empressa de prendre fait et cause pour Don Pedro. Quant au Tzar, malgré la rigueur de ses principes autocratiques, il donna ouvertement son approbation au parti constitutionnel. L'ambassadeur russe à Madrid reçut donc, en conséquence, l'ordre de se conformer à la ligne de conduite adoptée par le représentant de la Grande Bretagne. L'influence de l'Angleterre, disait en effet Nicolas, devait être prépondérante en Portugal de même que celle de la Russie devait l'être en Orient.

Le Tzar faisait ainsi clairement voir qu'il ne voulait rien

(1) Voir supra pages 199 et 200.

(2) Il ne voulait comprendre que la Morée dans la Grèce.

donner pour rien, et que, s'il favorisait ainsi la politique de Canning, c'était dans l'espoir d'être bientôt payé de retour. Cette attitude effraya Canning. Un tête à tête avec l'Empereur n'était pas en effet sans danger.

Le ministre anglais se rendait parfaitement compte que s'il cédait à tous les désirs du Tzar, il risquait de porter un coup mortel à l'influence anglaise en Grèce.

D'autre part, contrecarrer les volontés d'un homme tel que Nicolas, cela pouvait entraîner les plus graves conséquences. Canning crut donc qu'il serait sage de mettre entre eux une sorte de gouvernement tampon qui, en cas de difficultés, les départagerait.

Toute la difficulté consistait à trouver cette tierce puissance.

CHAPITRE X

DÉCEMBRE 1826 — NOVEMBRE 1828

Navarin et ses Conséquences

ETAT ANARCHIQUE DE LA GRÈCE. — Arrivée de Church et de Lord Cochrane.— Assemblée nationale.— Modifications de la Constitution. — Opérations militaires pour débloquer Athènes.— Reddition d'Athènes.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — La France se joint à la Russie et à l'Angleterre. — Intrigues de Metternich. — Stratford Canning à Constantinople. — Projet de médiation anglaise. — Arrivée de Ribeaupierre. — Les premières démarches. — Réponse turque du 9 juin.

TRAITÉ DE LONDRES. — Mort de Canning. — Note du 16 août. — Refus de la Porte. — Dernière démarche des alliés.

LE BLOCUS PACIFIQUE.

NAVARIN. — Entrevue de Codrington et de Rigny avec Ibrahim. — Le blocus de Navarin. — Les alliés pénètrent dans la rade.— Le combat.

EFFETS DE LA BATAILLE DE NAVARIN.

RUPTURE DIPLOMATIQUE AVEC LA PORTE. — Impression produite en Europe par la bataille de Navarin. — Obstination du Sultan. — Départ des ambassadeurs. — Beyan-Neme du 17 décembre. — Note russe du 6 janvier. — La Russie se décide à agir.

GUERRE RUSSO-TURQUE. — Plan général des Russes. — Echec des troupes de Nicolas.

EXPÉDITION FRANCAISE EN MORÉE. — Intrigues anglaises. — Convention d'Alexandrie. — Les troupes françaises en Morée. — Leur conduite.

La Grèce, au début de l'année 1827 possédait, ainsi que nous l'avons vu précédemment, deux assemblées rivales siégeant simultanément à Hermione et à Egine. La division et l'anarchie la plus grande régnaient dans ces réunions. Vingt partis, subdivisés en cent factions, s'attaquaient, se

réconciliaient et se trahissaient sans cesse (1). C'est au milieu de cet épouvantable désordre que les deux philhellènes anglais Church et Lord Cochrane arrivèrent én Grèce.

Church (2), après de longues péripéties, était enfin arrivé à Chéli, où il avait débarqué (9 mars 1827). Reçu avec de grands honneurs par Colocotronis, il se rendit immédiatement à Hermione.

Mais là, ayant vu les discussions sans nombre qui s'étaient élevées depuis peu entre les Grecs, il refusa de prendre les armes tant que ces haines et ces jalousies ne seraient pas apaisées.

Cet exemple devait être bientôt suivi par lord Cochrane. Le 17 mars 1827, lord Cochrane (Earl of Dundonald) si longtemps attendu, arrivait à Hydra à bord du « Sauveur » brick tout moderne armé de 18 canons.

Metaxas vint à sa rencontre, mais lord Cochrane découragé, dès son arrivée, par ces luttes de partis, exprima sans plus tarder sa ferme intention de quitter au plus tôt la Grèce si les querelles intestines ne cessaient immédiatement. « Je suis, ajoutait-il, profondément affligé de voir les primats et les représentants du peuple gaspiller leur temps dans de vaines discordes, tandis que l'ennemi s'avance de tous côtés. Si Démosthènes vivait encore, vous entendriez de sa bouche la première Philippique. Relisez-la donc devant toute l'assemblée, vous y trouverez sûrement la nouvelle ligne de conduite à suivre. » En même temps, il écrivait une lettre au gouvernement grec, dans laquelle il menaçait de faire retirer par Stratford Canning le projet d'une médiation anglaise. « La Grèce, en voie de dissolution, ne méritant plus les sympathies de l'Europe. »

Ce langage énergique imposa pour un moment silence aux haines qui divisaient ce malheureux pays. Les deux assemblées fusionnèrent et, le 1er avril 1827, elles ouvraient leurs séances dans un jardin de citronniers du village de Damala. Là, de même que précédemment, on s'attarda à de nombreuses réformes constitutionnelles et administratives dont aucune ne devait aboutir.

Une modification importante fut toutefois apportée à la Constitution. Le Comité des Onze fut supprimé et remplacé par un Président de la République nommé pour sept ans.

---

(1) *Soutzo. Histoire de la Revolution grecque*, p. 444.

(2) Church avait servi au Ferrol (1800) dans la campagne d'Egypte (1801) et en Sicile. Blessé à la défense de Capri, il avait été fait prisonnier à Ischia (1809). (Hert's Army List, 1859).

De collégial et directorial, le gouvernement devenait ainsi dictatorial et unique.

Le 11 avril 1827, Capodistrias, alors à Genève, était, après de nombreuses et vives discussions, élu Président de la République.

En attendant son arrivée en Grèce, le pouvoir exécutif fut confié à un triumvirat provisoire, composé de Georgios Mavromichalis, du Psariote Milaitis et d'Ioannis Nakos de Levadie (1).

Enfin, Lord Cochrane était nommé archi-amiral, tandis que Church était appelé au commandement en chef de l'armée de terre.

*
* *

Les philhellènes anglais qui avaient pour un moment réussi à rétablir l'ordre en Grèce, étaient donc placés à la tête des forces militaires helléniques. Ces généraux étaient en effet arrivés en Grèce précédés d'une grande réputation, encore accrue par leur action pacificatrice. Mais c'était surtout sur Lord Cochrane, que les Grecs fondaient les plus belles espérances. Ses proclamations, d'une emphase fanfaronne, avaient enthousiasmé les Grecs, toujours heureux d'entendre parler en vagues hyperboles. Des légendes extraordinaires couraient sur son compte. C'est ainsi que des paysans affirmaient, avec le plus grand sérieux, qu'ils avaient vu la vapeur pousser le « Sauveur » jusqu'au sommet du Palamidi. Cet enthousiasme devait bientôt se refroidir.

Ces nouveaux chefs, en effet, secondés par des hommes uniquement habitués à la guérilla, eurent le tort d'imprimer à la guerre une régularité toute occidentale. Aussi échoueront-ils sur presque tous les points, et leur intervention, qui devait sauver la Grèce, ne servira-t-elle qu'à troubler et à désorienter les derniers soldats grecs (2).

Ayant reçu d'importants secours du Comité philhellène de Paris, Lord Cochrane considéra comme une affaire d'honneur de débloquer avant tout Fabvier. La délivrance d'Athènes devint dès lors le but unique de la campagne. Mais, au lieu de reprendre les procédés qui avaient si bien réussi à Karaiskakis et de harceler sans cesse l'ennemi, il décida de l'attaquer en bataille rangée.

(1) *Gordon. History of the greek revolution*, t. II, p. 364.
(2) *Julien de la Gravière. La station du Levant*, t. II, p. 83.

Avant de marcher sur Athènes, Lord Cochrane résolut de s'emparer d'Hagis Spyridon, forte position défendue par 270 Albanais. Le 26 avril, il lançait donc ses troupes à l'assaut Les Grecs furent repoussés. Malgré cet échec, il s'entêta à s'emparer par la force de cette redoute. En conséquence il donna, de nouveau, à ses hommes l'ordre de s'avançer contre Hagis Spyridon. Mais les Grecs, très éprouvés par l'assaut précédent refusèrent tout nouveau combat. Furieux de voir ainsi ses ordres méconnus, l'amiral se retira sur son navire laissant le commandement à Church.

Ce dernier, ayant appris que les Albanais étaient à bout de vivres entra en négociations avec eux, et, après une courte discussion, il fut convenu qu'ils abandonneraient la place et se retireraient avec armes et bagages. Mais, dès que les Albanais eurent quitté Hagis-Spyridon, les Grecs, violant la foi jurée, se précipitèrent sur eux et les massacrèrent.

Cet événement indigna les chefs philhellènes. Church se retira sur son schoner, tandis que Gordon, complètement désillusionné, abandonnait la cause grecque. L'armée de Lord Cochrane était donc momentanément désorganisée. Malgré cela, avec un rare entêtement, le noble Lord résolut d'attaquer au plus tôt les Turcs. La veille même du jour fixé pour la grande bataille, la mort du vaillant Karaiskakis, survenue dans une escarmouche d'avant-garde, ne devait pas parvenir à modifier ses projets.

Cette obstination, excusable en face d'une idée géniale, était incompréhensible vis-à-vis d'un plan aussi « insensé (1) » que celui auquel ce général s'était arrêté.

Ignorant totalement la topographie des environs d'Athènes, il avait, en effet, ordonné aux Grecs de se réunir au cap Kolias d'où, en traversant une plaine sans abri, ils devaient se diriger vers la colline du Musée. De là, il espérait pouvoir pénétrer sans encombre dans l'Acropole. Rechid était trop habile général pour ne pas profiter des fautes de son adversaire.

Ayant laissé les Grecs s'avançer dans la plaine, il lança subitement sur eux 800 delhis qui les culbutèrent, avant même qu'ils eussent eu le temps de tenter la moindre résistance.

Church et lord Cochrane se réfugièrent à bord de leurs

---

(1) *Gordon. History of the greek revolution.* T. II p. 393.

navires, tandis que leurs soldats fuyaient dans toutes les directions.

Voyant que la délivrance d'Athènes était désormais impossible, Lord Cochrane ordonna à Fabvier de traiter avec les Turcs.

Le 5 juin 1827, Fabvier évacuait l'Acropole avec armes et bagages (1). Ainsi toute la Grèce continentale, reconquise par Karaïskakis, était de nouveau perdue.

Encore un effort, et l'insurrection hellénique était définitivement étouffée.

Mais la rivalité d'Ibrahim et de Rechid allait paralyser les Turcs et permettre aux puissances d'intervenir avant l'écrasement complet des révoltés.

A partir de la chute d'Athènes, le centre de gravité de l'insurrection hellénique se déplace. Ce n'est plus comme jadis sur les champs de bataille, mais dans les chancelleries européennes que les événements vont maintenant se dérouler. Les belligérants sont de part et d'autre à bout de forces, aussi ce ne seront pas les militaires, mais bien les diplomates qui donneront la solution de cette insurrection hellénique.

*
* *

L'Angleterre et la Russie, après s'être entendues sur le protocole du 4 avril 1826, étaient, dans les derniers mois de l'année 1826, résolues à aller jusqu'au bout et à passer, si besoin était, de la menace à l'action.

Les nouveaux alliés, avant d'entamer les négociations à Constantinople convinrent toutefois de demander aux autres puissances leur adhésion au protocole qu'ils avaient signé. Ils espéraient ainsi trouver le troisième allié, qui, tout en les départageant en cas de conflit, donnerait un plus grand poids à leur offre de médiation.

Le 22 novembre 1826 le protocole anglo-russe était officiellement présenté aux divers cabinets.

La France, la première, répondit aux avances des alliés. Villèle avait en effet compris que l'immobilité prolongée de la France risquait de détruire à tout jamais notre prestige en Orient.

(1) Le bruit ayant couru qu'Ibrahim arrivait, Rechid, craignant que le général égyptien ne lui enlevât tous les honneurs que lui promettait la prise d'Athènes, comme il l'avait fait devant Missolonghi, se montra très coulant sur les conditions de la capitulation.

En outre, il subissait l'influence des Chambres où le philhellénisme faisait chaque jour d'immenses progrès (1).

Aussi, le cabinet des Tuileries, s'empressa-t-il d'adhérer aux propositions russes. Villèle se déclara prêt à concourir aux mesures d'exécution du protocole qu'il proposa même de convertir en un traité entre Nicolas, Georges IV et Charles X pour la pacification de l'Orient (2).

Tout autre fut naturellement, la réponse de Metternich. Soutenu par Bernstorf qu'une récente réplique de Canning avait profondément blessé (3), le Grand Chancelier répondit (22 décembre) qu'il ne pouvait admettre une offre de médiation fondée sur un appel adressé aux puissances par des révoltés.

« Il était du reste opposé, ajoutait-il, aux mesures coercitives proposées par les alliés, mesures dont l'Empereur, son maître, ne se reconnaissait pas le droit de menacer la Turquie » (4).

« Il n'y avait, à son sens, qu'un seul moyen de pacifier la Grèce, c'était de laisser le Sultan prendre *librement* et *spontanément* les mesures nécessaires pour amener la fin des hostilités (5) et il ajoutait que, dans le cas où les autres puissances ne se rallieraient pas à la politique de l'Autriche, cette dernière se verrait désormais obligée de suivre, dans les négociations, une *ligne indépendante.* »

Cette menace, sur laquelle le Grand Chancelier fondait les plus grands espoirs, n'effraya nullement le Tzar.

Le 26 janvier 1827, Nicolas faisait en effet savoir à Tatitschef (6) qu'il ne s'opposerait nullement à une pacification entreprise par le Sultan. Toutefois il ne lui semblait guère probable que Mahmoud consentit à faire, de plein gré, des concessions jusqu'alors toujours refusées.

Le Tzar était en effet persuadé que seul l'emploi de

(1) Le 13 mars 1826, Chateaubriand avait prononcé à la Chambre des Pairs, un éloquent discours en faveur des Grecs et avait flétri les Français qui combattaient dans les rangs Egyptiens.

(2) *Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls des Griechen.* T. IV, p. 318.

(3) Le ministre prussien Bernstorf ayant ironiquement félicité le ministre anglais d'avoir renié le principe de non intervention, Canning lui répondit sèchement que l'intervention actuelle *réclamée* par les intéressés ne devait pas être confondue avec les médiations *imposées* en Italie et en Espagne.

(4) Note adressée à Tatitschef le 22 décembre 1826.

(5) Dépêche au Baron d Ottenfels, Internonce, 30 décembre 1826.

(6) Ambassadeur russe à Vienne.

« *moyens encore plus énergique et plus étendus que ceux sur lesquels on était tombé d'accord* » était capable d'amener la pacification de la Grèce. Malgré celà, Metternich ne s'avoua pas vaincu.

Voyant qu'il ne pouvait modifier directement les projets du Tzar, il résolut de les attaquer indirectement par la calomnie.

De même qu'il avait autrefois excité la méfiance de l'Angleterre contre la Russie, de même il fit tous ses efforts pour aigrir la Russie contre l'Angleterre.

Le langage révolutionnaire tenu par Canning à la Chambre des communes, lors de la discussion des affaires de Portugal (22 décembre) lui fournissait justement l'occasion de tenter de brouiller les deux cours (1). Cet espoir fut de courte durée.

L'empereur Ferdinand, ayant en effet demandé à Tatitschef (8 janvier 1827) s'il pouvait compter sur Nicolas pour combattre les nouvelles menées révolutionnaires, l'ambassadeur lui répondit que son maître pouvait fort bien se rapprocher sur une question déterminée du cabinet anglais sans, pour cela, admettre tous les principes et toutes les doctrines qu'il plairait aux ministres du roi Georges IV d'émettre.

Ayant échoué de nouveau du côté de la Russie, Metternich essaya d'attiser la jalousie de la France vis à vis des autres puissances.

Il commença d'abord par persuader à Villèle que le but poursuivi par Canning n'était autre que celui de le brouiller avec Mehemet-Ali. La ruine de l'influence française en Egypte devait en effet, ajoutait-il, assurer à l'Angleterre la prédominence en Orient.

Voyant que ses accusations et ses calomnies ébranlaient Villèle, de nature plutôt hésitante, Metternich résolut de battre le fer pendant qu'il était encore chaud. Il suggéra donc au ministre français d'exiger un traité par lequel on garantirait, dans le cas où l'on constituerait l'état grec, l'intégrité future de l'Empire Ottoman. Mais Pozzo di Borgo coupa net à toute proposition de ce genre en déclarant que si la Russie n'avait aucun intérêt à hâter la destruction de la monarchie turque, il y avait fort loin de là à

(1) Dans ce discours, Canning s'était représenté comme l'allié naturel des agitateurs et des mécontents de tout les pays. Enfin il s'y était vanté d'avoir appelé à l'existence un nouveau monde, l'Amérique du Sud.

prendre l'engagement formel de maintenir cet Empire qui tombait si visiblement en ruines.

Villèle n'insista pas et la bonne intelligence ne fut pas troublée entre la France et les deux cours alliées.

Le Chancelier nullement découragé par ces échecs successifs, se rabattit sur un nouveau projet. En conséquence, il chargeait son ambassadeur à Londres, Esterhazy, de proposer de régler la question grecque dans des conférences qui s'ouvriraient à Londres et auxquelles prendraient part les cinq grandes Puissances. Le grand Chancelier espérait par ces conférences, qui, dans son esprit, devaient faire le pendant de celles de St-Pétersbourg, retarder la solution de la crise.

Ce moyen, quoique déjà usé faillit pourtant réussir. Les tories de l'école de Liverpool accueillirent en effet favorablement la proposition de Metternich. L'émancipation imminente de la Grèce n'était pas sans les effrayer et ils étaient tout disposés à la retarder par de longues et inutiles discussions. Malheureusement pour le ministre de François Ier, il se trouva que, juste à cette époque, Liverpool, depuis longtemps malade, était obligé de se retirer.

La retraite de ce ministre ayant entraîné le départ des autres tories, Canning se vit appelé à la tête du ministère (10 avril 1827) (1).

Cet événement inattendu bouleversait toutes les combinaisons de Metternich qui, pour la première fois, cessa de vivre d'espérances.

La situation devenait grave. Nicolas et Canning, las de discuter, semblaient prêts à agir. En outre, les calomnies et les ruses de Metternich, maintenant éventées, étaient désormais incapables de faire dévier les Alliés de leur ligne de conduite.

Enfin, le ton énergique et comminatoire de Stratford Canning à Constantinople devait dissiper les dernières illusions du Grand Chancelier.

*
* *

Désireux de hâter la marche des événements, Canning avait ordonné à son neveu de commencer les négociations et de sonder le terrain sans attendre l'arrivée de Ribeaupierre en route pour Constantinople.

---

(1) Wellington, Peel, Bathurst, Eldon se retirèrent en même temps que Liverpool.

En conséquence, Stratford Canning remettait, le 27 janvier 1827, une note au Reis Effendi, Saïda, dans laquelle il rééditait l'offre formelle d'une médiation anglaise.

Cette pièce contenait un argument plutôt bizarre.

Stratford Canning soutenait, en effet, que la pacification proposée par l'Angleterre était basée sur le principe de la restitution et non sur celui de la perte. « L'Empire ottoman, y était-il dit, n'était pas démembré, car il rendait simplement à la nationalité grecque, jadis vaincue, le territoire qu'il lui avait autrefois conquis. »

Cet ingénieux argument conduisait tout simplement à l'expulsion des Turcs d'Europe.

Tout le pays, actuellement occupé par les Ottomans, avait appartenu, jusqu'au xvᵉ siècle, à des peuples encore existants, tout prêts à revendiquer leur ancienne souveraineté.

Mais l'Angleterre ne pouvait sérieusement soutenir une semblable thèse qui était la condamnation même de sa domination aux Indes et dans ses autres colonies.

Il est, en effet, difficile de prétendre que les Indous, les Mélanésiens, les Cafres et les Hottentots ont été assimilés par la Grande-Bretagne. Accepter la théorie de l'Angleterre, c'eut été bouleverser la carte du monde et nous ne voyons pas, quant à nous, l'accueil que feraient les chancelleries européennes à une demande de Sioux d'Amérique réclamant la médiation des Puissances dans leurs incessants conflits avec les anglo-saxons qui eux, pas plus que les Turcs, n'ont assimilé leurs vaincus.

Comme il fallait s'y attendre, Saïda répondit par un refus formel aux propositions anglaises (31 janvier 1827).

A la suite de cet échec, Stratford Canning résolut d'attendre l'arrivée de Ribeaupierre pour entamer de nouvelles négociations.

Le 18 février 1827, Ribeaupierre arrivait à Constantinople.

Ses instructions étaient des plus simples, il devait :

1° Maintenir l'influence russe prépondérante à Constantinople.

2° Sauver d'une destruction imminente la nation grecque.

3° Travailler avec le plus d'énergie possible à obtenir le concours de l'Angleterre.

Le lendemain même de son arrivée, Ribeaupierre avait

une entrevue avec le Reis Effendi. Dès le début de son entretien, l'ambassadeur russe attaqua directement la question grecque, mais Saïda l'arrêta immédiatement. « Le silence observé par la Russie, lors du traité d'Ackerman, avait, disait-il, été considéré par Mahmoud comme la renonciation du Tzar à toute pacification de la Grèce. » Ribeaupierre répondit que les interprétations qu'il plaisait au Sultan de donner à un traité ne sauraient nullement lier son maître aux yeux duquel la pacification de la Grèce était *le complément nécessaire* d'Ackerman. En même temps, il communiquait au Reis Effendi le protocole du 4 avril.

Ainsi, dès son arrivée, Ribeaupierre prenait la même attitude que jadis Stroganof. Le ton provocateur de l'ambassadeur russe froissa Stratford. Ce diplomate craignit d'avoir, en tenant au Divan un langage trop menaçant, fait le jeu de la Russie et compromis les intérêts de l'Angleterre en Orient. Irrité, en outre, par le rôle de plus en plus important que prenait Ribeaupierre à Constantinople, Stratford commit la faute de faire à l'internonce d'Autriche, d'Ottenfels, les confidences les plus maladroites. Il alla même jusqu'à lui avouer « qu'il regrettait le protocole du 4 avril qui n'avait pourtant été signé que pour arrêter la Russie et sauver la Porte, à la conservation de laquelle l'Angleterre était si vivement intéressée ».

Ce langage un peu incohérent, réjouit fort Metternich. Mais sa joie fut de courte durée, car Stratford, calmé, rentra vite dans son rôle de médiateur et d'allié de la Russie, rôle dont il n'aurait jamais dû se départir.

Quant au Divan, il ne fut nullement ému des menaces de Ribeaupierre. Le 9 juin, Mehmed Perteff Effendi, qui avait succédé à Saïda Effendi, remettait aux cinq puissances un Beyan-neme (déclaration) où il indiquait les quatre raisons sur lesquelles il s'appuyait pour repousser le protocole du 4 avril.

Ces quatre arguments étaient :

1° Le droit de souveraineté du Sultan en vertu duquel Mahmoud pouvait étouffer à sa guise une insurrection.

2° L'indépendance de tout gouvernement dans le règlement des questions intérieures.

3° Le caractère divin des lois turques qui, par suite, sont immuables.

4° Enfin, la Russie avait à Ackerman implicitement renoncé à tout contrôle sur les affaires grecques.

En présence de ce refus, l'Angleterre et la Russie se

ralliant à la proposition française, transformèrent le protocole du 4 avril en une triple alliance.

Le 6 juillet la France, l'Angleterre et la Russie signaient le traité de Londres.

⁂

Le traité de Londres était au dire des Puissances, un *traité de médiation.*

En réalité il n'en était rien.

La médiation ne peut, en effet, s'exercer qu'entre deux états souverains. Or, ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie, n'avaient encore reconnu l'état grec (1).

En outre, une médiation ne peut avoir lieu qu'avec le *consentement* des deux états en litige ce qui, ici, n'était nullement le cas.

Enfin, le médiateur ne donnant qu'un conseil moral ne saurait, dans la suite, exiger l'exécution du traité signé par son intermédiaire. Or, les Puissances étaient décidées à intervenir dans le cas où la Turquie refuserait de se soumettre à leurs injonctions (2). Sous cette prétendue médiation se cachait donc, en réalité, une véritable intervention dans les affaires intérieures de l'empire ottoman.

Les motifs sur lesquels les Alliés se basaient pour justifier leur immixtion dans cette question grecque étaient au nombre de trois.

Ils invoquaient :

1° La nécessité de mettre un terme à la lutte sanglante qui, en livrant les provinces grecques et les îles de l'Archipel à l'anarchie, apportait chaque jour de *nouvelles entraves au commerce* des états européens. D'incessants faits de piraterie exposaient les sujets de ces états à des pertes considérables et les obligeaient à des frais très onéreux de surveillance et de repression.

2° L'invitation pressante, adressée par les Grecs aux rois de France et d'Angleterre, de prêter leur médiation auprès de la Porte.

3° Le désir commun aux trois souverains français, anglais et russe d'arrêter l'effusion du sang et de prévenir,

---

(1) L'Angleterre avait seulement reconnu aux Grecs la qualité de belligérants.

(2) *Henri Bonfils. Manuel de droit international public.* Paris 1901, p. 516

par un *sentiment d'humanité*, les maux de tous genres que pouvait entraîner la prolongation de cet état de choses (1).

Ainsi, les bases de l'intervention étaient au dire même des puissances, d'ordre moral et humanitaire. Pour la première fois dans l'histoire politique de l'Europe, les Puissances poursuivaient un but désintéressé. Nous rendons donc sincèrement hommage aux sentiments humanitaires qui dictèrent alors aux gouvernements leur ligne de conduite et cela, d'autant plus volontiers que les récents massacres d'Arménie nous ont, une fois de plus, montré que l'Europe, prête à agir lorsque ses intérêts matériels sont menacés, reste, au contraire, impasssible lorsqu'elle se trouve en face de considérations purement philantropiques.

Quant aux clauses du traité, elles étaient la répétition de celles contenues dans le protocole du 4 avril 1826.

Toutefois, un article additionnel et secret ajoutait que, « dans le cas où la Porte refuserait d'accepter cette médiation dans le délai d'un mois, les Puissances se verraient obligées de se rapprocher des Grecs, c'est-à-dire d'établir avec eux des relations commerciales en leur envoyant et en recevant d'eux des agents consulaires en tant qu'il existerait chez eux des autorités capables de maintenir de telles relations.

« Si les Turcs n'admettaient pas cet armistice dans le délai d'un mois, ou si les Grecs se refusaient à l'exécuter, les Puissances déclareraient à la partie récalcitrante qu'elles étaient résolues à imposer cet armistice en prévenant toute collision entre les belligérants.

« Elles emploieraient donc, immédiatement, après cette déclaration, les moyens propres à en accomplir l'objet, *sans toutefois prendre part aux hostilités*.

« En conséquence des instructions éventuelles seraient transmises aux amiraux commandant les escadres des trois cours dans le Levant.

« Si ces mesures ne suffisaient pas et rencontraient une opposition de la part des Grecs ou des Turcs, les Puissances n'en continueraient pas moins à poursuivre l'œuvre de pacification sur les bases convenues.

« En attendant, elles autorisaient, dès maintenant, leurs ambassadeurs à Londres à prendre les décisions qu'ils croiraient nécessaires. »

---

(1) *Martens. Recueil et Nouveau recueil de traités.* T. VII, p. 463.

Enfin, les Alliés, pour bien montrer leur intention d'obtenir un résultat prompt et satisfaisant, ouvraient le 12 juillet 1827, des conférences à Londres.

Le but de ces conférences, dont les membres étaient Dudley (1), de Polignac et de Lieven, était de rédiger les instructions destinées aux ambassadeurs de Constantinople et de maintenir, si possible, les cours alliées en correspondance directe avec les trois amiraux. Le 13 juillet 1827 des instructions détaillées étaient envoyées à Constantinople.

Les puissances, longtemps hésitantes, allaient donc agir.

C'est à ce moment qu'un évènement imprévu sembla devoir détruire tous les plans si péniblement édifiés.

On apprenait en effet que Canning, à peine âgé de cinquante-sept ans, mais usé par le travail, était mort le 8 août 1827 après une courte maladie. Survenue quelques mois plus tôt, cette mort eut porté à la cause grecque un irréparable préjudice, mais, maintenant, l'impulsion était donnée, la politique anglaise soutenue par Nicolas devait, entre les mains de Lord Goderich, suivre la même ligne de conduite que celle adoptée par Canning au traité de Londres.

Le 16 août, les trois ambassadeurs Guilleminot, Ribeaupierre et Stratford Canning remettaient donc à la Porte une note collective et priaient les plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche de vouloir bien l'appuyer.

L'ambassadeur de Prusse promit son concours; quant à Ottenfels, il se refusa formellement à toute demande de ce genre. Cette singulière attitude de l'internonce fortifia les ministres turcs dans leur résolution d'accueillir les propositions de médiation avec la plus grande raideur. La Porte avait actuellement cinq raisons pour ne pas céder aux puissances :

1° Athènes venait de succomber et cette reddition avait donné aux Turcs la seule position stratégique encore occupée par les Grecs.

2° Les Hellènes, démoralisés et à bout de forces, semblaient incapables de prolonger la résistance.

3° La mort de Canning et la rentrée de Wellington au ministère faisaient espérer au Sultan que le traité du 6 juillet serait désormais lettre morte.

4° L'heureuse issue de la réforme des Janissaires avait

(1) Ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne.

rempli Mahmoud d'une immense confiance en lui-même, aussi était-il maintenant décidé à se montrer plus opiniâtre que jamais dans ses résolutions.

5° Enfin, une guerre qui venait d'éclater entre la Russie et la Perse n'avait, jusqu'à présent, été guère favorable aux troupes de Nicolas.

Le Reis Effrendi refusa donc de recevoir la note des puissances, note que les drogmans laissèrent non décachetée sur un sopha. Le ministre turc s'indigna contre ce procédé et, dans sa colère, critiqua en des termes on ne peut plus vifs, la politique du «grand et du petit Canning».

Blessés par ces paroles, les ambassadeurs sommèrent le Reis Effendi de répondre, immédiatement, et par écrit, à la note du 16 août.

Le 30 août 1827, Mehmed Pertef faisait savoir aux ambassadeurs qu'il n'avait d'autre réponse à leur faire que celle déjà contenue dans le Beyan Neme du 9 juin 1827.

La Sublime Porte, disait-il, était résolue à n'accepter aucune proposition en faveur des Grecs. Il ajoutait, du reste, qu'il ne reconnaîtrait jamais aux puissances le droit de s'immiscer dans la politique intérieure de l'empire Ottoman.

Devant cette fin de non recevoir, les trois Drogmans, Desgranges, Chabert et Franchini se rendirent le 9 septembre chez le Reis Effendi, afin de lui faire savoir que la médiation des Puissances ayant été déclinée, les ambassadeurs avaient signifié aux amiraux l'ordre d'empêcher tout arrivage d'armes et de soldats turcs ou égyptiens en Morée.

Les Cours alliées espéraient ainsi faire cesser les hostilités sans porter atteinte à leurs relations amicales avec la Turquie. Le Reis Effendi leur avoua franchement ne pas comprendre du tout ce blocus pacifique (1) imaginé par les ambassadeurs. « J'ai déjà demandé, leur dit-il, si MM. les Ministres se comprennent bien eux-mêmes ? Pour moi, je trouve dans leur langage des choses si obscures, que ma raison s'y perd et renonce à n'y rien comprendre. Comment feront-ils cesser les hostilités sans porter atteinte à l'amitié ? » Amitié hostile, hostilité amicale, que pouvaient bien signifier ce bizarre accouplement ? « Pourriez-vous m'ex-

(1) Cette expression de « blocus pacifique » apparaît pour la première fois dans l'ouvrage de *Hautefeuille. Histoire maritime du droit international*, p. 336.

pliquer, ajoutait-il, en terminant, comment l'eau et le feu peuvent se trouver ensemble? » (1).

Qu'était-ce donc que le blocus pacifique, ce nouveau venu dans le droit international et qui semblait si obscur à Mehmed Pertef Effendi?

*
* *

Il y a blocus pacifique, nous disent les auteurs, lorsqu'une puissance bloque certains ports d'une autre puissance, sans pour cela être en état de guerre avec la Puissance bloquée.

De même que toute théorie nouvelle, cette mesure coercitive jusqu'alors inconnue et qui dans la suite devait être souvent employée (2) eut, dès le début, ses défenseurs et ses détracteurs.

Les principaux arguments des partisans du blocus pacifique sont les suivants :

L'humanité, disent-ils, n'a qu'à s'applaudir de toute nouvelle institution internationale permettant de ne pas recourir à la guerre et à toutes ses suites. Le blocus pacifique étant un mal moindre que la guerre doit donc, par suite, lui être préféré (3).

En outre un Etat en difficultés avec un autre a parfaitement le droit de ne pas recourir à tous les moyens de guerre à la fois.

Or, par le blocus pacifique, la guerre qui, jusqu'alors

---

(1) *De Martens*. Rapport des Drogmans, t. XII, p. 33.

(2) Le blocus pacifique fut employé par :
La France contre le Portugal, 1831.
La France et l'Angleterre contre la Hollande en 1833 pour l'obliger à reconnaître l'indépendance belge.
La France contre le Mexique en 1838 à la suite de vexations infligées à nos nationaux.
L'Angleterre contre le Brésil en 1864.
L'Angleterre contre la Grèce en 1850 au sujet de Dom Pacifico.
Victor Emmanuel en 1860 contre François II, roi de Naples.
La France en 1884 contre l'île de Formose lors de la conquête du Tonkin.
L'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Russie contre la Grèce en 1886.
La France contre le Siam en 1893.
La France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, la Russie contre la Crète en 1897.
Enfin le blocus pacifique de la Chine en 1900, lors de l'expédition des Puissances alliées.

(3) *Heffter. Das Europaische Volkerrecht der Gegenwart*, t. III.

avait une tendance à s'étendre, se trouve au contraire limitée, ce qui est un indiscutable progrès (1).

Enfin, nous dit Perels dans son rapport à l' « Institut de droit international d'Heidelberg de 1887 » la guerre n'est pas le seul recours à la force admis par le droit des gens. On peut en effet, en certaines circonstances, recourir à des interventions opérées par la force, qui pourtant n'ont pas le caractère d'une agression belliqueuse. La rétorsion, les représailles, l'embargo, mesures coercitives, s'exercent bien en temps de paix, pourquoi n'en serait-il pas de même du blocus pacifique ?

Plus nombreux et plus convaincants, sont les arguments des adversaires du blocus pacifique. A leurs yeux, le blocus pacifique est profondément illogique.

En effet, celui qui, lui-même, apprécie ses griefs comme ne valant pas la peine de faire la guerre n'est pas autorisé à imposer à des nations tierces, étrangères à la question, des obligations qui ne peuvent résulter que de l'état de guerre. En un mot, celui qui ne veut pas agir comme un belligérant ne peut pas prétendre aux droits que confère la belligérance (2).

Ce blocus constitue en outre, disent-ils, une violation du droit de commerce de l'état bloqué auquel il porte une atteinte directe dans son droit d'indépendance.

Or, il n'y a, en droit international, qu'une façon de porter atteinte à l'indépendance d'autrui. C'est la guerre.

Le blocus pacifique constitue donc à l'égard de l'état bloqué une mesure qui ne saurait se distinguer d'un acte de guerre.

Le raisonnement de l'état bloquant est du reste passablement singulier. « Vis à vis de mon adversaire j'ai, dit-il, le droit de faire un acte de guerre qui est le blocus, tandis que mon adversaire, ce blocus étant pacifique, n'a pas le droit de me répondre ». Du reste, le voudrait-il qu'il ne le pourrait pas. Les grandes Puissances se gardent bien, en effet, de bloquer pacifiquement un état à même de leur rendre coup pour coup (3).

Enfin, le blocus pacifique viole absolument les droits des autres puissances.

---

(1) *Cauchy. Le droit maritime international*, t. II p. 426.

(2) *Oppenheim. System des Volkerrechts*, p. 255.

(3) Professeur Westlake dans un discours à l'institut de droit international. Année 1875.

Il n'y a, en effet, aucune base pour porter atteinte aux navires des nations étrangères. La guerre n'étant pas déclarée, les autres états ont le droit de libre commerce (1). La confiscation de leurs navires, lors d'un blocus pacifique, en portant atteinte à leur indépendance, constitue un délit de droit international. En outre, la confiscation n'est valable qu'après un jugement rendu par le tribunal des prises. Or, le tribunal des prises ne peut rendre des décisions opposables aux puissances étrangères qu'en cas de guerre. C'est donc une contradiction que d'instituer un tribunal des prises en présence d'un blocus pacifique (2).

Tel est ce blocus pacifique qui, malgré ses nombreux inconvénients, devait être, dans la suite, si fréquemment employé par la France et par l'Angleterre.

La raison de cette préférence des Puissances pour ce genre de blocus est fort simple.

Si le blocus pacifique a, au point de vue théorique, de nombreux défauts, il a, par contre, au point de vue pratique de grands avantages (3).

Grâce à lui, les grandes Puissances évitent:

1° Une guerre en forme ;

2° Le rappel des agents diplomatiques ;

3° L'interdiction générale de commerce avec les belligérants ;

4° Les ennuis qui dans les états parlementaires, résultent d'une déclaration de guerre.

Aussi est-ce à cause de ces avantages pratiques que l'Institut de droit international, tout d'abord hostile au blocus pacifique, est revenu sur sa première opinion.

En 1887, il proclamait, en effet, la validité du blocus pacifique sous trois conditions :

1° Le blocus devra être effectif ;

2° Il devra être notifié ;

---

(1) *De Martens. Traité de droit international.* Paris, 1887. T. III. p. 175.

(2) Malgré cela la pratique anglaise confisque tous les navires qui ont tenté de forcer le blocus pacifique. La pratique française fait une distinction. Elle séquestre les navires de la puissance bloquée et confisque les autres.

(3) *Rivier. Principe du droit des gens.* Paris, 1896. T. II. p. 198.

3° Il devra, dans ses effets, être restreint aux seuls navires de la puissance bloquée.

Ainsi compris, ce blocus est encore bien plus dangereux qu'auparavent, car il devient un excellent moyen de supprimer le commerce maritime d'un petit état. De plus, les autres puissances n'étant pas touchées, personne n'aura intérêt à protester contre le blocus pacifique qui pourra ainsi se prolonger au détriment d'une nation faible, incapable de se défendre (1).

En résumé, le blocus pacifique est un moyen de guerre hypocrite exercé seulement contre les Etats trop faibles pour répondre.

Le Reis Effendi était donc dans son droit lorsqu'il protestait contre cette nouvelle mesure coercitive dont l'application constituait un véritable recul du droit international public.

*
* *

Dès que la réponse de Mehmed Pertef Effendi fut parvenue aux ambassadeurs, ceux-ci, désormais convaincus que la force seule pouvait vaincre l'obstination de la Porte, ordonnèrent le blocus pacifique de la Morée.

Les Grecs ayant accepté avec enthousiasme la médiation des Puissances si longtemps attendue (2), l'effort des alliés devait tout entier se porter sur les Turcs plus décidés que jamais à ne pas interrompre le cours des hostilités.

Le 12 septembre 1817, Codrington arrivait en vue de Navarin muni des instructions les plus énergiques.

Stratford Canning lui avait en effet ordonné «d'interposer ses forces entre les belligérants et de leur imposer la paix avec son porte-voix, si c'était possible, avec ses canons, s'il ne pouvait pas faire autrement » (3).

Le 22 septembre, de Rigny, venait opérer sa jonction avec la flotte anglaise. Les deux amiraux se rendirent alors en grande pompe à bord du vaisseau du Kapoudan Bey où ils eurent une entrevue avec Ibrahim (25 septembre 1827).

De Rigny, en raison des sympathies de la France pour l'Egypte prit la parole. Il s'efforça de montrer à Ibrahim les conséquences funestes que pouvait amener la prolongation de la lutte en Morée. « Nous ne voulons, lui dit-il, qu'une armistice qui sauvera votre père et son héritage.

(1) *Moye. Cours de droit international.* Montpellier 1901.

(2) *De Martens. Recueil et Nouveau recueil de Traités.* T. XII, p. 75.

(3) *Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce.* T. II, p. 434.

Songez qu'il est vieux, inquiet, chargé de soucis. L'Egypte riche vaut mieux pour vous que la Morée dévastée » (1).

Ibrahim promit donc sur son honneur de cesser les hostilités tant qu'il n'aurait pas reçu d'ordres d'Alexandrie ou de Constantinople.

A la suite de cette assurance formelle, Codrington se rendit à Zante, tandis quc de Rigny allait se ravitailler à Cervi-baie. Une issue pacifique était encore possible. Un évènement imprévu allait rendre la guerre presque inévitable.

Les Grecs, sous les ordres d'Hastings, ayant surpris la flotte turque devant Salone (30 septembre), la détruisaient presque complètement, malgré leurs serments solennels de suspendre les hostilités. A cette nouvelle, Ibrahim entra dans une violente colère.

Répondant à un parjure par un autre parjure, il ordonna à Tahir Pacha et à Mouharrem Bey de se rendre immédiatement à Patras pour ravitailler cette ville et détruire la flotte grecque réfugiée dans le golfe de Corinthe.

Codrington, informé du départ de la flotte ottomane, se porta à sa rencontre bien résolu à l'obliger à rebrousser chemin fut-ce même à coups de canon.

Le 3 octobre, au matin, l'amiral anglais rencontrait, à la hauteur de l'île de Zante, Tahir Pacha auquel il dépêchait le capitaine Specer du « Talbot » avec ordre de lui signifier que « les Turcs, ayant manqué à leur parole, avaient perdu toute sa confiance. Aussi, tirerait-il sur le premier navire qui ferait mine de s'avancer quelque fut l'excuse invoquée » et il ajoutait que « dans le cas où l'on répondrait à son feu il n'hésiterait pas à détruire la flotte turque ».

A ces paroles énergiques, Tahir Pacha répondit en promettant de renoncer à son projet et de rentrer au plus tôt à Navarin (2).

Aussi, le lendemain matin (4 octobre), l'étonnement de Codrington fut-il grand en voyant la flotte ottomane faire voile vers Patras.

Mettant à profit l'obscurité de la nuit, Tahir Pacha avait fait demi tour espérant être, au lever du jour, hors de vue des frégates anglaises. Un calme plat survenu subitement avait seul empêché ce beau plan de réussir.

---

(1) *De Martens. Recueil et Nouveau recueil de Traités.* T. XII, p. 106.

(1) *Compressed narrative of the proceeding of the Vice-Admiral Sir E. Codrington,* par *E. Codrington.* London 1832.

Devant cette nouvelle violation d'une promesse solennellement donnée, Codrington se décida à agir. L' « Asia » et le « Talbot » se lancèrent immédiatement à la poursuite de la flotte turque. L'ayant rejointe, ils ouvraient inopinément un feu rapide sur les Ottomans qui, surpris par cette brusque attaque, amenèrent pavillon.

Tahir Pacha, de nouveau, fit demi tour et se dirigea, escorté cette fois par les forces anglaises, vers Navarin, où il arrivait le 6 octobre 1827.

Le 12 octobre, la flotte française, commandée par de Rigny et l'escadre russe sous les ordres d'Heyden, jetaient l'ancre devant Navarin dont le blocus commençait aussitôt.

Les amiraux s'aperçurent bientôt que ce blocus n'avait aucune chance de réussir.

Les côtes n'offraient, en effet, aucun abri aux escadres alliées qui, par suite, risquaient fort d'être dispersées à la moindre tempête. Les vaisseaux ottomans, par contre, bien protégés dans Navarin, pouvaient profiter de la première accalmie soit pour se ravitailler, soit pour porter un coup décisif aux îles d'Hydra ou de Spetzia et cela avant que les escadres bloquantes, chassées par les vents, eussent eu le temps de s'y opposer...

L'amiral de Rigny proposa donc de pénétrer dans la rade et de sommer la flotte turco-égyptienne de se disloquer. Il espérait que les amiraux ottomans, nullement désireux de se mesurer avec les alliés, ne feraient aucune difficulté pour rallier les ports d'Alexandrie et de Constantinople.

Codrington et Heyden s'étant rangés à cet avis, on décida de pénétrer le 20 octobre dans la baie de Navarin.

Au jour convenu, vers deux heures, un vent du sud-ouest s'étant levé, permit à la flotte alliée, forte de 26 vaisseaux et munie de 1270 canons, d'entrer dans la rade de Navarin (1).

A leur grande surprise les amiraux trouvèrent les 89 bâtiments musulmans, armés de 2.438 bouches à feu (2),

---

(1) Les flottes alliées étaient ainsi composées :
12 bâtiments anglais avec 456 canons.
7 bâtiments français avec 362 canons.
8 bâtiments russes avec 452 canons.

(2) L'escadre ottomane comprenait :
3 vaisseaux de ligne.
4 doubles frégates.
13 frégates.
30 corvettes.
28 bricks.
5 schooners.
6 brûlots.

rangés en ordre de bataille tandis que plus de 20.000 hommes occupaient les forts et les positions qui dominaient la baie.

Malgré l'infériorité numérique des escadres alliées, Codrington, qui commandait en chef, s'avança résolument au centre du croissant formé par la flotte turque et vint se placer, avec l' « Asia », entre les vaisseaux qui portaient les deux capitaines Tahir Pacha et Mouharrem Bey (1).

De Rigny, à bord de la « Sirène » mouilla à portée de pistolet des doubles frégates égyptiennes, tandis qu'Heyden se portait en face des brûlots. Toute cette manœuvre s'était faite sans rencontrer le moindre obstacle.

Vers trois heures, le « Darmouth », envoya un parlementaire chargé de signifier à Mouharrem Bey l'ordre d'évacuer la rade.

A ce moment, un feu de mousqueterie éclate sur la droite de la ligne. Le « Darmouth » répond : Le signal de la bataille est donné (2).

En un instant le combat est général. Une fumée épaisse sortie de ces 3.700 canons obscurcit le ciel, tandis qu'un bruit assourdissant remplit cette rade, jadis si calme. Dans ce pêle-mêle de forteresses flottantes pas un seul coup de feu n'est perdu. Ce ne sont que cris et gémissements, incendies et explosions (3).

La nuit met enfin un terme à cette effroyable tuerie.

Plus de 700 marins européens avaient péri (4), quant à la flotte turco-égyptienne, elle était presque entièrement détruite (5).

Le lendemain matin le drapeau blanc ayant été hissé sur les forts, les Alliés se retirèrent pour réparer leurs avaries, tandis que les Egyptiens, les regards hypnotisés sur les flots, assistaient impuissants à l'engloutissement des dernières carcasses de leur escadre, la veille encore si imposante (6).

---

(1) Ibrahim n'était pas à bord du vaisseau amiral, étant parti deux jours avant pour la Messénie.

(2) *Bogdenovitch. La bataille de Navarin.* Paris, 1887.

(3) Nous n'entrerons pas dans le récit détaillé des épisodes historiques de cette bataille durant laquelle l' « Armide », la « Sirène », le « Trident », et le « Breslau » se couvrirent de gloire.

(4) En chiffres ronds 300 Anglais, 250 Français, 150 Russes.

(5) On estime à 6.000 le nombre d'hommes perdus par les musulmans.

(6) Pour plus de détails consulter le « Memoria intorna alla Battaglia di Navarino » Naples 1833, qui contient un excellent plan de la bataille.

*
* *

Cette bataille si inattendue produisit en Europe un immense effet.

A Paris, l'enthousiasme fut sans borne. Libérale ou gouvernementale, la presse fut unanime à fêter cette victoire qui rendait un peu de lustre à notre marine écrasée à Trafalgar. Mais on se réjouissait surtout de ce que ce fait d'armes était la conséquence directe de l'irrésistible poussée populaire. « Cette bataille disait Lebrun, a été gagnée par les peuples. Le canon de Navarin a commencé une ère nouvelle et annoncé l'avènement triomphal de l'opinion publique. C'est elle désormais qui commande les flottes, les canons et entraîne même les princes en les forçant, pour ainsi dire, à reconnaître ses victoires et à s'approprier ses lauriers » (1).

Pas un instant on ne songea à déplorer la destruction de cette flotte égyptienne, créée par nos marins, et que nous avions un moment songé à opposer à l'inquiétante puissance maritime de l'Angleterre.

Un accueil identique attendait à St-Pétersbourg la nouvelle de Navarin.

L'escadre russe avait vaillamment combattu et s'était montrée digne des marines plus anciennes de l'Angleterre et de la France. En outre, le parti militaire reprenait espoir. La rupture russo-turque tant désirée, lui semblait, en effet, désormais inévitable.

Mais, ce qui réjouissait surtout le gouvernement russe, c'était le désespoir que cette bataille avait du inspirer au Grand Chancelier. « Que pensera notre ami Metternich, disait Nesselrode à Tatitschef, du triomphe de la force sur le préjugé des principes ? »

A Vienne, en effet, on avait été ébranlé et indigné par cette nouvelle si inattendue. L'empereur François assimila cette victoire à un assassinat, Gentz la compara au partage de la Pologne, tandis que Metternich annonçait solennellement que le règne d'un véritable chaos allait commencer.

En Angleterre, la nouvelle fut froidement accueillie. Les whigs chantèrent victoire. Les tories, par contre, s'indignèrent de ce sanglant événement qui, disaient-ils, lésait les intérêts de l'Angleterre et violait tous les principes du droit des gens. Le gouvernement placé entre les faibles mains

---

(1) *Lebrun. Voyage en Grèce.* Paris 1828.

de Goderich hésitait, ne sachant pas, ainsi que le faisait judicieusement remarquer le *Times* s'il fallait décorer Codrington ou bien le faire passer en conseil de guerre.

L'opinion publique était en effet fort divisée.

Tandis que les Philhellènes se réjouissaient de cette bataille qu'ils s'étaient efforcé de provoquer, les commerçants,eux, se prononçaient nettement contre ce fait d'armes qui, disaient-ils, portait un coup direct à leurs intérêts. La Porte, en effet, usant de représailles, allait mettre l'embargo sur les navires traversant les détroits et empêcher ainsi l'arrivée des blés russes en Angleterre.

Enfin, en aidant à la destruction de la flotte turque, l'Angleterre avait livré la Turquie sans défense aux ambitions moscovites. Aussi, dans le discours du trône (janvier 1828) l'appelait-on cette bataille un « untoward event » (malencontreux événement) qu'on ne pouvait considérer qu'avec une profonde douleur.

En Grèce, ce fut avec des transports de joie que l'on accueillit la victoire des Francs. Les Grecs, sûrs désormais de n'avoir plus rien à redouter de la marine ottomane, se hâtèrent de multiplier et d'étendre leurs opérations militaires.

Fabvier se dirigea vers l'île de Chio, Church se rendit en Acarnanie et en Étolie, mais,toutes ces expéditions devaient, faute de direction centrale, échouer piteusement.

Le triumvirat, méprisé de tous, était en effet incapable de diriger les opérations militaires et d'empêcher la reprise des luttes intestines.

Mais nous n'insisterons pas sur cette guerre civile sans plan, sans ordre et sans but, car ce n'est pas en Grèce, mais bien à Constantinople, que nous devons aller chercher la solution de la question grecque.

La nouvelle de Navarin produisit en Turquie une pénible impression. Toutefois, aucun soulèvement populaire n'éclata. Une fois de plus, les Turcs se courbaient sous le désastre avec la même résignation que celle avec laquelle ils avaient accepté les catastrophes qui, depuis 1820, les avaient frappés, sans interruption.

Quant aux ambassadeurs, ils s'efforcèrent (30 octobre 1827), sitôt informés de Navarin, de faire désavouer Ibrahim par le Sultan. Cela aurait permis de considérer l'attitude d'Ibrahim comme toute personnelle et la bataille de Navarin comme une déplorable erreur ne devant pas forcément

amener la guerre. Les ambassadeurs demandèrent donc au Sultan :

1° S'il avait ordonné à Ibrahim de violer son serment du 26 septembre ?

2° S'il considérait Navarin comme une déclaration de guerre ? La réponse fut insolente et dédaigneuse. Les ordres donnés à Ibrahim, y était-il dit, ne regardaient que la Porte, toutefois cette dernière pouvait assurer aux Puissances qu'elle n'aurait jamais imposé à Ibrahim la convention du 26 septembre.

Quant à la bataille de Navarin, le Sultan ne pouvait la considérer autrement que comme une déclaration de guerre. Néanmoins, dans sa modération, la Sublime Porte consentirait à maintenir la paix moyennant trois conditions.

1° Les Puissances renonceraient à s'immiscer désormais dans la question grecque.

2° Une indemnité serait payée à la Porte.

3° Satisfaction serait donnée à sa Majesté l'Empereur ottoman.

Les ambassadeurs, naturellement, repoussèrent ces demandes. Ils basèrent leur refus sur ce que les premiers coups avaient été tirés par les ottomans. Les Alliés, par suite de cette attaque, s'étaient trouvés en état de légitime défense et ne devaient, par conséquent, aucune indemnité pour des dommages qu'ils avaient causés à leurs agresseurs (10 novembre 1827).

Voyant que la triple alliance était résolue à ne pas céder, Mehmed Pertef essaya, sur les conseils d'Ottenfels, de séparer la France des deux autres puissances. En conséquence il demandait une entrevue à Guilleminot qui, le 11 novembre 1827, se rendait auprès de lui. Là, Mehmed Pertef déclara, au grand étonnement de l'ambassadeur français, que la Porte consentirait, peut-être, à la médiation de deux des Puissances, mais qu'elle répugnait absolument à celle de la troisième contre laquelle elle se « sentait les moyens de lutter ».

Guilleminot, lui répondit qu'il ne pouvait y avoir, en vertu du traité de Londres, que médiation à trois et que c'était à trois puissances que la Porte, en cas de refus, aurait à faire (1).

---

(1) *De Martens. Recueil et nouveau recueil*, t. XII, p. 156.

Cette maladroite intrigue exaspéra les ambassadeurs. Ils résolurent donc d'avoir une entrevue avec le Reis Effendi qu'ils sommeraient de se prononcer enfin sur les intentions de la Porte.

Le 24 novembre Guilleminot, Ribeaupierré et Stratford Canning se rendaient chez Mehmed Pertef. Là, au cours d'une conférence qui ne dura pas moins de cinq heures, le Reis Effendi leur fit part de la ferme intention de la Porte de persister à considérer la soumission absolue de la Grèce comme la condition fondamentale de toute pacification. « L'ordre rétabli, Sa Hautesse, ajoutait-il, aurait, de par la loi, le droit de confisquer les biens des révoltés préalablement déportés. Eh bien, pour montrer sa magnanimité et son désir de plaire aux Puissances, elle ne le fera pas. Les anciennes lois de 1820 seront rétablies et les Grecs pourront de nouveau jouir dans leur maison *d'un bonheur parfait* « et d'une sécurité absolue ».

Les ambassadeurs lui firent remarquer que les Hellènes ne se seraient pas révoltés s'ils avaient joui d'un bonheur parfait.

« C'est le démon qui a suscité cette révolte » allégua Mehmed Pertef. « Eh bien, répondit en souriant Stratford, exorcisez-le ».

Les ambassadeurs ne pouvaient se contenter de ces vagues réponses ; aussi, décidés à ne pas éterniser d'inutiles discussions, ils demandèrent leurs passeports, en même temps qu'ils transmettaient leurs droits de protection à l'ambassadeur néerlandais.

Le premier décembre 1827, le Reis Effendi signifiait aux ambassadeurs son refus formel de leur délivrer leurs passeports.

Les Puissances devaient, en effet, disait-il, avoir, en vertu des traités, des représentants à Constantinople. La Porte ne délivrerait donc les passeports que lorsque les ambassadeurs lui auraient signifié la nomination de leurs successeurs. Quant à la transmission des droits de protection au Baron de Zuylen, le Sultan ne pouvait l'accepter. Les sujets des puissances alliées seraient ou expulsés ou placés sous la protection directe de la Porte.

Le 8 décembre, les trois ambassadeurs quittaient Constantinople. A la nouvelle de leur départ, le Sultan entra dans une violente colère. Des bandes fanatiques sont immédiatement lancées sur les chrétiens, les Kapou-ouglans (1)

(1) Serviteurs indigènes des ambassadeurs.

sont frappés et expulsés, tandis que les marchandises européennes sont jetées à la mer. En même temps, des délégués sont envoyés en Perse pour empêcher le Schah de ratifier le traité que le général russe Paskevitch venait de lui imposer.

Enfin, laissant libre cours à son courroux, le Grand Seigneur appelait à Constantinople les « ayans » (1) auxquels il adressait un violent manifeste contre la Russie (18 décembre).

« Depuis cinquante ans, disait ce document, la Russie n'a pas laissé passer une occasion de faire la guerre à la Turquie.

C'est la Russie qui, profitant de l'état indiscipliné des janissaires, a ravi à la Porte ses plus belles provinces.

C'est la Russie qui a fomenté l'insurrection hellénique.

C'est encore la Russie qui a obligé la Porte à signer l'onéreux traité d'Ackerman.

Enfin c'est la Russie, qui, s'alliant à la France et à l'Angleterre, a lâchement détruit la flotte ottomane dans la baie de Navarin.

Devant de telles provocations, le silence serait une lâcheté.

La Turquie redouterait-elle la guerre sainte ? Les Turcs auraient-ils oublié les centaines de milliers de cent mille infidèles tués par leurs ancètres ? Non. Aussi tous les Ottomans se lèveront-ils en masse et laveront l'honneur de l'Islam outragé ». Cet appel aux armes, quoique destiné à demeurer secret, fut bientôt connu de la Russie.

Le 6 janvier 1828, Nicolas répondait à ce Beyan-neme en proposant aux puissances :

1° L'occupation par les troupes russes de la Moldavie et de la Valachie.

2° Le blocus de Constantinople et d'Alexandrie par les flottes alliées.

3° Une expédition anglo-française en Morée.

4° Un appui à Capodistrias, le nouveau président grec.

5° L'ouverture de conférences entre les ambassadeurs des puissances dans l'île de Corfou.

Ces mesures énergiques reçurent l'approbation immédiate du gouvernement français. Villèle, qui avait toujours

---

(1) Chefs de districts.

hésité à suivre la Russie, venait en effet d'être renversé et avait été remplacé par Martignac qui, ainsi que ses collègues, se prononçait hautement pour la Grèce et pour la Russie.

Le nouveau ministre des affaires étrangères était en effet M. de la Ferronnays, notre ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg, dont les sympathies pour la cause grecque étaient bien connues.

A Londres, les propositions russes furent accueillies tout différemment. Un changement de ministère, diamétralement opposé à celui qui avait eu lieu en France, venait de s'opérer en Angleterre. A la suite de nombreuses fautes, Goderich avait en effet dû se retirer devant Wellington devenu premier Lord de la Trésorerie. Le vainqueur de Waterloo, élève intransigeant de Willam Pitt, avait des idées tout autres que celles de son prédécesseur. A ses yeux, le protocole du 4 avril, de même que le traité du 6 juillet, ne devait avoir d'autre but que celui d'enchaîner la Russie. Or, non seulement cette puissance n'avait pas été entravée dans sa politique, mais encore, elle avait entraîné l'Angleterre à des mesures que Wellington réprouvait absolument.

Aussi, pour tacher d'arrêter Nicolas, le ministre anglais répondit par un refus aux propositions russes du 6 janvier. « Le traité de Londres, disait-il, était éminemment pacifique. Le cabinet anglais était donc d'avis d'éviter, par *tous les moyens* possibles, une rupture avec la Turquie, rupture qui, dans les conditions actuelles, prendrait le caractère d'une guerre de religion. »

Ce langage modéré n'était pas fait pour plaire au Tzar qui venait justement d'apprendre les préparatifs militaires du Sultan.

Le 26 février 1828, Nicolas envoyait à Liéven une note qui ne laissait plus aucun doute sur ses intentions. « Les nouvelles vexations exercées par la Turquie à l'égard de la navigation russe, les instigations par lesquelles elle avait excité la Perse à la guerre, le manifeste adressé aux Ayans qui déchirait le traité d'Ackerman et appelait aux armes tous les Osmanlis étaient, disait le Tzar, une déclaration de guerre qui ne laissait plus de choix.

« Les troupes russes entreraient donc dans les Principautés. Le Tzar, ainsi qu'il l'avait fait auparavant, renonçait à tout agrandissement territorial, toutefois, il ne déposerait les armes qu'après avoir obtenu toutes les garanties nécessaires aux intérêts russes et réalisé les desseins sur

lesquels les Puissances étaient tombées d'accord au traité de Londres.

« Enfin, ajoutait le Tzar, les Alliés étaient libres de garder toute latitude et d'agir comme bon leur semblerait. Toutefois, s'ils dénonçaient le traité du 6 juillet, le Tzar se verrait obligé de le reprendre pour son compte. Mais alors « *abandonné à lui même* et ne recevant aucun appui, il ne consulterait plus que ses *intérêts et convenances* ».

Cette note, comme bien on pense, n'était guère faite pour plaire au cabinet anglais. Wellington ne pouvait admettre les prétentions du Tzar ; d'autre part, s'y opposer, c'était porter le dernier coup à la triplice et laisser, par suite, toute liberté d'action au Tzar en Orient. Il essaya donc de se rapprocher de la France espérant qu'une entente anglo-française pourrait, au moment du réglement définitif des comptes et des indemnités contrebalancer l'ambition slave. Mais tel n'était pas l'avis de la Ferronnays. Ce dernier pensait, avec raison, que la France n'avait rien à perdre à un agrandissement de la Russie qui lui tiendrait sûrement compte de son attitude amicale. Aussi, se refusa-t-il à suivre le ministre anglais. Toutefois, ne voulant pas opposer un refus formel aux propositions anglaises, il offrit de faire occuper la Morée par les troupes françaises ce qui, disait-il, « serait un contre poids à la prépondérance du Tzar en Orient ».

Cette habile proposition ne répondait pas aux désirs de Wellington. Malgré cela, il lui était impossible de la repousser. Un contre-poids était en effet indispensable et une expédition anglaise impossible. Wellington voulait, en effet, éviter jusqu'à l'apparence d'une attitude hostile vis-à-vis de la Turquie.

Aussi, à son corps défendant, il se vit contraint de rouvrir à Londres (2 juillet 1828) les conférences interrompues depuis le mois de mai.

Là, il dut :

1° S'engager à observer la neutralité dans la guerre russo-turque qui venait d'éclater (26 avril 1828) ;

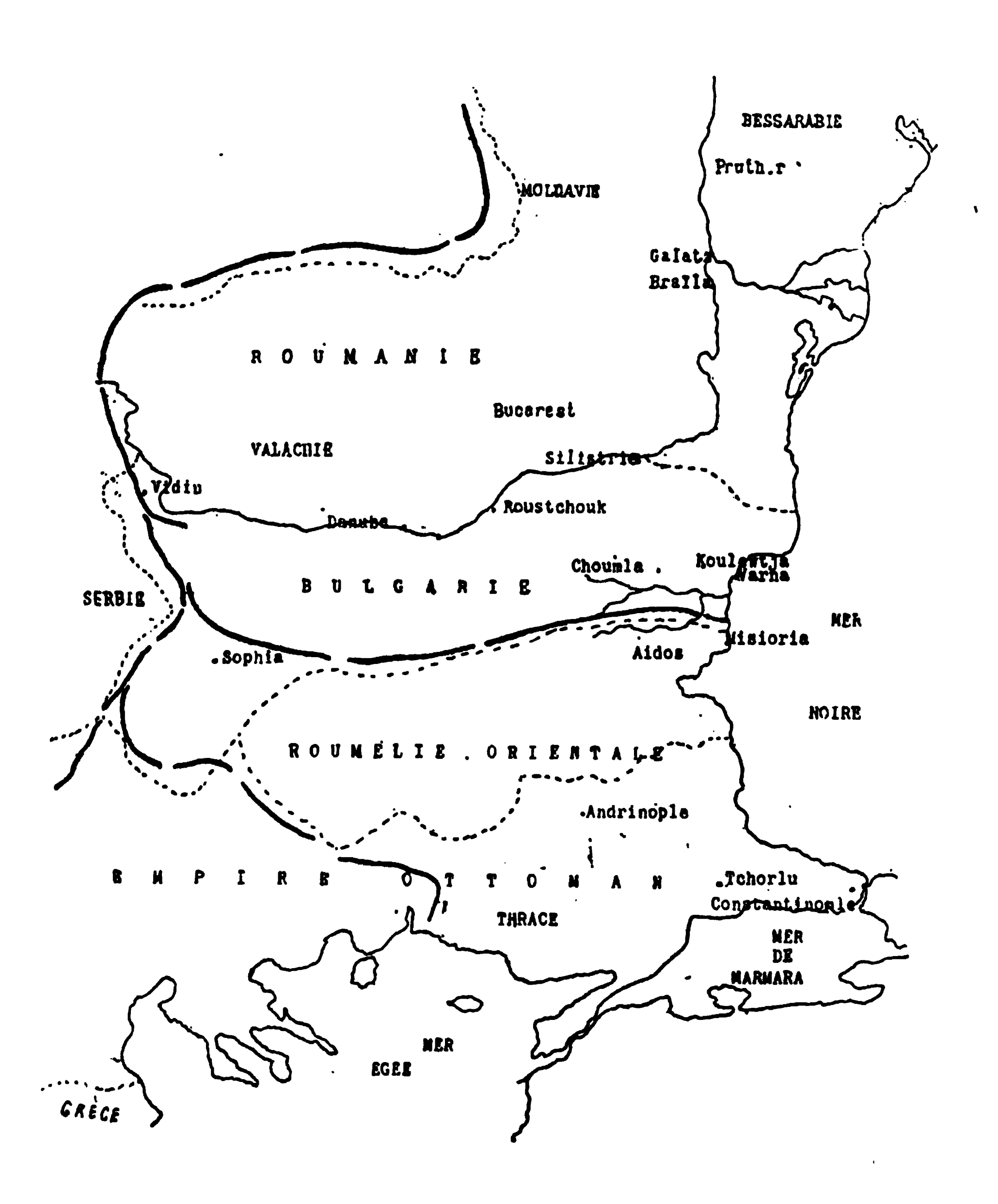
2° Permettre, par une convention du 19 juillet, une expédition française en Morée.

Les Puissances intervenaient.

*
* *

La Porte qui avait montré tant de vigueur et de résolution en jetant le gant aux Puissances par son manifeste

GUERRE RUSSO-TURQUE





adressé aux ayans, eut beaucoup moins d'assurance dès que la Russie eut relevé son défi. Perdant même subitement toute énergie, elle accorda une série de concessions qui, survenues plus tôt, auraient sûrement empêché le Tzar d'entrer en campagne. Mais maintenant, il était trop tard.

Le 7 mai 1828, les troupes russes, fortes de 100,000 hommes, avaient en effet passé le Pruth.

Le plan des Russes était fort simple.

L'aile droite, composée du sixième corps (20,000 hommes) devait, sous les ordres du général Roth occuper les principautés et surveiller les places de Vidin et de Roustchouk.

Le centre, formé du septième corps (18,000 hommes) avait pour mission d'assiéger Braila et Silistrie, places dont le Grand Duc Michael espérait facilement se rendre maître.

Enfin, le général Roudyevitch, qui commandait l'aile gauche, devait, avec le troisième corps (30,000 hommes), occuper également les Principautés et coopérer à la chute de Braila.

Le général Wittgenstein, à la tête d'une seconde armée de 32,000 hommes, avait le commandement en chef des forces moscovites.

Le Tzar en personne accompagnait l'armée. Il était entouré d'une sorte d'état-major diplomatique des plus brillants.

Le duc de Mortemart, Lord Heytesbury, le comte Nostitz et le prince de Hohembourg représentaient auprès de lui les quatre puissances qui semblaient avoir été convoquées pour assister à ses premiers succès.

Le Tzar, sûr de la victoire, espérait en effet finir en une seule campagne imposante cette guerre, prévue depuis si longtemps.

Mais dès le début on ne pressa pas assez les opérations pour pouvoir arriver à un tel résultat.

Bien que la guerre eut été déclarée le 26 avril, le Pruth, qui aurait du être franchi le lendemain, ne l'avait été que le 7 mai. Ce fleuve passé, les Russes avaient, en outre, commis la faute de s'attarder durant un mois dans les Principautés que les Turcs n'avaient pas même essayé de défendre. Le 10 juin les armées moscovites arrivaient enfin sur la rive droite du Danube que les Turcs, à tort ou à raison, avaient évacuée.

Le Généralissime turc, Houssein Pacha, avait, en effet,

préféré enfermer ses 100.000 hommes dans les places fortes de Braila, Silistrie, Varna et de Choumla.

Nous n'entrerons pas dans le détail de ces opérations militaires que les Russes conduisirent avec une étonnante légèreté (1).

Les Turcs résistèrent vaillamment. Braila défendue par Souleiman Bey lutta énergiquement. Une fausse nouvelle, en démoralisant ses défenseurs, devait seule la faire capituler (18 juin).

Plus longue et plus énergique fut la résistance de Varna. Les troupes turques enfermées dans cette place, repoussèrent toutes les attaques des Russes qui, sans la trahison d'Youssouf Pacha, ne se seraient jamais emparés de cette ville (2).

Quant à Choumla, Wittgenstein malgré ses efforts, dut renoncer à s'en rendre maître.

Les maladies que le climat chaud et malsain de la basse Bulgarie provoque toujours chez les Slaves du nord, força l'armée russe à opérer une retraite désastreuse sur Iassy (19 novembre). Les succès de Paskevitch, en Asie, donnèrent quelque lustre aux armées russes, mais ne rachetèrent pas l'insuccès subi sur le Danube.

Devant la tournure inattendue de cette guerre turco-russe, Metternich donna libre cours à sa joie. Cette fois encore, l'Empire turc ne semblait pas devoir être la proie des Slaves.

Wellington se réjouit également de l'échec de cette expédition entreprise malgré lui. Il espérait que le Tzar, attristé et humilié, allait enfin abondonner ses projets belliqueux. Il se trompait, et Nicolas n'attendait que le printemps prochain pour lancer, de nouveau, ses troupes contre la Turquie. Mais, si cette campagne avait échoué, elle n'avait pourtant pas été sans résultats. L'Empereur, il est vrai, n'avait pas réussi dans sa querelle personnelle, en revanche, il avait, grâce à sa diversion, puissamment aidé à la réussite de l'expédition française en Morée.

---

(1) Voir *Feodor Iwanitschew. Geschichte des Russich-Turkischen Kriegs.* Ilmenan 1829 et surtout *de Moltke. Der Russische-Turkische Feldzug in der europaischen Turkei 1828 und 1829.* Berlin 1845.

(2) Youssouf Pacha, ayant été, à la suite d'une intrigue de Palais, dépouillé de ses biens, livra, le 12 octobre, Varna aux Russes.

*
* *

L'expédition française, à laquelle le gouvernement anglais avait été contraint de donner son approbation, n'était pourtant pas sans l'effrayer. Le nouveau chef du Foreign Office, Lord Aberdeen, ami de Metternich et d'Esterhazy, craignait en effet de voir l'influence française s'implanter en Grèce. Aussi, le cabinet anglais s'efforça-t-il de persuader à Ibrahim d'évacuer la Morée, ce qui aurait rendu l'expédition française désormais inutile.

Déjà, au début de février 1828, le Lord haut Commissaire, Adam, avait eu une entrevue avec Ibrahim. Mais, ce dernier, avec un entêtement tout oriental avait absolument refusé d'écouter des conseils qu'il n'avait pas demandés. Sa situation était pourtant fort critique. La destruction de la flotte égyptienne et le blocus pacifique des puissances l'avaient obligé, en coupant toutes ses communications avec l'extérieur, à vivre sur un pays que huit années de guerre avaient transformé en un immense désert. Malgré les difficultés, tous les jours plus grandes, pour s'approvisionner, malgré l'état lamentable de ses troupes, Ibrahim refusait tout armistice. Aux demandes de plus en plus pressantes de Codrington il se contentait de répondre par de vaines bravades. « La pénurie dont souffrait son armée n'était pas encore arrivée à être la famine. Il n'était, du reste, pas prêt à céder, car ses troupes étaient résolues à ne capituler que lorsqu'elles n'auraient plus une seule feuille ou un seul lambeau de chair humaine à se mettre sous la dent » (1).

Ces fanfaronnades exaspérèrent Codrington qui, le 25 juillet, se rendait à Alexandrie pour négocier directement avec Mehemet Ali. Celui-ci, moins opiniâtre que son fils, consentit à signer le 24 Moharrem 1244 (6 août 1828) la convention suivante.

1° Le Pacha d'Egypte s'engageait à rendre tous les prisonniers faits esclaves depuis la bataille de Navarin.

2° Les troupes égyptiennes quitteraient la Morée le plus tôt possible.

3° Ibrahim pouvait toutefois laisser 1.200 hommes dans le Péloponèse pour occuper les principales forteresses.

La nouvelle de cette convention, qui rendait l'expédition en Morée désormais inutile, n'arriva en France qu'après le

---

(1) *Keppel. Narrative of a journey across the Balcan.* London 1831. T. I, p. 390.

départ des troupes françaises. Le 19 août 1828, le corps expéditionnaire français, fort de 14.000 hommes, s'était en effet embarqué à Toulon sous le commandement du général de Maison.

Le 30 août les Français débarquaient à Petalidi, dans le golfe de Coron.

Le général Sebastiani s'établit à Coron, le général Schneider se rendit à Patras, tandis que le général Higonnet allait occuper Navarin. Ibrahim songea tout d'abord à résister. Mais, la nouvelle de la convention d'Alexandrie lui étant parvenue, il consentit à commencer immédiatement l'évacuation de la Morée.

Pendant toute la durée de l'embarquement, les relations entre Français et Egyptiens furent on ne peut plus amicales. Ibrahim se montra d'une correction si parfaite que le général de Maison le fit assister à une grande revue. A cette occasion le fils de Mehemet-Ali remit même un magnifique sabre au colonel de Faudoas dont le régiment (troisième chasseur) l'avait émerveillé par sa belle tenue. Il invita également plusieurs fois à sa table les officiers français. Dans ces occasions, il lança même des épigrammes qui, plus d'une fois, embarrassèrent et étonnèrent l'assistance. C'est ainsi qu'à l'issue d'un repas il demanda au général de Maison, qui ne sut que lui répondre, « Pourquoi la France, qui était allé faire des esclaves en Espagne, venait maintenant en Grèce pour faire des hommes libres ? »

Le 5 octobre, le départ des Egyptiens était effectué. Il ne restait plus que 1200 hommes qui, conformément à la convention d'Alexandrie, occupèrent les principales forteresses. Ils devaient bientôt les évacuer. La saison des pluies ayant, en effet, fort éprouvé les troupes françaises campées sous des tentes à Petalidi, le général de Maison décida d'hiverner dans les places fortes.

Les Turcs, à l'exception de ceux retranchés dans le château fort de Rhion, n'opposèrent aucune résistance aux troupes françaises qui, ainsi abritées, n'eurent plus à souffrir du climat cause de tant de morts.

Ainsi, pour la première fois, tout le Péloponèse avait été arraché des mains des Turcs.

A la suite de ce succès, Capodistrias, arrivé quelques mois auparavant en Grèce, demanda au général français de l'aider dans une expédition vers l'Hellade orientale. Le général de Maison qui brûlait d'agir était tout prêt à se me-

surer avec les arnautes de Rechid Pacha et d'Omer Vrione. La Russie, elle aussi, vu la mauvaise tournure de sa campagne, était favorable à l'entrée des Français en Roumélie, car ceux-ci, en inquiétant les Turcs auraient fait une importante diversion. Mais le gouvernement anglais opposa un veto formel. Il ne pouvait admettre que le drapeau blanc flottât non seulement sur la Morée, mais encore sur la Grèce continentale.

Ne pouvant prouver leur bravoure, les troupes françaises montrèrent d'étonnantes dispositions administratives: Sous l'impulsion des officiers français, les villes furent assainies, les forts et les villages reconstruits, les routes réparées, les rivières endiguées, les champs ensemencés. En même temps les querelles intestines étaient momentanément éteintes tandis que des impôts, convenablement répartis, étaient équitablement perçus.

Aussi, Capodistrias fut-il consterné en apprenant le départ des soldats français, qui, durant leur court séjour, avaient jeté les premières bases de l'administration future de la Grèce.

CHAPITRE XI

La Présidence de Capodistrias

JANVIER 1828. — OCTOBRE 1831

CAPODISTRIAS EN GRÈCE. — Sa vie. — Son arrivée à Nauplie. — Ses réformes.

LA DERNIÈRE INTRIGUE DE METTERNICH. — Les échecs des Russes réjouissent le Grand Chancelier. — Ses projets de quadruple alliance. — Il échoue à Londres, à Paris, à Berlin. — La Russie oblige Metternich à des excuses.

LE PROTOCOLE DE LONDRES DU 22 MARS 1829. — Mission d'Amédée Joubert. — Conférence de Poros. — Le protocole du 22 mars 1829. — L'accueil qu'il reçoit.

LA FIN DE LA GUERRE RUSSO-TURQUE. — Le général Diebitsch. — Les Russes à Andrinople. — Le général Roth devant Tchorlu. — Le traité d'Andrinople.

NOUVELLE DÉLIMITATION DE L'ÉTAT GREC. — L'Europe et le traité d'Andrinople. — La conférence de Londres. — Protocole du 3 février 1830.

LE CHOIX D'UN SOUVERAIN. — Les candidats. — Le prince Léopold de Saxe-Cobourg. — Politique de Capodistrias. — Protocole du 3 février 1830. — Conditions d'acceptation et observations du Prince. — Il refuse le trône.

ASSASSINAT DE CAPODISTRIAS. — L'opposition à Capodistrias. — Gouvernement dictatorial du Président. — Affaires de Poros. — Soulèvement du Magne. — Meurtre de Capodistrias.

Ioannis Capodistrias, le nouveau Président de la Grèce était né à Corfou en 1776. Son père, avocat distingué, l'avait envoyé de bonne heure à Padoue achever ses études médicales. Là, grâce à son savoir faire et à ses dehors aimables et séduisants, il eut vite conquis les faveurs du comte Mocenigo, ambassadeur russe à Venise.

Sa carrière politique commença en 1803, époque où il devint secrétaire des Iles Ionniennes.

Napoléon Ier ayant quelques années plus tard, 1808, annexé ces îles, il se rendit à Saint-Pétersbourg. Chaudement recommandé par Taschitschagow et Barclay de Tolly, il ne tarda pas à obtenir la direction des fonctions diplomatiques au quartier général. Ses brillantes qualités séduisirent le Tzar qui, en 1814, le nommait ministre plénipotentiaire en Suisse en même temps qu'il le chargeait de négociations délicates à Paris et à Vienne.

Cette carrière extraordinaire lui avait donné une capacité politique très grande en même temps qu'une connaissance approfondie des différentes cours européennes. Loyal, désintéressé, habile, il était bien supérieur à tous les autres Grecs issus de la Révolution, aussi ne pouvait-on qu'applaudir à la décision de Trézène qui l'avait placé à la tête du gouvernement grec. La nouvelle de son élection à la présidence de la Grèce lui parvint à Saint-Pétersbourg où le tzar Nicolas l'avait appelé dans l'espoir de le faire rentrer dans la carrière diplomatique.

Aimant la Grèce et le pouvoir, il accepta ce poste dangereux, mais éminent, auquel les représentants de la Grèce venaient de l'appeler.

Il fit donc agréer sa démission par l'empereur et se rendit à Londres où il comptait voir certains personnages politiques et financiers.

L'accueil qu'il y reçut fut des plus froids. Georges IV, qui « avait les révolutionnaires en horreur (1) » ne put se décider à lui accorder audience. Il lui dit seulement quelque mots en passant dans une galerie de Windsor, et continua son chemin sans plus s'occuper de lui.

A Paris, l'accueil fut plus cordial. De Prat lui dédia son « Intervention armée en Grèce » tandis que le gouvernement de Charles X lui promettait une mensualité de cinq cent mille francs.

Enfin, des secours lui étant parvenus des comités philhellènes, de France et de Suisse, il partait pour Nauplie où il débarquait le 18 janvier 1828.

*
* *

Le Président trouva la Grèce plongée dans la plus profonde désorganisation. Le triumvirat méprisé plus que

(1) On reprochait surtout à Capodistrias d'avoir, en 1819, fait soulever l'île Saint-Maurice alors occupée par les troupes britanniques.

jamais allait, chassé par les émeutes, de ville en ville. Nauplie, Egine, Argos avaient été successivement le siège de ce gouvernement nomade. Il était temps que cet état anarchique prit fin. Capodistrias se mit dont résolument à l'œuvre.

Ses premières décisions furent promptes et judicieuses. Le 30 janvier 1828, la constitution en vigueur était supprimée. A sa place le Président établissait un gouvernement que ses adversaires lui reprochèrent à tort d'être despotique. Un pouvoir dictatorial était en effet indispensable pour maintenir dans l'obéissance ce peuple qui, sans transition, était passé de l'extrême tyrannie dans l'extrême liberté.

Malheureusement, Capodistrias était un diplomate et non un homme d'Etat; aussi manqua-t-il parfois du doigté nécessaire pour mener à bien ses utiles réformes.

Autoritaire, il l'était, mais c'est à tort que ses détracteurs l'ont dépeint sous les couleurs d'un sinistre tyran. Il entendait en effet gouverner avec le peuple, seulement, il ne le croyait pas encore assez mûr pour diriger la politique. Les Grecs, en un mot, devaient le soutenir et non le conduire. Aussi, supprima-t-il spontanément l'Assemblée législative tandis qu'il créait le Panhellénion. Cette Assemblée consultative, divisée en trois sections, était composée de 27 membres qui devaient s'occuper des questions administratives, judiciaires, financières, et publier les décrets émanés du Président. Le gouvernement central établi, il commença immédiatement la réorganisation de l'armée.

Jaloux de son autorité, il commit tout d'abord la faute de ne pas appeler auprès de lui des hommes capables de le seconder.

Fabvier qui était tout indiqué, fut laissé de côté, tandis que Demetrius Ypsilanti et Church, qui n'avaient jamais été capables de se faire obéir dans leurs camps, étaient mis à la tête des forces helléniques.

En outre, malgré les conseils du colonel français Gérard, il licenciait le corps de troupes de Fabvier, le seul qui fut convenablement entraîné, et le remplaçait par des volontaires de dix-huit à vingt ans, plus malléables peut être, mais sûrement moins résistants. Fabvier, eut du reste, un tel chagrin de la dispersion de ses vaillants compagnons qu'il quittait, peu après, cette terre de Grèce où il n'avait trouvé qu'ingratitude et jalousie.

Enfin, le Président eut le tort de mettre à la tête d'un im-

portant corps de troupes son frère Agnostino Capodistrias qui, par suite de sa rare incapacité, allait courir d'échec en échec.

Les réformes dans l'administration ne furent guère plus heureuses. Partant de cette idée, que les libertés municipales avaient été la cause de l'anarchie qui avait envahi la Grèce, il décida de supprimer toute autonomie municipale. Fidèle du reste à son principe de tout concentrer entre ses mains, il établit en Grèce une centralisation exagérée. La Morée fut divisée en sept provinces et les îles en six gouvernements à la tête desquels il plaça des gouverneurs provisoires. Un autre de ses frères, Viaro Capodistrias, fut investi d'une de ces nouvelles charges dont les titulaires étaient nommés et révoqués par le Président.

Dans les finances, de nombreux abus persistèrent malgré les efforts de Capodistrias. Il commit d'abord la faute de suivre les anciens errements ottomans et d'affermer, à des primats ou à des chefs militaires, la perception des impôts. En outre, au lieu de faire surveiller ces percepteurs par des corps élus, il chargea de cette délicate tâche trois inspecteurs, dépendant de lui, et qui, malheureusement, se laissèrent bientôt corrompre.

Un essai fut également tenté pour introduire un nouveau système monétaire, mais au lieu de choisir comme unité, le franc, il prit le sixième de la valeur métallique du dollar de platine espagnol, ce qui ne servit qu'à augmenter les difficultés du commerce international.

Des écoles furent construites, mais les élèves faisant défaut, elles se virent peu après transformées en casernes.

Des tribunaux civils et criminels furent créés, mais on ne put jamais obtenir des tribunaux administratifs dans lesquels les citoyens auraient pu trouver un refuge contre l'arbitraire du gouvernement.

Capodistrias refusa également d'établir l'inamovibilité des juges qu'il voulut continuer à maintenir directement sous son autorité.

Son grand défaut fut de vouloir jouer à l'autocrate et de réunir entre ses mains tout le gouvernement. Or, il ne pouvait, malgré sa grande facilité de travail, diriger l'administration de la Grèce et surveiller en même temps le jeu serré des Puissances dans ce dernier acte du drame hellénique.

*
* *

Les réformes de Capodistrias n'avaient ralenti ni les négociations diplomatiques, ni les intrigues de Metternich, dont les revers, subis par les Russes, avaient enflé le cœur. Tant que les Russes avaient eu l'avantage, il n'avait eu garde de les menacer, maintenant, qu'il avait vu leurs troupes, qu'il croyait presque invincibles, obligées de reculer devant les Turcs, il était devenu beaucoup plus hardi.

Profitant de tous les retours heureux que semblait lui ménager la fortune, il tenta un suprême effort pour tirer parti de l'heureuse résistance de la Porte. S'il pouvait obtenir, en diplomatie, un succès analogue à celui remporté par les Ottomans, les armes à la main, rien n'était encore perdu.

Il commença donc par répandre les bruits les plus exagérés sur la situation des troupes russes. Les journaux autrichiens et italiens, inspirés par le Grand Chancelier, publièrent de nombreux articles où ils présentèrent l'échec du Tzar comme un désastre analogue à celui de la Bérézina.

En même temps pour inciter la Turquie à de nouvelles résistances, il faisait signer à l'empereur François I[er] des ordonnances d'armement et annonçait la concentration de troupes autrichiennes sur la frontière serbe.

Enfin, voulant profiter de l'affaiblissement momentané de son rival, il résolut de remplacer la triple alliance, formée contre la Porte, par une quadruple alliance dirigée, cette fois, contre la Russie.

Mais, pour réussir à édifier cette coalition il fallait, avant tout, commencer par saper la triple alliance de 1827.

L'Angleterre était le point faible de la triple alliance, aussi Metternich porta-t-il là ses premiers coups. Wellington était fort mécontent du blocus établi par les Russes devant Constantinople. Cette mesure de guerre qui entravait le commerce anglais, était en outre contraire au traité de Londres.

Les alliés avaient, en effet, stipulé que l'escadre de l'amiral Heyden, appelée par le Tzar dans les Dardanelles, devait rester dans l'Adriatique où, dépouillée de toute qualité de belligérant, elle coopérerait aux mesures prises par les deux autres flottes (1).

(1) Une flotte belligérante russe ne pouvait en effet coopérer avec les escadres neutres de la France et de l'Angleterre.

Wellington était en outre indisposé contre la France qui, non contente du succès de la campagne de Morée préparait encore une expédition contre Alger.

Metternich sut très habilement profiter de l'état d'esprit du duc de fer. Recommençant ses éternelles intrigues, il se mit à pousser de toutes ses forces l'Angleterre contre la France et surtout contre la Russie. Wellington, chez qui le militaire étouffait parfois le diplomate, prit feu dès les premières communications du grand Chancelier. Sans plus calculer les conséquences que pouvait entraîner les mesures suggérées par le ministre autrichien, il proposa au gouvernement français (16 novembre 1828) de renouer les négociations diplomatiques avec la Porte ce qui était, disait-il, le meilleur moyen d'arriver à la paix.

Martignac, afin de montrer au cabinet anglais tout le désir qu'il avait de voir les hostilités bientôt terminées, accéda à cette proposition particulièrement désagréable pourtant, au Tzar.

Cette décision isolait en effet la Russie incapable d'envoyer pour le moment un ambassadeur à Constantinople, et séparait en outre des questions que le Tzar avait tout intérêt à conserver unies. Mais là devait s'arrêter le succès de Metternich.

Le premier moment de colère passé, Wellington vit aisément tout le danger qu'il y avait à suivre ainsi à bride abattue la politique autrichienne. En outre, l'agitation irlandaise (1), alors à son comble, ne lui permettait pas de se lancer dans de nouvelles complications.

Aussi, le 26 décembre 1828, le ministre anglais refusait formellement d'entrer dans une quadruple alliance. « L'honneur du roi de la Grande-Bretagne l'obligeant à être fidèle au traité de Londres tant qu'il subsisterait » (2).

Repoussé à Londres, Metternich se retourna vers Paris.

Le comte Apponyi, ambassadeur d'Autriche en France, proposa donc à notre ministre de réunir un congrès et de former contre la Russie une quadruple alliance. La Ferronnays, le plus zélé partisan de l'alliance russe, l'ami de Pozzo di Borgo et de Liéven fut stupéfait par cette proposition. Il s'empressa de communiquer les projets du Grand Chancelier au ministre russe à Paris et fit savoir au comte

---

(1) C'était en effet l'époque où la question de l'émancipation des catholiques passionnait l'Angleterre.

(2) *Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls der Griechen*, t. V, p. 367.

Apponyi sa formelle intention d'observer fidèlement le traité de Londres.

Metternich n'était pas homme à s'arrêter devant ce nouveau refus. Un de plus, un de moins, peu lui importait, il en avait tellement reçu dans ces dernières années qu'il était arrivé à ne plus les compter.

Ne pouvant triompher du cabinet français, il résolut de le renverser. Il essaya donc de nouer une intrigue de politique intérieure qui tendait à mettre Villèle à la tête du ministère et le prince de Polignac, ambassadeur de France à Londres, à la place de La Ferronnays.

A son instigation, le Prince de Polignac vint à Paris sonder les intentions du roi. Charles X devait bientôt le désabuser.

Il était, en effet, à cette époque fort irrité contre Metternich, qu'il accusait, à tort ou à raison, de flatter le parti bonapartiste en soutenant les prétentions du duc de Reichstadt.

Aussi Charles X répondit-il sèchement aux avances de Polignac qu'il était et entendait rester l'allié de la Russie.

Aussi, dans le cas où l'Autriche attaquerait cette puissance, les troupes françaises marcheraient-elles immédiatement au secours du Tzar.

Quelques mois plus tard, de La Ferronnays était remplacé (1), non par de Polignac, mais par Portalis.

N'ayant pas eu plus de succès à Paris qu'à Londres, Metternich s'adressa à la Prusse jusqu'alors si fidèle à la politique autrichienne. Mais là encore, un nouvel échec attendait le Grand Chancelier. Le roi Frédéric-Guillaume III, qui venait justement de donner une de ses filles à Nicolas, ne tenait nullement à faire le jeu de l'Autriche dont il commençait déjà à miner l'influence en Allemagne.

Mais toutes ces intrigues de Metternich avaient profondément irrité le Tzar. Aussi chargea-t-il Tatitschef de demander au ministre autrichien une explication sur son incompréhensible attitude.

La réponse du Grand Chancelier fut pitoyable. Non seulement il désavoua tous ses projets de quadruple alliance, mais encore il sollicita à Paris, à Berlin et à Londres le témoignage de son inaltérable sympathie pour la Russie. On lui répondit naturellement suivant son désir, mais tous

(1) Il était mort d'une attaque d'apoplexie.

les diplomates haussèrent les épaules et n'en continuèrent pas moins à penser juste le contraire.

La dernière intrigue de Metternich avait échoué. Le traité de Londres subsistait et son application allait faire l'objet des conférences réunies à Londres et à Poros.

***

Les puissances alliées, après avoir accrédité des chargés d'affaires en Grèce (1) avaient ordonné à leurs ambassadeurs de se réunir à Poros. Là, ils devaient arrêter les conditions de l'organisation future de la Grèce, conditions qui seraient ensuite revues et discutées aux Conférences de Londres.

Mais, avant de préparer la charte internationale du nouvel état, il fallait faire admettre par la Porte l'état de fait créé par l'expédition française.

Le 16 novembre 1826 le protocole suivant était adopté. « La Morée et les Cyclades étaient placées sous la garantie des trois Cours jusqu'à ce que le sort de ce pays eut été définitivement réglé, sans cependant que l'on préjugeât en rien les limites définitives à donner à la Grèce. Cette question serait décidée dans des négociations qui seraient ouvertes prochainement avec la Turquie ».

L'orientaliste français, Joubert fut chargé de signifier ce protocole à la Porte. Le Reis Effendi l'accepta sans trop de difficultés. Il espérait en effet, les négociations diplomatiques reprises, jouer à nouveau les Puissances par ses réponses savamment dilatoires.

Toutefois, avant d'envoyer des ambassadeurs français et anglais à Constantinople, les Alliés convinrent de tomber d'accord sur la solution à donner à la question grecque.

Le 12 décembre, Guilleminot, Ribeaupierre et Stratford Canning terminaient les conférences de Poros. Un protocole résumant leurs délibérations était immédiatement envoyé à la conférence de Londres qui, le 22 mars 1829, arrêtait le premier et le plus important des trois grands actes diplomatiques qui devaient créer l'Etat grec (2).

Les principales clauses de ce document étaient :

« Il sera proposé à la Porte que l'Etat grec s'étende jus-

---

(1) La France envoyait le général Juchereau de Saint-Denis, l'Angleterre Dawkins et la Russie M. Bulgari.

(2) De Clercq, t. III p. 533.

qu'à une ligne allant du golfe de Volo au golfe d'Arta, par le mont Othrys et les contreforts du Pinde. Les Cyclades et l'île d'Eubée en feront partie.

« Les Grecs paieront au Sultan un tribut annuel d'un million cinq cent mille piastres.

« Les propriétaires turcs des biens fonds, les usufruitiers des vakoufs (1) devront vendre leurs biens à l'amiable dans le délai d'une année, sinon ces biens seront vendus par les soins d'une commission mixte, composée de Grecs, d'Ottomans et de délégués des puissances. »

« L'Etat grec jouira, sous la suzeraineté de la Porte, de l'administration intérieure la plus propre à lui garantir la liberté religieuse et commerciale. Cette administration se rapprochera, autant que possible, des formes monarchiques et sera confiée à un Chef ou Prince chrétien dont l'autorité sera héréditaire.

« Ce Prince ne pourra, en aucun cas, être pris parmi les membres des familles régnantes dans les trois états signataires du traité de Londres. Il sera choisi par les trois Cours et par la Porte. Il recevra l'investiture du Sultan. En cas d'extinction de la branche régnante, la Porte participera au choix du nouveau Prince.

« Amnistie pleine et entière sera accordée par la Porte et par la Grèce à leurs adversaires respectifs.

« Le droit d'émigration sera laissé aux chrétiens grecs habitant les territoires maintenus sous la puissance turque et semblable droit sera laissé aux musulmans habitant la Grèce.

« Les ambassadeurs de France et de Grande Bretagne partiront incessamment pour Constantinople où ils ouvriront des négociations avec la Porte au nom des trois Cours alliées. Il était entendu que la Russie, bien que non représentée, ne serait exclue directement ou indirectement d'aucun des points de la négociation.

« Les ambassadeurs devaient réclamer du Sultan le maintien de l'armistice qui existait en fait depuis septembre 1828.

« En échange de cette concession de la Porte, les alliés s'engageaient à obtenir des Grecs l'évacuation des territoires *concédés* par le présent protocole, mais qui étaient en dehors des territoires *garantis* par le protocole du 16 novembre 1828, c'est-à-dire de la Morée et des Cyclades.

(1) Les vakoufs sont les biens ecclésiastiques ou ceux des mosquées.

« Enfin les ambassadeurs s'efforceraient, par tous les moyens, d'obtenir l'adhésion de la Porte dans le plus bref délai ».

Tel était le protocole du 29 mai 1829. Tout y était prévu avec sagesse et modération, mais sans largesse ni générosité.

Les Grecs l'acceptèrent avec reconnaissance, mais sans enthousiasme. Ils regrettèrent qu'on ne leur concédât pas l'Epire, la Thessalie et la Crète, où la population chrétienne dominait (1).

Mais ils se plaignirent surtout de cette différence subtile entre le territoire *concédé* et le territoire *garanti* qui, en exigeant le retrait des troupes helléniques, exposait les populations chrétiennes de l'Hellade du nord à de terribles représailles de la part des musulmans.

Aussi Capodistrias refusa d'adhérer officiellement aux clauses du protocole.

Quant au Reis Effendi il repoussa catégoriquement les vœux des Puissances (30 juillet 1829) (2).

Les canons russes allaient bientôt le rendre plus accommodant.

*
* *

Les Russes, dès le mois de février 1829, avaient repris leur lutte contre les Turcs. Renseignés par leurs revers de l'année précédente sur les forces ottomanes, ils prirent toutes les précautions possibles pour éviter un nouvel échec qui aurait été fatal à leur réputation militaire.

Les troupes russes comprenaient environ 200.000 hommes bien équipés et bien entraînés.

Le commandement en chef avait été confié à Diebitsch, général plus jeune et plus énergique que Wittgenstein.

Enfin, le Tzar et son cortège diplomatique étaient restés cette fois-ci loin de l'armée, laissant ainsi au généralissime une plus grande liberté d'action.

Le plan de campagne était le suivant.

Les troupes russes devaient tout d'abord s'emparer de

---

(1) Pour la première fois apparait alors la « Grande idée hellénique » qui devait pousser les Grecs à conquérir ces territoires.

(2) Il déclara qu'il ne pouvait que promettre aux rayas rentrés dans le devoir un traitement identique à celui des musulmans.

Silistrie. Puis, contournant Choumla, essayer de franchir les Balkans.

Le 17 mai 1829, Diebitsch, un moment retenu par les inondations du Danube, arrivait devant Silistrie. L'investissement de la place commença aussitôt. Mais aucun combat décisif n'eut lieu. Les deux adversaires, qui se craignaient mutuellement, se contentèrent de se surveiller et de se miner réciproquement.

Ainsi compris, le siège menaçait de durer indéfiniment.

Diebitsch résolut donc de continuer sa marche offensive et de ne pas s'immobiliser davantage devant une place dont la reddition n'était que très problématique.

Aussi, le 5 juin 1829, il remettait au général Krassowski le commandement des troupes assiégeantes tandis qu'il marchait à la rencontre de Rechid Pacha, le nouveau généralissime turc. Le 10 juin Diebitsch surprenait le Pacha près de Koulewtja et lui infligeait une sanglante défaite. Ce succès russe eut un contre-coup à Silistrie dont la garnison, démoralisée par cet échec, déposait les armes le 29 juin.

Cette reddition, en rendant libre l'armée de Krassowski, permit à Diebitsch de tenter immédiatement le passage des Balkans. Rechid Pacha, qui s'attendait à une attaque de Choumla, ainsi que cela avait eu lieu l'année précédente, avait concentré dans cette ville toutes les troupes chargées de la défense des défilés de la Montagne.

Aussi les Russes, après avoir contourné Choumla et suivi la vallée du Kamtjik, arrivèrent à Erketsch sans avoir rencontré le moindre obstacle (1). Cette chaîne des Balkans, que le bruit général leur avait dépeinte comme si redoutable, était dès lors franchie. Sans perdre un instant, le général russe Rudiger, se rendit à Aidos (2) (25 juillet), tandis que Diebitsch s'avançait à marches forcées vers Andrinople où il arrivait le 19 août.

C'était là une entreprise hardie, Chalil Pacha qui défendait cette ville de 100.000 habitants dont plus du quart était armé, possédait en effet 12.000 hommes parfaitement équipés avec lesquels il lui aurait été facile d'arrêter les 20.000 soldats de Diebitsch. Mais les Turcs étaient telle-

---

(1) Le général Gourko devait, en 1877, pousser en Turquie une pointe absolument identique.

(2) C'était afin de tendre la main à la flotte russe qui s'était emparée de Misivria.

ment démoralisés qu'ils ne tentèrent même pas la moindre résistance.

Mettant à profit la terreur que cette marche rapide avait inspiré aux Ottomans, le général Roth, à la tête de 4.000 hommes, s'avançait sur la route de Constantinople et arrivait jusqu'à Tchorlu.

Dans cette terrible crise, Mahmoud fut loin de justifier le titre de nouveau fondateur de l'Empire Ottoman sous lequel il s'était lui même proclamé. Avec un peu d'opiniâtreté et un peu d'habileté, le Sultan aurait facilement « précipité les Russes des hauteurs de la victoire dans l'abîme de la défaite » (1).

La situation de Diebitsch était en effet des plus critiques.

La chaleur, le choléra, la peste avaient décimé son armée et anéanti ceux qui n'étaient pas encore entrés à l'hôpital.

Faute de chevaux, l'artillerie avait dû être abandonnée et, faute d'hommes, les communications n'avaient pu être assurées.

Une parole énergique de Gordon, le nouvel ambassadeur anglais à Constantinople, ou un soulèvement en masse dans la capitale ottomane aurait suffi pour forcer les Russes à une retraite précipitée qui aurait pu, vite, se changer en un véritable désastre.

Mais Mahmoud était trop consterné pour agir. Aussi, le 14 septembre 1829, signait-il, par l'intermédiaire du général prussien Muffling, le traité d'Andrinople.

Nous ne nous étendrons pas sur les différents avantages qu'obtenait la Russie, cession en Asie des places fortes d'Akhalzik, de Poti et d'Anapa, paiement de 137 millions comme indemnité de guerre, ouverture des Détroits aux navires marchands russes, etc., l'article X, qui seul nous intéresse, contenait l'adhésion *sans condition* de la Porte aux stipulations du traité de Londres et au protocole du 22 mars.

L'Etat grec, délimité et rendu viable par le protocole du 22 mars, parvenait, par cet article X du traité d'Andrinople, véritablement à l'existence et prenait désormais rang parmi les Etats européens.

---

(1) *Moltke. Der Russische-Turkische Feldzug in der Europaischen Turkei 1828 und 1829.*

*
* *

Après le traité d'Andrinople l'Europe, qui avait un moment craint l'entrée des Russes à Constantinople, respira.

Le Tzar, de son côté, n'avait pas été sans inquétude et avait, durant toute la campagne, redouté un coup de tête de Wellington, si irritable et si changeant. Aussi, la fin des hostilités étant arrivée, crut-il plus habile de faire parade de modération et de désintéressement. Pour le moment le plus sage en effet était de consolider et d'organiser l'influence prépondérante qu'il venait d'acquérir en Orient.

Quant à la Prusse, elle aussi était satisfaite de ce traité d'Andrinople où, grâce à Muffling, elle avait joué le rôle de conciliatrice (1).

En France, on accueillit avec enthousiasme l'affranchissement de la Grèce et l'opinion publique, qui s'était passionnée pour cette lutte inégale, se réjouit de cette heureuse issue à laquelle elle avait tant contribué.

En Angleterre, de même qu'après Navarin, on ne sut au juste s'il fallait rire ou pleurer. Le cabinet anglais était heureux d'avoir contribué à la formation de l'état grec, mais, d'autre part, il regrettait la victoire des Russes qui avait de nouveau stimulé la poussée moscovite.

Quant à l'Autriche, elle fulmina contre ce premier morcellement de la Turquie qu'elle s'était continuellement efforcé d'éviter. Le traité conclu, il restait à l'exécuter.

La conférence de Londres fut chargée de cette lourde tache.

La situation était des plus délicates. Les Grecs, qui durant toute la lutte, avaient eu pour unique but leur indépendance protestaient énergiquement contre la vassalité que l'Europe prétendait leur imposer.

Mais leurs réclamations, quelque justes qu'elles fussent, n'auraient probablement eu aucun effet si elles n'avaient, à ce moment, trouvé dans l'Angleterre une alliée inespérée.

Wellington, après avoir consciencieusement étudié la question hellénique, venait en effet de se prononcer en faveur de l'indépendance de la Grèce.

Le ministre anglais s'était parfaitement rendu compte que les Grecs n'accepteraient jamais une vassalité, quelque large qu'elle fut. Ils continueraient, au contraire, à placer

---

(1) *Muffling, Aus meinem Leben.* Berlin 1851.

toutes leurs espérances dans le Tzar à qui ils ne cesseraient de demander l'affranchissement complet de leur patrie.

L'Empereur de Russie aurait ainsi une occasion toute trouvée pour s'immiscer à chaque instant dans la politique intérieure de l'empire ottoman (1).

En outre, suzeraine des provinces helléniques, la Turquie saurait empêcher toute organisation militaire de la Grèce. Le premier conflit entre les populations chrétiennes et musulmanes risquerait donc de déchaîner à nouveau la guerre et de menacer l'Europe d'une conflagration générale.

Enfin, l'influence maritime anglaise ne pouvait s'exercer que sur une Grèce indépendante, dégagée de toute tutelle russe ou ottomane.

La France elle, également, se prononça contre la vassalité, mesure bâtarde et source de nombreuses complications.

La difficulté était de savoir si la Porte qui, il y avait seulement deux mois, se refusait à entendre parler de la moindre concession d'autonomie, accepterait une semblable extension du protocole du 23 mars.

De prime abord, il était permis d'en douter.

Mais bientôt on s'aperçut que la Porte, à tort ou à raison, n'attachait qu'une importance secondaire à la question de suzeraineté. Elle semblait se rendre compte que la Grèce, libre ou vassale, était toujours perdue pour elle.

Par contre, la délimitation du futur Etat était, à ses yeux, de première importance, aussi Wellington proposa-t-il la transaction suivante. Le sultan choisirait entre une Grèce vassale avec les frontières du protocole du 22 mars, ou une Grèce indépendante avec des frontières plus restreintes (2).

La Russie accepta cette proposition. La France seule protesta, mais faiblement. Sa situation ne lui permettait pas en effet de contrecarrer les autres puissances. L'expédition d'Alger était sur le point d'avoir lieu et, pour réussir, elle avait besoin de la neutralité de ses alliés.

Aussi M. de Montmorency-Laval qui représentait la France aux conférences de Londres dut-il céder.

Le 3 février 1830, Lord Aberdeen, M. de Liéven et M. de

(1) En un mot le Tzar suivait en Grèce la même politique que celle qu'il avait adoptée vis à vis des Principautés.

(2) *Viel-Castel. Histoire de la Restauration*, t. XX p. 194.

Montmorency-Laval signaient un protocole par lequel ils déclaraient que « la Grèce formerait désormais un état indépendant, jouissant de tous les droits politiques administratifs et commerciaux.

Quant aux frontières du nouvel état. elles seraient reculées jusqu'à l'Aspropotamos et mont Oeta » (1).

Tout le territoire situé entre l'Aspropotamos et la mer Ionnienne ainsi que la vallée du Sperchius était donc arraché à la Grèce.

*
* *

L'état grec constitué, restait à lui trouver un souverain.

La conférence de Londres se mit immédiatement à l'œuvre. Les candidatures pour la couronne grecque furent beaucoup plus nombreuses que ne l'avait supposé Metternich et Gentz.

La France présenta tout d'abord le jeune Othon de Bavière fils puîné du roi Louis. Agé de quatorze ans, il semblait plus apte à s'habituer aux mœurs et coutumes grecques qu'un prince plus mûr. En outre, il y avait des chances pour qu'il subit docilement, du moins au début, la tutelle de la conférence de Londres. Mais le Tzar objecta la religion catholique du Prince qui ne lui permettait pas de régner sur un peuple orthodoxe.

Le prince Philippe de Hesse-Hombourg fut écarté comme inféodé à la politique de Metternich.

Le prince Frédéric des Pays-Bas, soutenu par la Russie, se vit repoussé par la France.

La candidature de l'Archiduc Max d'Autriche ne put jamais rallier les suffrages de l'Angleterre et de la Russie.

Le duc de Mecklembourg-Strelitz, le prince Emile de Hesse, le Margrave Wilhelm de Bade, le prince Bernard de Saxe-Weimar, ne purent réunir l'adhésion des trois membres de la conférence.

Il peut sembler étrange que, dans cet examen de candidatures, les principaux intéressés, c'est-à-dire les Grecs, n'aient pas été consultés.

Ceux-ci s'étaient pourtant, depuis longtemps, prononcés en faveur du prince Léopold de Saxe-Cobourg.

Ce prince avait jadis épousé la princesse Charlotte, fille

(1) *Prokesch von Osten. Geschichte des Abfalls der Griechen*, t. VI, p. 20.

du roi d'Angleterre. Veuf de bonne heure, il était pourtant resté allié à la famille royale par le mariage d'une de ses sœurs avec le duc de Kent, frère de Georges IV.

L'âge avancé du roi d'Angleterre et de son frère, le duc de Clarence, rendait possible l'avènement au trône de la toute jeune princesse Victoria, fille du duc de Kent et nièce, par sa mère, de Léopold.

Dans le cas où la princesse Victoria serait montée sur le trône, la régence aurait certainement été confiée à son oncle.

Aussi, le prince de Saxe-Cobourg était-il partagé entre le désir d'être roi en Grèce ou régent en Angleterre.

Aventureux, romantique, il fut vite séduit par l'appât d'une couronne dans un pays qui brillait de toute la gloire du passé et de tout l'héroïsme du présent. Il chargea donc Charles Stockmar, frère de son conseiller, de se rendre en Grèce pour sonder les véritables sentiments et les intentions du Président.

Ce n'était pas là chose aisée. Capodistrias commençait, en effet, ce jeu serré et subtil qui a échappé en partie aux historiens.

Sa présidence, admirée par les uns, condamnée par les autres, n'a en effet trouvé aucun témoin vraiment impartial sur lequel nous puissions nous appuyer en toute confiance. Nous sommes ainsi réduits à nous en rapporter à sa correspondance dans laquelle, en vrai diplomate, il se garde bien de dévoiler le fond de sa pensée. Nous devons donc nous contenter de vagues suppositions et de simples hypothèses. Il nous semble pourtant à peu près certain que Capodistrias, arrivé au pouvoir, ne devait être nullement désireux de céder la place à un prince étranger.

Quant à son jeu, il fut des plus simples. Il consistait à réclamer officiellement un candidat qu'il s'efforçait de décourager en secret.

Aussi, lorsque les ambassadeurs, réunis à Poros, lui demandèrent de désigner un prétendant, son choix tomba-t-il sur le prince de Saxe-Cobourg.

Capodistrias, qui l'avait connu lors de la campagne de Saxe de 1812, espérait en effet facilement dominer ce prince aimable et docile.

Le Roi Georges IV qui détestait son gendre, devenu le chef des Whigs, se prononça tout d'abord contre cette candidature. La France également lui fut hostile. Mais le Prince, ayant demandé la main de la Princesse Louise

d'Orléans, le gouvernement français cessa de s'opposer à son élection. Il en fut de même du Roi d'Angleterre qui, sur les conseils de Wellington, consentit finalement à appuyer les prétentions de son gendre.

Aussi, la Conférence de Londres décida-t-elle dans un second protocole du 3 février 1830 d'offrir le gouvernement de l'Etat grec, avec le titre héréditaire de *Prince souverain*, au Prince de Saxe-Cobourg.

Le 11 février, le Prince faisait savoir qu'il acceptait « la carrière utile et agréable » qu'on lui offrait, mais sous certaines *conditions* dont les principales étaient :

1° La garantie de l'Etat grec contre toute agression ;

2° L'amélioration des frontières du Nord ;

3° Le concours financier des Puissances ;

4° Le maintien des troupes alliées en Grèce durant quelque mois ;

5° Le droit pour les Grecs de ratifier le choix de leur souverain.

Les membres de la Conférence furent stupéfaits.

Ils lui expliquèrent qu'ils n'avaient aucunement à discuter avec lui. Il pouvait refuser l'offre faite, mais s'il acceptait, ce devait être sans restrictions.

Le Prince sentit qu'il avait été trop loin, et remplaça le mot *conditions* par celui d'*observations*.

Cette rectification faite, la Conférence consentit à lui répondre officiellement.

Mais, contrairement à son attente, toutes ses observations furent repoussées. Ce veto des Puissances n'était pas fait pour diminuer les préoccupations du Prince. Son mariage avec la Princesse Louise d'Orléans, peu désireuse d'aller en Grèce, venait de se rompre.

En outre, les lettres de Capodistrias devenaient de plus en plus décourageantes. Le Président lui laissait en effet entrevoir que des difficultés constitutionnelles surgiraient bientôt, que la délimitation des frontières donnerait lieu à une forte crise, que les caisses publiques étaient vides, le peuple mécontent et qu'il aurait besoin d'une grande force d'âme pour terrasser les difficultés sans nombre qui ne manqueraient pas de surgir sous ses pas.

Ce tableau, poussé au noir, effraya le Prince. Le 21 mai 1830, Léopold, cédant aux suggestions de ses amis les Whigs, qui voulaient le garder auprès d'eux, adressait à la

Conférence de Londres sa renonciation au trône de Grèce.

L'intrigue de Capodistrias avait réussi.

Les révolutions qui venaient d'éclater en France et en Belgique allaient détourner un instant de l'Orient l'attention des diplomates. Aussi, Capodistrias pouvait-il espérer que les Puissances alliées, lasses de chercher un nouveau candidat, consentiraient enfin à réaliser son rêve, c'est-à dire à lui confier la Présidence à vie du peuple hellénique.

***

Les intrigues de Capodistrias et son gouvernement autoritaire n'avaient pas été sans provoquer en Grèce un vif mécontentement. Petit à petit, un parti d'opposition s'était formé.

Au lieu de chercher à se concilier ses adversaires, le Président préféra entrer directement en lutte avec eux,

Voulant briser toutes les résistances, il fut amené à prendre des décisions dictatoriales qu'on ne saurait trop blâmer..

Une bande d'espions, sans foi ni loi, fut lancée à la recherche des ennemis du gouvernement. Sur leurs dénonciations calomnieuses, Sessines de Gâstuni, le Président du Sénat, fut obligé de se démettre de ses fonctions, tandis que Lazaros Kontouriotis d'Hydra était jeté en prison.

Des arrestations arbitraires prirent une inquiétante extension. Un soupçon, un doute, suffisait pour provoquer l'internement dans une forteresse sans autre forme de procès,

La liberté de la presse, solennellement proclamée en 1824, fut supprimée et les journaux qui, comme l'*Apollo* de Polyzoides, tentèrent de résister, eurent leurs presses brisées (1).

Ces mesures arbitraires qui rappelaient la domination ottomane, mécontentèrent vivement le peuple. Las de subir les volontés de leur Président, les Grecs réclamèrent la convocation d'un congrès à Argos.

Capodistrias s'y refusa.

La guerre civile commença immédiatement.

Les Hydriotes, soutenus par les habitants de l'île de Syra, se constituèrent en état indépendant et convoquèrent

---

(1) Deux mois plus tard, l'*Apollo* reparaissait sous la protection des magistrats d'Hydra.

un congrès. En même temps, le Magne, ce redoutable fief des Mavromichalis, se soulevait et instituait un gouvernement autonome.

L'Etat grec, si péniblement constitué, se démembrait donc de lui même. Le Président décida de décapiter au plus tôt cette anarchie naissante. En conséquence, Canaris reçut l'ordre d'équiper la flotte grecque ancrée dans le port de Poros et de faire, au plus tôt, voile vers Hydra.

Les Hydriotes prévinrent l'attaque.

Le 27 juillet 1831, Miaulis, le vaillant amiral grec, pénétrait dans la rade de Poros et s'emparait de la flotte grecque.

Capodistrias, furieux, s'adressa à l'amiral russe, Ricord, alors à Nauplie, pour dompter cette nouvelle rébellion.

Ricord, en toute hâte, se dirigea vers Poros, où il somma Miaulis de rendre les navires. Celui-ci refusa. Devant cette attitude, l'amiral russe se décida à employer la force, mais, au moment où il s'apprêtait à tirer sur les révoltés, Miaulis mettait le feu aux poudres et faisait sauter les bâtiments qui avaient jadis si vaillamment contribué à la délivrance de la Patrie.

La flotte grecque était donc détruite par son plus vaillant amiral que les passions politiques venaient momentanément d'égarer.

Dans le Magne, la révolte fut vite éteinte.

Le vieux Petro Bey ayant été arrêté, l'insurrection cessà presque aussitôt. L'ordre rétabli, Capodistrias promit a Constantin et à Georgios Mavromichalis (1), venus à Nauplie, la libération du vieux Magnote. Un article très violent d'un journal anglais fit revenir le Président sur sa détermination première.

Les Mavromichalis jurèrent de se venger. Le 9 octobre 1831, au moment où Capodistrias s'apprêtait à pénétrer dans l'église de Saint-Spyridion, il tombait mortellement frappé sous les coups de Constantin et de Georgios Mavromichalis.

Les partisans du Président massacrèrent sur le champ le frère de Petro Bey. Quant à son fils, il put se réfugier à la légation de France d'où il était quelques jours plus tard livré à un conseil de guerre qui, le 22 octobre, le faisait fusiller.

(1) Constantin Mavromichalis était le frère et Georgios Mavromichalis le fils de Petro Bey.

Les ennemis acharnés du Président comparèrent les Mavromichalis à Harmodius et à Aristogiton, mais les modérés, comme Mavrocordato, déplorèrent cet acte odieux.

La conduite autoritaire du Président expliquait les haines qu'il avait suscitées, mais rien ne justifiait son assassinat.

Capodistrias aimait en effet la Grèce. Ses mesures pour rétablir l'ordre n'avaient pas toujours été bonnes, mais ses intentions avaient toujours été excellentes. Aussi, ceux des Grecs, qui n'étaient pas aveuglés par la haine et par la passion, regrettèrent leur Président qui avait péri au champ d'honneur, frappé au moment où il cherchait à refréner l'anarchie, toujours prête à renaître.

CHAPITRE XII

Le Roi Othon

La Grèce à la suite de l'assassinat de Capodistrias. — Le Prince Othon, Roi de Grèce. — Nouvelles délimitations des frontières.

CONCLUSION.

La Grèce, à la suite de l'assassinat de Capodistrias, fut de nouveau plongée dans une profonde anarchie. Le Sénat, craignant l'arrivée d'un nouveau dictateur, avait confié le pouvoir à une sorte de triumvirat composé d'Augustin Capodistrias (1), de Théodore Colocotronis, et de Kolettis. Augustino Capodistrias avait été nommé Président. Son incapacité et son implacable hostilité envers ses nouveaux collaborateurs, avaient été en grande partie cause de son élection. La Présidence affaiblie, l'Assemblée législative espérait en effet maintenir facilement entre ses mains la direction des affaires. Elle ne se rendait pas compte qu'il lui était matériellement impossible de maintenir l'ordre sans s'appuyer sur un pouvoir exécutif fort et uni.

Les événements devaient bientôt l'éclairer sur ce point.

Une nouvelle Assemblée nationale, réunie à Argos, ne servit qu'à attiser les rivalités des Rouméliotes, des Insulaires et des Moréotes qui, dans les premiers mois de 1832, entraient définitivement en lutte. La guerre civile éclatait de nouveau,

Ce malheureux pays, qui avait pourtant le plus grand besoin d'ordre et de tranquillité, était, une fois de plus, mis à feu et à sang.



Tandis que les Grecs s'entretuaient dans des guerres fratricides, les Plénipotentiaires, réunis aux conférences de Londres, continuaient à chercher le Prince capable de mettre un frein à la dévorante ambition des chefs grecs.

(1) Frère aîné de Ioannis Capodistrias.

Par suite de la renonciation de Léopold, deux Princes seulement restaient qualifiés pour le trône hellénique.

L'un, Frédéric, Prince des Pays-Bas, était patronné par la Russie, l'autre, Othon de Bavière, avait déjà été proposé par la France en 1829. Lord Palmerston, ayant donné sa voix au candidat français, l'élection du fils du Roi Louis de Bavière fut désormais assurée.

Le 7 mai 1832, une convention, signée à Londres, offrait la couronne au Prince Othon, qui prendrait le titre de Roi. La Grèce formerait un Etat monarchique indépendant, sous la garantie des trois Cours françaises, anglaises et russes. Celles-ci s'emploieraient à faire reconnaître le Roi de Grèce par les autres Cours de l'Europe.

Le jeune Prince serait, jusqu'à sa majorité (1er juin 1855) sous la tutelle d'un conseil de trois régents (1).

Il renoncerait à tout droit sur la couronne de Bavière.

Il pourrait pourtant amener avec lui un corps de 3.500 Bavarois.

Enfin, le protocole stipulait que les limites de la Grèce seraient modifiées.

Stratford Canning fut chargé d'ouvrir sur ce sujet des négociations avec la Turquie.

Prétextant que la délimitation de 1830 avait été faite sur une carte défectueuse, Stratford Canning réclama, pour la Grèce, la frontière qui avait déjà été acceptée par la Porte lors du protocole du 22 mars 1829.

Contrairement à l'attente générale, le Reis Effendi ne fit aucune difficulté pour céder, moyennant une somme d'argent, les territoires, révoltés contre la domination turque, qu'on lui réclamait.

Le 21 juillet 1832, la Porte consentait à rendre aux Grecs, la frontière du golfe d'Arta au golfe de Volo, moyennant le versement d'une indemnité de 462.480 liv. st. mais il était solennellement déclaré que « les longues conférences occasionnées par le traité de Londres ne devaient jamais être renouvelées et que l'affaire grecque devait être considérée comme irrévocablement terminée » : La Grèce avait ainsi des frontières suffisantes pour se défendre. Le 1er février 1833, Othon de Bavière débarquait à Nauplie. Le Royaume grec prenait désormais rang parmi les Etats européens.

---

(1) Les régents devaient être le Comte Armansperg, M. de Maurer et le général Heideck.

*
* *

L'ordre fictif, établi par les alliés à la suite de la chute de Napoléon Ier, avait été de courte durée. La Sainte-Alliance n'existait plus qu'à l'état de souvenir et ceux qui, comme Metternich, avaient tenté de lui rester fidèles, avaient perdu tout crédit et toute autorité.

L'esprit de liberté, si durement comprimé en 1815, renaissait partout et préparait manifestement sa revanche. La Grèce indépendante allait servir d'exemple à toutes les nationalités et à tous les peuples opprimés de la péninsule balkanique.

Désormais l'Empire ottoman se désagrège avec une effrayante rapidité. De même qu'un fruit mûr se détache de son arbre, de même les nationalités chrétiennes, appelées à la vie par la Révolution hellénique, se séparent une à une de la Sublime Porte.

Tour à tour, la Roumanie, la Serbie, le Monténégro secouent entièrement le joug des Turcs, tandis que la Bulgarie et la Roumélie obtiennent une autonomie presque complète.

Les dernières provinces fidèles au Sultan, l'Albanie et la Macédoine, s'agitent également, pour des causes différentes, il est vrai, mais qui n'en sont pas moins dangereuses pour l'intégrité de l'empire ottoman, ce grand principe si souvent proclamé et si souvent violé.

Le cercle des nations autonomes se resserre autour de Constantinople et semble, à prime abord, sur le point de chasser des côtes d'Europe cette race intruse. Mais, c'est là un rêve qui, du moins pour le moment, semble irréalisable. Pour chasser les Turcs il faut être fort; or, telle n'est pas la situation des peuples Balkaniques rongés par d'interminables luttes intestines.

La Grèce, il faut le reconnaître, est la grande responsable de cet état de choses. C'est elle, en effet, qui, par son mauvais exemple, a empêché les peuples de profiter de tous les bienfaits de la liberté. La nation grecque, au lieu d'essayer de remettre en valeur son sol, de réorganiser son armée, de se débarrasser des brigands, d'augmenter son influence et de rétablir ses finances a préféré se lancer de nouveau dans les luttes de partis.

Toute l'histoire du royaume grec n'est que le récit de troubles, d'émeutes, de révolutions qui, en affaiblissant la Grèce, l'empêchèrent de remplir le rôle glorieux auquel son

brillant passé semblait l'avoir destinée. Cette rénovation de la Grèce, qui avait guidé et enthousiasmé les Philhellènes, fut loin d'être ce que l'on avait tout d'abord espéré. Il faut avouer que plusieurs siècles de servitude. suivis de plusieurs années d'insurrection, sont une école peu propre à l'éducation des mœurs publiques, mais, malgré cela, on pouvait espérer mieux d'un peuple qui avait les qualités et le passé des Grecs.

On pouvait croire que la Grèce régénérée suivrait l'exemple donné par les Etats-Unis d'Amérique et saurait grouper autour d'elle tous les chrétiens des Balkans.

Bien plus civilisé que ses voisins, le Grec semblait appelé à rétablir l'ancien empire grec d'Orient, ce qui aurait été la fin de la domination turque en Europe. Mais rien de semblable ne devait arriver.

L'histoire n'est qu'un continuel recommencement et les peuples chrétiens de l'Empire Byzantin qui, au XV[e] et XVI[e] siècle, avaient, par leurs discordes permis, l'établissement des Turcs en Europe, allaient par leurs rivalités prolonger cette domination ottomane.

La révolution hellénique n'a donc pas produit tous les fruits qu'on était en droit d'attendre d'elle, car les Grecs, manquèrent du doigté nécessaire pour réussir dans la grande tache qui leur incombait.

Pour helléniser les autres peuples chrétiens, les Grecs au lieu de suivre une méthode longuement étudiée, agirent à la hâte sans plan déterminé.

Le clergé grec, tout fier de la victoire qu'il venait de remporter, se lança tête baissée sur les Serbes, les Roumains et les Bulgares sans même se demander si, dans cette course folle, il ne risquait pas de fouler aux pieds leurs sentiments les plus sacrés.

La propagande maladroite du clergé grec devait être un coup fatal porté à l'hellénisme. Dans cette région des Balkans où les questions religieuses priment toutes les autres, l'église était, en effet, le plus puissant levier que la Grèce eut à sa disposition pour la domination de ses voisins.

Or, en 1870 et en 1885, nous voyons successivement le clergé bulgare et le clergé roumain se séparer définitivement du patriarche grec de Constantinople.

En même temps l'impérialisme, sentiment qui, à prime abord, semblerait réservé aux grands peuples orgueilleux et conscients de leur force, apparaît en Orient.

La Grèce, mise en goût par l'acquisition des îles Ion-

niennes, ne songe qu'au panhellénisme et à la « Plus grande Grèce ». C'est au nom de cette idée, de cette illusion peut-être, que la Grèce se lancera dans de stériles conflits internationaux.

Si, en 1878, ses réclamations lui font acquérir la Thessalie, ses interventions en Macédoine et en Crète amèneront les incidents de 1880 et la désastreuse campagne, follement menée contre les Turcs de 1897.

La Bulgarie, à son tour, s'efforcera de réorganiser la Grande Bulgarie du traité de San-Stéfano.

La Serbie, le Monténégro, suivront le mouvement et auront, eux aussi, leur grande idée.

Ces longs espoirs seront une nouvelle complication de la question d'Orient. Ce ne seront plus deux héritiers seulement l'un russe, l'autre autrichien qui se prépareront à se disputer l'héritage de l'homme malade, mais une quantité de nouveaux compétiteurs. Aussi, les peuples chrétiens vont-ils, poussés par cette jalousie, aller jusqu'au point de préférer l'autorité musulmane à la subordination à une autre nation chrétienne.

C'est ainsi que nous voyons, actuellement les Grecs de Macédoine consentir à la domination ottomane plutôt que d'accèpter un maître bulgare, et la population d'Athènes manifester ses sympathies envers le Sultan, par haine de la politique de la Bulgarie en Macédoine.

La Grèce, qui a été incapable d'organiser la confédération des peuples des Balkans, ne voudrait pas voir les Serbes et surtout les Bulgares réussir là où elle a échoué.

Jamais l'axiome de Machiavel « Diviser pour régner », n'a trouvé d'application plus probante qu'ici où la jalousie réciproque des populations chrétiennes constitue le plus solide appui du régime turc qui, quelque paradoxal que cela puisse paraître, semble pour le moment, être seul capable de maintenir l'ordre et la paix en Orient.

Vu le Président :
22 juillet 1903,
L. Barde.

Montpellier, le 24 juillet 1903.
Vu le Doyen,
Vigié.

Vu et permis d'imprimer
Montpellier, le 24 juillet 1903,
Le Recteur,
Am. Benoist.

BIBLIOGRAPHIE

Lord Byron .... *Childe Harold.* London 1834.

E. Codrington .... *Compressed narrative of the proceeding of the Vice-Admiral Sir E. Codrington.* London 1832.

Edmons .... *Kolokotronis.* London 1892.

J. Emerson .... *Journal of a residence among the Greeks.*

Erskine .... *Letter on the subject of the Greeks to the earl of Liverpool.* London 1822.

Eton .... *A survey of the turkish empire.* London 1801.

Finlay .... *History of the greek revolution.* London 1861.

Gordon .... *History of the greek revolution.* London 1832.

Hobhouse .... *Journey through Albania.* London 1813.

D. Holland .... *Travels in the Ionian Islands.* London 1815.

D. G. Home .... *Historical sketch of the greek revolution.*

Hughes .... *Travels in Sicily, Greece and Albany.*

Keppel .... *Narrative of a journey across the Balcan.* London 1831.

Leake .... *Researches in Greece.* London 1814.

Leake .... *Outline of the greek revolution.* London 1826.

Leake .... *Travels in northern Greece.* London 1835.

Sir Henry Lytton Bulwer. *An autumn in Greece.* London 1826.

Madden .... *Travels in Turkey, Egypt, Nubia and Palestine.* London 1829.

J. Porter .... *Turkey, its history and progress.* London 1854.

Stapleton .... *Political life of Canning.* London 1831.

Stapleton .... *Canning and his time.* Oxford 1859.

Urquhart .... *Turkey and its resources.* London 1833.

Urquhart .... *The spirit of the Orient.* London 1840.

Walsh . . . . *Narrative of a journey from Constantinople to England.* London 1829.

*
* *

von Hahn. . . . . *Albanische Studien.* Leipzig 1853

Heffter . . . . *Das Europaische Volkerrecht der Gegenwart.*

Hertzberg . . . . *Geschichte Griechenlands.* Gotha 1879.

Klüber. . . . . *Pragmatische Geschichte der nationalen und politiken Wiedergeburt Griechenlands.* Francfort 1835.

von Korff . . . . *Die Thronbesteigung des Kaisers Nicolaus I.* Berlin 1857.

Mendelssohn-Bartoldy. . . *Geschichte Grichenlands.* Leipzig 1874.

von Moltke . . . . *Der Russische-Turkische Feldzug in der europaischen Turkei 1828 und 1829.* Berlin 1845.

Muffling . . . . *Aus meinem Leben.* Berlin 1851.

Frederic Muller. . . . . *Denkwürdigkeiten aus Griechenland.*

Oppenheim. . . . . *System des Volkerrechts.*

G. Pecchio. . . . . *Gemælde von Griechenland im Jahre 1825.* Leipzig 1827.

Porkesch von Osten . . . . . *Geschichte des Abfalls der Griechen.* Vienne 1867.

Zinkeisen. . . . . *Geschichte Griechenlands.* Leipzig 1832.

*
* *

Argate . . . . *Précis des opérations de la flotte grecque.* Paris 1828.

Assad-Effendi. . . . . *Précis historique de la destruction des janissaires.* Paris 1833.

Alphonse de Beauchamp. . *Histoire d'Ali Pacha.* Paris 1822.

Bengesco. . . . . *Essai d'une notice bibliographique sur la question d'Orient.* Paris 1897.

Berard . . . . *La Turquie et l'hellènisme contemporain.*

Bikelas. . . . . *La Grèce byzantine et moderne.* Paris 1893.

Blancard. . . . . *Etudes sur la Grèce contemporaine.* Paris 1885.

Blanquières . . . . *Histoire de la Révolution actuelle de la Grèce.* Paris 1825.

Bogdanovitch . . . . *La bataille de Navarin.* Paris 1887.

Bourgeois. . . . . *Manuel de Politique étrangère.* Paris 1900.

Capodistrias. . . . . *Correspondance.* Genève 1839.

Cauchy. . . . . *Le droit maritime international.*

Chateaubriand . . . . *Notes sur la Grèce.*

Debidour. . . . . *Histoire diplomatique de l'Europe.* Paris 1891.

Despagnet. . . . . *Cours de droit international public.* Paris 1899.

Dragoumis. . . . . *Souvenirs historiques.* Paris 1891.

Driault. . . . . *La question d'Orient.* Paris 1898.

Dufey de l'Yonne. . . . . . . *Résumé de l'histoire de la régénération de la Grèce.* Paris 1828.

Dufrenoy. . . . . *Histoire de la Grèce moderne.*

Edm. About. . . . . *La Grèce contemporaine.*

Fallmerayer . . . . *Histoire de la Péninsule de la Morée.*

Fallmerayer . . . . *Fragments de l'Orient.*

Gennadios. . . . . *La Grèce moderne et la Guerre de l'Indépendance.* Paris 1897.

Gentz . . . . *Dépêches inédites aux hospodars de Valachie.* Paris 1876.

Gervinus. . . . . *Insurrection et régénération de la Grèce.* Paris 1863.

Hautefeuille . . . . *Histoire maritime du droit international.*

Hermann. . . . . *Histoire de l'Etat russe.*

Ibrahim-Mazour-Effendi. . *Mémoires sur la Grèce et l'Albanie.* Paris 1827.

Jouanni . . . . *La Turquie (Collection Univers Pittoresque.* T. XXX.)

Jourdain. . . . . *Mémoires historiques et militaires sur les événements de la Grèce.* Paris 1828.

Jurien de la Gravière. . . . *La station du Levant.* Paris 1876.

Kebedgy. . . . . *De l intervention. Théorie générale et étude spéciale de la question d'Orient.* Paris 1890.

Kimon. . . . . *Rénovation hellénique.* Paris 1898.

Korais . . . . *Exhortations politiques.* Paris 1823.

Lebrun . . . . *Voyage en Grèce.* Paris 1828.

J. de Lias . . . . *Pour la Grèce, pour la Croix.* Paris 1897.

Marsigli . . . . *Etat militaire de l'Empire ottoman.* La Haye.

de Martens . . . . *Recueil et nouveau recueil de traités.* Paris 1837.

Mavrocordato. . . . . *Coup d'œil sur la Turquie.*

Mengin . . . . *Aperçu général sur l'Egypte.*

Metaxas . . . . *Souvenirs de la Guerre de l'Indépendance grecque.* Paris 1888.

Metternich . . . . *Mémoires.* Paris 1880.

Michaud et Poujoulat. . . . *Correspondance d'Orient.* Bruxelles 1855.

Moye . . . . *Cours de droit international public.* Montpellier 1901.

Christian Muller . . . . *Voyage en Grèce.*

Oertel . . . . *Les derniers jours de l'Empereur Alexandre.* Saint-Pétersbourg 1827.

Oreillo.............. *Recueil de Documents relatifs à la Constitution de la Grèce délivrée*. Zurich 1822.

Papadopoulo Vretos..... *Mémoires historiques sur Capodistrias*. Paris 1837.

Pellion.............. *La Grèce et les Capodistrias*. Paris 1855.

Pouqueville........... *Histoire de la régénération de la Grèce*. Paris 1824.

de Pradt............. *Vrai système de l'Europe relativement à l'Amérique et à la Grèce*. Paris 1825.

de Pradt............. *De l'intervention armée pour la pacification de la Grèce*. Paris 1828.

Raffenel............. *Histoire des événements de la Grèce*. Paris 1825.

Raybaud.............. *Mémoires sur la Grèce*. Paris 1825.

Rhizo-Nerulo......... *Histoire de la Grèce moderne*.

Savary............... *Lettres sur la Grèce*. Paris 1788.

Albert Sorel.......... *Essais d'histoire et de critique*. Paris 1894.

Soutzo............... *Histoire de la Révolution grecque*. Paris 1829.

Thiersch............. *De l'état actuel de la Grèce*. Leipzig 1838.

Vandal............... *Napoléon et Alexandre I*.

de Viel-Castel......... *Histoire de la Restauration*. Paris 1860–1878.

Voutier.............. *Mémoires sur la guerre actuelle des Grecs*. Paris 1823.

Yemeniz.............. *Scènes et récits de la guerre de l'Indépendance*. Paris 1869.

* * *

Bofferio.............. *Antica a nova Grecia*. Turino 1844.

Collegno............. *Diario dell'assedio di Navarino*. Turino 1857.

Olivi................ *La questione del diritto d'intervento*. *Archivo guiridico 1880*.

* * *

Argyropulos.......... Δημοτικῆ Διοίκησίς ἐν Ἑλλάδι.

Bretos............... Νεοελληνικη φιλολογια. Athènes, 1854.

Colocotronis.......... Ἑλληνικα ὑπομνημονεύματα. Athènes, 1856.

Germanos............ Ὑπομνεύματα περί τῆς ἐπαναστάσεως τῆς Ἑλλάδος. Athènes, 1837.

Gouras . . . . Σουρμελῆς ἱστορία τῶν Αθηνῶν. Αἰγίν, 1834.

Papadopoulos . . . . Ανασχευῆ των είς την ἱστοριαν των 'Αθηνῶν ἀναφερομένων περί τοὺ στρατηγοῦ 'Οδυσσεως. Athènes, 1837.

Philimon . . . . Δοκίμιον περί τῆς 'Ελληνιχῆς 'Επαναστασεως. Athènes, 1859.

Tricoupis . . . . 'Ιστορία τῆς Ελληνιχῆς επὰναστάσεωϑ. London. 1853-56.

TABLE DES CHAPITRES

PREMIÈRE PARTIE

LES PRÉLIMINAIRES DE L'INSURRECTION

CHAPITRE PREMIER

Etat de l'Europe du Congrès de Vienne au Congrès de Laybach (1814-1820)

CHAPITRE II

Révolte d'Ali de Tépélen

Pages

CHAPITRE III

Expédition d'Alexandre Ypsilanti (1820-1821)

DEUXIÈME PARTIE

CONFLAGRATION GÉNÉRALE

CHAPITRE IV

Première Année de la Guerre. — (Avril-Décembre 1821)
Soulèvement général des Grecs

CHAPITRE V

Deuxième Année de la Guerre. — (Janvier 1822. — Décembre 1822) Opérations militaires régulières.—Nouveau Triomphe de Metternich

Pages

CHAPITRE VI

Troisième année de la Lutte. — (Janvier 1823. — Juin 1824).
Epuisement réciproque. — Canning. — Demandes russes.

TROISIÈME PARTIE

INTERVENTION ÉGYPTIENNE

CHAPITRE VII

Quatrième année de lutte. — (Janvier 1824. - Février 1825). — Intervention égyptienne en Crète. — Deuxième guerre civile en Grèce. — Premières conférences de Saint-Pétersbourg.

CHAPITRE VIII

Pages

QUATRIÈME PARTIE

L'EUROPE ET LA FORMATION DE L'ÉTAT GREC

CHAPITRE IX

Septième année de la Guerre. — (Décembre 1825. — Décembre 1826).— Le Philhellénisme. — La chute de Missolonghi. — Entente anglo-russe.

CHAPITRE X

Navarin et ses Conséquences (décembre 1826–novembre 1828)

CHAPITRE XI

La Présidence de Capodistrias (janvier 1828–octobre 1831)

CHAPITRE XII

Le Roi Othon

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE (1)

(1) Noms propres : **Egyptiennes**. — Noms géographiques : *Italiques*.


CHALCIDIQUE
Mt Athos
lfe de Salonique
Lachonia
Mt Pélion
MER ÉGÉE
Trikeri
Lithada
île d'Eubée
phissa
Chalcis
Livadia
Desphina
Thèbes
Stoura
BEOTIE
ATTIQUE
Karystos
Le Pirée
Athènes
Corinthe
Salamine
venaki
idaure
C. Sunion
Nauplie
Costri
Hydra
CYCLA
Spetzia
Monemvasie
Milos
Cythère
MER
DE
Baie de Souda
Cannée
Bethymno
Sphakia

Imp. de la Société anon. de Publications industrielles et d'Imprimerie administrative
A. FAYOLLE, ✠, Directeur, 20, rue Turgot, Paris.

